

L'AUTOCONSOMMATION AGRICOLE EN FRANCE

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
SERA PRÉSENTÉ ET SOUTENU LE 9 JUILLET 1952, A 10 HEURES

PAR

ANDRÉ DE CAMBIAIRE

JURY :

Président : M. J. MILHAU, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

Suffragants : M. E. ANTONELLI, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

M. J. MORINI-COMBY, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

RENNES

IMPRIMERIES RÉUNIES (Société Coopérative), 22, rue de Nemours

1952



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'AUTOCONSOMMATION
AGRICOLE
EN FRANCE

*L'impression de ce travail a pu être effectuée grâce à une subvention
du Ministère de l'Education Nationale*

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTE DE DROIT

- MM. BECQUE, professeur de Droit civil.
VIALLETON, professeur de Droit civil.
GUENOUN, professeur de Droit romain.
LEGAL, professeur de Droit criminel.
DEMONTES, professeur de Droit civil.
ANTONELLI, professeur d'Economie politique.
DELBEZ, professeur de Droit international public.
TISSET, professeur d'Histoire du Droit.
de LAUBADERE, professeur de Droit constitutionnel, détaché au Maroc,
directeur du Centre d'Etudes Juridiques de Rabat.
CABRILLAC, professeur de Droit commercial.
COMBY, professeur d'Economie publique.
COSTE-FLORET Paul, professeur de Droit civil, détaché comme membre
de l'Assemblée nationale.
MILHAU, professeur d'Economie politique.
PEQUIGNOT, professeur de Droit administratif.
BECQUE Jacques, professeur de Procédure civile et voies d'exécution.
DESMOULIEZ, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.
DUFOUR, agrégé, détaché à Alexandrie.
SAUTEL, chargé de cours de Droit romain.
LEDUC, chargé de cours d'Economie politique.
DIJOL, chargé d'un cours de Capacité.

ADMINISTRATION

- MM. BECQUE, Doyen.
LEGAL, assesseur.

SECRÉTARIAT

- M. JULIEN, secrétaire.

HONORARIAT

- MM. MORIN, Doyen.
COURTIN, professeur d'Economie politique.
DUBOIS, secrétaire.

JURY

- MM. J. MILHAU, professeur, président.
E. ANTONELLI, professeur, assesseur.
J. MORINI-COMBY, professeur, assesseur.

L'AUTOCONSOMMATION AGRICOLE EN FRANCE

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
SERA PRÉSENTÉ ET SOUTENU LE 9 JUILLET 1952, A 10 HEURES

PAR

ANDRÉ DE CAMBIAIRE

JURY :

Président : M. J. MILHAU, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

Suffragants : M. E. ANTONELLI, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

M. J. MORINI-COMBY, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

RENNES

IMPRIMERIES RÉUNIES (Société Coopérative), 22, rue de Nemours

1952

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses.

Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



INTRODUCTION

L'économie plus ou moins fermée de l'exploitation agricole peut s'exprimer, dans une première approximation par l'importance comptable de l'autoconsommation : utilisation sur place des produits de la ferme.

L'AUTOCONSOMMATION AGRICOLE...

Ces deux mots suffisent pour provoquer de la part des non-spécialistes un sourire marqué d'une pointe d'ironie et de la part des économistes l'attrait de la curiosité pour la chose nouvellement constatée.

Le désintéressement quasi-général qui semble avoir caractérisé, jusqu'à ces derniers temps, l'attitude générale à l'égard de l'autarcie agricole ne saurait se justifier à priori, puisque, si les phénomènes considérés ici ne relèvent pas uniquement de l'analyse abstraite, les résultats de leur observation ne sauraient laisser indifférente la théorie économique.

En nous proposant d'étudier ce sujet nous avons conscience d'aborder un terrain à peu près vierge, tout au moins si l'on considère le phénomène dans *l'ensemble des problèmes* qu'il pose (1).

Si les phénomènes d'autarcie agricole ont peu attiré l'attention des économistes, malgré leur intérêt certain, c'est, sans doute, que leur nature est spéciale et leur approche délicate.

(1) Nous n'avons trouvé chez les économistes Français que deux études d'ensemble que nous utiliserons au maximum : il s'agit des notes relevées au Cours professé par M. J. Milhau : Montpellier Doctorat 1950 et du Cours de Doctorat professé par M. P. Fromont, 1946-47, pages 17 à 45, publié par les Cours de Droit, Paris.

a) *Un phénomène presque délaissé par les économistes*
....des jugements mais peu d'analyses....

L'histoire des doctrines économiques (2) sans aborder d'une façon directe l'objet de nos préoccupations, nous permet de connaître les jugements portés à diverses époques sur la vie fermée de l'exploitation, et de poser ainsi les premiers jalons de notre enquête.

S'agissant d'un secteur économique extérieur à l'échange nous pouvons classer les auteurs d'après leur option favorable ou défavorable à l'échange en général, et à une économie agricole d'échange en particulier.

1. — LA CONDAMNATION DE L'ÉCHANGE

Aristote ne condamne pas l'échange, à proprement parler, la vente par le producteur et l'achat pour la consommation (chrématistique nécessaire) ; mais il lui préfère « l'économie », la production pour la satisfaction directe des besoins de la famille, qualifiée de « naturelle », et nettement opposée au commerce (chrématistique proprement dite), l'achat pour la revente.

Cette hostilité à l'égard du dépassement des fonctions normales de la monnaie préfigure la condamnation médiévale de l'intérêt et le cycle de Marx « argent-marchandise-argent ».

Caton l'ancien devait se montrer encore plus réticent à une économie agricole d'échange, lui qui n'en conseillait que le premier terme à l'agriculteur : qu'il vende, mais qu'il n'achète pas.

...« Vendat oleum si pretium habeat, vinum frumentumque... Patren familias vendacem, non émacement esse oportet » :

Le père de famille doit être parcimonieux dans ses dépenses, et tirer parti de toutes ses ressources.

Beaucoup moins réaliste, Virgile se contentait d'envier les agriculteurs : — « O trop heureux agriculteurs, s'ils connaissaient leur bonheur ! Pour eux, loin des discordes, la terre très juste répand une facile nourriture ». —

(2) Nous utiliserons plus spécialement les notes prises au cours professé par M. Jean Morini-Comby. Doctorat, Montpellier, 1949, et d'une façon générale GIDE et RIST : « *Histoire des doctrines économiques* », G. GONNARD : « *Histoire des doctrines économiques* », D. VILLEY : « *Petite histoire des grandes doctrines* », E. JAMES : « *Histoire des théories économiques* ».

« Facile » pour le maître... beaucoup moins peut-être pour l'esclave qui travaille. Mais pour comprendre la valeur humaine du travail, et de celui de l'esclave en particulier, il faut attendre le christianisme.

La pense médiévale, toute imbue de cette loi générale du travail, en arrive à nier « l'utilité » du capital et la rémunération possible de ses services. Le prêt étant, à cette époque-là, consenti à la consommation, rien n'était moins naturel que le commerce et surtout celui de l'argent : les « artes pecuniativæ ».

Par contre les « artes possessivæ », et l'agriculture en premier lieu, sont des activités saines puisque répondant à la satisfaction directe des besoins humains : le manoir est le type réel mais aussi le type idéal d'organisation sociale et économique.

Malgré son fractionnement ultérieur, son isolement économique devait se conserver bien au delà du mercantilisme assoiffé d'or ; et son principe humain d'attachement au sol devait dominer de longs siècles puisque Arthur Young, abandonnant ses préjugés britanniques, s'enthousiasma pour l'état d'âme du paysan Français passionné d'une terre qui lui donne indépendance et sécurité.

C'étaient précisément les avantages que le prolétariat urbain était en train de perdre.

Désormais l'autarcie agricole devenait le bastion le plus sûr contre l'exploitation capitaliste.

L'idée se précise devant le développement parallèle du capitalisme et de l'analyse socialiste.

Le jugement des auteurs abandonne peu à peu le terrain de la philosophie, de la poésie et de la morale pour celui de la construction économique.

— *Sismondi découvre le mal... et propose l'exemple de l'agriculteur.*

En 1801 dans le « tableau de l'agriculture Toscane » il écrivait : « ...Partout où l'on retrouve des paysans propriétaires on retrouve aussi cette aisance, cette sécurité, cette confiance dans l'avenir, cette indépendance qui assurent en même temps le bonheur et la vertu. Le paysan qui fait avec ses enfants tout l'ouvrage de son petit héritage, qui ne doit de fermage à personne au-dessus de lui, ni de salaire au-dessous, qui règle sa production sur sa consommation et qui mange son propre blé, boit son propre vin, se revêt de son propre chanvre, et de ses laines, se soucie peu de connaître les prix du marché ».

— Proudhon précise le mal... et regrette la « vieille agriculture ».

Dans les premières pages de sa « Banque d'échange » il écrivait en 1848 :

« ...Le père de famille vivait, nourrissait les siens du vieux champ patrimonial. Il tirait toute sa consommation du travail rustique, il ne demandait rien à personne, vendait peu, achetait encore moins, méprisant le commerce, le change et la banque...

« Alors la propriété existait véritablement, le principe qui est la fin de la propriété était le propriétaire ; le propriétaire était lui-même production, circulation et débouché, il vivait en soi, par soi, et pour soi... ».

— *Le Socialisme Scientifique dénonce l'exploitation du paysan par le capitalisme urbain* (3).

Devant l'inadaptation, au monde agricole, de la thèse Marxiste de concentration et de lutte des classes, les socialistes Bernstein, David, Otto Hertz, Gatti, Vandervelde, Kautsky, Jaurès, ont souligné que la théorie marxiste de la production capitaliste ne saurait s'exprimer, en termes agricoles, par la disparition de la petite exploitation au profit de la grande.

La prolétarianisation du petit paysan ne vient pas des grands propriétaires ; elle découle bien plus de l'exploitation de l'agriculteur par le capitalisme urbain.

En abandonnant son autarcie traditionnelle et la production pour sa consommation propre, l'agriculteur se place sous la dépendance de ce capitalisme urbain qui lui fournit ses machines et ses engrais, transporte ses produits, en organise la vente et qui le réduit au rôle de fournisseur asservi de matières premières pour ses usines.

Du fait de ce « déplacement », assez peu orthodoxe d'ailleurs, la thèse socialiste contient une bonne part de vérité.

Mais si la société sans classes doit supprimer « l'exploitation par l'échange » rien ne nous laisse prévoir la possibilité de son instauration immédiate.

Le déroulement de l'histoire nous montre un renouvellement continu des classes, mais non leur disparition d'une société qui repose sur la séparation des fonctions.

(3) KAUTSKY : « *La politique agraire du parti socialiste* », GERRY : « *L'économie agricole française et la socialisation du sol* », thèse Droit 1939, AUGÉ-LARIBÉ : « *L'Evolution de la France agricole* », 1912.

Cette séparation des activités nécessite l'échange entre les diverses classes ou secteurs.

Et la division du travail, bien avant de donner l'élan au capitalisme, devait servir de base à de nombreux auteurs pour condamner la vie autarcique de l'exploitation agricole.

2. — L'EXALTATION DE L'ÉCHANGE

La classification contemporaine des diverses activités en trois secteurs, primaire, secondaire et tertiaire, n'est pas, dans son esprit, une pure invention des temps modernes.

Platon, dans « La République », construisait une société idéale où les fonctions diverses devaient se répartir entre les gardiens qui dirigent, les guerriers qui combattent, les laboureurs qui produisent.

Cette construction implique, dans son économie, l'échange d'une classe à l'autre et par conséquent condamne l'autarcie agricole.

Lorsque la nation aura abandonné son organisation guerrière au profit d'une composition politique et économique, les guerriers perdront de l'importance et des secteurs nouveaux se développeront : le commerce et l'industrie.

Avec le mercantilisme on en viendra même à « déclasser » l'agriculture. Pour nourrir les travailleurs industriels, l'agriculture devrait être encouragée dans son expansion par la production en vue de la vente ; mais, somme toute, l'agriculture française compte moins que le blé, et le blé étranger a moins de valeur que les produits industriels nationaux...

Par réaction contre ce mépris de l'agriculture, et tenant compte de l'évolution générale, les Physiocrates, au nom de la nature maîtresse rejoignent, par delà les siècles, la trilogie de la « République ».

C'est bien ce que nous propose le Docteur Quesnay dans son « Tableau économique » où les Propriétaires dirigent, les « fermiers » produisent, et la « classe stérile » se fait entretenir...

Les physiocrates ont nettement établi la discrimination dans le monde rural entre le secteur fermé et le secteur d'échange.

Quesnay reconnaissait à l'autarcie une part importante (« deux milliards » sur cinq) qui servait à entretenir l'exploitant et son cheptel. Mais il souligne davantage le rôle des trois autres milliards qui sont lancés dans le circuit des échanges.

Et si, dans son esprit (et c'est peut-être là une de ses remarques les plus originales et les plus profondes) ce circuit forme une boucle, c'est bien l'alimentation de ce circuit le but de la production, le but de la création même.

Le produit net c'est le résultat d'une agriculture moderne, celle qui produit plus qu'« elle ne consomme ».

Et Quesnay ne tarit pas d'éloge pour le fermier que la terminologie moderne qualifierait de « dynamique » celui qui paye un fermage, qui achète à l'industrie, paye des ouvriers et vend la « générosité de la nature ». C'est lui qui est placé bien au-dessus du métayer ou du petit propriétaire, autoconsommateurs, routiniers, qui n'utilisent que leurs bras et le travail des bœufs (4) et n'ont aucune place dans le triptyque économique.

Ce sont eux, qui, par contre, seront accueillis par les socialistes dans la catégorie des exploités... Mais dans le courant d'un siècle l'aristocratie terrienne aura cédé le pas à la bourgeoisie industrielle et la production agricole à la concentration urbaine.

Adam Smith par contre, gardait des physiocrates une certaine faveur pour la terre, mais il vantait surtout la division du travail et l'échange. L'autarcie agricole est dès lors ignorée, sinon condamnée ; et Jean-Baptiste Say formulant la « loi des débouchés » permettra aux économistes libéraux de préconiser la production pour la vente et l'échange le plus ouvert possible.

Ce sont des préoccupations tout autres qui conduisent Ricardo et Malthus à souhaiter indirectement l'écclatement de l'économie fermée agricole. Dans la mesure où davantage de produits seront livrés sur le marché la « rente foncière » diminuera et la population trouvera à se nourrir ; à moins que les « pauvres » ne se multiplient plus rapidement que le blé... dans ce cas seule la liberté totale du commerce des grains permettra un approvisionnement normal en échange de la fourniture de produits industriels et de services de transformation.

Ceci ne devait pas convenir à l'Américain Carey qui, (à la suite de List, en Allemagne) propose un système protectionniste adapté à son pays.

Dans le développement de l'industrie nationale il voit la constitution de débouchés pour l'agriculture et surtout de débouchés proches qui, d'une part éviteront « l'épuisement du sol » national en réduisant les exportations, et d'autre part éviteront l'exploitation de l'agriculteur par les trafiquants du commerce à longue distance.

La « nation normale » qu'il propose doit développer toutes les « facultés latentes » du potentiel humain. S'il condamne l'échange international des produits agricoles, l'extension de l'industrie nationale implique bien l'expansion de l'exploitation agricole et son maintien dans une économie de marché.

(4) « Ces animaux attardés », pourrait-on dire en ironisant sur le critère distinctif des exploitations rétrogrades et modernes, adopté par Quesnay.

En France, avec les physiocrates ont disparu les préoccupations agricoles : seuls les agronomes comme Gasparin et Lecouteux, prolongeant la lignée d'Ollivier de Serres s'intéressent à l'économie agricole ; mais comme eux et après eux la majorité des agronomes feront bien plus de « l'agronomie teintée d'économie » que de l'économie rurale, s'intéressant bien plus à la technique de l'exploitation qu'à l'économie de la production agricole. D'ailleurs avec la fin du XIX^e siècle la production agricole pose des problèmes inconnus jusqu'alors : la mévente des produits agricoles bouleverse les théories de la « rente » et du « produit net », déjà largement ébranlées.

Dès lors les sphères libérales, revenant sur l'option physiocratique en faveur de la grande exploitation, recommenceront avec Souchon, le panégyrique de la petite exploitation paysanne, semi-autarcique, refuge contre les crises.

L'exploitation familiale, rempart contre l'exploitation capitaliste et les dérèglements du marché, devient une panacée, image de la permanence millénaire, au travers des bouleversements généraux, des relations unissant la famille et la terre.

Et c'est la fin « des grandes doctrines ». Cette fresque rapide et certainement incomplète nous permet de « situer » l'autarcie agricole, tout en appréciant l'étroitesse de la place réservée à l'économie rurale dans l'histoire de la pensée économique, malgré la spécificité et l'intérêt des problèmes qu'elle pose.

b) *Un phénomène dont l'intérêt est certain*

Dans leur totalité, les traités et les cours d'Economie politique contemporains, affirment l'existence d'une séparation entre le monde de la production agricole et le monde de la production industrielle (5).

C'est bien d'ailleurs cette séparation qui a dicté la naissance et presse à l'heure actuelle le développement de « l'Economie Rurale ».

La théorie économique établit une distinction très nette entre l'*entreprise capitaliste* industrielle, et l'*exploitation agricole*.

Ces deux unités de production relèveraient de *régimes économiques* différents (6).

(5) On nous excusera de ne pas citer individuellement tous les auteurs.

(6) E. ANTONELLI, *Cours d'économie politique*, Tome I, Paris 1927, Tome II, Montpellier, CAUSSE, 1946 ; F. PERROUX, *Cours d'Economie politique*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, Tome I, 1947, Tome II, 1949, 5^e édition. H. GUITTON : *Précis d'Economie politique*, Tome premier, Dalloz, 9^e édition 1951.

La théorie économique observe aussi une dissemblance entre les mécanismes des *marchés agricoles* et ceux des *autres marchés* ; ils accuseraient des tendances différentes.

Or, si les phénomènes d'autoconsommation sont indispensables et même essentiels dans la définition du régime économique de l'exploitation, ce sont eux aussi qui permettent de comprendre le jeu et l'évolution de l'offre agricole.

Comment faire de l'économie politique « la science des échanges » si l'on ne connaît pas les limites fluctuantes, mais peut-être déterminantes, de l'offre ?

1° AUTOCONSUMMATION ET EXPLOITATION

Il est indispensable dans la compréhension de « l'exploitation » et dans la précision de sa spécificité de connaître les phénomènes d'autoconsommation.

L'exploitation agricole s'oppose à l'entreprise capitaliste sur des points essentiels :

- Buts de la production
- Moyens de production
- Combinaison de ces moyens.

Or, chacun de ces éléments peut être cause ou effet de l'autoconsommation :

la production pour la satisfaction des besoins, l'utilisation sur place des biens produits, la combinaison des facteurs qui sont souvent des « données » et non des « variables » (la terre et la main-d'œuvre familiale).

L'autarcie agricole se maintient dans un cadre de production précapitaliste et irrationnelle au sens du marché.

Le phénomène d'autoconsommation étant un des points les plus spécifiques de l'exploitation, nous permettra de définir le régime « d'Economie fermée », opposé au régime « d'Economie de marché ».

Toutefois la constatation d'une utilisation sur place des produits obtenus, n'est pas toujours un signe absolu d'économie fermée.

Si un régime économique se définit par des techniques et une organisation il se définit aussi et surtout par un but.

Or, une exploitation rationnellement organisée, peut très bien, à partir de techniques comparables à celles de l'industrie, réinvestir dans son circuit productif des produits obtenus sur place, tout en travaillant essentiellement pour le marché ; son régime ne saurait être celui de l'économie fermée.

Nous voyons dès lors comment, avant de « qualifier » une exploitation il faut savoir apprécier son autoconsommation dans sa « quantité » et aussi dans son « sens ».

Une distinction fondamentale est à faire entre :

— l'exploitant qui produit pour sa consommation

— et celui qui, plus simplement, prélève une part de sa production destinée à la vente, dans son ensemble.

Ceci nous permet de préciser un point essentiel de cette étude ;

L'autoconsommation est un *phénomène économique*, l'autarcie est un *système économique*. Si le phénomène d'autoconsommation peut être constaté dans des régimes (7) non-autarciques, par contre un régime autarcique intégral accuse une consommation directe totale.

Ainsi avant d'analyser l'autoconsommation en elle-même, nous devons l'étudier par rapport au régime économique de l'entreprise où elle est observée.

Nous constaterons cependant que le phénomène et le système qui nous préoccupent ici sont le plus souvent liés et qu'avec certaines précautions on peut dire d'une autoconsommation importante qu'elle est l'indice d'une exploitation vivant dans un régime fortement autarcique.

Il est d'ailleurs certain que, pas plus que le capitalisme intégral dans la précision de son calcul monétaire et la rationalité de son organisation, l'autarcie absolue n'existe pas dans l'agriculture française contemporaine où chaque exploitation vend une part plus ou moins grande de sa production.

On entrevoit dès lors, les liaisons pouvant exister entre les phénomènes d'autoconsommation et d'offre agricole.

2° AUTOCONSUMMATION ET MARCHÉ

Des deux fractions complémentaires de la production, l'offre et l'autoconsommation, laquelle joue le rôle déterminant en définissant la place de l'autre ?

Les mécanismes de l'autoconsommation doivent être étudiés de près pour savoir à un moment donné ce qui détermine *d'une exploitation à l'autre* les différences dans l'importance relative de

(7) Nous nous conformons à la terminologie moderne qui utilise les termes de « système économique » lorsqu'une construction théorique est visée et réserve l'expression de « régime économique » aux réalités historiques.

l'offre, et ce qui d'une année à l'autre ou d'une saison à l'autre détermine dans chaque exploitation les différents niveaux d'offre et de consommation sur place.

Par ailleurs, dans l'ensemble de la production nationale les phénomènes d'autoconsommation doivent être liés à l'offre globale agricole.

Indirectement mais d'une façon sûre l'autoconsommation est liée aux mécanismes des marchés agricoles, et par la recette que ces derniers laissent à l'agriculteur, au pouvoir d'achat agricole sur les autres marchés.

Ainsi nous pourrions établir la distinction capitale, dans le mécanisme des marchés agricoles qui est si souvent négligée, entre la production et l'offre.

D'autre part, pourrions-nous établir l'importance dans l'économie nationale du secteur agricole autarcique ?

L'autoconsommation doit être intégrée à l'économie nationale, mais cette partie de la production consommée sur place, représente une part importante dans la consommation nationale ?

Cette part est certainement fonction du nombre d'agriculteurs mais aussi du type dominant d'exploitation.

Tout porte à croire que ce type dominant se modifie et qu'avec lui évolue l'autoconsommation.

Mais ici, qui détermine ces modifications, les accélère, ou les ralentit ?

En définitive sous quels effets le régime économique de l'exploitation se transforme-t-il ? Quelles sont les conséquences de ces transformations ?

C'est l'ensemble de ces problèmes que nous prétendons approcher (loin de nous la prétention de les épuiser) sous le titre de :

« L'autoconsommation agricole en France », que l'on pourrait préciser par le sous-titre : « de l'économie fermée à l'économie de marché », c'est-à-dire, dans le monde agricole et plus spécialement dans la France contemporaine, l'étude

— des différences existant entre l'exploitation en économie fermée et l'exploitation en économie de marché,

— et l'évolution de l'exploitation en économie fermée vers l'économie de marché.

Notre prétention est immense et la faiblesse des moyens, dont nous disposons, déconcertante...

Puisse le courage faire pardonner l'insuffisance !

c) *Un phénomène dont l'approche est délicate*

Nous n'étonnerons personne en disant que nous avons eu beaucoup de difficultés dans le rassemblement d'une documentation suffisante pour étayer une étude générale. Les recherches en économie rurale sont très délicates et par là même assez rares, surtout en ce qui concerne le phénomène qui nous préoccupe ici.

On comprendra, dès lors, que nous procédions à une étude critique serrée des documents avant de les utiliser.

Pour étudier les phénomènes d'autoconsommation il faut d'abord les définir d'une façon stricte, il faut ensuite préciser la nature des méthodes d'observation utilisables dans chaque cas.

1° DÉFINITION

Il est admis couramment que le terme d'autoconsommation vise l'ensemble des phénomènes autarciques (utilisation sur place des produits de la ferme) et nous l'emploierons comme tel chaque fois qu'aucune confusion ne sera possible.

Cependant, dans l'étude chiffrée, nous préférons le remplacer dans ce sens large, par celui d' « autoapprovisionnement de la ferme » qui vise l'approvisionnement interne aussi bien de la famille que de l'exploitation (fourrages, semences, etc...) réservant le terme d'autoconsommation pour la consommation strictement humaine des produits de la ferme.

Ceci étant admis, l'un et l'autre phénomènes sont à comparer pour leur évaluation en valeur relative (pourcentage) à des éléments différents de la production.

Nous utiliserons une image :

L'autoconsommation se chiffre par rapport au « bilan » de la campagne (si la campagne sert de période de référence), c'est-à-dire par rapport à ce que nous dénommons la « production finale » (8).

Cette production finale est le résultat terminal de l'activité de l'exploitation : les biens en l'état agricole fini, négociables ou consommables et en fait négociés ou consommés.

(8) Nous nous conformons ainsi à la terminologie moderne qui oppose la consommation globale à la « consommation finale », la consommation des produits après leur dernier stade d'élaboration; — Notamment A. VINCENT, *L'Explication des mouvements de prix en conjoncture* » n°s 5 et 6 de la *Revue d'Economie Politique*, sept., oct. et novembre-décembre 1950, parle des « consommateurs finaux », des « marchés finaux ».

A la fin de la campagne le total des produits vendus et des produits consommés représente la production finale, le revenu brut dont l'autoconsommation est la fraction « en nature » complémentaire de la fraction monétaire.

L'autoapprovisionnement se chiffre par rapport au « film » de la campagne, c'est-à-dire, par rapport à la « production globale » ou totale.

Cette production globale est la somme de tous les biens qui à un moment quelconque de la campagne sont recueillis, consommables, « réinvestissables » ou commercialisables.

Il est bien évident que ce total n'a en lui-même aucune valeur comptable (puisque par exemple le fourrage sera compté une fois comme tel, et une seconde fois « incorporé » dans le lait).

Mais c'est celui qui nous permettra de dégager l'importance totale du « réinvestissement » dans le circuit productif fermé.

Prenons un exemple : Sur une production de trois quintaux de blé,

- Un quintal de blé vendu donne un revenu brut monétaire,
- Un quintal de blé consommé donne à l'exploitant un revenu en nature,
- Un quintal de blé ensemencé est une dépense, une « avance en nature ».

Au sens de l'autoconsommation humaine nous aurons : autoconsommation 50 %, recette monétaire 50 % de la production finale, le sac semé rentrant dans la catégorie des charges.

Or ce sac semé est bien, dans le cadre de l'économie fermée, une utilisation directe de matières.

Dans notre exemple le circuit fermé total, l'autoapprovisionnement général porte sur les 2/3 de l'ensemble de la production.

Mais dans la pratique une complication considérable interviendra lorsque passant d'une récolte à l'ensemble de la production de l'exploitation nous voudrions évaluer la part totale de l'autoconsommation ou du circuit fermé.

On est obligé pour additionner des produits différents d'utiliser l'intermédiaire du prix, et voilà bien le point délicat :

attribuer un prix à un bien qui effectivement n'en a pas eu. Bien mieux, certains produits réinvestis dans la ferme n'auraient pu être vendus, puisqu'en fait il n'y a pas de marché pour eux. Or, incontestablement, ces biens ont une valeur d'usage considérable (que l'on pense seulement au fumier).

On voit aussitôt la marge incompressible d'erreur qui risque d'entacher toutes les évaluations. Et c'est bien là ce qui prouve que

la comptabilité, « technique de la précision », ne saurait être en agriculture qu'une « technique de conventions ». Ces conventions nous les admettons lorsqu'elles deviennent obligatoires.

En ce qui concerne l'évaluation des biens qui auraient pu être vendus, nous tiendrons compte de leur qualité réelle comparée à la qualité courante et marchande.

A la différence des utilisations effectives correspond, en fait, une différence des qualités : semences, consommation humaine, consommation animale.

Un second point essentiel est défini par le *stade de commercialisation des produits*. Et avec M. le Professeur Milhau : « Nous tenons à nous élever contre la méthode qui consiste, dans le calcul des revenus agricoles, à estimer l'autoconsommation sur la base des prix de détail.

La théorie moderne des choix ne saurait s'accommoder d'un tel mode de calcul. La réalisation de l'optimum du consommateur exige l'égalisation des utilités marginales pondérées et cette égalisation n'est possible que par le jeu de la substitution et des arbitrages. Quand le paysan consomme 1 kilo de pommes de son pommier, c'est une plaisanterie que d'estimer ces pommes au prix de détail, par exemple 80 francs ; si notre homme avait 80 francs, il achèterait peut-être des mandarines ou des cigarettes, probablement pas des pommes. Pour le producteur consommateur, les pommes *valent le prix auquel il peut effectivement les vendre sur le marché*.

La remarque précédente n'est pas une simple observation théoricienne sans portée pratique. Les carences alimentaires entraînées par l'autoconsommation prouvent bien que le théorème des utilités n'est pas satisfait et traduisent aussi l'insuffisance des revenus agricole » (9).

*
**

Si les phénomènes d'autoapprovisionnement, dans notre terminologie, recouvrent l'ensemble quantifiable des phénomènes d'économie fermée à partir de la production, ils laissent, en dehors de leur champ, certains éléments de l'autarcie agricole.

L'entr'aide rurale, par exemple, ne relève pas de l'économie de marché et nous aurons l'occasion de le démontrer.

Nous voudrions ici, insister davantage sur un phénomène qui ne pourra être abordé qu'indirectement au cours de ce travail :

(9) J. MILHAU, *L'Incidence des lois sociales sur le revenu de l'agriculture et le revenu national* ». Bulletin de la Société Française d'Economie Rurale, février 1952.

l'autofinancement, certainement lié à l'autoconsommation (au sens large).

C'est à l'heure actuelle un mot qui revient fréquemment sous la plume des économistes, un phénomène qui préoccupe beaucoup les milieux industriels, disons-le, un phénomène nouveau, par l'attention soudaine dont il est l'objet de nos jours.

Or, on semble oublier trop souvent que l'autofinancement est roi en agriculture et depuis toujours.

L'agriculteur français, en général n'est pas endetté ; jusqu'à ces dernières années il ne faisait que rarement appel au crédit.

Tout d'abord son besoin de fonds est d'autant plus réduit que l'autoapprovisionnement de l'exploitation est plus développé.

— En second lieu, et c'est un trait de l'âme paysanne, l'agriculteur de chez nous considère l'emprunt comme un déshonneur. (Il ne faudrait cependant pas généraliser ce que nous croyons valable seulement pour les cas relevant de la « mentalité paysanne »).

— En troisième lieu les banques n'aiment pas prêter les capitaux de leurs clients à des gens dont la solvabilité dépend de la pluie et du beau temps.

— Enfin, un tiers des exploitations françaises bénéficient d'un double financement interne dans le cadre de l'association plus ou moins forte, selon les cas, du capital et du travail (fermage et métayage).

On peut dire que jusqu'à ces derniers temps la très grande majorité des dépenses de l'agriculteur était financée par sa propre trésorerie.

Si à l'heure actuelle cette affirmation perd de sa rigueur c'est que le « crédit agricole mutuel » connaît une expansion considérable due à l'action de l'état, à l'évolution de l'exploitation, et peut-être surtout à une conjoncture défavorable à l'agriculteur.

Nous aurons l'occasion de préciser ces derniers points ;

Pour l'instant nous soulignons simplement que nous ne traiterons de l'autofinancement agricole qu'accessoirement, lors de la connexion de ses problèmes avec les questions centrales de notre travail.

Ayant défini l'objet de nos recherches et précisé ses limites, comment parviendrons-nous au but que nous nous sommes fixé ?

2° OBSERVATION

Quelle est la meilleure méthode d'observation en économie rurale ?

Toutes les méthodes sont bonnes, chacune doit être choisie en fonction du but recherché.

Puisque nous voulons étudier un phénomène sous l'ensemble de ses aspects et dans l'ensemble de ses relations, nous ferons appel à la totalité de l'arsenal méthodologique.

— S'agit-il d'un cas concret, limité, le régime économique d'une exploitation ? nous utiliserons les méthodes d'observation directe : *La monographie, la comptabilité.*

— S'agit-il d'étudier un phénomène en fonction des cadres divers qui l'entourent, l'autoconsommation dans une région ? *L'enquête* nous rendra de grands services.

— Une explication dans l'évolution ? *L'Histoire* nous sera d'un grand secours.

— Une comparaison dans l'espace ? *l'économie comparée.*

— Lorsque nous voudrons nous livrer à une étude d'ensemble nous ferons appel à la *Statistique.*

— Pour dégager les lois du phénomène et ses relations avec d'autres phénomènes nous utiliserons les techniques de *l'économétrie.*

*
**

Mais souvent, aussi, nous confronterons nos observations et les déductions de la méthode abstraite.

Dans l'économie, bien des phénomènes s'expliquent mais ne se démontrent pas mathématiquement, et bien des démonstrations ont besoin d'être éclairées par le raisonnement.

Comme dans toute entreprise où l'organisation est fonction des buts et des moyens disponibles... ce sont les buts fixés et les moyens exposés qui dicteront le plan de notre travail.

PREMIÈRE PARTIE

LE MECANISME DE L'AUTOCONSOMMATION
DANS

LES CADRES DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Titre I. — Observation : Les conditions du Mécanisme.

- Autoconsommation et structures.
- Autoconsommation et régimes économiques.

Titre II. — Analyse : Le Jeu du Mécanisme.

- Autoconsommation et facteurs de la production.
- Autoconsommation et variations de la production.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE L'AUTOCONSOMMATION
DANS

L'EXPANSION DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Titre I. — Observation : La régression de l'autoconsommation et l'évolution économique.

- L'autoconsommation dans le développement de l'histoire.
- L'interprétation générale du « Trend ».

Titre II. — Analyse : La résistance de l'autoconsommation et le jeu des mécanismes économiques.

- Le fonctionnement des mécanismes.
- Les interventions gouvernementales.

Si nous avons rencontré d'innombrables difficultés, nous avons eu, par contre, la grande fortune d'être l'élève de Monsieur le Professeur Jules Milhau ; et si cette étude a pu être menée à son terme, c'est parce que M. Milhau nous a conseillé, aidé et dirigé avec une bienveillance telle que notre reconnaissance affectueuse ne saurait l'égaler.

Nous remercions, aussi, tous ceux qui, à un titre quelconque nous ont donné des conseils, procuré de la documentation, fourni une aide matérielle...

PREMIÈRE PARTIE

Le mécanisme de l'autoconsommation dans les cadres de la vie agricole

Dans cette première partie deux ordres de préoccupations nous retiendront :

Nous observerons en premier lieu les phénomènes d'autoconsommation dans les cadres de l'agriculture Française Contemporaine.

Nous nous poserons deux questions :

— Comment les structures agissent-elles sur l'autoconsommation pour déterminer sa plus ou moins grande importance ?

— Comment cette autoconsommation en fonction des structures permet-elle de définir le régime économique de l'exploitation ?

En second lieu, nous *analyserons* le mécanisme de l'autoconsommation dans les cadres de l'économie agricole dont l'effet nous sera connu. Nous essayerons de dégager sinon les lois, du moins les tendances générales du phénomène,

— en fonction des facteurs de la production utilisés dans l'exploitation.

— et en fonction des variations de la production obtenue, en liant constamment le peu du mécanisme aux divers régimes économiques précédemment dégagés.

Telles seront nos deux démarches successives :

Titre I. — Observation : Les conditions du mécanisme.

Titre II. — Analyse : Le jeu du Mécanisme.

TITRE I. — OBSERVATION

Les conditions du mécanisme

« *Il est possible d'isoler l'autoconsommation, lorsqu'elle existe de la production pour le marché* ». Mais « *pour tirer de l'observation statistique des conclusions sur le point de savoir si une économie est une économie d'entreprise il sera nécessaire de décrire avec soin les structures, et de ne jamais se contenter de la lecture des tableaux de chiffres* » (1).

— Nous nous proposons dès lors d'observer séparément chacun des éléments structurels de l'économie agricole contemporaine, dans leur existence et dans leurs relations avec les phénomènes d'autoconsommation : Chap. I : Autoconsommation et structures.

— Ce n'est qu'au terme de cette première approche que nous tenterons dans une démarche plutôt de synthèse, de dégager les éléments d'une classification strictement économique des exploitations agricoles, à l'intérieur du « Cadre Agricole », lui-même partie du système économique général contemporain à prépondérance capitaliste : Chap. II. Autoconsommation et régimes économiques.

(1) F. PERROUX, *Le capitalisme*, p. 21. P.U.F.

CHAPITRE I

AUTOCONSOMMATION ET STRUCTURES

Tout au long de ce chapitre nous prendrons le terme d'autoconsommation, dans son acception la plus large : l'ensemble des produits utilisés sur place (consommation humaine et réinvestissement).

C'est l'ensemble du circuit fermé qui nous retiendra dans sa fonction de production et dans son aboutissement : la satisfaction des besoins humains.

— C'est en effet le même désir d'indépendance, vis-à-vis du marché, qui pousse l'agriculteur à produire le vin destiné à la table familiale et le fourrage nécessaire au bétail.

— Si le législateur contemporain accorde ses faveurs à l'exploitation familiale propice à une économie fermée, il détermine par là le maintien, au même titre, de l'autoconsommation familiale et de l'approvisionnement interne de l'exploitation.

— Ce sont les mêmes raisons d'ordre technique qui interdisent la transposition totale, en agriculture, des techniques industrielles de production et des procédés commerciaux de distribution.

— C'est le même souci de prévention du risque économique qui dicte la multiplication du nombre des cultures et, par ce biais, la satisfaction directe possible d'un plus grand nombre de besoins.

Nous nous proposons, dès lors, d'analyser l'ensemble des facteurs favorables au maintien d'un circuit fermé important ; indirectement, nous verrons apparaître les conditions d'une modernisation de l'agriculture Française par une expansion de l'exploitation, trop souvent encore, repliée sur elle-même.

Cette étude trouvera sa pleine justification lorsque, plus tard, nous découvrirons que, dans l'agriculture Française actuelle, le quart de la production finale est consommé directement par les producteurs.

L'importance insolite de ce phénomène dicte la nécessité d'une connaissance précise des « cadres » de notre agriculture qui conditionnent la faible rapidité du progrès.

Nous étudierons successivement les conditions psychologiques, juridiques, techniques et économiques de l'autoconsommation.

PREMIÈRE SECTION

LES CONDITIONS PSYCHOLOGIQUES DE L'AUTOCONSOMMATION

Avec M. Jean Valarche (1) on doit établir une distinction entre les notions de « rural » d' « agriculteur » et de « paysan ».

— « Si la notion de « rural » a un contenu sociologique mais non proprement économique, « l'agriculture » désigne une forme d'activité économique qui dépasse en un sens la paysannerie, car l'exploitation géante de l'arboriculteur californien est agricole sans rien avoir de paysan ».

Par contre « le paysan se définit comme l'exploitant (qu'il soit fermier, propriétaire ou métayer, peu importe) qui commercialise seulement une partie de ses récoltes et par suite ne dépend du marché que dans une faible mesure ».

Cette distinction recevrait certainement l'approbation d'un polyculteur du Tarn, qui nous disait, il y a quelque temps en parlant des viticulteurs héraultais : « Eux, ce ne sont pas des paysans ».

Existe-t-il une liaison entre les diverses économies agricoles et la mentalité des hommes qui dirigent ces économies ?

Peut-on constater l'existence d'une mentalité paysanne correspondant à une économie précapitaliste où les phénomènes d'autoconsommation se révéleraient importants et celle d'une autre mentalité, plus évoluée, plus moderne correspondant à des exploitations agricoles que l'on pourrait classer dans la catégorie des entreprises ?

De l'analyse du capitalisme (2) trois éléments essentiels ressortent qui caractérisent la psychologie de l'entrepreneur :

— la confiance dans le calcul économique, — la primauté des valeurs monétaires, — l'esprit de puissance et de domination (à la limite, il peut devenir altruiste).

(1) *Le Paysan français s'est-il enrichi depuis 1939 ?*, dans la Revue politique et parlementaire de novembre 1949.

(2) Cf. Fr. PERROUX, op. cit. p. 16 à 33.

A l'opposé nous voudrions montrer que l'âme paysanne se caractérise par :

le dédain du calcul économique, la primauté de la terre sur l'argent, et l'esprit d'indépendance.

1° *Le dédain du calcul économique*

« L'entrepreneur statique est serf des comptabilités passées ; l'entrepreneur dynamique les bouleverse ;... Le premier calcule en réduisant autant qu'il est possible la part du pari, le second fait des paris dont les calculs économiques deviennent l'instrument » (3). Tels se présentent à nous l'entrepreneur statique et l'entrepreneur dynamique : « le rentier » opposé à celui qui est « embarqué ».

Dans la terminologie de M. Fr. Perroux l'agriculteur moyen contemporain n'est même pas un entrepreneur du type « rentier ». La comptabilité implique la connaissance précise, le « pari » nécessite de l'audace. Or notre paysan-type n'aime pas la précision, base du calcul économique ; bien plus, cette précision est toujours difficile à atteindre et souvent elle est inefficace. D'autre part il est rarement audacieux naturellement et le poids de l'expérience des générations antérieures lui démontre qu'en agriculture l'audace seule, privée de l'aide des dieux, ne paie jamais.

a) LA PRÉCISION DANS LE CALCUL

« Développer la comptabilité à la campagne ? Mais vous voulez donc qu'ils f... tous le camp » (4).

Cette façon un peu verte de s'exprimer vise l'accroissement considérable de l'exode rural qui ne manquerait pas de se produire si, comme il est raisonnable de le penser 80 % des agriculteurs français connaissaient le résultat comptable de leur exploitation.

C'est un fait, l'agriculteur de chez nous est fâché avec les Chiffres.

Récemment un incident national a consacré cette méfiance quasi-maladive du chiffre. Le voici, rapporté par le rédacteur du journal « Ouest-France » du 6 mars 1951, sous le titre « Remous au Concours Général Agricole ».

(3) F. PERROUX, op. cit., p. 20.

(4) E. Chancrin, inspecteur général de l'Agriculture cité par M. CEPÉDE dans *Du prix de revient au produit net en agriculture*, p. 76.

« Le jury qui examinait les animaux n'avait à s'occuper que de la conformation. Mais lorsqu'on lui demande de pratiquer un pointage de détail (note pour la tête, note pour la couleur, note pour la mamelle, etc...) il comprit aussitôt qu'il n'en sortirait pas (5) et avec leur bon sens, ses membres usèrent vite de cette vieille méthode où l'œil du vrai connaisseur suffit à juger un animal, *sans l'aide de ces fameuses tables de pointage qui ne servent qu'à brouiller les cartes* » (6).

Et le journaliste d'ajouter « le jury accomplit donc sa tâche consciencieusement en toute impartialité ».

L'agriculteur est l'homme du concret, du vivant, du réel, du vécu, il ignore l'abstrait, l'insaisissable, il ne comprend pas que l'on puisse donner l'appréciation d'une bête d'après les dosages subtils de coefficients divers. Le système métrique n'a pas, lui non plus, été fait pour le terrien.

Actuellement encore, dans de nombreuses régions, la distance est mesurée en heures de marche, la superficie en quantité de semence, le poids en quintaux de 50 kilos, le volume en unités dont la variété des consonnances reflète celle des terroirs.

Si la connaissance scientifique est abordée par le « quantifiable », la connaissance utile de l'entrepreneur repose, elle aussi, sur la précision chiffrée. L'agriculteur cantonne plutôt sa connaissance dans le domaine du qualitatif.

Il travaille en effet sur « l'être vivant » et ne peut pas connaître avec précision ; cela tient à ce que l'être vivant n'est que difficilement « définissable » et rarement « standard ».

Et d'ailleurs à quoi servirait, bien souvent, la recherche de la précision, puisque en matière agricole c'est la nature qui dit le dernier mot ? c'est elle qui paralyse toutes les prévisions et détruit tous les calculs.

Peu disposé à la précision du calcul qui le déçoit fréquemment, l'agriculteur moyen ignore souvent le calcul économique.

C'est pour cette raison que l'on ne peut le considérer comme un *entrepreneur* du monde capitaliste : nous allons le vérifier en étudiant la façon dont il dirige son exploitation sous l'optique de ce qui est, et, non de ce qui « doit être », et la façon dont il administre sa consommation, influencée souvent par une inversion de l'échelle des valeurs.

(5) Les hauts techniciens du Ministère l'ont prétendu innover cette année dans la notation des vaches laitières, en voulant, sans préavis, imposer en France les normes de la vache standard, qu'ils rapportaient de leur voyage aux Etats-Unis.

(6) C'est nous qui soulignons.

« L'entreprise ne combine pas des facteurs de la production considérés en nature... elle combine les prix des facteurs, elle s'efforce de porter au maximum son revenu monétaire net ou profit... Elle ne tend pas immédiatement et principalement à satisfaire les besoins de ses membres... Elle s'oppose sous ce rapport à diverses unités de l'économie agricole » (7).

Ce qui enlève souvent au calcul de l'agriculteur sa valeur de calcul économique c'est qu'il est effectué en termes de biens et non en termes monétaires.

On constate le primat des unités de compte en nature sur le prix ; comment évaluer par exemple le prix du fumier ? Le prix du service rendu par un agriculteur qui prête sa moissonneuse-lieuse à un voisin ? Comment par ailleurs calculer les amortissements ?

Une bête peut mourir avant que les annuités mises en réserves ne permettent de compenser sa valeur. Par contre tel agriculteur breton d'Ille-et-Vilaine utilise la même baratte depuis 25 ans et l'a donc amortie cinq fois si l'on s'en réfère aux tables de la Division de la rentabilité de la C. G. A.

Mais nous pensons que bien au-dessus d'un calcul possible en nature se situe dans la majorité des cas, la décision inspirée par le souci de permanence de l'exploitation. Cela tient d'une part aux nécessités des assolements, à la durée du cycle végétal, à la rare polyvalence des investissements, aux impératifs de l'habitude et d'autre part à la symbiose que l'on constate entre la vie professionnelle et la vie familiale. On a pu dire de l'exploitation familiale « qu'elle ne choisit pas sa main d'œuvre mais qu'elle la subit ». Il y a là autant de facteurs d'irrationalité qui entourent l'acte productif aussi bien dans sa détermination (8) que dans son exécution.

L'agriculteur, chef d'une exploitation familiale, essaye d'utiliser au mieux la main d'œuvre qui lui est donnée, mais aussi il organise sa dépense beaucoup plus en fonction de ses revenus passés que dans le but précis d'une production future (9).

Ces revenus d'ailleurs ne sont pas essentiellement monétaires, ils sont pour une bonne part en nature et nous verrons que dans certains cas c'est la consommation familiale qui dicte les impératifs de la production : l'agriculteur produit un peu de tout ce dont il a besoin.

(7) P. PERROUX, op. cit, 17.

(8) L'effet de revenu souligné par Hicks est constaté aussi bien à la hausse qu'à la baisse. Voir P. FROMONT, *Cours de Droit*, 1946-7, p. 326; CHOMBART DE LAUWE, *Pour une agriculture organisée* ; M. CÉPÈDE, *Du prix de revient au produit net en Agriculture*.

(9) Nous le verrons plus précisément en ce qui concerne les achats d'engrais dans le Midi.

Sa production n'est donc pas rationnelle au sens du marché, du profit, nous allons voir que sa consommation révèle des anomalies que la logique pure ne permet pas d'expliquer. Voici un exemple caractéristique (10).

Pendant la guerre, à Montpellier, un litre d'huile d'olive atteignait au marché noir, la somme de 1.000 francs.

Bien souvent le petit viticulteur qui avec les fruits de quelques oliviers fabriquait une dizaine de litres d'huile refusait de les négocier, même à ce prix élevé, prétendant les garder pour satisfaire ses propres besoins qui étaient impérieux.

Or, une certaine cueillette a donné des résultats dérisoires ; on n'a jamais vu le petit viticulteur acheter de l'huile 1.000 francs le litre.

Dans le premier cas, l'huile était préférée à l'argent, dans le second cas c'est le contraire qui se produisait ; c'est en définitive la chose possédée qui a dans les deux cas la valeur la plus élevée ; cet état d'esprit témoigne de peu de rationalité économique et d'une faible propension à échanger.

En général l'agriculteur n'aime pas le risque, lui qui connaît les caprices de la nature ; or dans tout échange il y a une part de risque, et dans toute économie dynamique d'échange il faut des audacieux pour affronter le risque.

L'audace est-elle un trait de la psychologie agricole ?

b) L'AUDACE DANS LE PARI

L'entrepreneur dynamique, audacieux est un « Pionnier heureux ou victime de la nouveauté, selon sa capacité, sa compétence, son intuition ». C'est celui qui ne recule pas devant « les risques économiques les plus caractéristiques, ceux qui provoquent l'écroulement s'ils sont vaincus et suscitent les ascensions vertigineuses s'ils sont dominés » (11).

S'il existe des cas exceptionnels on doit remarquer que le propre de la grande masse des agriculteurs est de rester dans une zone intermédiaire.

Il n'y a pas d'écroulements mais de lentes asphyxies, il n'y a pas d'ascensions vertigineuses mais une lente promotion qui s'appuie sur le labeur, l'économie, l'épargne de plusieurs générations.

(10) J. MILHAU, *Le pouvoir d'achat des viticulteurs*, Montpellier, Imprimerie Causse, 1945.

(11) F. PERROUX, *op. cit.*, p. 20.

En agriculture les progrès de tous ordres sont lents ; la persuasion même est chose difficile à obtenir.

— « Partout que d'améliorations à envisager. Il convient de faire tout d'abord l'éducation du paysan... il faut surtout lui donner confiance dans les techniciens dont il se gausse trop facilement ». C'est ce qu'écrit M. Alfred Durand dans son livre « La vie rurale dans les Massifs Volcaniques des Dorez, du Cézallier, du Cantal et de l'Aubrac » au milieu du XX^e siècle.

Bien avant, dans le « Dictionnaire Philosophique », Voltaire écrivait : « Vers l'an 1750 la nation rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras... se mit enfin à raisonner sur les blés. On écrivit des choses utiles sur l'agriculture, tout le monde les lut, excepté les laboureurs ».

Doit-on incriminer cette routine exagérée que tous les auteurs stigmatisent, sans toujours distinguer le fruit valable des observations passées, du manque d'initiative injustifié ?

Nous pensons que l'opinion nuancée du rédacteur du journal « La terre nouvelle » (12) est mieux fondée qu'une critique globale.

« Prudence est mère de sûreté pense l'agriculteur hostile aux innovations ; sensible aux leçons de l'exemple, il attend que d'autres aient fait les frais de l'expérience. Souvent une fois convaincu, il lui faudra attendre, à nouveau, d'avoir les moyens de modifier sa culture ou son élevage ».

Ce sont les exigences de la nature qui rendent les audaces et les paris au sens de l'entrepreneur capitaliste, impensables.

Et si, « le Danemark a prouvé que l'on pouvait vendre du beurre sans être gueux », (13) pour tenter un pari qui implique la fortune ou la ruine il ne faut pas être agriculteur.

N'est-ce pas précisément parce que le moindre geste du cultivateur ou de l'éleveur constitue un pari localisé, que l'ensemble de son activité repose sur un enchevêtrement inextricable de paris partiels : la germination du grain semé, la réussite d'une saillie, l'espérance du beau temps ou de la pluie, en un mot, selon l'expression de M. Milhau, l'action profitable ou non de la « nature, sensibilisatrice du travail », n'est-ce pas parce que chacun de ces paris quotidiens est trop souvent soldé par un échec que l'agriculteur n'est pas porté vers ces paris globaux dans lesquels l'exploitation entière pourrait être compromise ?

(12) Numéros du 24 décembre 1949.

(13) A. SAUVY, *Agriculture et Exportation dans Economie Contemporaine*, mai-juin 1949.

Le pari de l'entrepreneur capitaliste constitue une extrapolation, dangereuse peut-être, mais fondée rationnellement à partir des bases précises du calcul économique.

L'agriculteur nous le savons ne peut que rarement disposer de ces bases rationnelles, et même s'il peut les établir le succès n'est pas garanti.

« Si l'on supposait le territoire agricole Français exploité par d'importantes sociétés, dirigées par les administrateurs les plus avisés et les agronomes les plus éminents, ces sociétés ne pourraient même pas couvrir leurs frais généraux et sombreraient très rapidement » (14).

Devant cette catastrophe financière qui plane d'une façon permanente sur l'agriculteur audacieux et même sur l'agriculteur exclusivement rationnel, on est en droit de se demander pourquoi tant d'hommes restent rivés à un métier aussi peu rentable.

C'est, croyons-nous, précisément parce que la rentabilité n'est pas le souci premier du terrien, parce que les valeurs monétaires ne sont que secondaires par rapport à cet autre trait qui caractérise l'âme paysanne, l'attachement au sol.

2° Primauté de la terre sur l'argent

C'est un vieux lieu commun que de décrire cet attachement du paysan à sa terre, aussi limiterons-nous nos observations à l'étude des conséquences économiques de cette soif de terre qui se traduit souvent par une immobilisation peu rentable de capitaux, opérée au détriment d'investissements productifs de revenus monétaires.

La terre est seule à pouvoir nourrir directement son homme ; elle est polyvalente et admet en général de prêter son concours à de multiples combinaisons d'élevages et de cultures. Par ailleurs c'était elle qui concrétisait le rang social, politique ou religieux de celui qui la possédait jusqu'à une époque récente dans nos pays occidentaux ; actuellement encore dans les régions moins évoluées, la terre classe les hommes.

Toutes ces raisons convergent pour déterminer chez l'agriculteur une surestimation des valeurs terriennes au détriment des valeurs monétaires.

Si par exemple on construit un modèle correspondant à une exploitation familiale qui fasse vivre à chaque génération une famille

(14) P. CAZIOT, *La vérité sur la richesse agricole*, Paris 1926.

de 4 enfants, on doit constater qu'à chaque changement de génération, à chaque partage, celui qui décide de rester doit payer la valeur totale du fonds, soit les 3/4 à ses frères et sœurs, et l'autre quart à l'Etat. En fait, combien d'agriculteurs passent la moitié de leur vie active à travailler pour indemniser leurs frères et l'autre moitié pour préparer le partage entre leurs fils ?

N'est-ce pas là la voie la plus large par où les capitaux abandonnent la terre ?

En cas de vente, ils l'abandonneraient aussi, mais par contre il resterait en France moins d'exploitations que tout le monde s'accorde à reconnaître anti-économiques par leur exiguïté, et qui ne persistent qu'au mépris de tout progrès. On pourrait penser que ces sorties renouvelées d'argent constituent un facteur de modernisation obligatoire de l'exploitation dans la mesure où le besoin d'argent provoque la vente et par là même la production pour la vente.

Il est certain que l'agriculteur doit vendre et donc sortir de son autarcie traditionnelle. Mais nous ne consentons pas à voir là un facteur de progrès puisque malheureusement ces sorties d'argent se font au détriment du maintien des valeurs foncières. Et nous trouvons totalement irrationnel et anticapitaliste dans la direction de son affaire celui qui paye son attachement au sol au prix de bâtiments lamentables, de taudis et d'un standing de vie dégradant.

L'attachement à la terre est incontestablement en opposition avec une mentalité économique rationnelle.

A l'heure actuelle certains juristes s'efforcent de concilier les deux en promouvant la forme sociétaire de l'exploitation familiale. Juridiquement le procédé est excellent, mais dans les faits, il risque de se heurter à une autre tendance de l'âme paysanne, le souci d'indépendance, sinon totalement économique, du moins juridique et social.

3° *L'esprit d'indépendance*

Lorsque l'agriculteur veut se dégager des liens qui l'unissent à ses co-indivis il est certain que l'indépendance est voulue, qu'elle est un but.

Par contre l'autarcie de l'exploitation qui assure l'indépendance économique, tout au moins à l'égard du marché est-elle un but ou la conséquence historique de nécessités techniques et matérielles ? (15).

(15) P. FROMONT, op. cit., p. 20.

a) LA NÉCESSITÉ ORIGINELLE DE L'INDÉPENDANCE

Historiquement l'homme a demandé à la terre de le nourrir et ce n'est que plus tard qu'il a voulu retirer de son exploitation des revenus monétaires, lorsqu'il a compris le caractère profitable, par l'intermédiaire de l'échange, de la « production pour la vente »... Mais ce changement d'orientation n'a été possible qu'avec le développement des débouchés urbains, et des moyens de transport ; sans empiéter sur le terrain des « facteurs techniques » nous soulignerons le caractère obligatoire à l'origine de l'autarcie familiale.

b) L'ESPRIT D'INDÉPENDANCE ET L'ÉCONOMIE COMPLEXE

On peut dire (16) que la marche à l'« Economie complexe » est la tendance de *toutes les nations à exploiter toutes les ressources de leur territoire et toutes les aptitudes de leur population*, à tirer de leur sol toutes les matières minérales et agricoles qu'il peut fournir.

On doit remarquer avec le promoteur de la thèse de « l'économie complexe » qu'il ne s'agit point là, comme l'on crut Carey, List, Cauwès, d'un phénomène spécifiquement national, mais d'un phénomène régional et même local.

Et, à notre sens, on n'aura pas tout dit encore, puisque dans la hiérarchie décroissante des cadres économiques, l'économie complexe est avant tout un phénomène caractéristique de nombreuses unités de production.

Dans le monde de la grande industrie et du grand commerce ne voit-on pas se dessiner, assez souvent, une tendance à la multiplication des activités internes et externes ?

L'intégration moderne des industries, « l'universalisme » des grands magasins sont des exemples d'économie complexe. Mais leur type est loin d'avoir la plénitude des caractéristiques et la perennité de l'économie complexe de l'exploitation agricole qui recherche l'indépendance dans *la plus grande utilisation possible de ses ressources et dans le plein emploi de sa main-d'œuvre*.

Si la multiplicité des cultures a répondu historiquement à la diversité des besoins humains qui devaient être directement satisfaits, la polyculture, aujourd'hui, répond à un souci de bonne

(16) Lucien BROCARD, *Les conditions générales de l'activité économique*, dans TRUCHY, *Traité d'Economie politique*, Tome I.

« administration » des cultures et de conservation des sols. Instinctivement adoptée autrefois, elle est actuellement, avec ses perfectionnements, volontairement pratiquée.

Elle est voulue sur le plan technique pour pallier le risque technique et sur le plan économique pour prévenir le risque économique en le divisant.

Si l'agriculteur craint les fonctionnements intempestifs du marché (mévente), il craint aussi l'effet de sa structure. Dans la mesure où il évite le marché, il échappe au prélèvement souvent abusif, défini par l'écart « prix à la production — prix de détail », celui qu'il reçoit et celui qu'il décaisse.

On peut dire que les phénomènes d'autarcie familiale qui découlent de ces démarches ne sont pas imposés, mais voulus ; ils consacrent l'indépendance de l'exploitation vis-à-vis du marché ; les exemples sont infiniment nombreux. Un agriculteur nourrit son porc avec des pommes de terre obtenues sur l'exploitation au lieu de négocier les tubercules et d'acheter des aliments concentrés. On remarquera que les opérations de ce genre nécessitent un travail supplémentaire ; mais souvent elles répondent à un souci de plein emploi de la main-d'œuvre familiale, qui, fréquemment, déborde dans le domaine du suremploi. A deux points de vue, l'irrationalité de l'exploitation est déterminée par un désir d'indépendance : utiliser toute la main-d'œuvre familiale, mais n'utiliser que cette main-d'œuvre ; c'est là l'expression tangible d'un état d'âme caractéristique de l'indépendance totale vis-à-vis des hommes : ni maître, ni serviteur. Combien d'agriculteurs, parce qu'ils ne veulent pas être salariés, s'acharnent à des cultures de rentabilité minime sur des exploitations qui gaspillent leur main-d'œuvre ?

Mais combien aussi d'agriculteurs, parce qu'ils ne veulent pas s'embarrasser de domesticité, exigent des membres de leur famille un labeur épuisant qui relève bien plus de l'esclavage que du travail libre ?

Nous ne croyons pas paradoxal de dire que l'agriculteur de l'exploitation familiale est à la fois l'homme le plus libre et le travailleur le plus « serf ».

Le souci d'indépendance personnelle souvent maximisé au niveau de l'exploitation, au travers des phénomènes d'osmose entre la famille et la terre, se solde par la servitude du travailleur et notamment celle de la femme.

De nombreux auteurs se croient obligés, lorsqu'ils parlent de l'exploitation familiale, d'emprunter un ton lyrique qui convient peut-être à celui qui contemple, mais certainement pas à celui qui travaille.

D'une façon objective on doit reconnaître que la femme est brimée par l'exploitation et « il faut vraiment voir les choses de très haut pour considérer que l'inextricable écheveau d'activités ménagères, agricoles, familiales constitue une harmonie » (17).

Aux périodes de pointe, c'est la femme qui assure par un surcroît de travail agricole, la besogne exigée ailleurs de la main-d'œuvre temporaire (18).

Tout ceci nous amène à penser que le désir d'indépendance sur le plan juridique profite à l'homme mais nuit à l'exploitation et que le souci d'indépendance sur le plan économique s'exprime davantage au niveau de l'exploitation puisqu'il favorise son autarcie, tout en brimant le travailleur.

Nous retiendrons, *la connaissance sensible et qualitative* opposée à la connaissance abstraite mais précise des valeurs monétaires, la *tradition* opposée à l'esprit novateur des pionniers, l'*attachement* opposé au désir de profit par la vente, la croyance dans l'*indépendance* économique par un enchaînement au travail opposée à l'acceptation d'une discipline de production génératrice de libertés pour l'homme...

Tout ceci est susceptible d'expliquer l'imperméabilité de l'exploitation familiale aux progrès, aux transformations, à la modernisation, et par conséquent, le maintien d'une économie dont le capitalisme ambiant n'a pas encore su effacer totalement le caractère autarcique. Or, c'est ce type d'exploitation que, par de nombreuses dispositions, le législateur moderne entend consolider.

DEUXIÈME SECTION

LES CONDITIONS JURIDIQUES DE L'AUTOCONSOMMATION

Abandonnant l'esprit strictement individualiste du Code civil de 1804, pour considérer l'agriculteur en tant que chef de famille, et, dépassant la classification des biens en « meubles » et « immeubles » pour consacrer « l'unité économique » de l'exploitation, la législation contemporaine essaye par divers moyens de concevoir une entité spécifique dans sa composition comme dans son caractère : l'exploitation familiale (19).

(17) Augustine LEROUXEL, *La femme et la famille brimées par l'exploitation familiale*, p. 63 des *Cahiers d'Economie humaine*. Nouvelle série trimestrielle 1951, n° 1 de la collection *Economie et Humanisme*.

(18) MALASSIS, PAQUET, Gielfrich, *La main-d'œuvre saisonnière et le travail des femmes en agriculture, dans le département d'Ille-et-Vilaine*, dans le bulletin de la Société Française d'Economie Rurale, n° 1.

Cette tendance apparaît nettement à l'étude de la législation sur les successions, sur les baux ruraux, sur le cumul des exploitations, sur les dommages de guerre, sur la répartition des crédits et des charges fiscales, sur les assurances sociales et les allocations familiales agricoles.

Les faveurs des dirigeants actuels vont au professionnel agricole bien plus qu'au propriétaire terrien et plus spécialement encore à celui qui réunit les deux qualités de propriétaire et d'exploitant dans le cadre d'une unité économique définie par les statistiques officielles comme « l'exploitation moyenne ».

Dans l'ensemble des exploitations françaises le « mode » est représenté par l'exploitation familiale. On peut donc penser que le législateur constatant les normes qui définissent l'unité la plus courante a voulu maintenir et favoriser la structure agraire qui se dégage actuellement de l'évolution économique.

Il n'entre pas dans nos propos de juger sur le plan juridique l'opportunité de certaines de ces mesures qui traduisent l'état d'esprit d'une société qui se « cramponne » au passé pour se donner l'illusion d'aller de l'avant.

Nous resterons sur le plan économique et nous essayerons de voir si le législateur moderne favorise ou non l'expansion économique de l'exploitation agricole ; s'il l'incite à devenir une unité progressive, ou si, au contraire, il lui conseille de se figer dans une autarcie traditionnelle.

A) La propriété rurale

En instituant la possibilité d'un remembrement quasi-obligatoire le législateur moderne entend corriger la mosaïque du terroir national. En regroupant les terres on permettra d'une part d'éviter des pertes de temps, et de matières, et d'autre part d'augmenter la production en faisant appel aux machines et aux procédés perfectionnés. Le remembrement juridique étant accompagné de grandes améliorations foncières, on peut dire que c'est la « remise en ordre » de notre sol qui est prévue.

Il y a là incontestablement de grandes possibilités de progrès. Une fois de plus on constatera que le progrès est né de l'extérieur, qu'il n'a pas son origine dans l'agriculture elle-même.

(19) Roger MONTAGNE, *La profession agricole à travers l'évolution sociale et juridique moderne*. Thèse Droit Montpellier 1950 et la *Notion d'exploitation agricole et son évolution* dans le bulletin de la Société Française d'Economie Rurale. Décembre 1950. H.D. COSNARD, *L'irréductible droit agricole*. Thèse Droit Paris, 1949. Michel de GUGLARD, *L'exploitation rurale et Droit rural spécial*.

Par contre nos dirigeants conduisent une politique foncière sans le vouloir, semble-t-il, et peut-être sans le savoir qui tendrait à éliminer de la culture les non professionnels.

En effet, les premiers symptômes apparaissent d'une réglementation de l'acquisition du sol par le statut des baux ruraux qui institue une préférence légale au profit des professionnels dans l'acquisition des biens loués.

N'est-ce pas fermer la porte aux audaces et aux expériences toujours ruineuses pour l'exploitant mais très souvent profitables à la collectivité ?

Le législateur contemporain s'est occupé aussi de l'autre mode d'acquisition du sol : l'héritage.

La législation des successions présente la plus grande importance politique, sociale et économique.

Elle est d'une part le complément de la législation sur la famille et d'autre part le prolongement de la législation sur la propriété.

Le code civil, a-t-on dit, est une machine à hacher le sol. Si cela n'est pas vérifié dans toutes les régions, il n'en reste pas moins que de nombreuses « unités économiques » ont été détruites, soit à la suite d'un partage « en nature », soit à la suite d'une vente en justice.

Sur le plan social ces principes ont entraîné des conséquences graves ; d'une part l'exode rural qui jusqu'à ces derniers temps était considéré d'une façon générale comme un véritable fléau (20) et d'autre part la restriction des naissances qui s'avère le meilleur remède pour prévenir les méfaits du partage, ces deux phénomènes se traduisant par le dépeuplement progressif des campagnes.

C'est contre cette tendance que le législateur moderne a prétendu réagir en instituant ce qu'il est convenu d'appeler le « Statut de la famille paysanne ».

Les lignes générales en sont connues : échec à l'individualisme du code civil par le maintien de l'indivision à la demande d'un seul héritier, échec à l'égalitarisme du code civil par la possibilité d'une attribution intégrale de la propriété à un seul héritier.

Les conditions requises de l'héritier postulant les bénéfices de cette législation ne nous retiendront pas, il doit prouver son attachement au sol.

Nous soulignerons davantage les conditions que doit remplir l'exploitation.

Elle doit pouvoir faire vivre une famille, mais elle ne doit pas dépasser en superficie ni en valeur un certain plafond fixé en rapport avec les régions et les cultures.

(20) P. FROMONT, *Démographie économique*.

Ainsi apparaissent deux seuils, l'un minimum, l'autre maximum, qui délimitent *l'exploitation moyenne, type idéal pour notre législateur*.

Or, nous savons — et nous aurons l'occasion de le vérifier — que ce sont précisément les exploitations familiales *qui accusent un degré élevé d'autarcie*.

Nous pouvons dès lors mentionner cette action de la législation moderne des successions qui consiste à favoriser le maintien et le développement d'unités économiques appartenant très souvent à un monde économique pré-capitaliste.

B) *L'exploitation agricole*

Mais la propriété ne constitue qu'un cadre possible d'activité économique, et souvent, en effet, le relevé cadastral ne recouvre pas la répartition des unités de production.

Toutefois nous remarquerons que dans l'ensemble de la France une certaine compensation joue entre les grands propriétaires multi-bailleurs et les grands fermiers multi-preneurs, pour déterminer une sensible égalisation du nombre des exploitants et des propriétaires. Et notre conclusion précédente se trouve renforcée, pour ainsi dire, par un autre biais, le Statut des baux ruraux.

C'est bien ici un type idéal d'exploitation combiné à un type idéal de propriété qui se dégage des grandes lignes de cette législation, et c'est encore l'unité économique de dimensions moyennes.

Les bénéficiaires du statut ne vont profiter qu'à des exploitations dépassant un certain seuil minimum défini par « un tout homogène capable de se suffire à lui-même », une unité autonome (21).

Mais ils n'iront pas, par contre, favoriser la concentration des exploitations, que celle-ci soit désirée par le bailleur qui ne pourra exercer son droit de reprise qu'au profit d'un de ses fils s'il exploite déjà un autre bien, ou qu'elle soit désirée par le preneur qui ne pourra exercer son droit de préemption s'il possède déjà une certaine quantité de terre.

C'est bien là, croyons-nous, un des défauts de cette législation qui risque de figer dans une immobilité arbitraire la structure agraire et la structure agricole, axées sur l'exploitation moyenne, en refusant de reconnaître les avantages possibles de la grande exploitation.

(21) La réforme du Statut du fermage et du métayage : rapport au Conseil économique. *J. O.*, 8 mars 1951, présenté par M. P. Fromont.

Nous pensons que cet obstacle à une évolution éventuelle des structures, qui peut-être serait souhaitable, risque de déterminer un arrêt (localisé certes) de l'expansion économique de l'exploitation agricole sur le terrain même où l'esprit et le fonctionnement de l'entreprise avaient brisé le cadre autarcique de l'agriculture.

La législation en effet ne veut pas de trop grandes propriétés ni de trop grandes exploitations, et, mieux que cela, en assignant un statut au fermage elle a signé son arrêt de mort sans peut-être voir la portée du droit de reprise à condition d'exploiter et du droit de préemption.

Or, « dans la mesure où la vente oblige l'exploitant à procéder à un calcul économique, l'oblige à baisser ses prix de revient pour pouvoir lutter contre la concurrence on peut dire que le fermage apparaît historiquement comme un facteur de progrès » (22).

« Ce sont les grandes exploitations en fermage... qui ont rompu le plus complètement avec l'autarcie et ce sont au contraire, les petites exploitations paysannes, en exploitation directe qui y sont restées le plus fidèles ».

C'est, semble-t-il dans ce domaine, le besoin monétaire qui a été la véritable origine de la rupture de l'autarcie : la vente des produits pour l'obtention de la monnaie nécessaire au paiement du fermage.

Toutefois, si d'un côté le législateur favorise le maintien des petites exploitations, d'un autre côté il leur permet de bénéficier des progrès techniques en leur donnant le cadre juridique adéquat à un groupement favorable.

C) *L'association agricole*

L'association agricole, en général, se révèle propice à la modernisation. Elle permet à la petite exploitation de bénéficier des avantages de la grande. Si elle reconnaît comme un de ses buts, la possibilité pour ses membres de se passer des services d'entreprises capitalistes, il est bien évident qu'elle est favorable au maintien et au développement de certains phénomènes d'autarcie mais, qu'en la circonstance, on doit qualifier de « modernisée ». Nous aurons au cours de ce travail plusieurs occasions de vérifier ces phénomènes. Nous voudrions souligner ici par quelques exemples l'intérêt présenté par des cadres juridiques adaptés aux structures agricoles.

(22) P. FROMONT, *Cours*, op. cit., p. 32.

L'agriculteur qui retire de la coopérative, après transformation les produits provenant de son exploitation, auto-consomme ces produits; et pourtant, quelle différence avec les méthodes traditionnelles de préparation à domicile ! L'avantage considérable qui en résulte provient de la mise en commun des possibilités de chacun.

S'il s'agit d'une certaine autarcie, cette dernière se trouve perfectionnée ou mieux rehaussée puisqu'elle se situe sur le plan d'une collectivité et non plus sur le plan de l'unité de production. C'est à certains points de vue une autarcie qui peut s'étendre à la classe agricole tout entière au point de ne conserver de ce système économique que les avantages qui vont croissant avec l'aggrandissement progressif du cadre considéré.

C'est le cas par exemple des mutuelles, c'est le cas aussi du crédit, tout au moins, dans la mesure où les organismes en question ne sont exclusivement alimentés que par les apports de leurs membres.

Il n'est que de comparer l'autofinancement intégral de l'exploitation traditionnelle et l'autofinancement de la production agricole par l'ensemble des exploitations, utilisant le canal du crédit mutuel agricole (23).

Mais si la doctrine donne l'esprit, et le législateur les cadres favorables, on doit reconnaître que les hommes dirigent le fonctionnement des institutions. En matière agricole on doit déplorer trop souvent le mauvais fonctionnement d'institutions qui pourtant avaient tout pour favoriser le progrès de l'agriculture.

Et au risque de scandaliser de nombreux méridionaux nous poserons la question suivante : Au lieu d'investir des milliards dans la construction de caves coopératives destinées à vinifier une récolte dont le marché est saturé, le crédit agricole n'aurait-il pas mieux fait de conseiller et d'aider les aménagements (gigantesques certes) qui auraient permis aux viticulteurs méridionaux de combiner l'eau du Rhône à leur soleil dans la production de biens dont les marchés ne sont pas encore encombrés ?

(23) Bien que dépassant le cadre de nos préoccupations principales, nous voudrions souligner le rôle possible et souhaitable que les caisses de crédit pourraient jouer dans le domaine du progrès agricole.

Nous pensons qu'un prêt consenti à un agriculteur en fonction de ses capacités de remboursement (garanties) est une opération de crédit capitaliste.

Nous pensons, au contraire, qu'un prêt consenti à un agriculteur en fonction de la rentabilité directe de l'utilisation des sommes prêtées, serait une opération de crédit vraiment mutuel, par les conseils, l'entraide, la direction éclairée qu'elle impliquerait.

Nous avons constaté que les cadres légaux n'étaient pas toujours favorables, ou tout au moins, utilisés d'une façon favorable à l'expansion, au progrès, à la modernisation de l'agriculture française.

Nous allons voir maintenant que les facteurs techniques de la production agricole sont fréquemment irréductibles à la maléabilité voulue par une économie de profit.

TROISIÈME SECTION

LES CONDITIONS TECHNIQUES DE L'AUTOCONSOMMATION

— « Voici précisément, l'un des caractères fondamentaux de la révolution sociale (pourquoi pas économique ?) que le progrès technique impose à l'agriculture, la rupture de son isolement...

...L'agriculteur ne peut plus se passer du réparateur de machines, du vendeur de carburant, et de pièces détachées. Il a besoin du marchand d'engrais, du chimiste qui analyse son sol... du sélectionneur de semences, du marchand grainier, de l'agronome... du vétérinaire... du fabricant d'aliments composés.

Nous voici loin de l'étroite communauté paysanne... C'est une foule de techniciens... qui chaque jour, touchant au métier du cultivateur, sont indispensables à l'accomplissement correct de son métier 24). »

Ceci est indiscutable, et le progrès technique entraîne chaque jour la complexité des problèmes et la division du travail.

Cependant, chaque année, une centaine de jeunes ingénieurs agricoles cherchent des situations malgré le caractère « indispensable » de leur collaboration avec trois millions d'exploitations agricoles !!!

Dès lors, nous pensons qu'il est dangereux de se lancer dans des généralisations hâtives.

« De (1') orientation de la production dans le sens de l'échange imposée par la division du travail et renforcée par le perfectionnement de la technique de l'échange est né le premier caractère du régime capitaliste moderne, celui qui servira de support à tous les autres, la production tendant directement non pas à satisfaire des besoins mais à réaliser un gain (25). »

(24) P. CHOUARD, *Progrès technique et évolution sociale en agriculture*, dans *Economie et Humanisme*. Op. cit, p. 15.

(25) L. BROCARD, op. cit.

Or, en agriculture, ce sont, précisément, sur le plan *technique*, le manque de spécialisation et la difficulté des échanges qui empêchent la production d'avoir un caractère capitaliste, le risque certain dépassant la rentabilité possible.

L'exploitation est rarement spécialisée, l'agriculteur n'est pas un spécialiste, et l'échange des produits agricoles est souvent malaisé ; ceci est dû en particulier au manque d'homogénéité, à la périssabilité, au poids, à la manutention difficile des produits agricoles. Tout ceci constitue au premier titre, un facteur de maintien de l'économie fermée de l'exploitation, par la production sur place des biens nécessaires et par conséquent la rareté des achats à l'extérieur.

Et d'ailleurs un agriculteur qui rechercherait uniquement le gain maximum pourrait-il au début de chaque campagne orienter sa production vers les biens que ses calculs prévisionnels, ses estimations, ses anticipations lui désigneraient comme les plus profitables?

Certainement pas, en effet, dans la plupart des cas son désir économique serait refoulé par les nécessités techniques, celle des assolements, de la durée du cycle végétal par exemple. L'agriculteur plus que tout autre vit dans le temps.

Et pour le malheur du progrès technique — principalement dans le domaine de la production végétale — il vit aussi dans l'espace.

Si la théorie économique moderne reconnaît à ces « dimensions » une place de première importance dans l'analyse des mécanismes de la production et du marché, il semble que les conceptions qu'elle s'en fait sont encore beaucoup trop abstraites pour correspondre à la réalité agricole (26) ; à côté du « temps-durée », l'agriculteur connaît le « temps-baromètre » et le second influe sur les écarts du premier par rapport à sa normale ; à côté de « l'espace-distance » l'agriculteur connaît « l'espace-relief ».

Il faut quatre vingt-dix jours pour avoir des pommes de terre primeur : avec la sécheresse il faut quelques semaines supplémentaires ; avec une trop grande sécheresse on attendra peut-être davantage et on ne récoltera rien du tout.

Dans le parc d'une exposition on ne sait quel tracteur choisir tellement ils ont tous des qualités apparentes... à l'usage, aucun ne satisfait pleinement l'agriculteur pour qui le champ en pente, le terrain marécageux, le sol caillouteux sont loin d'être des abstractions.

(26) Voir notamment les publications récentes de Raymond BARRE, *La période dans l'analyse économique, Une approche à l'étude du temps*, Sedes. Paris 1950, et un article de R. Roux dans la revue d'Economie politique, numéros de juillet-août, *Le rôle des délais dans la théorie économique*.

C'est là un point d'opposition irréductible entre le machinisme agricole et le machinisme industriel. La machine agricole est faite pour travailler dans l'espace, et l'espace ce sont les cahots, les fossés, les pierres, la poussière, les intempéries.

Aussi la construction est-elle plus délicate et par tant plus onéreuse, pour des engins qui cependant ne travailleront que quelques jours dans l'année. C'est là un second handicap au passif de l'agriculture pour qui la machine n'est par ailleurs qu'un adjuvant et jamais, comme en industrie, le facteur principal de la production.

Il serait aisé de prolonger ce parallèle et de montrer comment chaque élément d'analyse fait apparaître un obstacle au développement rapide du progrès technique en agriculture.

Il serait aisé de montrer aussi, alors qu'on l'oublie presque toujours, que le progrès technique est cher en agriculture et que, si ses applications augmentent la production, elles n'en réduisent pas toujours pour autant le coût, si même elles ne l'augmentent pas (27).

Nous ne prétendons pas nier l'existence, ni les avantages énormes du progrès technique en agriculture. Nous voudrions simplement souligner que dans l'exploitation du sol *les exigences de la technique sont telles qu'elles constituent un frein au développement rapide du progrès et par conséquent ralentissent l'expansion économique de l'exploitation agricole qui ne peut que rarement se dégager totalement du système autarcique.*

« ...L'agriculture a violemment rejeté, parce qu'il ne lui était pas possible de l'endosser, ce vêtement industriel dont on a tenté, depuis un siècle de revêtir inconsidérément tous les aspects de la vie économique moderne...

Cette vigoureuse et constante protestation a été jugée avec beaucoup de légèreté comme une manifestation de mauvais vouloir systématique, d'esprit rétrograde, de routine en un mot.

Explication qui marque le désarroi dans lequel est plongée la pensée contemporaine devant la constatation inattendue que le monde de la production ne saurait être un, et qu'il est loin de s'identifier tout entier dans les tendances et les doctrines du seul monde industriel (28) ».

Eléments psychologiques, cadres juridiques, nécessités techniques nous allons constater que *les facteurs économiques déterminent, eux aussi, en partie, le cadre structurel favorable au maintien d'une économie souvent à demi-fermée.*

(27) Dans ce sens : *Bulletin de la Société Française d'Economie Rurale*, n° 1, février 1951, consacré à l'étude de l'utilisation des tracteurs agricoles dans quelques régions de la France, par M. J. CHOMBART DE LAUWE.

(28) H. NOILHAN, *Techniques industrielles, techniques agricoles*, p. 182.

QUATRIÈME SECTION

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES
DE L'AUTOCONSOMMATION

Ce n'est plus aux facteurs de la production que nous allons nous adresser maintenant mais bien plutôt à leur combinaison qui détermine le système d'exploitation.

Nous pouvons faire une première constatation, à savoir : plus les activités de l'agriculteur sont multiples, plus l'autarcie de l'exploitation a des chances d'être importante. En effet, la diversité des productions permettra de satisfaire directement un plus grand nombre de besoins de l'homme et de l'exploitation. L'action de l'homme peut s'exercer sur le règne végétal ou sur le règne animal et très souvent, en pratique, elle combine la puissance vitale des deux.

Aussi l'observation économique du « système d'exploitation » peut révéler soit un « système de culture », soit un système d'élevage », soit encore un système composite de cultures et d'élevages.

Nous aurons l'occasion de voir comment les différentes combinaisons possibles des facteurs de production déterminent une propension plus ou moins grande à l'échange et par conséquent à l'économie de marché.

Mais auparavant nous devons faire porter notre attention sur le problème de la « quantité variable » de « combinaisons possibles » autrement dit, le problème de la dimension des exploitations.

1° *La dimension des exploitations*

Tous les auteurs s'accordent à reconnaître que le milieu propice au maintien de l'autarcie est constitué par la petite exploitation, et que la grande exploitation est tournée davantage vers une économie de marché.

Mais que faut-il entendre par grande exploitation, par petite exploitation ? Reconnaissons-le, il y a autant de critères de distinction que d'auteurs (29).

(29) Notamment Statistique Agricole, SISMONDI, *Tableau de l'agriculture en Toscane*, 1801 et *Nouveaux principes*, 1827 ; Albert DEMOLON, *L'Evolution*

On peut classer ces critères en deux catégories, les critères plutôt quantitatifs et les critères plutôt qualitatifs.

a) Le premier élément de classification qui paraît utilisable, comme étant le plus simple, est la superficie.

Mais tout le monde n'est pas d'accord.

Pour le Ministère de l'Agriculture :

De 1 ha.	très petite
De 1 à 10 ha.	petite
De 10 à 40 ha.	moyenne
De + de 40 ha.	grande

Pour de Foville et l'administration des contributions indirectes :

Jusqu'à 6 ha.	petite
Jusqu'à 50 ha.	moyenne

Pour René Henry certaines exploitations de 20 hectares sont petites.

Le critère « Surface » est évidemment insuffisant puisqu'il ne tient aucun compte des systèmes de culture ou d'élevage.

On a dès lors pensé à autre chose, le nombre de charrues utilisées.

Pour Passy, les « petites » n'occupent pas totalement une charrue.

Les moyennes en occupent une ou deux.

Les grandes plus de deux.

Encore faudrait-il définir « la charrue » et préciser ce que l'on entend par « occuper ».

b) Devant ces difficultés, abandonnant la précision numérique on a proposé des critères plutôt qualitatifs comme par exemple le caractère de la main-d'œuvre ou le mode d'activité du chef d'exploitation.

Pour Rosher :

N'occupe pas une famille.	parcelle
Occupe une famille.	petite
Le propriétaire dirige et travaille.	moyenne
Le propriétaire dirige seulement.	grande

La classification de Souchon se rapproche de la précédente :

Obligation de main-d'œuvre salariée.	grande
La famille suffit.	moyenne
Ne nourrit pas la famille.	petite

Encore faudrait-il se mettre d'accord sur l'importance de la famille ?

On a prétendu faire intervenir le mode juridique d'exploitation.

Pour les Socialistes Français du XIX^e siècle :

Propriétaire et famille.	petite
Propriétaire et salariés.	moyenne
Fermier ou métayer.	grande

scientifique de l'agriculture française et surtout AUGÉ-LABIBÉ, Grande ou petite propriété. Thèse de Droit. Par ailleurs, presque tous les auteurs ont abordé ces problèmes, parmi ceux dont les propositions paraissent les plus originales, nous retiendrons : Léonce de Lavergne, René Henry, Passy, Roscher, Souchon, de Foville et bien évidemment les physiocrates ont donné leur avis sur la question.

Les physiocrates avaient essayé d'établir que le fermage était un signe de grande exploitation tandis que le métayage n'existait que dans les petites. Et comme, pour eux, le fermier était, par définition, un homme évolué qui délaissait les bœufs, était grande l'exploitation qui utilisait des chevaux, petite celle qui faisait travailler des bœufs.

Sismondi se rapportait bien au système juridique mais sous une optique économique qui ne manque pas d'originalité.

Serait petite l'exploitation qu'un fermier ne pourrait pas louer, étant donnée son exigüité.

A notre sens, il y a quelque chose d'intéressant dans cette observation qui fait appel à une démarche analytique essayant de donner un critère économique.

M. Auge-Laribe propose soit la valeur vénale, soit le produit brut, soit l'importance des moyens d'exploitation.

Evidemment aucun des critères n'est à lui seul suffisant pour être utilisable dans l'immense diversité de l'agriculture française. Aussi la plupart des auteurs préfèrent définir l'exploitation familiale ou l'« exploitation paysanne » en l'opposant d'une part à la parcelle et d'autre part à l'exploitation qui, non seulement fait appel à la main-d'œuvre étrangère, mais encore relève dans l'ensemble de son économie d'un régime distinct.

S'il est en effet commode d'utiliser les qualificatifs de « grande » « moyenne » « petite » il faut reconnaître qu'ils n'ont de valeur que pour un système de culture donné, dans une région donnée, à un moment donné. Cette classification constitue simplement une première approche dans la « caractérisation » économique des exploitations qui doit faire appel à d'autres notions, notamment le système de culture et le système d'élevage.

2° Systèmes de culture et d'élevage

« ...L'agriculture doit présenter la souplesse nécessaire pour s'adapter à des changements parfois brusques et imprévisibles, nécessités par la pression de la concurrence sur le marché des échanges... (30) »

C'est là une des conditions essentielles de l'économie d'entreprise et de profit ; et si certaines exploitations font preuve de la souplesse requise, il faut bien reconnaître que la très grande majo-

(30) Albert DEMOLON, *L'Evolution scientifique de l'agriculture française*, p. 19.

rité des cas révèle une rigidité (peut-être exagérée d'ailleurs) des systèmes de culture ; c'est bien là, pensons-nous, un facteur de maintien de l'autarcie familiale d'une part, et d'autre part un facteur de maintien artificiel d'exploitations situées dans une économie de marché, certes, mais qui n'ont d'entreprise que le nom, puisque, théoriquement du moins, l'entrepreneur capitaliste place sa confiance dans son étoile et non dans un protectionnisme outrancier.

Le moment n'est pas venu d'aborder les problèmes de politique agricole, nous devons plutôt souligner les liaisons existant entre les divers systèmes de culture et l'économie de besoin.

Nous avons parlé d'exploitations situées dans une économie de marché, il s'agit en premier lieu des exploitations pratiquant la monoculture.

Ce sont évidemment des exploitations spécialisées qui achètent tout ce dont elles ont besoin et vendent tout ce qu'elles produisent.

Par contre avec le système de polyculture les produits auto-consommés et réinvestis dans le circuit productif représenteront une part importante de la production.

Nous aurons plusieurs occasions de le vérifier, et nous montrerons comment le mode de culture influe lui aussi sur le régime économique de l'exploitation.

S'agit-il d'une culture intensive, d'une culture active (*attiva* dans la terminologie italienne), d'une culture extensive, voire d'une culture minière... chacun des systèmes déterminera l'importance plus ou moins grande des phénomènes d'autoconsommation, en fonction de l'importance relative du produit, du nombre d'hommes nécessaires à la production et d'autres éléments encore (31).

Par ailleurs, fréquemment, le cycle végétal se prolonge pourrait-on dire, au travers du cycle animal, et dans ce cas le nombre d'élevages et leur mode influenceront eux aussi sur le régime économique de l'exploitation qui variera avec un élevage extensif, un élevage intensif, voire un élevage industriel... avec un élevage unique ou la coexistence de plusieurs espèces dans la ferme.

En conclusion, nous pouvons dire que plus un système d'exploitation est complexe (nombreuses cultures et nombreux élevages) plus le régime économique de l'unité de production considérée se rapprochera de l'autarcie.

Mais il ne s'agit là encore que d'une première approximation puisque l'on ne saurait ignorer l'influence de la « mentalité » du chef d'exploitation, qui, à la tête d'un « univers complexe » peut très bien, cependant, être un entrepreneur dynamique.

(31) Voir plus loin notre étude analytique.

On ne saurait négliger non plus la situation juridique de l'exploitation qui, dans le cadre d'un travail familial et d'une production diversifiée peut se rapprocher de l'entreprise sous l'effet d'un bail à ferme ou d'une participation active à un organisme coopératif dynamique par exemple.

On aura soin par ailleurs de considérer la nature des moyens techniques mis en œuvre, puisque un tracteur mal utilisé signale une économie irrationnelle et un gaspillage, tandis qu'une traction animale bien adaptée peut être l'expression d'un calcul économique judicieux.

Si le cultivateur est prudent dans ses décisions parce qu'il a affaire à un monde complexe, le chercheur doit être prudent dans ses conclusions puisqu'il s'intéresse à un monde essentiellement diversifié.

Aux termes de ces observations nous pensons utile de « faire le point ».

De cette étude générale des structures du monde agricole français se dégage la possibilité de rencontrer des régimes économiques très divers et nettement opposés.

Considérons par exemple, dans un climat bien caractérisé et régulier (donc propice à une culture ou à un élevage bien déterminé) une grande exploitation, en ferme, composée de bons terrains homogènes, située dans la plaine; cette exploitation conduite par un fermier dynamique n'utilise que de la main-d'œuvre salariée, des machines et des engrais chimiques; elle pratique la monoculture ou une polyculture améliorée et « rétrécie », la totalité de sa production est vendue, la totalité des biens et services productifs sont achetés.

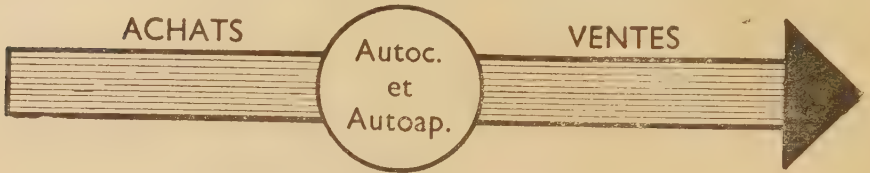
Il s'agit là incontestablement d'une exploitation qui se rapproche de l'entreprise capitaliste type.

Par contre, telle petite exploitation, en faire valoir direct, qui se contente de la main-d'œuvre familiale, n'utilise que la traction animale source d'autres revenus, n'achète que peu d'engrais, et n'utilise qu'un matériel rudimentaire, cette exploitation qui se livre à une polyculture extrêmement diversifiée, associée à une gamme complexe d'élevages, réinvestira une fraction considérable de biens dans le circuit productif et autoconsommara une très grande quantité de produits, ne faisant appel ou ne s'adressant au marché qu'accidentellement.

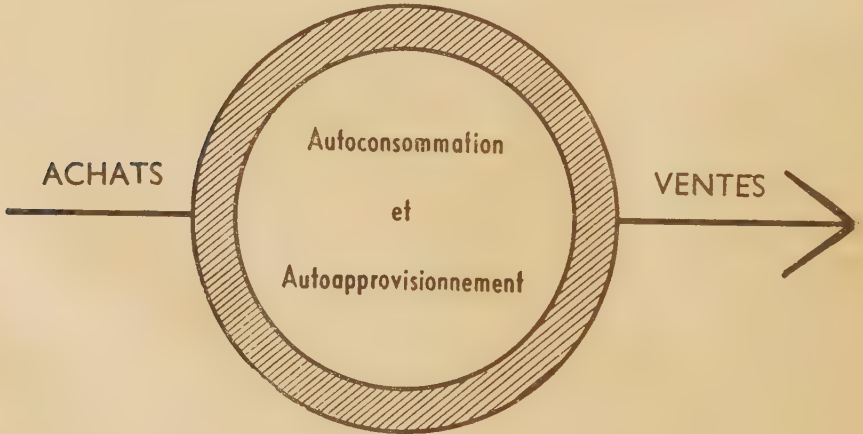
Dans ce cas il s'agit incontestablement d'une économie fermée, d'une économie de besoin.

Nous pouvons exprimer l'opposition de nos deux types A et B de la façon suivante :

Exploitation type A « circuit ouvert sur le marché » :



Exploitation type B « circuit fermé dans l'exploitation » :



CHAPITRE II

AUTOCONSOMMATION ET RÉGIMES ÉCONOMIQUES

Dans l'étude des structures du monde rural français nous avons dégagé l'existence possible de deux branches différentes d'agriculture.

— L'une dynamique, mettant en œuvre des moyens puissants, utilisant les progrès et la machine ;

— L'autre, conservatrice, traditionnelle, voire routinière, « humaine » et « sociale » bien plus qu' « économique », fermée à l'évolution.

Deux « genres de vie » distincts dans l'économie rurale, secteur de l'économie générale caractérisée par le marché capitaliste, deux économies qui opposent le mécanicien à l'homme en sabots, le tracteur au bœuf, le revenu monétaire au revenu en nature, le salarié à la famille paysanne, l'entreprise capitaliste à l'exploitation familiale.

Ces deux tableaux sont cependant insuffisants pour exprimer la réalité agricole faite de diversité.

Nous devons procéder à une étude précise de plusieurs types d'exploitation et voir ainsi les liens qui unissent l'auto-consommation aux modes de culture et aux régimes économiques.

A cette fin nous considérerons des exploitations situées dans les conditions les plus diversifiées :

- une moyenne exploitation de polyculture dans l'Ouest ;
- une moyenne exploitation de monoculture dans le Midi ;
- une grande exploitation de polyculture dans le Soissonnais.
- une grande exploitation de monoculture dans la Beauce.

Il serait normal dans cette étude de se tracer un plan formel et de le suivre. La comparaison entre les quatre paragraphes en serait plus aisée, mais l'analyse tellement plus fastidieuse que nous préférons relever dans chaque cas les caractéristiques essentielles, laissant de côté les questions de moindre importance.

Face à chaque exploitation nous retiendrons les points intéressants pour essayer de dégager ensuite des éléments de classification.

L'étude sera de ce fait moins ordonnée, mais n'est-ce pas là, une contrepartie des avantages certains de la méthode d'observation?

PREMIÈRE SECTION

UNE MOYENNE EXPLOITATION DE POLYCLTURE DANS L'OUEST

...Le bas de laine n'est pas un but... il est la matérialisation d'une façon de penser qui surestime, peut-être, ce qui reste, lorsque tout a été consommé...

Nous devons faire une observation liminaire qui précisera la double progression de notre démarche sur le plan méthodologique.

C'est bien d'une étude *monographique* qu'il s'agit : celle d'une exploitation d'Ille-et-Vilaine située à une trentaine de kilomètres de Rennes.

Cependant, les résultats obtenus pourront paraître à ce point surprenant (au milieu du ^{xx}e siècle) que la justification de notre choix devra faire subir quelque entorse à la règle d'unité de méthode. Nous devons montrer que notre exploitation représente bien un type répandu actuellement et non pas un cas limite.

Pour cela nous ferons appel au contrôle d'une *enquête* effectuée auprès de 200 exploitations situées dans le même département.

*
* *

Nous allons observer, en Ille-et-Vilaine, une exploitation d'une quinzaine d'hectares. Le propriétaire, sa femme, deux enfants, 14 et 17 ans, et l'aïeul sont au travail.

A quoi consacrent-ils leur activité ? — « nous faisons un peu de tout ce dont nous avons besoin... »

Le bétail : chevaux, vaches, pores, basse-cour ; les cultures : des céréales, blé, avoine, orge, sarrazin, des plantes sarclées, pommes de terre, betteraves fourragères, choux, navets, etc... En complément un jardin.

Dans les champs et sur les talus des arbres fruitiers, pommiers, poiriers, pruniers.

Observons les bâtiments; ils sont en mauvais état, certains sont en pisé et couverts de chaume.

Telles sont « les structures », quelle est l'économie?... Lorsqu'un porc, un veau, ou une vache doivent être vendus, c'est « l'homme » qui les conduit à la foire du centre voisin.

C'est lui encore qui apporte au village le lait tous les matins (quelques litres, environ 13 % du lait produit) il en profite pour placer au fond de sa cariole quelques légumes...

La femme, elle, a le contrôle de la vente du beurre (70 % environ) et des œufs (60 %), cela lui donne son « argent de poche » et les moyens d'acheter « l'épicerie » et les petits objets indispensables au ménage.

Le blé est porté au boulanger qui donne le pain en échange, le reste est vendu (40 %).

L'orge, l'avoine, le sarrasin sont utilisés sur place dans leur totalité.

Les pommes de terre sont, elles aussi, consommées par la famille ou par le bétail, seulement 1/3 de la production est vendu.

Chaque année un ou deux porcs (selon le poids) sont abattus à la ferme et les voisins savent apprécier la viande fraîche. En retour lorsqu'ils tueront leur porc ils feront le même cadeau. Ces mêmes voisins viennent plusieurs fois dans l'année pour associer dans une ambiance de fête le travail le plus intense (battages par exemple) aux repas les plus abondants. Ces jours-là, les plus belles têtes de la basse-cour sont sacrifiées.

Ces agriculteurs produisent-ils pour vendre ? le gain monétaire est-il le but de leur activité ?

Au contraire produisent-ils pour satisfaire leurs besoins ?

La question ainsi posée semble impliquer une réponse qui automatiquement nous permettra de classer cette exploitation soit dans une économie d'échanges, soit dans une économie autarcique.

Or, l'une et l'autre réponses seraient fausses. En effet, il ne saurait être question d'une économie capitaliste puisque nous sommes en présence d'une économie familiale.

Par contre il ne peut s'agir ici d'une économie strictement naturelle puisque l'agriculteur recherche sur la plupart des postes de sa production un revenu monétaire.

Il faut dire, pensons-nous, que nous avons à faire, dans ce cas, à « un exploitant qui produit pour vendre, avec une mentalité de consommateur », autrement dit, un exploitant qui cherche à produire le maximum de tout ce qu'il lui faut, pour avoir le maximum de *reste* commercialisable lorsque la famille et l'exploitation sont servies.

Il serait impossible de dissocier dans l'économie de la ferme un « secteur de vente » du « secteur de besoin ».

C'est le besoin qui prime et le désir monétaire qui s'ajoute. On vend des pommes de terre, mais on ne les produit pas pour les vendre. On produit les pommes de terre pour ses besoins propres et on cherche à en produire le plus possible pour vendre la quantité là plus forte possible.

On peut répéter ce raisonnement à propos de chacun des postes et l'on aura ainsi l'« esprit directeur » de l'économie considérée.

Nous n'avons jusqu'à présent parlé que des biens destinés à la consommation humaine.

Il en va de même des productions réinvesties dans le circuit productif.

Où commence ce circuit ? Le cheval qui laboure et consommera l'avoine ; ou bien l'avoine qui nourrit le cheval qui travaille ? La boutade de l'œuf et de la poule recouvre ici une valeur d'observation incomparable pour qui veut saisir la spécificité de l'économie familiale.

L'analyse économique (tout comme l'analyse comptable) se heurte à une double difficulté presque insurmontable, à savoir, comment dissocier la vie de la famille du fonctionnement de l'exploitation et aussi comment dans le système productif distinguer d'une façon précise le but du moyen.

Ces observations, si elles sont valables en elles-mêmes, ne sont-elles pas, tout de même, sans grande portée et surtout sans grande importance actuelle ?

L'agriculture française est devenue commerciale ; telle est l'affirmation si souvent répétée. Méritons-nous dès lors le reproche de nous intéresser à des exemples recueillis dans le musée des souvenirs ?

Nous ne le pensons pas.

A l'appui de cette affirmation nous voudrions analyser une étude qui aurait des bases plus larges que notre monographie.

*
**

A notre connaissance, l'enquête la plus intéressante pour l'économiste, tant par le sérieux avec lequel elle a été conduite que par l'ampleur de l'échantillon considéré, est celle qui a été effectuée en 1946 par le « Centre d'Etudes Rurales » de l'organisme « Economie et Humanisme ».

Cette enquête portant sur la production et l'autoconsommation durant la campagne 1944-45 a été menée sur 200 exploitations de l'Ouest de la France, situées dans deux cantons voisins d'Ille-et-Vilaine (1).

A notre sens, trois points sont à envisager lorsque l'on veut faire l'analyse critique d'une enquête :

- la méthode et les procédés de réalisation ;
- les résultats ;
- l'exploitation des résultats.

a) *Méthodes et procédés de réalisation*

Toutes les garanties se trouvent rassemblées, l'enquête a été effectuée dans une région bien connue des enquêteurs.

Le nombre d'exploitations enquêtées est suffisant (200) pour donner une idée exacte de l'agriculture dans la région.

Voici un tableau qui consigne les indications de base ; les exploitations sont classées en douze groupes (tableau, extrait de : op. cit. P. 7) :

N° des groupes	Nombre d'exploitants par groupe	Nombre de personnes par exploitation	Surface moyenne des exploitations
			ha.
1.	21	4,7	7,8
2.	21	4,9	10,5
3.	20	5,1	12,3
4.	18	5,6	13,7
5.	19	5,3	15,2
6.	17	5,7	17,0
7.	16	6,5	18,5
8.	14	7,1	20,5
9.	15	7,	21,1
10.	15	7,2	25,3
11.	12	8,3	27,7
12.	12	8,3	36,5

(1) Cette enquête a été présentée par le Ministère de l'Agriculture et l'Institut national de la Statistique dans la *Revue du Ministère de l'Agriculture*, n° 1 de janvier 1948, article de M. HEISCH, préface de M. CÉPÈDE.

Nous apporterons un grand soin à l'appréciation de la valeur de cette enquête qui servira plus tard de base à une étude économétrique.

L'enquête ne précise ni l'âge, ni le sexe, ni la condition des personnes vivant dans chaque exploitation ; ce n'est que d'une façon qualitative (et non précise) que le commentaire officiel de l'enquête indique la présence de main d'œuvre salariée dans les exploitations les plus grandes.

Mais somme toute, des précisions fort intéressantes pour un « nutritionniste » ne sont que d'un faible intérêt pour l'économiste qui se rend compte de l'impossibilité d'établir, dans un cadre d'exploitation familiale le départ entre « producteur » et « consommateur » (2) : tous produisent, et tous consomment.

A vouloir donner prise à l'analyse économique au delà de cette constatation, ne risque-t-on pas de déformer la réalité et par là de méconnaître les spécificités d'une partie du monde rural ?

Nous préférons ne considérer que des catégories assez larges ; dimensions de l'exploitation, personnes vivant sur l'exploitation, production, consommation, commercialisation.

b) *Les résultats de l'enquête*

Bien que toutes les précautions aient été prises pour obtenir des réponses exactes, la vérité ne pouvait être atteinte dans une enquête de ce genre.

En interrogeant un agriculteur sur la production de son exploitation et sur la consommation de sa famille on se heurte à deux séries de difficultés.

L'agriculteur ne veut pas répondre : cela n'a pas été le cas ici « les 200 exploitants ont bien voulu répondre d'assez bonne grâce aux multiples questions que leur ont posées des enquêteurs ». (Op. cit. p. 9).

L'agriculteur ne peut pas répondre : ses souvenirs se sont estompés avec le temps, il est dans l'impossibilité de donner des renseignements précis.

M. Heisch regrette que l'on ne puisse tenir pour valables que les moyennes des résultats obtenus.

(2) Et si de l'observation purement pratique on passe dans le domaine de la connaissance économique, l'enfant qui garde un troupeau de bovins ne produit-il pas en définitive plus « de valeur » (risque évité, par ex. : météorisation) que l'homme mûr qui sarcle des pommes de terre ou lie des gerbes ?

Sans vouloir discuter, point par point, cette remarque nous nous contenterons de dire que l'économiste, tout en s'intéressant au détail curieux et instructif, préfère s'arrêter aux résultats d'un « ensemble » considéré comme représentatif d'un type d'exploitation.

Ainsi les moyennes des résultats par « groupe » sont indiscutablement très valables.

Pour le moment nous nous intéresserons surtout à la moyenne générale, la considération des résultats nous donnera l'idée d'une exploitation théorique, certes, mais qui représentera le cas type d'exploitation de la région.

c) L'exploitation des résultats

Les données brutes de l'enquête ont-elles été exploitées ?

Il est question de « rations alimentaires »... de calories... Mais, quel est le pourcentage d'autoconsommation dans la production finale ? Quel est le pourcentage d'autoapprovisionnement dans la production globale ? nulle part on ne trouve l'indication qui permette de se faire une opinion.

Pourtant, à première vue, l'élément de liaison entre ventes et consommations, entre céréales et produits laitiers, entre cultures maraîchères et basse-cour... est facile à trouver, il suffit de le chercher dans le domaine des prix.

Exploitation économique des résultats de l'enquête

Si l'on ne peut additionner des biens de nature différentes, on est toujours en droit d'en comptabiliser les « valeurs ».

C'est ce que nous allons essayer de faire :

Mais aussitôt les difficultés apparaissent nombreuses.

Quels prix appliquer ? attribuerons-nous la même valeur au blé prélevé en vue des semences futures, et au grain vendu, ou encore consommé à la ferme ? Nous avons par ailleurs donné des explications sur ce point.

Cette question résolue, quel ensemble de prix appliquerons-nous ? Les prix officiels et taxes (1944-45), les prix du marché parallèle ? ou un compromis entre les deux catégories ?

Malgré de longues recherches nous n'avons pu obtenir de précisions sur les prix effectivement pratiqués en 1944-45.

La documentation rassemblée nous fournit des indications par trop dispersées pour que nous puissions déterminer un prix courant, un prix moyen.

Par ailleurs, le prix taxé est connu, mais à quelle quantité de marchandise s'applique-t-il ?

Devant les difficultés de cet ordre, nous avons cherché une autre voie.

Puisque nous ne pouvons dresser un bilan réel, qui nous donne des renseignements précis en « valeur absolue », nous essayerons d'établir un compte fictif nous donnant des indications précieuses en « valeur relative ».

La clef nous sera donnée par un calcul de volume, c'est-à-dire que nous prendrons pour base l'année 1938, appliquant aux quantités les prix respectifs indiqués par la statistique agricole.

Nous n'obtiendrons pas des résultats en « francs » mais en « unités de compte ».

Nous pensons que cette méthode, sans valeur, s'il s'agissait d'établir une comparaison dans le temps, nous donnera de bons résultats puisqu'il s'agit de comparaisons dans l'espace (d'un poste à l'autre des utilisations ; plus tard d'une exploitation à l'autre ; voir Etude Econométrique).

Voici le tableau que nous avons pu dresser (3) :

(3) Chaque élément du tableau p. 10 de op. cit. a été pondéré par les prix indiqués par la Statistique Agricole, notamment : *Statistique Agricole* 1938 et *Bulletin de Statistique Agricole* Tome IV, n° 3, décembre 1945.

	PRODUC- TION TOTALE	CONSOMMATION ET UTILISATION A LA FERME					VENTES
		Humaine	Animale	Semences	Pertes	Totale	
Blé.	1.561.446	584.627	66.877	231.000	4.810	887.324	674.121
Orge.	300.182	1.578	225.264	46.715	1.820	275.377	24.810
Avoine.	424.344	—	352.969	60.070	731	413.771	10.573
Seigle.	9.536	91	4.212	4.851	—	9.155	381
Sarrasin.	121.216	43.618	57.287	7.519	1.242	109.667	11.549
Pommes de terre.	1.108.515	87.710	462.145	118.975	13.805	682.695	425.880
Cult. mar.	488.508	201.582	102.428	4.378	18.372	326.760	161.748
Plan. four.	7.738.806	—	7.664.018	2.750	64.722	7.728.800	9.926
Pores.	1.142.232	709.440	—	—	23.679	733.119	409.113
Bovins-veaux.	1.191.960	814	—	—	112.508	113.322	1.078.638
Basse-cour.	470.180	383.154	—	Couvées	41.714	424.868	45.312
Œufs.	323.370	83.004	—	15.711	10.041	108.756	214.614
Porcelets.	209.484	2.665	—	—	13.236	15.901	193.583
Lait transf. en beurre	3.281.695	1.077.034	—	—	828	1.077.862	2.203.832
Lait entier.	781.100	114.965	502.300	—	—	617.287	163.813
Pommes à cidre.	137.271	99.845	—	—	493	100.338	36.932
Pommiers.	17.196	10.316	—	—	1.622	11.939	5.397
Poiriers.	27.652	17.056	—	—	4.419	21.475	6.177
Pêchers.	21.923	15.966	—	—	3.379	19.346	2.577
Pruniers.	13.662	8.778	—	—	2.314	11.092	2.570
Cerisiers.	16.069	9.805	—	—	4.566	14.371	1.698
Total (*)	19.386.000	3.457.000	9.437.000	491.000	324.000	13.709.000	5.683.000

(*) Arrondi aux centaines de mille.

Voici les résultats :

<i>Production finale</i> : Ventes + Autoconsommation = ...	9.140.000
Dont <i>autoconsommation</i>	36,7 %
<i>Production totale</i>	19.386.000
Dont <i>autoapprovisionnement</i>	13.709.000
Soient les.	70,6 %

Par approximation nous pouvons dire que l'exploitation moyenne utilise sur sa production globale une fraction égale à peu près aux 3/4 pour l'autoapprovisionnement ; sur sa production finale une fraction supérieure au tiers pour l'autoconsommation.

Ces pourcentages sont très élevés, ils caractérisent bien un régime économique.

On ne peut pas dire qu'une exploitation qui ne commercialise que le quart de sa production travaille pour le marché.

Considérons les résultats de plus près :

— Consommation animale.	9.437.000
— Production animale.	7.400.000

Donc, (en « volume » toujours) un déficit de 2.037.000.

Mais ce déficit comptable n'exprime pas une perte puisqu'en effet ces 2.037.000 représentent « l'entretien de la force de travail » des bêtes de trait et la subsistance des élèves.

Admettons, (et cela paraît raisonnable dans un système de polyculture associé à de multiples élevages) que 1.700.000 représentent l'entretien des bêtes de trait (le reste, alimentation des jeunes).

Ces 1.700.000 destinés à entretenir la force de travail donnent naissance à une production végétale de 12.000.000.

Ce rapport paraît très élevé, encore faut-il tenir compte du travail humain, de l'utilisation de capital technique (bâtiments, machines, outils, engrais...) et de la productivité du sol.

Si l'on se souvient que sur ces 12.000.000, les 3/4 (9.437.000) sont consommés par les animaux on aura une idée précise de ce que peut être le *circuit productif fermé, l'économie fermée*.

C'est bien là une caractéristique fondamentale de l'exploitation familiale pratiquant la polyculture.

Pareil phénomène ne se rencontre pas dans l'industrie ; on n'imagine pas une chute d'eau utilisée pour faire tourner une génératrice qui, à son tour, servirait à élever de l'eau pour actionner ensuite la même génératrice, l'ensemble du système se traduisant par un gain ou une perte d'énergie.

On ne saurait considérer un commencement ni une fin, il n'y a qu'un cycle et c'est le cycle qui dicte les règles d'exploitation.

Les mêmes remarques pourraient s'appliquer à la consommation humaine qui prélève une part importante de la production finale (36 %) (4).

Nous voudrions maintenant compléter l'étude du bilan par quelques observations.

Dans l'exploitation familiale de polyculture, il est un élément d'économie fermée d'une importance capitale pour la vie de l'exploitation et qui, à notre connaissance, n'a pas été placé dans le cadre général de l'économie de besoin : nous voulons parler de l'« entr'aide », de l'échange de services en dehors de tout marché du travail.

On a souvent parlé de l'« entr'aide paysanne » mais rarement du point de vue économique.

Or lorsque une agriculture devient une activité de marché, l'entr'aide a tendance à disparaître.

Là où elle existe, elle met en jeu tous les moyens de production, hommes, bêtes, machines.

Il est intéressant de relever le caractère non commercial de ces échanges : ils ne sont pas précédés de discussion ou l'équivalent éventuel serait débattu ; la correspondance en valeur des services échangés n'est pas recherchée avec précision, l'équilibre dans l'échange est étranger à ce mode de compensation, où le fait de « rendre le service » a beaucoup plus d'importance que la prise en considération de la nature et surtout de la valeur absolue de ce service.

Conclusion

Si l'on considère, le facteur travail, (membres de la famille, entr'aide non « commerciale ») le but de la production (satisfaction directe des besoins de l'exploitant et de l'exploitation) et le bilan de la campagne, ou mieux, le film de l'année (commercialisation de beaucoup inférieure à l'autoapprovisionnement),

le genre d'exploitation que nous avons étudié nous permet de dégager un « type » que nous pensons légitime de qualifier :

« *Exploitation familiale dans une économie de besoins* ».

(4) Ces résultats se rapportent à l'exploitation théorique moyenne, nous aurons l'occasion de voir plus tard que cette « moyenne » recouvre un éventail de dispersion très ouvert.

DEUXIÈME SECTION

UNE MOYENNE EXPLOITATION DE MONOCULTURE
DANS LE MIDI

Lorsque l'on parle de viticulture méridionale, on se représente le plus souvent l'exploitation-type de la région comme un « domaine important », modèle en tous points d'une exploitation « capitaliste », voire « industrielle » pour certains.

Il existe en effet de très grands domaines, mais on ne compte, pour le département de l'Hérault, que 311 exploitations de plus de 50 hectares (5).

Cette mise au point étant faite nous devons faire porter notre attention sur le type d'exploitation le plus répandu.

Les statistiques officielles nous permettent de délimiter l'aire de nos investigations ; 96 % des exploitations de l'Hérault ont moins de 10 ha et occupent les 58 % du vignoble du département, 80 % environ des exploitations ont moins de 5 hectares.

L'exploitation la plus répandue est donc la petite exploitation familiale. C'est cette dernière que nous nous proposons d'analyser. Mais, dans le midi viticole, le « milieu » est tellement plus homogène que dans les autres régions françaises, qu'une monographie particulière ne présenterait pas un intérêt spécifique. Aussi, nous considérons le fonctionnement de l'exploitation viticole type, sans nous attacher directement à l'étude d'une exploitation définie.

La famille fournit la main-d'œuvre, et la terre fait vivre la famille.

Jusqu'ici rien de surprenant, si ce n'est *qu'entre la terre et la table du viticulteur, tout comme entre la terre et sa grange se situe « le marché »*.

Le but de la production est essentiellement la commercialisation ; ce phénomène provient de la spécialisation intégrale de la culture, celle de la vigne.

Le cep a envahi tous les terrains sur lesquels il peut végéter et mûrir ses fruits, faisant regresser et même disparaître les autres cultures.

(5) Monographie Agr. du département de l'Hérault. Tableau p. 281. Complément à l'enquête de 1929.

On ne peut ici parler d'assolements, la durée de la vigne est longue (40 ans et même 60) et les cultures qui suivent y sont faites pendant quelques années seulement après l'arrachage.

Lorsque la situation économique est favorable, c'est-à-dire lorsque les vins se vendent facilement, à des prix rémunérateurs, ces cultures « intercalaires » n'existent plus, on s'empresse de remettre des vignes nouvelles dès que les vieilles sont arrachées.

Au contraire, si le marché est difficile, les ventes pénibles ou à faibles prix, on songe à prolonger pendant plusieurs années ces cultures dont les produits servent surtout à la nourriture de la cavalerie de l'exploitation.

Mais, en général, « on reçoit des départements voisins tout ce qui est nécessaire à l'alimentation des hommes et des animaux.

« Aucun propriétaire ne peut se flatter de récolter sur ses terres ce qu'il lui faut pour nourrir la famille et le bétail. » (Op. cit. P. 103)

Ce bref aperçu des structures et de la technique culturale nous permet de dégager deux points que nous voudrions souligner : une exploitation pour le marché — une exploitation par la famille.

1° Une exploitation pour le marché

Le viticulteur vend tout ce qu'il produit, il achète tout ce qu'il utilise.

Ne produisant que du vin il doit commercialiser l'ensemble de sa récolte pour subvenir aux besoins divers de la famille et à ceux de son exploitation.

On peut dire que si les vendanges clôturent la série des soucis techniques, elles introduisent la vague des préoccupations économiques.

Il est curieux, pour qui connaît de près le monde rural, de constater comment le vigneron du Midi est incomparablement mieux averti des conditions du marché que son confrère polyculteur (du Sud-Ouest par exemple).

Le plus petit exploitant connaît par les syndicats, la presse et les organismes coopératifs les tendances du marché, il sait de combien la récolte est supérieure ou inférieure à celle de l'année précédente, il ne néglige pas la récolte algérienne.

Il est sur le marché du côté de « l'offre » et il possède sur sa situation le maximum de renseignements.

Le viticulteur méridional consomme cependant une fraction de sa production.

En moyenne les 10 %.

Mais s'il prélève une part de sa production, il est certain qu'il ne produit pas pour sa consommation.

Il achète la majeure partie (si ce n'est la totalité) des biens de consommation humaine et des biens de production, sulfate et soufre, engrais et fumiers.

Il est une occasion de dépense très onéreuse, celle qui est dictée par le besoin de remplacement des chevaux. Le vigneron n'est pas le moins du monde éleveur, il achète des bêtes adultes, dressées et aptes à donner leur maximum de rendement; il achète aussi la totalité de leur nourriture.

Nous savons, cependant, qu'en temps de crise viticole, le viticulteur produit de la luzerne et de l'avoine.

En période de pénurie générale (1940-46) il est obligé de modifier son système cultural et écomique. La grande majorité des exploitants a dû improviser, pendant la guerre, une basse-cour suffisamment nombreuse (poules, lapins, porcs, chèvres) et une rotation de cultures adéquate.

Pour mesurer l'exception que représentait cette innovation il n'y a qu'à voir comment en 1947-8 tous ces « ennuis » toutes ces « servitudes » ont été supprimés avec joie et empressement par de nombreux viticulteurs.

Dans tel village où l'effectif caprin et porcin s'était élevé subitement à plusieurs centaines d'unités, il ne reste aujourd'hui que quelques animaux.

2° Une exploitation par la famille

Pendant la plus grande partie de l'année le chef de l'exploitation et les membres de sa famille assurent à eux seuls le travail dicté par les saisons.

De 1 à 6 hectares, l'exploitation n'occupe pas de main-d'œuvre étrangère, le père et un de ses fils suffisent.

La femme et les filles ne sont pas constamment appelées à travailler au dehors; leurs « gros travaux » sont la collecte des sarments après la taille et surtout les vendanges.

A cette dernière occasion la famille moderne réduite au foyer tend à redevenir la famille si non patriarcale du moins la famille souche; les frères et cousins viennent au village, profitent de leurs congés payés et s'ajoutent à la « colle » familiale; bien souvent ils repartent à la ville, les travaux finis, munis de leur provision de vin. Souvent aussi deux petits exploitants se réunissent pour constituer avec les membres de leur famille, une « colle » suffisante.

Exploitation familiale par les éléments de structures (surface, main-d'œuvre...) mais aussi par les éléments économiques.

Nous ne considérerons que deux points caractéristiques : spécialisé, monoculteur, le viticulteur produit pour vendre, il vend pour acheter. Travaillant pour le marché on serait tenté de lui attribuer une « mentalité capitaliste ». Or nous constaterons qu'il dirige souvent sa production avec une mentalité de consommateur.

Ainsi, ce n'est pas l'état de santé de la vigne, ce n'est pas non plus un « plan rationnel de production » préétabli qui règlent la fumure du vignoble, c'est bien plutôt le prix du vin. On fume abondamment les années de bonne recette, on réduit les fumures les mauvaises années (6).

Les revenus de la campagne précédente déterminent les investissements pour la campagne suivante ; ces procédés sont économiquement très critiquables.

On peut faire une autre observation dans ce domaine.

La production n'est pas toujours la fin qui détermine les moyens, elle est souvent le résultat d'une combinaison de moyens réglée par la vie.

Ainsi, l'exploitation suit un cycle dans son développement, celui du renouvellement des générations.

Les phases se succèdent où les rendements et l'état d'entretien de la vigne constituent l'expression apparente de l'âge du père ajouté à l'âge du fils.

Le père est encore en pleine force, son fils a 20 ans, l'exploitation est en plein rapport ; le père vieillit et se retire, le fils reste seul et ses enfants sont encore trop jeunes, bien des travaux ne sont pas régulièrement effectués.

En conclusion : l'exploitation type du midi viticole constitue un bon exemple « d'exploitation familiale liée à une économie de marché ».

Les deux systèmes sont imbriqués l'un dans l'autre et si les avantages de l'un et de l'autre s'ajoutent souvent, fréquemment aussi leurs inconvénients se cumulent.

Les facteurs de la production sont combinés dans l'atmosphère familiale d'une exploitation paracapitaliste, tandis que les résultats de la production ne peuvent se dissocier d'une économie de marché.

(6) V. en ce sens, op. cit., p. 339 et M. MILHAU, *Le pouvoir d'achat des viticulteurs*.

TROISIÈME SECTION

UNE GRANDE EXPLOITATION DE POLY CULTURE
DANS LE SOISSONNAIS

Si le terme « capitaliste » pris dans son acception économique, sert à désigner un système dont la base est l' « entreprise », où se trouvent combinés les facteurs de la production naturellement dissociés, l'observation d'une grande exploitation du Soissonnais, situé à une vingtaine de kilomètres de Laon, nous permettra de préciser ce qu'est une « exploitation capitaliste ».

Le fermier (sens juridique) loue la terre à son propriétaire, il emploie une importante main-d'œuvre salariée, les capitaux sont très souvent empruntés.

Les éléments essentiels de l'entreprise se trouve donc réunis, puisque « la terre » et les « capitaux » n'appartiennent pas à celui qui les utilise dans la production.

L'exploitation est capitaliste, au sens syndicaliste du terme, puisqu'elle oppose deux classes sociales, les dirigeants et les salariés.

Elle est capitaliste aussi pour la théorie économique puisqu'elle se situe au point de jonction des deux marchés, celui des biens et services productifs et celui des biens de consommation.

La ferme dispose de très grands moyens de production. Pour cultiver environ 400 ha. l'exploitant utilise :

— 4 tracteurs de puissances différentes, une trentaine de chevaux, 5 ou 6 paires de bœufs, deux camionnettes.

— En permanence une trentaine d'hommes, en plus, deux contremaîtres et un secrétaire-comptable.

— Pendant les gros travaux, il est fait appel à un contingent important de main-d'œuvre féminine (jusqu'à 30 et 40).

Les cultures principales sont : le blé et les betteraves sucrières accompagnés de cultures intercalaires : céréales secondaires, pommes de terre, fourrages artificiels.

Annexées à l'exploitation deux activités occupent du terrain et du personnel supplémentaire (paccages et vachers) : la vacherie (20 unités) et un troupeau de bœufs qui pâturent l'été et sont engraisés l'hiver avec les pulpes de betteraves (de 80 à 100 têtes).

Cette description rapide permet de préciser le « fonctionnement interne » de la ferme.

— *Autoconsommation* : excessivement faible, puisqu'elle ne porte que sur le lait et les pommes de terre.

La famille de l'exploitant et le personnel consomment sous forme de lait ou de beurre environ 10 à 15 % de la production laitière.

Quant aux pommes de terre, si la quantité consommée à la ferme est importante, en pourcentage de la production elle devient insignifiante (7).

— *Autoapprovisionnement de l'exploitation* : par contre, les éléments de la production réintroduits sur place dans le circuit productif sont importants.

La totalité des fourrages est consommée sur place.

La totalité de la paille est utilisée à l'écurie ou à l'étable pour l'alimentation ou la litière du bétail. Très souvent excédentaire, la récolte de paille sert à la confection de fumiers artificiels. Rarement le surplus est commercialisé.

Evidemment la totalité du fumier est enfouie dans les champs. Une grande quantité d'avoine est consommée par la cavalerie (environ la moitié de la production. Mais ce pourcentage varie en sens inverse de la récolte puisque les besoins sont constants).

Chaque année, quelques quintaux seulement de semences sélectionnées sont achetés. Ils sont semés et leur production suffit pour les semailles suivantes. Il en va ainsi des céréales et des pommes de terre.

En définitive, on peut évaluer à 15 ou 20 % la partie de la production globale réinvestie dans l'exploitation.

Ce pourcentage est plus élevé que celui de l'exploitation viticole du Midi, il s'agit pourtant ici d'une exploitation capitaliste. Nous l'avons vu en ce qui concerne les structures, il en va de même pour la marche de l'exploitation.

En 194..., la ferme a connu un déficit de 6 millions. Immédiatement un crédit important a permis de financer la campagne suivante ; cette année-là, les mêmes doses d'engrais ont été répandues tout le personnel a été conservé, toutes les dépenses normales de production ont été couvertes.

Il est évident qu'une exploitation de cette importance (à cette époque-là, le cheptel vif et mort représentait une valeur de 40 à 50 millions de francs) obtient facilement des avances.

(7) Si nous évitons de donner des précisions plus poussées, c'est par souci de respect pour les lois de l'hospitalité envers l'exploitant qui a eu l'amabilité de nous accueillir chez lui, nous donnant la possibilité d'un séjour des plus instructifs.

Les facilités de financement fortifient d'ailleurs la position de vendeur de l'exploitant ; n'étant jamais pressé de commercialiser ses récoltes, il peut attendre la hausse des cours (8).

Les méthodes de vente sont nettement à son avantage alors qu'elles défavorisent le petit exploitant ; un seul exemple précisera cette affirmation : lequel est le mieux placé, de notre grand fermier qui pour vendre un lot de bœufs fait venir chez lui séparément 4 ou 5 bouchers, et du petit exploitant du Tarn qui traîne au bout d'une corde sa bête pendant une quinzaine de kilomètres pour aller au champ de foire du canton ?

Une autre observation est à consigner : la présence d'un comptable.

Toujours à la même époque, le fermier pouvait affirmer, documents en mains, que chaque minute de travail représentait pour sa trésorerie une sortie bien définie de fonds.

Connaissant avec une telle précision la marche de son exploitation le fermier peut organiser sur des bases certaines une bonne répartition du travail et une rationalisation parfaite des actes productifs.

Le calcul économique est dans ce cas possible : une griffe de déchargement est amortie par X tonnes de fourrages, l'élévateur de grain par X quintaux de blé.

Tout récemment une moissonneuse-batteuse a été achetée parce que son utilisation doit représenter une économie bien déterminée à l'avance : les répercussions de l'arrivée de la machine nouvelle sur tous les postes comptables ont été étudiées : par exemple, personnel, réparations, fourrage, bêtes de trait etc...

Il est possible par ailleurs d'employer du personnel spécialisé (conducteurs de tracteurs, mécaniciens, vachers, etc.) et par là de réaliser une bonne division du travail.

Voici un exemple typique : Avant l'acquisition de la moissonneuse-batteuse, une dizaine de moissonneuses-lieuses travaillaient en même temps. Au moindre défaut de fonctionnement d'une machine le charretier arrêta l'attelage et en signe d'avertissement tenait son chapeau haut placé au bout d'une perche ; aussitôt le mécanicien accourait muni de son atelier portatif et réparait ; toute cela parce qu'une perte de temps de quelques minutes suivie de l'intervention du spécialiste compense largement le « bricolage » immédiat d'une main inexperte.

(8) Si l'expression n'était pas trop journalistique nous dirions que, dans la négociation des produits, celui qui a la possibilité d'attendre détient le « nerf de la vente ».

Il serait facile de citer de multiples détails pour montrer que tout dans l'exploitation est minutieusement calculé et ensuite comptabilisé.

Tout acte voit sa conclusion dans une soustraction, (la recette fournie — le prix de revient) de même que son exécution a été précédée d'un calcul prévisionnel.

- *Production en vue de la meilleure vente,*
- *Organisation rationnelles du travail,*
- *Calcul économique,*
- *Connaissance du prix de revient,*

Tels sont les facteurs de combinaison du travail, du capital et de la terre qui font de la ferme une « exploitation capitaliste » centrée sur une « économie de marché ».

Nous venons de dégager un troisième type d'exploitation.

« Une exploitation capitaliste dans une économie de marché ».

QUATRIÈME SECTION

UNE GRANDE EXPLOITATION DE MONOCULTURE DANS LA BEAUCE

La grande ferme du Soissonnais nous est apparue comme constituant un type définitif d'exploitation ; la puissance de ses moyens techniques, son importance économique semblent lui assurer une pérennité certaine dans l'évolution lente mais continue de l'ensemble du monde rural.

Pourtant un indice de mobilité structurelle réside dans la présence du « matériel ». La courbe de la motorisation et de la mécanisation ne peut aller qu'en accentuant sa pente et développant ses conséquences économiques.

L'achat de la moissonneuse-batteuse s'est traduit par une suppression de main d'œuvre et d'attelages. L'apparition des tracteurs avait provoqué les mêmes changements, avant eux, la griffe électrique, toujours avant, la batteuse, etc..., etc...

De décade en décade, le remplacement de l'homme et de la bête par la machine apparaît nettement.

Quelle en sera la limite ?

Nous pensons qu'à l'intérieur d'une classification strictement économique, l'exploitation considérée changera de groupe, elle perdra

son caractère capitaliste pour entrer dans une catégorie nouvelle, celle des « exploitations familiales modernes dans une économie de marché ».

Nous voudrions en donner les raisons ; mais avant, voyons s'il existe déjà en fait des exploitations de ce genre ; notre modèle a-t-il des correspondants réels ou bien est-il simplement une construction de l'esprit essayant de saisir le point précis d'une étape à venir de l'évolution générale ?

Suivons le « reporter » de la « Vie Française », il nous conduit en Beauce (9).

...Nous entrons dans une ferme où il y a quarante ans, on comptait encore une centaine de moutons, une dizaine de vaches, et une quinzaine de chevaux.

Il n'y a plus aujourd'hui un seul mouton. Il reste une vache pour avoir du lait à domicile. Il n'y a plus le moindre cheval. Le propriétaire se passe des vertus biologiques du fumier en enfouissant des pailles d'orges, des engrais verts, et des engrais organiques (déchets de laines, guanos, etc..., etc...).

Plus de bêtes, cela signifie plus d'hommes, plus de charretiers, de vachers, de bergers... On se passe de main-œuvre.

Si l'œil ne perçoit pas immédiatement les causes du changement, l'odorat les révèle aussitôt — « l'odeur du fumier a capitulé devant celle du gaz-oil ». (op. cit.).

La révolution mécanique a atteint son terme (10).

Tracteurs, moissonneuses-batteuses, camions, quais de débarquement, silos, souffleries... dans un bilan cette énumération peut servir le « compte-matériel » elle peut aussi exprimer toute la vie de l'exploitation.

La culture est spécialisée ; uniquement des céréales.

Cette spécialisation a permis l'acquisition du matériel et des installations nécessaires à toutes les interventions humaines dans le cycle végétatif.

Une telle exploitation est éminemment centrée sur le marché, tout est vendu de ce qui est produit, tout ce qui est consommé ou utilisé est acheté.

— Autoconsommation : nulle ou insignifiante.

— Autoapprovisionnement : nul aussi.

(9) *La Vie Française*, 1^{er} septembre 1950, article de R.S. : *Beauce 1950*.

(10) Le fer et le produit chimique ont tout remplacé... sauf la terre, jusque-là l'agriculture a « évolué »... au-delà, elle disparaîtra.

Ce dernier point marque une différence sensible avec la ferme du soissonnais.

Cependant, à l'encontre de ce que l'on pouvait penser le caractère capitaliste qui était si apparent dans l'exemple précédent (Soissonnais) s'est ici complètement estompé.

Dans cette ferme le facteur travail est familial.

Le « patron » et ses deux fils suffisent à la marche de l'exploitation, ils ne s'adjoignent qu'un conducteur de tracteur et au moment de la moisson quelques journaliers.

Le chef d'exploitation n'a plus personne à contrôler, il n'a plus d'équipes à coordonner, il prend le volant ou la clef anglaise...

Si l'on oublie les machines, c'est le type d'exploitation familiale qui apparaît, avec un ouvrier que la communauté de tâches tend à réintégrer dans le cercle domestique de la vie de famille.

Mais alors que dans l'exploitation « classique » l'homme était l'esclave permanent de deux maîtres inassouvis, la terre et la bête, il est devenu ici le maître de la machine et avec celle-ci le collaborateur de la terre.

En se spécialisant étroitement l'exploitant devient par contre l'esclave de la conjoncture économique.

La reconversion étant impossible à bref délai, le « désinvestissement » irréalisable, il doit toujours produire les mêmes biens, que leur commercialisation soit aisée ou non.

L'emprise du calcul économique perd de sa vigueur.

L'exploitant Soissonnais pouvait choisir sur deux tableaux.

1° Orientation à donner à la production (pourcentages variables des différentes cultures).

2° Moyens utilisés dans la réalisation du premier choix (hommes, bêtes, machines, etc..., etc...).

Ici, les buts sont déterminés par les investissements antérieurs, et les moyens sont ces investissements mêmes. Si l'homme et la bête sont polyvalents, la machine ne l'est plus.

Ainsi par l'évolution structurelle et économique, le caractère capitaliste, les signes de l'entreprise disparaissent :

— Élimination du salariat,

— Réduction progressive de l'emprise du calcul économique.

Mais tandis que dans l'exploitation familiale « classique » le calcul économique n'est pas possible parce que les éléments en sont inconnus, ici les bases en sont déterminables mais les conclusions difficilement applicables.

Pour toutes ces raisons nous croyons pouvoir qualifier ce type d'exploitation :

Exploitation familiale moderne dans une économie de marché

Conclusion

Cette étude de 4 exploitations types nous permet de proposer une classification strictement économique.

La voici :

— *Exploitation familiale dans une économie de besoins.*

L'autoconsommation est un des buts principaux de la production. L'autoapprovisionnement de la ferme est une conséquence directe de la diversité des besoins humains dont la satisfaction est recherchée.

Exemple : l'exploitation moyenne de l'Ouest.

— *Exploitation familiale dans une économie de marché.*

L'autoconsommation n'est pas un but. Elle est un simple prélèvement sur une production destinée à la vente mais obtenue dans un cadre familial. Ex. : L'exploitation moyenne du Midi viticole.

— *Exploitation familiale moderne dans une économie de marché.*

L'autarcie est nulle, la production destinée au marché est obtenue dans un « cadre familial mécanisé ».

Exemple : la ferme de la Beauce.

— *Exploitation capitaliste dans une économie de marché.*

Le but est le profit monétaire. L'autoconsommation n'est qu'un simple prélèvement et l'autoapprovisionnement répond à un calcul économique.

Exemple : la ferme du Soissonnais.

Nous mesurons bien l'intérêt de l'avertissement que donnait M. F. Perroux, puisque avec 10 % l'exploitation du Midi est bien une exploitation familiale, tandis que celle du Soissonnais est une exploitation capitaliste malgré un pourcentage de 15 à 20 %. Autant que les résultats ce sont les cadres entourant l'acte productif qui comptent. Au cours de nos analyses ultérieures nous aurons toujours soin de bien lier l'étude de l'autoconsommation à celle du régime économique.

TITRE II : ANALYSE

Le jeu du mécanisme

L'étude de différents systèmes d'exploitation, de « genres de vie », qui constituent à l'intérieur du « système Economique général », le « cadre de vie » de l'Economie Rurale, est-elle suffisamment exhaustive pour nous permettre de dégager sinon les « lois », du moins les « tendances » du phénomène d'autoconsommation ?

Nous pensons que sur une observation aussi « restreinte » on ne saurait légitimement étayer une construction générale et théorique. Le choix que nous avons fait des différents « types » ne constitue nullement un « échantillonnage » conforme aux règles de la technique Statistique.

Si nous considérons le choix de nos exploitations comme déterminé par le hasard, (et ce n'est pas le cas) le nombre de nos observations est manifestement trop faible par rapport à la masse qu'il prétendrait représenter.

En considérant notre choix comme raisonné il s'avèrera représentatif de situations extrêmement opposées, il rendra compte de la diversité, mais certainement pas de toute la diversité ; il ne nous autorisera, de plus, à utiliser aucune pondération.

Ainsi, quel que soit l'éclairage sous lequel soit envisagée notre étude précédente, elle ne saurait permettre de dégager l'essence même du phénomène d'autoconsommation.

Pour faire progresser nos observations vers le stade de la connaissance scientifique nous devons donc utiliser d'autres sources et surtout des méthodes nouvelles.

Nous ferons appel aux services de l'économétrie.

*
**

Quels sont les facteurs déterminants de l'autoconsommation ?

Nous savons que d'une exploitation à l'autre elle accuse des différences considérables.

Mais nous savons, par ailleurs, que la production agricole accuse des fluctuations très importantes : variations annuelles et variations saisonnières.

Il sera donc intéressant de vérifier les liaisons qui pourraient exister entre les variations de la production et les variations de l'autoconsommation.

Pour cela nous étudierons deux points différents :

— L'autoconsommation et les facteurs de la production.

— L'autoconsommation et les variations de la production :

Variations annuelles.

Variations saisonnières.

Avant de préciser chacune de ces deux notions nous devons indiquer la nature de la technique utilisée dans cette analyse.

Plusieurs « tests » ont été employés par les auteurs pour faire apparaître les liaisons possibles entre deux phénomènes.

Lucien March a proposé « *l'indice de dépendance* » qui ne tient compte que du sens des variations des deux phénomènes.

Monsieur Aftalion a utilisé un « *coefficient de dépendance* » qui tient compte de l'intensité des fluctuations.

Nous n'avons retenu aucune de ces deux méthodes pour adopter la technique plus délicate, plus lente mais plus précise du « *coefficient de corrélation* » (valable seulement dans le cas de relations linéaires).

Ce sont les Anglais Galton, Karl Pearson, Hegdeworth qui en ont mis au point la théorie : quelques économètres en ont fait de fructueuses applications, notamment Schultz, Moore, Fischer, Ragnar-Frisch, Tinbergen, et parmi les économètres Français, Divisia, R. Roy, Allais, qui semblent orientés vers les constructions théoriques, alors que d'autres penchent vers les études concrètes des marchés, notamment J. Milhau en ce qui concerne les marchés agricoles.

Le coefficient est donné par : $r = \sqrt{p \cdot p'}$

(p et p' sont les pentes des droites de régression).

Ayant précisé la technique, nous devons fournir quelques indications sur les données que nous nous proposons d'utiliser.

a) *Etude économétrique de l'autoconsommation considérée par rapport aux Facteurs de la Production*

Un bon instrument, tel le coefficient de corrélation, ne saurait compenser le manque de matériaux.

Une fois encore nous soulignerons la pauvreté de la documentation dont peut disposer le chercheur.

A notre connaissance, il n'existerait qu'une étude pouvant servir de base à un examen économétrique, l'enquête effectuée en 1944 sur 200 exploitations de l'Ouest de la France, qui a déjà retenu notre attention au chapitre précédent.

Il est certain qu'un échantillon aussi important permet de déterminer sans contestation aucune le système de culture et le genre de vie dominants dans la région considérée.

Mais les difficultés apparaîtront dès que l'on essaiera de généraliser les résultats découverts, dès que l'on voudra procéder à une extrapolation.

Pour combien d'exploitations françaises les conclusions de notre étude seront-elles valables ? c'est là le point délicat.

Nous essaierons de répondre. Pour cela nous ferons appel à l'économie comparée.

Le secrétariat des Paysans Suisses nous donne une documentation d'une précision et d'une richesse incomparables.

Dans la mesure où ces deux études nous donneront des résultats concordants, nous pourrions légitimement considérer nos conclusions comme valables pour la très grande majorité des exploitations françaises ; c'est ce que nous essaierons de justifier.

b) *Etude Econométrique de l'autoconsommation considérée par rapport aux Variations de la Production Agricole*

1° — VARIATIONS ANNUELLES

Nous aborderons dans cette étude un des problèmes les plus délicats, puisqu'il peut s'exprimer ainsi : « l'influence du marché sur le secteur de l'économie resté précapitaliste », les prix et l'autoconsommation.

N'ayant à notre disposition aucune étude d'ensemble du phénomène pendant une période assez longue nous devons abandonner le désir d'étudier les fluctuations de l'autoconsommation totale considérée dans tel ou tel groupe d'exploitations.

Nous serons donc amenés à ne considérer qu'un seul produit bien individualisé : une seule récolte.

Laquelle choisir ?

Autant que possible un bien de consommation courante, dont la production soit géographiquement très étendue.

Mais ici, et l'expression n'est pas trop forte, nous ne pourrions jouer que la carte forcée !

Un seul produit agricole, en France, permet une étude économétrique assez précise : le vin.

C'est en effet du point de vue qui nous intéresse la seule récolte qui fasse depuis longtemps l'objet d'un contrôle strict.

Nous ne regretterons, tout de même, pas ce « choix forcé » puisqu'il nous aura permis d'établir un point de liaison entre l'étude dans le temps et l'étude dans l'espace du phénomène considéré.

La culture de la vigne est en effet répandue dans de très nombreuses régions de France avec des caractéristiques fort différentes : La vigne participe à tous les modes de culture depuis la polyculture la plus diversifiée jusqu'à la viticulture exclusive ; l'économie viticole se rencontre dans des régimes très divers, depuis l'exploitation familiale jusqu'à l'exploitation capitaliste.

2° — VARIATIONS SAISONNIÈRES

Nous savons qu'une des caractéristiques des productions agricoles continues, qui s'étalent tout au long de la campagne, est constituée par les variations saisonnières de ces productions.

Nous disposons, comme cadre d'analyse, d'une enquête très intéressante portant sur le lait, effectuée en Ille-et-Vilaine.

Le moment venu nous présenterons cette étude.

SOUS-TITRE I

Autoconsommation et facteurs de la production

Comme nous l'avons indiqué nous envisagerons quatre points successifs :

- L'enquête « Ouest de la France »,
- La Documentation Suisse,
- Les possibilités d'extrapolation, et à titre de vérification,
- L'Etude géographique de la consommation familiale du vin.

CHAPITRE PREMIER

L'ENQUÊTE EFFECTUÉE DANS 200 EXPLOITATIONS DE L'OUEST DE LA FRANCE

Dans notre étude des 4 types d'exploitation, nous avons calculé les données relatives à « l'exploitation moyenne ». Nous devons maintenant faire porter notre attention sur les différentes exploitations : Nous utiliserons leur répartition, d'après leur surface respective, en 12 groupes, telle qu'elle a été établie par les auteurs qui ont présenté l'enquête.

Quel est dans la production finale de chacun des groupes le pourcentage d'autoconsommation ?

Nous nous sommes heurtés ici aux mêmes difficultés que précédemment pour cette évaluation. Nous les avons résolues de la

même façon en calculant nos pourcentages sur « des volumes » c'est-à-dire que nous avons pondéré chaque produit par les prix de 1938, prix indiqués par les Statistiques Agricoles. (Notamment : Bulletin de Statistique Agricole, Tome IV — N° 3 Décembre 1945).

Les résultats de ces calculs n'ont dès lors qu'une valeur relative et point de valeur absolue, il ne s'agit nullement de « francs 1938 » mais simplement de productions et de consommations multipliées par les prix respectifs de chaque unité en 1938 ; (prix en 1938 du quintal de blé, du kilo de viande, du litre de lait...).

Dans les tableaux des pages 12 à 18 (op. cit) nous avons considéré pour chaque groupe d'exploitation et pour chaque produit les « postes » suivants : Autoconsommation, Ventes, Production finale. Une fois la pondération nécessaire effectuée, nous avons additionné pour chacun des groupes et pour chacun des trois postes indiqués les résultats obtenus pour tous les produits.

C'est sur cette base que nous avons calculé le pourcentage d'autoconsommation.

Voici le tableau récapitulatif que nous avons pu dresser :

N° d'ordre d'exploitation des groupes	Autocon- sommation en volume	Ventes en volume	Production finale en volume	% d'autocon- sommation dans la production finale
1.	251.000	265.448	516.448	48,60
2.	292.364	390.295	682.659	42,82
3.	253.757	387.907	641.664	39,57
4.	276.570	381.553	658.123	41,99
5.	294.889	465.936	760.825	38,75
6.	312.298	437.907	750.205	41,62
7.	280.260	460.911	741.171	38,73
8.	242.286	485.262	727.548	33,30
9.	282.360	529.861	812.224	34,76
10.	284.276	556.490	840.766	33,83
11.	253.619	499.699	753.318	33,79
12.	265.566	756.904	1.022.470	25,87

Nous n'indiquons les volumes qu'à titre d'illustration, seule la colonne des pourcentages présentant un réel intérêt.

Il s'agit en effet de « groupes d'exploitations » composés chacun d'un nombre d'unités différent. Il serait ainsi doublement abusif de

tirer la moindre conclusion des chiffres en valeur absolue : tout d'abord il ne s'agit nullement de « prix effectifs » et, secondement, ils ne se rapportent pas tous au même nombre d'exploitations.

Considérons la colonne des « pourcentages ».

Elle nous apprend qu'une autoconsommation moyenne de 36,72 % (voir étude précédente) recouvre un très grand éventail de dispersion puisque en groupant les exploitations en 12 classes d'après leur surface nous obtenons des variations allant de 48,60 % à 25,87 %.

Nous sommes autorisés à penser qu'une étude de détail ouvrirait l'éventail de dispersion encore davantage.

Tout laisse supposer que sur les 21 exploitations du groupe « 1 », donnant une moyenne de 48 %, certaines présenteraient des pourcentages de 60, d'autres seulement de 40 %.

De même pour les 12 exploitations du groupe « 12 » on peut prévoir un éventail allant de 30 % à 20 peut-être même 15 % autour de la moyenne 25 %.

Ainsi la moyenne générale 36 %, décomposée au stade groupe reconnaît des différences telles que 48 à 25 ; l'étude de détail ferait apparaître une dispersion allant approximativement de 15 ou 18 % à 60 %.

C'est bien cette diversité, dans une même région, pour un même système de culture qui constitue une des spécificités du monde rural.

Ce sont ces variations que nous allons analyser au moyen du calcul des corrélations dans le but de découvrir leurs facteurs principaux.

A priori on ne peut préjuger de l'intensité, ni du sens de la liaison existant entre « l'autoconsommation » et tel autre paramètre. Ce ne sera donc qu'une fois nos calculs effectués que nous pourrons classer les « facteurs » (ou causes) selon leur degré d'efficacité entre secondaires et principaux.

Les groupes ont été constitués en fonction des superficies des exploitations ; c'est ce paramètre « surface » que nous allons utiliser le premier.

AUTOCONSOMMATION

et

SURFACE DE L'EXPLOITATION

Le raisonnement nous suggère que dans une petite exploitation familiale, la part de la production consommée par l'exploitant est plus importante que dans un grand domaine où la majeure partie de la production est dirigée vers le marché.

Nous allons voir si les faits confirment cette hypothèse.

Le tableau de la page 7 (op. cit.) nous donne pour chaque groupe la « surface moyenne cultivée par exploitation ».

Voici le tableau représentant les deux séries :

N ^{os} d'ordre	Surface en ha.	% Autoc.
1.	7,8	46,40
2.	10,5	42,82
3.	12,3	39,57
4.	13,7	41,99
5.	15,2	38,75
6.	17	41,62
7.	18,5	37,83
8.	20,5	33,30
9.	21,1	34,76
10.	25,3	33,83
11.	27,7	33,79
12.	36,5	25,97

Le calcul de la corrélation nous donne :

$$r = - 0,934$$

Le coefficient de corrélation est très significatif : la liaison est certaine entre les deux séries.

Dans le cadre d'agriculture considéré ce sont les petites exploitations qui sont au point de vue économique, plus proches, du système para-capitaliste, ce sont les plus grandes exploitations qui produisent « pour la vente ».

Un coefficient aussi fort ne permet pas de discuter la liaison existant entre la « surface » et le phénomène considéré.

L'autoconsommation familiale, au même titre que la consommation familiale totale est certainement fonction du nombre de personnes qui vivent sur l'exploitation.

AUTOCONSOMMATION et POPULATION

En première approximation on pourrait penser que le phénomène étudié varie dans le même sens que le nombre de bouches à nourrir.

Plus ce dernier est important, plus l'exploitant doit prélever de biens sur sa production pour approvisionner sa famille. Une famille de 10 personnes devrait normalement consommer plus de produits indigènes qu'une famille de trois ou quatre membres.

La liaison entre les deux paramètres doit être positive et très forte, tendant même à se rapprocher de la proportionnalité.

Or en utilisant la série « pourcentage d'autoconsommation » et la série « nombre moyen de personnes par exploitation » qui nous est donnée par l'enquête (tableau-p. 7) nous trouvons.

$$r = - 0,893$$

Il existe une liaison très forte, mais négative et donc de sens contraire à ce que le raisonnement nous laissait prévoir.

Nous avons raisonné sur la consommation en valeur absolue, or ce qui est intéressant au point de vue économique, c'est la fraction, le pourcentage de la production, et en définitive c'est bien lui que nous avons utilisé dans le calcul de r .

Ainsi donc : plus une exploitation est « peuplée » *moins la part de production* destinée à nourrir cette population est importante (valeur relative). L'Economie fermée serait donc plus généralisée dans un groupe restreint que dans un groupe d'hommes plus considérable.

Tout se passe comme si, au-dessous d'un certain nombre de têtes, le groupe exploitant ne pouvait produire suffisamment pour vendre « en plus » de sa consommation.

Nous ne pouvons cependant pas tirer de conclusion définitive de ce coefficient. En effet le nombre d'agriculteurs, pris en lui-même, n'est pas suffisamment significatif, on doit le considérer en fonction de la surface de l'exploitation.

Comment varie la fraction autoconsommée lorsque le rapport

Surface	croît ou diminue : c'est-à-dire lorsque « un homme »
Hommes	
dispose de plus ou moins de terre (1).	

(1) Le lecteur pensera certainement que c'est avec une désinvolture injustifiable que nous avons utilisé indifféremment les termes « population », « habitants », « hommes », confondant, en les identifiant, les notions de « producteurs » et de « consommateurs ».

Nous avons donné des explications sur ce point dans l'étude des régimes économiques (p. 52).

AUTOCONSOMMATION et SURFACE PAR HOMME

Le phénomène étudié devrait varier, semble-t-il, en sens inverse
de $\frac{\text{Surface}}{\text{Hommes}}$

Il serait en effet normal de voir une exploitation extensive du sol, donner par homme un produit plus important que celui obtenu par le même nombre d'hommes sur une surface moindre (exploitation intensive).

La production par homme étant plus forte dans le premier cas, la consommation (dans la mesure où elle peut être considérée comme constante d'un individu à l'autre) représenterait une fraction plus faible de la production.

Après avoir établi pour chacun des groupes :

$\frac{\text{Surface de l'exploitation}}{\text{Nombre d'habitants}}$ nous avons calculé la corrélation entre cette nouvelle série et celle de l'autoconsommation. Nous avons trouvé :

$$r = -0,920$$

Notre hypothèse est intégralement vérifiée, la fraction de la production « autoconsommée » varie en fonction inverse de la surface disponible par homme.

Ayant parlé d'exploitation intensive et extensive du sol, nous devons préciser maintenant que ces deux notions permettent d'opposer des systèmes de culture à deux points de vue différents.

— Est intensive l'exploitation qui comporte l'utilisation de « beaucoup d'hommes » à l'unité de surface (2) ; est extensive celle qui emploie peu d'hommes.

C'est cet aspect que nous avons considéré tout à l'heure.

— Mais on peut dire, aussi, qu'une culture est intensive lorsque l'unité de surface donne une forte production et extensive lorsque la production est faible à l'unité de surface.

Ainsi pour connaître tous les détails de la liaison existant entre l'autoconsommation et le système cultural, nous sommes amenés à étudier le phénomène d'autoconsommation en fonction de la « Production ». En premier lieu,

(2) « Attiva » dans la terminologie italienne

AUTOCONSOMMATION et **PRODUCTION DE L'EXPLOITATION**

Nous avons dans un tableau précédant établi la production de chacun des groupes d'exploitation, en « volume ». Il s'agit de la production finale, celle que l'on peut comparer à l'autoconsommation et non la production globale que l'on ne peut rapporter qu'à « l'autoapprovisionnement ».

Le nombre d'exploitations par groupe doit être pris en considération.

Nous avons donc établi la « production par exploitation » en divisant chacun des termes de la série brute par le nombre correspondant d'exploitations.

La corrélation avec cette nouvelle série corrigée nous donne :

$$r = - 0,940$$

Le coefficient est très fort, il nous permet d'affirmer que la fraction de la production consommée sur place varie dans le sens inverse de la production finale ; plus la production est forte, plus la fraction autoconsommée est faible.

Mais ici, comme pour le facteur « population » il est plus intéressant de connaître les « données relatives ».

On doit rechercher les liaisons avec la production par homme et par hectare.

AUTOCONSOMMATION et **PRODUCTION PAR HOMME**

Nous avons déjà raisonné sur l'hypothèse suivante :

Un homme qui dispose de plus de terrain, produit davantage que celui qui cultive moins de surface, et par conséquent consomme une fraction plus faible de sa production.

Nous avons enregistré cette liaison « autoconsommation-surface » sans tenir compte du chaînon intermédiaire « la production ».

Vérifions maintenant si, effectivement, c'est la production par homme qui sert d'intermédiaire, de charnière entre « Surface » et « autoconsommation » ; s'il en est ainsi, entre cette dernière série et la production par homme nous aurons une forte corrélation négative.

La nouvelle série à considérer nous est donnée par le calcul du rapport :

Production de l'Exploitation

Nombre de personnes vivant sur l'Exploitation

Confrontée avec l'autoconsommation elle nous donne :

$$r = -0,878$$

Notre hypothèse se trouve vérifiée.

Nous avons établi que plus la « surface par homme » était grande, plus la fraction autoconsommée était faible ($r = -0,920$).

Cela est dû au fait que plus l'homme dispose de terrain plus il produit et moins il autoconsomme (en pourcentage de la production).

Est-ce que, en considérant la question du point de vue « production par unité de surface » qui, somme toute, est complémentaire de « production par homme », nous aurons confirmation de ces résultats ?

Nous aurons l'occasion de le vérifier en analysant :

AUTOCONSUMMATION

et

PRODUCTION PAR UNITÉ DE SURFACE

Rien à priori, ne nous empêche de penser que la production par hectare varie en sens inverse de la production par homme.

Au contraire, puisqu'une telle situation ne ferait que traduire la complémentarité des deux éléments que nous avons utilisés pour opposer « culture extensive » à « culture intensive ».

Ainsi avec peu de surface par homme, où, ce qui est la même chose, beaucoup d'hommes par unité de surface, nous avons une production par homme, faible, mais une forte production par hectare.

Par voie de déduction nous pouvons émettre l'hypothèse suivante :

Peu de surface par homme, *forte production à l'hectare*, faible production par homme, *grande partie autoconsommée*.

Nous avons calculé le rapport.

Production de l'Exploitation

Nombre d'hectares cultivés

Cette série confrontée avec celle de l'autoconsommation nous révèle un coefficient de corrélation de :

$$r = +0,828$$

Le coefficient est fort et significatif, il confirme entièrement notre hypothèse.

La fraction représentant la partie de la production consommée à la ferme varie parallèlement à la « productivité surface » dans la mesure même où la productivité surface est l'inverse de la « productivité-homme ».

Nous avons analysé les points suivants :

— Grandes et petites exploitations.

— Culture intensive et extensive en fonction des facteurs « homme » et « terre ».

Il semblerait nécessaire pour compléter la série des éléments caractérisant un système de culture de s'intéresser au problème de la « spécialisation ».

AUTOCONSUMMATION et SPÉCIALISATION

Précisions, dès à présent, ce qu'il faut entendre par « exploitation agricole spécialisée, ou non spécialisée » :

De même que nous avons opposé les notions de « production globale » (ou film de la « Campagne » Agricole) et celle de « production finale » (ou bilan de la « campagne », ventes + consommation), de même la spécialisation d'une exploitation doit être considérée sous deux éclairages différents, l'aspect technique et l'aspect économique ou comptable. Ici aussi nous utiliserons une image.

— La plus spécialisée des exploitations est celle dont la photographie aérienne ne présente qu'une seule culture.

— La plus spécialisée des exploitations est aussi, celle dont le bilan ne fait apparaître qu'une seule source de revenu.

Le mas bas-languedocien exclusivement viticole est étroitement spécialisé.

On peut dire aussi qu'un élevage constitue une exploitation spécialisée alors que la ferme produit elle-même, son avoine, son fourrage, ses plantes sarclées pour l'entretien du bétail qui, lui seul, est commercialisé ou « consommé » (lui ou ses produits) par l'exploitant.

La monoculture est un cas de spécialisation, elle n'en est pas le seul cas possible.

Du point de vue qui nous intéresse, une exploitation spécialisée ne saurait présenter qu'un rapport d'autoconsommation très faible. Elle pourrait par contre (et c'est le cas du second exemple) donner un rapport d'auto-provisionnement très important.

A l'opposé, un système de polyculture combiné avec une gamme variée d'élevages est susceptible de satisfaire directement une foule de besoins humains.

L'exploitant polyculteur consommera une part de chacun de ses produits et en fin de compte une part importante de sa production totale : il se trouve en effet dans une situation opposée à celle de la spécialisation, et cela aux deux points de vue considérés :

— De nombreuses cultures.

— De multiples sources de revenus (monétaires ou en nature).

On doit s'attendre normalement à une corrélation négative entre l'autoconsommation et la spécialisation.

Nous avons essayé de confronter cette hypothèse avec les faits.

Pour cela nous avons considéré que le degré de spécialisation pouvait être correctement traduit par l'importance relative de la superficie de la culture principale.

Pour chacun des groupes nous avons établi le pourcentage en question. Cependant nous n'avons pas pu établir de liaison précise entre les deux phénomènes étant donnée la faible variation du pourcentage que nous considérons ici, dans le cadre d'une région homogène.

(Il varie de 56 % à 65 %).

On ne peut pas parler dans ces conditions l'exploitation plus spécialisée que les autres.

Nous conserverons le bénéfice des observations que nous venons de faire pour une étude ultérieure tout en nous souvenant de la faiblesse de l'autoconsommation dans les exploitations vraiment spécialisées ; phénomène qui ressortait d'une façon très apparente de nos études monographiques.

*
**

A l'exception de ce dernier point tous les résultats que nous avons enregistrés sont hautement significatifs ; pour les 200 exploitations enquêtées ils ne sauraient, pensons-nous, être discutés.

Ils sont aussi valables pour d'autres exploitations et principalement pour celles qui, avec les mêmes données structurelles, se trouvent situées dans la même région.

Mais aucune généralisation n'est légitime étant donnée la localisation de l'enquête. Si les 200 cas étudiés étaient disséminés sur l'ensemble du territoire agricole Français, les conclusions pourraient avoir une valeur générale.

Malheureusement nous ne disposons d'aucun renseignement sur les autres régions.

Sans préjuger de l'utilisation précise que nous pourrions en faire, nous avons effectué, à titre de comparaison, les mêmes calculs sur les données provenant de la documentation Helvétique.

CHAPITRE II

ÉTUDE ÉCONOMÉTRIQUE DE LA DOCUMENTATION HELVÉTIQUE

(Sources : *Recherches relatives à la rentabilité de l'Agriculture pendant l'exercice 1935-1936.*

Rapport du Secrétariat des Paysans Suisses au Département Fédéral de l'Economie politique, I et II Parties.)

L'ensemble des exploitations Suisses est groupé en 5 catégories d'après la surface.

Voici la surface moyenne de chacun des groupes (1 935 /6 1P. 26)

N° d'ordre des groupes.	1	2	3	4	5
Surface: (hect.)..	4,44	7,86	12,57	19,57	41,66

AUTOCONSOMMATION et SURFACE

La corrélation avec les pourcentages d'autoconsommation (nous les indiquerons par ailleurs. V. Chapitre : Economie Comparée) est mesurée par un coefficient très fort de même sens, et de même ordre de grandeur que celui obtenu pour l'Ouest de la France.

Il est de :

$$r = - 0,890$$

AUTOCONSOMMATION et POPULATION

N'ayant pas directement le nombre d'agriculteurs vivant sur chaque exploitation, nous l'avons obtenu en utilisant les données relatives à la « consommation de viande par personne » et par exploitation (1935 /6 11 P. 735).

La corrélation recherchée est donnée par :

$$r = - 0,885$$

AUTOCONSOMMATION et SURFACE PAR HOMME

Nous avons calculé la surface disponible par agriculteur.

La liaison entre la nouvelle série et la fraction autoconsommée est mesurée par le coefficient

$$r = - 0,940$$

Ici aussi nous avons cherché à établir la liaison entre l'autoconsommation et la production.

AUTOCONSOMMATION et PRODUCTION PAR HECTARE

Nous avons utilisé le tableau de la page 722, tome II.

La production par hectare dans les divers groupes est la suivante :

	1	2	3	4	5
Francs Suisses.....	1.120	890	879	838	658

Avec l'autoconsommation :

$$r = + 0,930$$

AUTOCONSOMMATION et PRODUCTION PAR HOMME

Après avoir calculé le rapport

$$\frac{\text{Production par Exploitation}}{\text{Nombre d'Agriculteurs par Exploitation,}}$$

nous avons établi que la liaison était mesurée par le coefficient.

$$r = - 0,970$$

Nous avons eu l'occasion de calculer des liaisons nouvelles et très significatives, notamment entre :

l'autoconsommation d'une part et l'utilisation d'engrais industriels, l'emploi de semences de céréales achetées, et l'emploi de main-d'œuvre salariée d'autre part.

(L'enquête Française ne nous a pas donné des renseignements quantitatifs suffisamment précis sur ces questions, mais les indications qu'elle nous fournit confirment les situations relevées en Suisse).

AUTOCONSUMMATION et ACHATS D'ENGRAIS

A première vue les deux phénomènes ont une indépendance totale : l'un est un élément de consommation l'autre une dépense de production.

Pourtant par le raisonnement on voudrait établir une liaison négative entre les deux séries : l'une caractérisant l'économie fermée et l'autre l'échange par l'intermédiaire du marché où l'on vend pour acheter.

Nous avons établi nos deux séries de la façon suivante :

Les auteurs Suisses répartissent les diverses exploitations en 16 systèmes culturaux pour chacun d'eux nous avons relevé :

— Le pourcentage d'autoconsommation (1925 /6 11 P. 757) et

— Les dépenses « d'engrais par hectare sans les forêts » (1935 /6 11 P. 755).

Voici les deux séries :

1.	19	26
2.	17	20
3.	18	21
4.	16	25
5.	15	28
6.	15	23
7.	16	21
8.	16	15
9.	19	7
10.	12	29
11.	13	14
12.	17	22
13.	18	15
14.	15	12
15.	29	2
16.	40	4

Entre elles :

$$r = - 0,680$$

Le coefficient est négatif, il est moins fort que ceux que nous avons trouvés par ailleurs mais il paraît significatif tout de même.

Ce sont les exploitations qui consomment la plus grande fraction de leur production qui font les dépenses les plus faibles en engrais.

Ceci confirme bien l'hypothèse que nous avons formulée tout à l'heure.

AUTOCONSOMMATION

et

ACHATS DE SEMENCES DE CÉRÉALES

Pour la seconde série nous avons utilisé les renseignements du tableau page 73, colonne 37, 1. 1935 /6.

$$r = - 0,730$$

AUTOCONSOMMATION

et MAIN-D'ŒUVRE SALARIÉE

En admettant que les exploitations strictement « familiales » autoconsomment davantage que les autres exploitations on doit s'attendre à trouver une liaison négative et importante entre les deux séries.

La nouvelle série nous est donnée : « Frais de main d'œuvre à l'hectare dont : % les salariés » (1935 /6 1 P. 80).

N°.	1	2	3	4	5
% Main-d'œuvre salariée dans dépenses main-d'œuvre hectare.	15	22	37	50	64

Avec l'autoconsommation respective dans chaque groupe la liaison est exprimée par :

$$r = - 950$$

Notre hypothèse est donc confirmée par un coefficient extrêmement élevé.

Nous renouvellerons à présent l'hypothèse déjà formulée à l'occasion de l'Ouest Français :

L'autoconsommation varie en sens inverse de la spécialisation de l'exploitation.

Les circonstances de fait ne nous ayant pas permis précédemment de pousser l'analyse à fond nous essayerons à l'aide des données Suisses de vérifier l'existence de la liaison.

Tout nous incite à penser qu'entre l'autoconsommation et le pourcentage, dans la surface totale, de la superficie de la culture principale nous aurons un coefficient négatif.

AUTOCONSOMMATION et SPÉCIALISATION

Nous avons calculé la corrélation entre l'autoconsommation et la surface des exploitations, ces dernières étant cette fois-ci, *classées par systèmes cultureaux* et non plus par catégories de surface. Nous ferons ainsi apparaître l'influence de plus en plus dominante de la spécialisation au fur et à mesure que l'on considère des systèmes de plus en plus diversifiés.

AUTOCONSOMMATION et SURFACES (Systèmes cultureaux)

Nous retrouvons ici les 16 systèmes de culture avec pour chacun d'eux, la superficie moyenne des exploitations, et le pourcentage moyen d'autoconsommation correspondant (1935/6 11 p. 753, 757).

Nous avons obtenu :

$$r = -0,330$$

Corrélation négative et donc de même sens que la corrélation « globale » (autoc.-« Surface Générale », sans l'intervention des systèmes) mais d'une faiblesse qui nécessite quelques explications.

Comment le fait de répartir les exploitations « en systèmes cultureaux » modifie-t-il une corrélation entre Autoconsommation et Surface ?

C'est ici que le facteur « Spécialisation » pourrait intervenir au point d'estomper par son influence prépondérante l'incidence du facteur « Surface ».

Utilisant les tableaux 1935/6, 11 P. 757, 753, nous avons dressé nos deux séries :

Pourcentage surface culture principale et pourcentage autoconsommation.

Avec 13 systèmes cultureaux nous obtenons ;

$$r = -0,550$$

L'autoconsommation varierait donc en sens inverse de l'importance relative de la culture principale que nous avons choisie comme indice de spécialisation.

Poussant l'analyse nous n'avons plus considéré que 6 systèmes de cultures :

	% Autoc.
— Assolement triennal amélioré.....	56
— Mélanges fourragers de Lucerne.....	60
— Mélanges fourragers de Soleure.....	61
— Mélanges fourragers de la Suisse Romande....	69
— Exploitations exclusivement herbagères avec pâturages.	83
— Exploitations exclusivement herbagères des ré- gions propices à l'arboriculture fruitière....	95

Avec cette série restreinte ne comprenant que des systèmes nettement opposés entre eux, nous avons :

$$r = - 0,940$$

Il n'y a plus de doute aucun.

Pour ces systèmes de culture la liaison principale est autoconsommation-spécialisation, et non autoconsommation-surface.

Ainsi notre hypothèse se trouve vérifiée :

L'autoconsommation varie en sens inverse de la spécialisation.

Mais nous retiendrons ceci : Pour mesurer l'incidence, d'un phénomène dont l'intensité est fluctuante, à l'intérieur du réseau complexe constitué par les incidences complémentaires et quelquefois réciproques, il faut que ce phénomène connaisse des fluctuations suffisamment sensibles.

Ainsi pour mesurer l'effet de la spécialisation il faut l'observer dans des exploitations où ses variations sont importantes, puisque, comme l'écrit le Professeur Lionel Robbins, « pour produire un effet, un changement doit atteindre le minimum sensible » (1).

Nous n'avons pas pu effectuer les mêmes calculs sur les données « diverses sources de revenus ». La Statistique Suisse ne retient que trois éléments :

— Recettes de l'exploitation du bétail — des champs et des prairies — de l'arboriculture fruitière.

(1) LIONEL ROBBINS, *Essai sur la nature et la signification de la Science économique*. Librairie de Médecis. Paris 1947, p. 100.

Dans le même sens : WICKSTEED, *The commonsense of Political Economy*, 2^e partie, chap. I et II.

La ventilation n'est pas suffisante (à notre avis elle est même défectueuse) pour donner lieu à une étude économétrique précise.

S'il en avait été autrement, nous aurions pu établir la liaison complète entre l'autoconsommation et la spécialisation, cette dernière définie d'une part, par les surfaces des cultures principales, et déterminée d'autre part, par les différentes sources de revenus.

*
* *

Ici nous devons nous arrêter quelques instants sur une considération plutôt théorique.

Le pourcentage de la surface de la culture principale ou le pourcentage du revenu principal sont-ils des éléments d'une précision telle qu'ils puissent sans contestation aucune mesurer exactement le degré de spécialisation de l'exploitation ?

Nous pensons que ces deux éléments ne permettent d'obtenir qu'une simple approximation de la réalité.

Pour définir d'une façon précise le caractère qui nous intéresse actuellement, il faudrait tenir compte à la fois :

— et du nombre de cultures

— et de l'importance relative de chacune d'elles. (Il en va de même pour les sources de revenus).

En effet comment préciser à priori, si une exploitation basée sur deux cultures de surfaces égales (50 % et 50 %) est plus ou moins spécialisée qu'une exploitation, où six cultures sont pratiquées, dont l'une cependant occupe les 80 % de la surface totale ?

C'est dans le but d'apporter une réponse à cette question que nous avons essayé d'établir un indice.

« L'INDICE DE SPECIALISATION »

Il satisfait la double exigence soulignée tout à l'heure, à savoir la prise en considération du nombre de cultures et de l'importance relative de chacune d'elles.

Voici l'indice que nous proposons :

— le 1^{er} terme : le nombre de cultures intervient normalement
1
sous la forme — (n =nombre de cultures).

n
— le 2^e terme : l'importance relative de chacune des cultures est
 e
représentée par l'écart relatif moyen — (e =écart moyen des surfaces
 m

données en pourcentage de la surface totale.

m =Surface moyenne (en %).

Or il est nécessaire de corriger ce terme par le nombre de cultures,
 nous l'exprimerons $\frac{e}{m} \cdot \frac{1}{n}$

$$\text{Dès lors : } S = \frac{1}{n} + \frac{e}{m} \cdot \frac{1}{n}$$

(S=indice de spécialisation).

Mais par ailleurs $m \times n = 100$.

Nous aurons donc :

$$S = \frac{1}{n} + \frac{e}{100}$$

Ainsi, considérant une exploitation, il faudrait relever :

- 1° — le nombre de cultures,
- 2° — les surfaces de chacune des cultures.

Calculer ces surfaces en % de la surface totale, établir la moyenne de ces pourcentages et calculer leur écart moyen.

L'indice varie de 0 à 1.

Le coefficient 1, maximum de spécialisation est celui de l'exploitation pratiquant la monoculture intégrale.

Le coefficient 0, minimum est celui de l'exploitation théorique qui s'intéresserait à une infinité de cultures.

Remarquons immédiatement que la même formule nous donnerait l'indice de la spécialisation envisagée du point de vue des diverses sources de revenus.

L'indice qui tiendrait compte à la fois des deux éléments, « surfaces » et « revenus » serait d'un grand intérêt; mais si sa « construction » est possible mathématiquement nous pensons qu'il ne saurait utiliser qu'une combinaison pas trop artificielle pour exprimer la résultante de deux paramètres aussi hétérogènes que surfaces et revenus.

A titre d'illustration nous donnons les résultats de notre indice calculé pour chacun des groupes de l'enquête « Ouest de la France » : S varie de 0,250 à 0,270.

Nous vérifions notre hypothèse formulée à ce moment-là : à vraiment parler il n'existe pas dans cette région (du moins dans le champ de l'enquête) d'exploitations plus spécialisées que d'autres, un écart de 20/1.000 est insignifiant; c'est bien cela qui ne nous a pas permis de dégager de conclusions précises sur la liaison autoconsommation-spécialisation.

Par contre en comparant des systèmes de culture aussi opposés que la viticulture méridionale et la polyculture de l'Ouest, envisagées, cependant toutes deux dans le cadre de l'exploitation familiale, on observe l'influence directe de la spécialisation sur l'autoconsommation avec une incidence beaucoup plus décisive que celle de la surface.

Tout se passe donc (nous l'avons vérifié pour la Suisse) comme si, en deça d'un certain degré de spécialisation l'autoconsommation était indépendante, et au-delà directement influencée par la spécialisation au détriment de la liaison générale « surface autoconsommation ».

*
* *

Telles sont les données résultant de l'observation des faits : observation directe et observation scientifique.

Pour répondre à une préoccupation légitime de la part du chercheur, nous allons nous demander quelle peut être la valeur de « représentation » de nos résultats.

En d'autres termes pouvons-nous exprimer à la suite de nos observations les tendances générales de l'autoconsommation, du moins dans l'agriculture Française contemporaine ?

CHAPITRE III

POSSIBILITÉS D'EXTRAPOLATION

La première remarque qui s'impose est la suivante :

La concordance des résultats des deux analyses est d'une perfection quasi-absolue.

Le tableau suivant est suffisamment significatif.

	France Enquête Ouest	Suisse
Autoconsommation-Surface.	—0,934	—0,890
Autoconsommation-Population. . . .	—0,893	—0,885
Autoc.-Surface par homme.....	—0,920	—0,940
Autoc.-Production.	—0,940	
Autoc.-Production par homme.....	—0,878	—0,970
Autoc.-Production par hectare....	+0,828	+0,930
Autoc. Main-d'œuvre salariée.....	Les données numériques précises font défaut. Mais les renseignements fournis par l'enquête confirment intégralement les résultats suisses (notamment : Main-d'œuvre, Semences).	—0,950
Autoc. Achats Semences Céréales..		—0,730
Autoc. Achats Engrais.....		—0,680
Autoc. Surface totale (classement) par systèmes.		—0,330
Autoc. Spécialisation : 13 systèmes		—0,550
Autoc. Spécialisation : 6 systèmes		—0,940

D'une part, cette similitude des résultats nous autorise à penser que nous avons approché l'essence même du phénomène que nous étudions.

D'autre part, les différentes liaisons dégagées par nos calculs paraissent certaines pour l'une et pour l'autre étude (coefficients suffisamment élevés).

En troisième lieu, ces liaisons confirment les hypothèses que nous avons établies par raisonnement logique. (Les deux méthodes, inductive et déductive, aboutissent aux mêmes résultats.)

Dans ces conditions un examen précis des structures de l'Agriculture Française nous permettra de confirmer ou d'infirmer, dans sa légitimité, la généralisation de nos résultats.

— L'enquête française porte sur des exploitations « de polyculture » dont les surfaces varient entre : 7 ha, 8 et 36 ha, 5 (moyennes des groupes).

— Les travaux suisses se réfèrent à des exploitations s'adonnant dans la grande majorité des cas à une culture diversifiée ; les superficies varient de 0 à plus de 30 ha. (4,44 à 41.66, moyennes des groupes).

Or en France, sur un total d'environ 2.363.715, le nombre d'exploitations dont la surface est inférieure à 40 ha est de : 2.204.984 (1) soit la quasi-totalité des exploitations, environ 93 %.

D'autre part, d'après les données de l'I.N.S.E.E. (2), 90, 3 % des exploitations françaises pratiqueraient la polyculture.

En ce qui concerne les « Surfaces disponibles par homme » l'ensemble de la France donne des résultats semblables à ceux des études que nous avons analysées : 10.420.000 agriculteurs (3) : soit 4,2 personnes par exploitation et de 3 à 4 hectares par personne.

Ainsi la grande majorité des exploitations se trouve dans des « cadres structurels » identiques à ceux que nous avons analysés.

A première vue, deux séries d'exceptions : les grandes exploitations (au-dessus de 40 ha) et les exploitations étroitement spécialisées.

Pour les premières nous sommes en droit de penser que l'extrapolation est légitime, dans la mesure même où chacun des éléments structurels se trouve dans le prolongement de son correspondant des moyennes et petites exploitations.

(Par exemple : surface, production, homme...)

A titre d'illustration voici les résultats que nous avons consignés : ils sont extraits des rapports de stages effectués par les élèves de l'Ecole nationale d'Agriculture de Rennes.

(1) I.N.S.E.E. *La Structure des Exploitations agricoles en France*, 1949, page 56.

(2) Bulletin de la Statistique Générale de la France. Supplément Juillet-Septembre 1948. p. 248.

(3) I.N.S.E.E. *Op. cit.*, p. 222.

Département	Superficie	Personnel permanent	Ensemble de la production	Production autocons. et réinvestie	% d'utilisation sur place
Mayenne. .	41 ha	5	1.240.350	544.105	43,8
Tarn. . . .	80 —	6	3.142.900	1.216.650	38,7
Indre. . . .	137 —	9	8.082.800	1.788.200	22,1
Seine-Inf. .	160 —	10	10.435.600	1.973.000	18,9
Aisne. . . .	208 ha	15	10.874.590	1.603.080	14,7

(Il s'agit du pourcentage d'utilisation totale sur place (autoconsommation + approvisionnement) dans la production totale.)

Quant aux exploitations spécialisées, nous savons que plus elles ont ce caractère et que plus il est accusé, moins l'autoconsommation y est importante.

C'est pour tout cela que nous pensons légitime d'étendre les résultats que nous avons obtenus à l'ensemble de l'Economie rurale française.

L'autoconsommation en Suisse et dans l'Ouest de la France est liée « aux structures de l'exploitation ».

Or l'ensemble de l'Agriculture française est structurellement semblable aux échantillons analysés.

Il est donc normal de penser que dans l'Economie rurale française l'autoconsommation soit liée, et au même degré, aux éléments de structure des Exploitations.

Nous proposons donc les tendances générales de l'autoconsommation ;

L'importance relative du phénomène d'autoconsommation varie :

En sens inverse de :

- La surface de l'exploitation et surtout de la surface disponible par agriculteur ;
- La « spécialisation » de l'exploitation ;
- La production par homme ;
- L'utilisation de main-d'œuvre étrangère à la famille.

Dans le même sens que :

- La production par unité de surface.

L'importance relative du phénomène d'autoconsommation permet de faire apparaître le caractère précapitaliste du système considéré :

Puisque les facteurs de « consommation » se trouvent caractérisés par les mêmes traits que ceux de « production » :

(Autoconsommation et achats de semences et d'engrais, Autoconsommation et main-d'œuvre familiale.)

*
* *

Dans la suite des recherches que nous avons entreprises des tendances générales du phénomène d'autoconsommation nous avons couvert une première étape (avec des moyens de fortune certes) : l'étude des facteurs de production et des structures de l'exploitation.

Nous avons parlé des dimensions de l'exploitation, du système de culture et nous avons traité les questions se rapportant à la production globale des exploitations.

Il serait intéressant pensons-nous d'étudier les variations de l'autoconsommation d'un seul produit en fonction des cadres structurels et des facteurs de production.

Nous choisirons le vin.

Nos observations seront ainsi doublement utiles puisqu'elles nous permettront de vérifier ce que nous avons déjà établi et qu'elles constitueront par ailleurs le cadre de notre analyse postérieure, celle des variations annuelles de l'autoconsommation du vin.

CHAPITRE IV

ÉTUDE GÉOGRAPHIQUE DE LA CONSOMMATION FAMILIALE DU VIN

Pour procéder à cette étude des variations locales du phénomène considéré nous déterminerons en premier lieu les « grandes régions viticoles », ensuite nous envisagerons la consommation familiale et les dimensions de l'exploitation viticole (1).

Voici le procédé utilisé pour obtenir les quantités représentant la consommation familiale.

Après avoir calculé les disponibilités en début de campagne (récolte + stocks à la propriété provenant de la ou des campagnes précédentes) on retranche de ce nombre les quantités de vin sorties des chais des récoltants pour être exportées ou versées dans la « consommation taxée ».

On déduit aussi les stocks en fin de campagne, le reliquat représente la consommation « en franchise ».

En réalité on obtient ainsi la consommation familiale à laquelle s'ajoutent les quantités données par l'agriculteur (et sans titres de mouvement) et les déchets toujours importants (3 % de la récolte environ).

(1) Dans cette étude nous ferons, comme d'ailleurs dans l'étude des « variations annuelles », de larges emprunts à un travail inédit que M. le Professeur J. MILHAU a bien voulu nous communiquer sur « La consommation familiale du vin ». Nous avons utilisé aussi de M. J. MILHAU : « L'exploitation viticole en France et en Algérie ». La journée viticole. Montpellier, 1938.

PREMIÈRE SECTION

LES GRANDES RÉGIONS VITICOLES

En adoptant la classification utilisée par l'administration, on distingue ;

1° — *le Midi* : six départements : Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Var.

En 1938, sur 58 millions d'hectos produits en France, 31 proviennent de cette région. La spécialisation est très poussée, dans l'Hérault les 2/3 ou 3/4 des revenus ont comme source la culture de la vigne.

2° — *Le Sud-Ouest* : 11 départements : Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne, Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Landes, Gironde, Dordogne, Charente, Charente-Inférieure.

En 1938, production, 11 millions d'hectos, trois fois moins que le midi pour une superficie deux fois plus grande.

3° — *La région de la Loire* : 6 départements : Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Inférieure.

En 1938, production : 6 millions d'hectos.

4° — *La région de l'Est* : 10 départements : Drôme, Ardèche, Isère, Loire, Rhône, Ain, Saône-et-Loire, Jura, Côte-d'Or, Yonne.

Au total, 57,8 millions pour la France. L'Algérie produisait à elle seule 21,5 millions d'hectos.

Voici en % la répartition de la récolte.

Algérie	Midi	Sud-Ouest	Loire	Est	Autres départements
—	—	—	—	—	—
27,1	39,2	14,1	7,6	4,8	7,2

Une remarque s'impose ; la répartition administrative est quelque peu arbitraire ; par exemple : le Vaucluse avec ses 30.000 déclarants et plus de 1 million d'hectos ne figure dans aucun des groupes producteurs.

Voici le tableau dressé par M. J. Milhau (Extrait, travail inédit) :

I	II	III	IV	V	VI
RÉGIONS	Récolte 37	% du total	Produc- tion moyenne par dépar- tement	Consom. familiale	En %
Algérie.	15,4	23,1	5,1	2.579	4,2
Midi.	24,4	36,5	4,0	838	9,4
Sud-Ouest.	12,0	18,0	1,1	4.797	34,5
Loire.	4,5	6,8	1,1	2.303	47,7
Est.	4,6	6,9	0,5	2.463	47,2
Autres départ. . .	5,8	8,7	0,1	3.207	49,5

(Récolte en millions d'hectos. Consommation familiale en milliers d'hectos.)

L'importance de la consommation familiale augmente à mesure que la concentration viticole diminue. Algérie 4 %, Midi 9 %, S.-O. 34 %.

Le reste environ 50 %. Nous avons calculé la corrélation entre les colonnes IV et VI :

$$r = -973$$

Ces résultats sont significatifs mais la « production moyenne par département » est tout de même une notion trop vague.

Nous allons chercher une grandeur plus précise. Nous calculerons la dimension moyenne de l'exploitation par département et nous comparerons cette grandeur avec l'importance correspondante de la consommation familiale.

DEUXIÈME SECTION

DIMENSION DE L'EXPLOITATION VITICOLE ET CONSOMMATION FAMILIALE

La statistique agricole nous fait connaître les quantités de vin récoltées par département et le nombre de récoltants.

Nous pouvons donc calculer la récolte moyenne par déclarant.

Voici, par région et par département, les « récoltes moyennes » (R. M.) et les pourcentages d'autoconsommation.

(Statis. Agric. 1938 et J. Milhau.)

MIDI	SUD-OUEST			EST			LOIRE		
	R.M.	% aut.		R.M.	% aut.			R.M.	% aut.
Hérault.	129	8,5	Gironde.	55	18	Ardèche.	Indre-et-Loire . .	22	39
Aude.	120	9	Charente-Inf. . .	34	38	Saône-et-Loire. .	Loire-Infér. . . .	15	50
Gard.	85	9	Gers.	37	34	Rhône.	Vendée.	13	68
Pyr.-Orient. . . .	90	10	Dordogne.	27	50	Isère.	Loir-et-Cher . . .	26	33
Var.	65	10	Tarn.	32	35	Drôme.	Maine-et-Loire. .	19	45
B.-du-Rhône . . .	58	17	Charente.	33	36	Ain.	Loiret.	14	58
			Hte-Garonne . . .	25	52	Loire.			
			Lot-et-Garonne. .	26	47	Côte-d'Or.			
			Tarn-et-Garonne	27	54	Yonne.			
			Landes.	23	50	Jura.			
			Lot.	21	49				

R.M. = en Hectolitre

mation en franchise représente la boisson des vignerons, et ceux-ci sont d'autant plus nombreux que la production est plus importante. (On sait d'une façon précise qu'il faut en moyenne un homme pour cultiver normalement 15.000 pieds de vigne.)

Nous n'avons pas retenu le cas de l'Algérie où la très faible consommation en franchise s'explique par le fait que les indigènes ne boivent pas de vin ; cela enlève évidemment un certain poids à la valeur comparative des données algériennes.

2° — *Le Groupe Sud-Ouest*

Dans ce groupe on ne constate pas partout la même fraction d'autoconsommation : Gironde 18 %, Tarn 35 %, Landes 50 %.

La corrélation négative est très forte et bien évidente entre les deux séries comparées. En effet, la figure nous présente une droite de régression dont la pente est très différente de celle du Midi.

Ici la consommation familiale varie beaucoup en importance relative.

A mesure que l'exploitation viticole diminue d'importance la consommation en franchise représente une fraction de plus en plus grande de la récolte.

Dans le Sud-Ouest l'exploitation est organisée en vue des besoins du producteur et non plus seulement en vue du marché.

Nous avons eu l'occasion de préciser que si le petit polyculteur produit en partie « pour le marché », il le fait très souvent avec une « *mentalité de consommateur* » (cette remarque est valable pour la partie supérieure du « nuage » de points »).

3° — *Autres régions*

La consommation familiale varie de 33 % à 68 %, on tend à la limite à partir de laquelle la consommation à la ferme dévore la totalité de la récolte.

La droite de régression est encore plus inclinée que pour le deuxième groupe, qui occupe une position intermédiaire entre le Midi et le reste du pays.

On peut dire que, à la limite, le vin vendu constitue un « *surplus monétaire* », l'agriculteur-consommateur » bénéficiant d'une « rente de producteur ».

Les trois droites de régression correspondent à trois structures différentes de l'exploitation viticole (ou mieux, de la « partie viticole » de l'exploitation).

RÉSUMÉ

Midi : Exploitation organisée en vue de la vente de la production : « Zone d'économie de marché ».

Sud-Ouest : Coexistence des deux systèmes d'économie : « Économie de marché et économie de besoins ».

Reste de la France : Prédominance de la production destinée à satisfaire les besoins de l'agriculteur : « Zone d'économie de besoins ».

(Sauf, bien entendu, en ce qui concerne certaines exceptions bien précises et localisées comme notamment, les régions de grands crûs.)

SOUS-TITRE II

Autoconsommation et variations de la production

CHAPITRE PREMIER

VARIATIONS ANNUELLES

Devant le manque quasi-général d'éléments d'analyse nous avons parlé de la « carte forcée » du vin... nous devons maintenant la jouer.

Nous le ferons d'autant plus aisément que le marché du vin présente les données les moins incertaines et qu'à notre connaissance, c'est un de ceux qui ont été analysés avec le plus de soins et de précision (1).

Nous nous placerons à deux points de vue :

- Etude directe de la consommation familiale ;
- Etude indirecte de la consommation familiale, la consommation taxée.

(1) J. MILHAU, *Etude économétrique du marché du vin en France, Le pouvoir d'achat des viticulteurs* et travail inédit sur *La consommation du vin*.

PREMIÈRE SECTION

ETUDE DIRECTE DE LA CONSOMMATION FAMILIALE
DU VIN

Nous poserons trois questions auxquelles nous essayerons de répondre :

- La consommation familiale du vin est-elle constante ?
- La consommation familiale du vin est-elle proportionnelle à la récolte ?
- Dépend-elle de l'élément « prix » ou de l'élément « production » ?

A) *La consommation familiale du vin est-elle constante ?*

Nous allons successivement formuler deux hypothèses contradictoires.

Première hypothèse. — L'agriculteur produit d'abord pour satisfaire ses besoins, ces derniers étant à peu près constants, il prélèvera chaque année à peu près les mêmes quantités de produits.

Dans ces conditions, la consommation familiale du vin doit être parfaitement inélastique.

Deuxième hypothèse. — L'agriculteur produit de plus en plus pour le marché, sa récolte se trouve divisée en deux parties complémentaires, une fraction consommée directement, une autre fraction négociée.

Si logiquement on peut soutenir que la première est indépendante du prix, il est difficile d'admettre qu'il en est de même pour l'autre.

Le vendeur d'une marchandise fait varier son offre en fonction du prix. La consommation familiale complémentaire de la quantité vendue pourrait être considérée comme un volant régulateur qui permettrait d'accroître l'offre devant une bonne occasion et de la réduire dans le cas contraire.

Le prix agirait ainsi sur la consommation familiale indirectement par l'intermédiaire de la partie de la récolte commercialisée, laquelle subit nécessairement la loi du marché.

Sur le plan qualitatif les deux hypothèses peuvent également être proposées, sans que l'on puisse préférer l'une à l'autre.

Seule l'étude des faits peut nous renseigner de façon précise.

CONSOMMATION FAMILIALE ET RÉCOLTE EN MILLIONS D'HECTOS

Campagnes	Récolte totale Métropole	Cons. famil. France entière	Cons. famil. Hérault
1927-1928.	48,9	13,7	1,2
1928-1929.	57,9	15,5	1,4
1929-1930.	62,9	18,7	1,3
1930-1931.	42,0	13,1	1,0
1931-1932.	57,5	18,4	1,5
1932-1933.	47,6	15,3	0,7
1933-1934.	49,7	13,7	1,0
1934-1935.	75,1	22,6	1,3
1935-1936.	73,0	17,0	0,9
1936-1937.	39,5	11,3	1,0
1937-1938.	51,4	15,3	0,8

(Tableau extrait des travaux de J. Milhau.)

Que l'on considère l'ensemble de la France ou le département de l'Hérault, le plus spécialisé dans la culture de la vigne, le phénomène d'autoconsommation du vin se révèle fluctuant dans son importance.

Dans les deux cas, les données varient du simple au double ; que le producteur ait en vue sa propre consommation ou qu'il songe avant tout au marché les résultats sont les mêmes : 0,7 à 1,5 pour l'Hérault, 11,5 à 22,6 pour la France.

Donc la consommation familiale du vin n'est pas constante.

B) *La consommation familiale du vin est-elle proportionnelle à la récolte ?*

Si les quantités prises en valeur absolue varient (nous venons de le voir) ne peut-on admettre que leur valeur relative à la masse globale soit constante ?

L'agriculteur consomme chaque année une quantité variable de vin, mais il consomme une fraction constante de sa récolte.

Cette hypothèse est séduisante à bien des égards ; elle satisfait l'esprit dans ses besoins d'équilibre et de proportionnalité.

A un point précis de l'étude économique peut-on appliquer les principes de l'interprétation générale de Gibrat « la loi de l'effet proportionnel » ? (2).

Pouvons-nous supposer qu'en considérant sa récolte destinée à se répartir entre V/1 (consommation familiale) et V/2 (Ventes) l'agriculteur désire répercuter sur V/1 et V/2 et cela d'une façon proportionnelle toutes les variations de V (récolte) ?

L'abondance ou la pénurie des récoltes se transmettent-elles proportionnellement dans toutes les directions aussi bien dans le secteur monétaire et capitaliste que dans le secteur paracapitaliste et familial de la vie économique ?

Pour connaître le bien-fondé de cette hypothèse on peut calculer, campagne par campagne, la proportion de vin consommée par le producteur, d'abord dans l'ensemble du pays, ensuite dans le département de l'Hérault.

Voici le tableau.

Campagnes	$\frac{V1}{V}$	$\frac{V1}{V}$
	France	Hérault
1927-1928.	28	11
1928-1929.	27	10
1929-1930.	32	11
1930-1931.	27	11 $\left(\frac{VI}{V} \right)$
1931-1932.	32	12 $\left(\frac{VI}{V} \right)$
1932-1933.	30	10 $\left(\frac{VI}{V} \right)$
1933-1934.	32	9
1934-1935.	30	10
1935-1936.	23	6
1936-1937.	31	11
1937-1938.	30	10

(Extrait des travaux de J. Milhau.)

(2) J. MILHAU, *op. cit.*, et R. GIBRAT, *Les inégalités économiques*. Sirey, 1931.

La consommation familiale atteint en ce qui concerne la France 29 % de la récolte moyenne et pour l'Hérault 10 % environ.

Cette différence s'explique par l'opposition entre les systèmes d'économie viticole.

Si du plan des moyennes nous revenons à notre hypothèse, on peut noter que la fraction autoconsommée est relativement constante.

V1

La fraction $\frac{V1}{V}$ ne s'écarte qu'assez peu de la moyenne, l'écart moyen de ce rapport n'est que de l'ordre de 8 % dans les deux cas.

L'écart est faible, mais il ne permet pas une conclusion définitive.

Nous devons en effet tenir compte du degré d'incertitude des données statistiques.

On peut admettre que l'erreur des statistiques ne permet pas de connaître la réalité avec une précision supérieure à 10 %.

Si cette supposition est fondée nous sommes dans l'indétermination et nous ne pouvons pas affirmer que $\frac{V1}{V}$ est constant.

V

Nous ne pouvons non plus soutenir le contraire.

Est-ce qu'une période plus longue se révélerait plus riche d'enseignements ?

La période considérée n'est-elle pas toute comprise dans la zone d'influence d'un facteur prépondérant et pourtant insaisissable à première analyse ?

Nous avons dressé le tableau concernant les données relatives aux années 1907-1937 pour le département de l'Hérault. (Sources : « Statist. Agricole de la France. Annexe à l'enquête de 1929. Monographie Agricole du département de l'Hérault » jusqu'en 1931 ; de 1931 à 1937 : tableaux de M. Milhau déjà cités.)

C'est un souci de précision et d'exactitude (statistique) qui nous a poussé vers ce choix.

Dans les pays de grande production, les viticulteurs sont habitués depuis déjà longtemps à une stricte discipline, et un contrôle rigoureux et permanent y est exercé par une administration spécialisée et compétente.

On peut affirmer que pour l'Hérault les déclarations de récoltes sont exactes et que le contrôle des sorties par la délivrance de titres de mouvement ne laisse passer qu'une fraude insignifiante.

Voici le tableau que nous avons dressé :

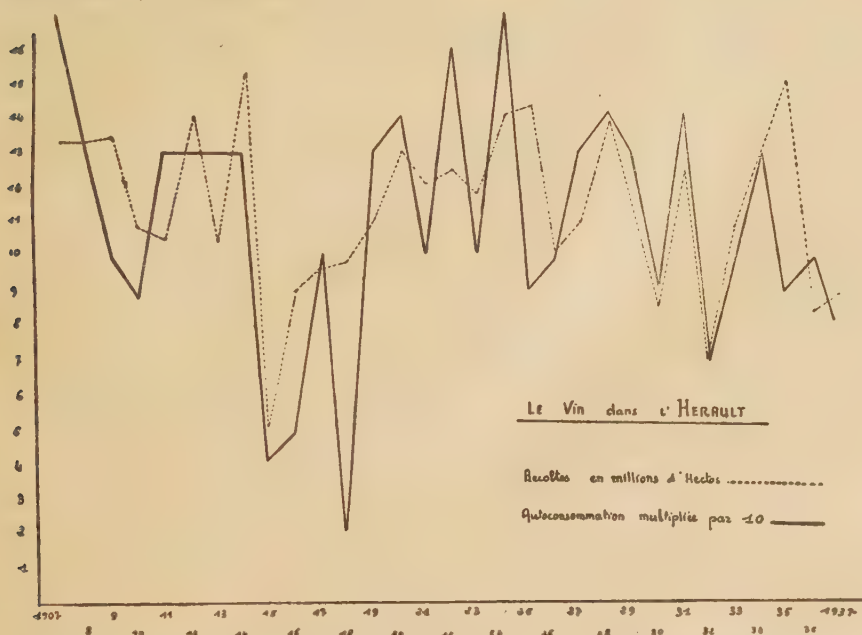
Années	Productions en millions d'hectos	Autoconsommation en millions d'hectos	Autoconsommation en %
1907.	13,3	1,7	12,7
1908.	13,3	1,3	9,7
1909.	13,4	1,0	7,4
1910.	10,9	0,9	8,2
1911.	10,6	1,3	12,2
1912.	14,0	1,3	9,2
1913.	10,5	1,3	12,3
1914.	15,2	1,3	8,5
1915.	5,1	0,4	7,8
1916.	9,0	0,5	5,5
1917.	9,8	1,0	10,2
1918.	9,8	0,2	2,0
1919.	11,0	1,3	11,8
1920.	13,0	1,4	10,7
1921.	12,2	1,0	8,1
1922.	12,6	1,6	12,6
1923.	11,8	1,3	11,0
1924.	14,0	1,7	12,1
1925.	14,3	0,9	6,2
1926.	10,2	1,0	9,8
1927.	11,1	1,3	11,7
1928.	13,9	1,4	10,0
1929.	12,0	1,3	10,8
1930.	8,7	0,9	10,3
1931.	12,6	1,4	11,1
1932.	7,0	0,7	10,0
1933.	10,9	1,0	9,1
1934.	13,3	1,3	9,7
1935.	15,1	0,9	5,9
1936.	8,4	1,0	11,9
1937.	8,8	0,8	9,0

Nous trouvons des variations de pourcentage telles que : 12,7 % à 2 %. L'écart moyen de la série « fraction autoconsommée » est de 17 %, nous sommes donc ici en dehors de la zone d'indétermination, et cela pour deux raisons : tout d'abord l'écart est nettement supérieur à l'erreur admise (10 %) et de plus pour l'Hérault nous pensons que l'erreur n'atteint pas les 10 %.

Pour vérifier ces constatations nous avons crû intéressant de dresser les deux courbes « Production » et « Autoconsommation ».

Nous avons à nouveau formulé l'hypothèse, l'autoconsommation relative est constante, elle égale les 10 % de la récolte.

De l'étude de M. Milhau il ressort que rien n'interdit de formuler cette hypothèse. Si cette dernière est confirmée par les faits, en multipliant les termes de la série « autoconsommation » par 10, nous devons constater que les deux courbes sont complètement confondues. Or un simple coup d'œil jetté sur le graphique nous révèle le contraire (voir courbes).



Nous pouvons décomposer la courbe en plusieurs périodes :

1907-1911 : Variations indépendantes.

1911-1914 : L'Autoconsommation est remarquablement stable, alors que la « récolte » décrit des dents de scie.

1914-1928 : L'autoconsommation dénote une expansibilité beaucoup plus grande que la récolte, elle épouse les mouvements de cette dernière, mais elle les accentue.

1928-1937 : (Période analysée par M. Milhau). Ici concordance remarquable des deux courbes, la fraction autoconsommée est presque constante. Elle est toute proche de 10 %.

En conclusion : Les deux séries sont indiscutablement liées (autoconsommation et récolte), la première cependant marque un

effet plus que proportionnel dans ses variations, ce qui nous permet de dire que la fraction autoconsommée n'est pas constante, qu'elle soit considérée en valeur absolue ou en valeur relative.

Résumons : Les quantités consommées sur place ne sont pas constantes, le rapport d'autoconsommation n'est pas constant non plus, il varie en général dans le même sens que la récolte mais avec des fluctuations beaucoup plus accusées.

Il est cependant lié à la récolte, c'est ce dernier point que nous devons préciser :

Après avoir déblayé le terrain nous abordons la question essentielle. Quel est le facteur qui détermine les variations du phénomène étudié. La récolte certainement. Mais est-elle seule ? Le prix doit certainement intervenir.

*C) La consommation familiale du vin dépend-elle
de l'élément « récolte » ou de l'élément « prix »,
ou des deux à la fois ?*

Quel est l'élément moteur, « l'antécédant topique » comme dit Simiand ?

Nous avons vue que la liaison « autoconsommation-récolte » était certaine.

Mais nous ne savons pas si la liaison « autoconsommation-prix » est inexistente. Dans le cas contraire est-elle plus forte que la liaison de « quantités à quantités » ?

Ici, donc, trois hypothèses peuvent être formulées :

Première hypothèse. — Si nous appliquons les principes de la théorie économique nous dirons que la quantité de vin bu par le producteur varie avec le prix du produit.

Pour certains auteurs en effet tout se passe comme si l'agriculteur vendait la totalité de sa récolte sur le marché pour racheter ensuite les quantités nécessaires à sa consommation.

En admettant cette proposition on doit conclure que le vin bu par le producteur tout comme la récolte vendue à des non-producteurs dépend du prix. L'un est allé effectivement sur le marché et a connu « la rencontre des deux valeurs estimatives », l'autre a suivi virtuellement le même chemin par l'intermédiaire de « l'appréciation » du producteur.

Dans ce cas il devrait exister une corrélation négative entre la consommation familiale et le prix.

Deuxième hypothèse. — La consommation familiale est liée à la récolte et non au prix.

La récolte agit sur la consommation familiale d'une manière directe et en quelque sorte mécanique, nous serions en présence d'une action de quantités à quantités.

Si l'on boit davantage de vin une année de forte production ce n'est pas parce qu'il est bon marché, mais parce que l'on dispose d'une masse importante.

D'ailleurs, les années de gros rendements se caractérisent en général par de petits degrés, ce qui a pour effet d'accroître la consommation. Quand le vin est rare, au contraire, on l'économise du fait même de la pénurie, et secondairement parce qu'il est cher.

Troisième hypothèse. — Les deux explications sont valables, elles sont complémentaires, les deux liaisons existent :

« Autoconsommation-Quantités récoltées » et « Autoconsommation-Prix ».

Or nous savons qu'une troisième liaison très forte existe :

Quantités récoltées-Prix. Elle est donnée par : $r = -0.919$ (voir J. Milhau, thèse, Montpellier).

Dans ces conditions, comment se présente la chaîne des interactions ?

Manifestement, un élément nouveau doit entrer en ligne de compte : « Quantités commercialisées ».

Nous ne pourrions préciser ce point qu'après notre « étude indirecte ».

Examinons, dès à présent les faits et voyons dans quelle mesure telle ou telle hypothèse se trouve vérifiée.

Campagnes	I Récolte V	II Consommation familiale V 1	III Prix corrigé
1927-1928.	48,9	13,7	27,3
1928-1929.	57,9	15,5	21,0
1929-1930.	62,9	18,7	17,3
1930-1931.	42,0	13,1	32,2
1931-1932.	57,5	18,4	23,0
1932-1933.	47,6	15,3	31,0
1933-1934.	49,7	13,7	23,5
1934-1935.	75,1	22,6	13,1
1935-1936.	73,0	17,0	17,8
1936-1937.	39,5	11,3	24,7
1937-1938.	51,4	15,3	24,1

(Sources : Extrait travail de M. J. Milhau.)

I et II en millions d'hectos.

III Prix corrigé. On l'obtient à partir du prix nominal en divisant ce dernier par l'indice des prix de gros

$$\times 100$$

$$\text{Prix réel} = \text{prix nominal} \frac{\quad}{\text{I}}$$

Les coefficients de corrélation calculés entre les colonnes I-II II-III sont les suivants :

— Corrélation : « Récolte-Consommation familiale » :

$$r = +0,870$$

— Corrélation : « Prix-Consommation familiale » :

$$r = -0,750$$

Ainsi les deux liaisons paraissent exister.

La première est cependant plus forte que la seconde.

La relation « Quantités à quantités » serait donc plus intense que la relation « quantités consommées-prix ».

Voulant vérifier et compléter les calculs de M. Milhau, (se rapportant à la France entière) nous avons établi les deux corrélations entre les séries représentant le département de l'Hérault.

Pour les prix nous n'avons considéré que la période 1927-1937 (aller au delà de ce cadre conjoncturel aurait été trop hasardeux).

Pour les quantités nous avons analysé la période 1907-1937.

Voici les résultats obtenus :

$$\begin{array}{ll} \text{Autocons.-Récolte.....} & r = +0,600 \\ \text{Autocons.-Prix.} & r = -0,490 \end{array} \left\{ \begin{array}{l} \text{Pour l'Hérault} \end{array} \right.$$

L'ordre d'importance des facteurs est le même que pour la France entière mais leur efficience se trouve diminuée :

	FRANCE	HERAULT
Autoc.-Récolte.	$r = +0,870$	$r = +0,600$
Autocons.-Prix.	$r = -0,750$	$r = -0,490$

Comment rendre compte de cette situation ? dans une certaine mesure le phénomène d'autoconsommation dans l'Hérault se révélerait plus indépendant que dans l'ensemble de la France.

Nous pensons que la « conjoncture » ne peut être éclairée que par les données structurelles.

L'autoconsommation du vin dans l'Hérault apparaît comme un phénomène extérieur à l'Economie viticole. N'est-ce pas parce que le viticulteur héraultais produit essentiellement et avant tout pour vendre que sa consommation est un phénomène secondaire et à peu près indépendant de la conjoncture ?

Pour nous assurer de l'exactitude du raisonnement nous avons calculé la corrélation, pour l'Hérault, entre la récolte d'une part et l'autoconsommation d'autre part, mais cette dernière exprimée ici en valeur relative, en pourcentage de la récolte.

Pour la période 1907-1937 nous avons :

$$r = +0,00$$

Donc aucune liaison statistique.

C'est bien là une confirmation de ce que nous avaient révélé les deux courbes représentatives.

L'autoconsommation suit en gros les mouvements de la récolte en quantités. Mais les pourcentages sont ou indépendants (1907-14) ou bien varient beaucoup plus que la récolte (2 % à 12 % pour l'autoconsommation ; récolte, termes extrêmes : 5 millions et 15 millions d'hectos), ou encore (1927-37) sont à peu près constants.

Ainsi donc, dans l'Hérault, pays de viticulture exclusive, la consommation familiale du vin subit l'influence de la récolte avec moins de sensibilité que dans le reste de la France.

Une analyse plus poussée nous permettra-t-elle de préciser le mécanisme de la liaison récolte-consommation familiale ?

Nous allons dresser le graphique figurant le nuage de points relatifs à l'évolution des deux paramètres envisagés. (Voir graphique 1, page suivante.)

En premier lieu :

Quantités produites-Quantités consommées (Hérault)

Nous avons trouvé par ailleurs : $r = +0,600$.

Donc corrélation positive, fluctuations dans le même sens des deux grandeurs.

Nous constatons que les points sont répartis de façon à faire apparaître deux groupements nettement caractérisés :

Le premier dans la zone 9-10 et le second dans la zone 13-14.

Ainsi donc les viticulteurs régleraient leur consommation non pas d'après une « norme continue » mais d'après un double critère : 9-10 ou 13-14.

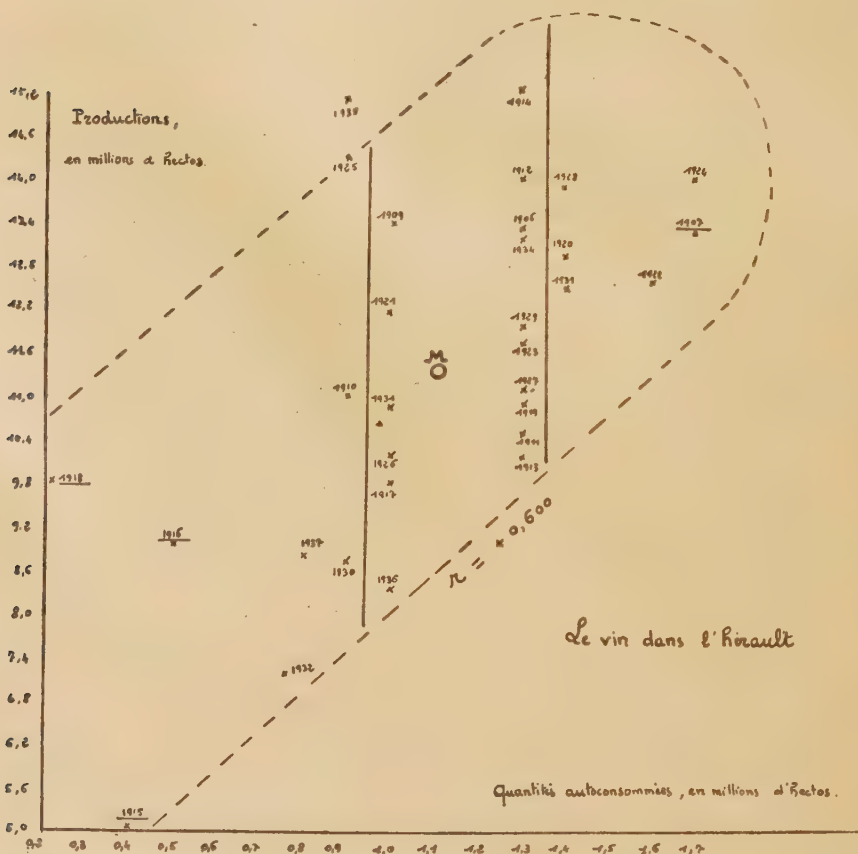
Il est curieux de constater que la zone intermédiaire, qui est d'ailleurs la zone moyenne, est libre totalement.

Ainsi les années de grosses récoltes les viticulteurs boivent plus de vin que les années de faibles récoltes, mais cette tendance ne se traduit pas par une progression continue.

Tout se passe donc comme si l'agriculteur avait deux barèmes de consommation : le faible et le fort.

L'examen du nuage nous révèle ceci : en principe le viticulteur héraultais consomme environ 10 ; mais certaines années de récoltes supérieures à la zone moyenne il fait passer sa consommation à 13-14.

Comment expliquer ce phénomène ?



Pourquoi cette coupure, ce saut brusque par dessus la zone moyenne ?

Nous pensons que les facteurs psychologiques sont déterminants ici ; comment expliquer le comportement d'un examinateur qui cote 8 et 15 et ne connaît pas de notes intermédiaires ?

Pour lui l'élève sait ou ne sait pas.

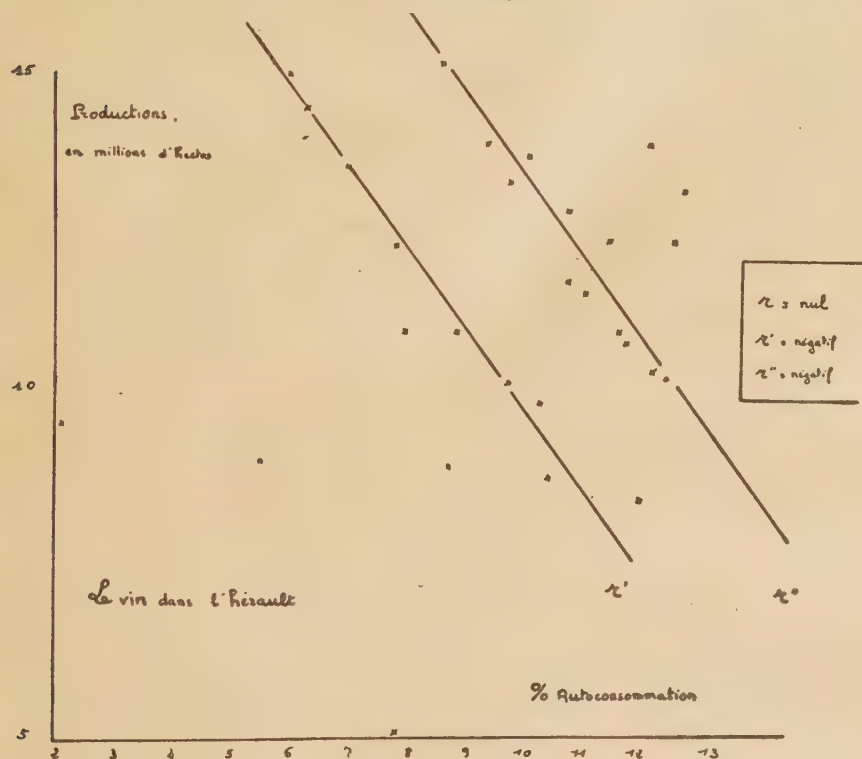
Pour le viticulteur la récolte est bonne ou elle ne l'est pas ; si elle est bonne il consomme beaucoup, si elle n'est pas bonne il consomme moins.

— « Nous ne boirons pas beaucoup parce que la récolte n'est pas bonne ».

Mais il ne saurait s'agir uniquement de considération de quantités et ceci nous laisse prévoir l'action d'éléments nouveaux : le prix ne serait peut-être pas sans action sur le phénomène.

Nous le vérifierons plus tard.

Auparavant considérons le nuage de points relatif à la production et au % autoconsommé. (Voir graphique 11).



La dispersion est très grande, r est nul (nous l'avons déjà souligné) ; mais à la lumière de nos observations précédentes nous pouvons constater que le nuage s'analyse en deux branches : r' et r'' correspondant chacune à une zone de consommation ; r' et r'' sont

négatifs ce qui confirme et précise notre première observation, les quantités autoconsommées augmentent avec la production mais les pourcentages diminuent.

La consommation est fixée à 9-10 ou 13-14, il est donc normal que ces deux grandeurs rapportées à la Production, donnent, dans la mesure de leur constance en valeur absolue, une corrélation négative au contact d'une production fluctuante.

Ainsi donc la viticulture héraultaise, dans son économie globale, est caractérisée par une appartenance au secteur du marché puisque les consommations paraissent déterminées autour de deux ordres de grandeur constants et donc assez indépendants de la production ($r = + 0,600$). Il n'en reste pas moins que le phénomène lui-même fait de deux éléments polarisateurs ne saurait être expliqué par les déterminations rationnelles qu'impliquerait une mentalité capitaliste.

Au terme de cette étude nous avons vérifié les deux premières hypothèses :

Les deux liaisons existent parallèlement avec influence prépondérante de la relation de « quantités à quantités ».

Nous avons de plus mesuré l'influence des facteurs de structure combinés à ceux de la conjoncture agricole.

L'autoconsommation dans une agriculture nettement tournée vers le marché dépend moins de ce marché et de la production, que dans une agriculture encore en grande partie para-capitaliste.

Dans une Economie de vente l'autoconsommation apparaît comme un élément résiduel sinon rigide.

Dans une économie semi-capitaliste elle apparaît liée aux facteurs naturels et économiques dans la mesure même où son importance relative couvre une fraction plus considérable de la production.

Tout se passe comme si la sensibilité d'une masse était fonction de l'importance relative de cette masse.

Reste maintenant à analyser la troisième proposition que nous avons formulée :

Nécessité de déterminer la chaîne des interactions liant les éléments suivants : récolte, autoconsommation, commercialisation et prix.

Nous allons nous arrêter sur ce point, ce sera l'objet de notre paragraphe « 2° ». Nous aurons aussi l'occasion de soumettre à une contre-épreuve les résultats qui ont été exposés.

DEUXIÈME SECTION

ETUDE INDIRECTE DE L'AUTOCONSUMMATION DU VIN :
ETUDE DES QUANTITÉS COMMERCIALISÉES

Suivant la méthode déjà utilisée, nous allons faire diverses hypothèses que nous confronterons avec les données numériques.

V 2

Si nous parvenons à établir une liaison entre la fraction $\frac{V 2}{V}$

(V 2 = quantités commercialisées; V = récolte) et l'une des grandeurs connues « récolte », « prix », voire même « stocks », nous aurons une indication sur les ventes effectuées par les producteurs, et par voie de conséquence nous pourrons en déduire des renseignements sur la consommation familiale qui n'est, nous l'avons vu, que le complément de la partie vendue de la récolte.

Nous poserons trois questions :

— La partie commercialisée de la récolte dépend-t-elle de l'importance de celle-ci ?

— La partie commercialisée de la récolte dépend-t-elle du prix ?

— La partie commercialisée de la récolte dépend-t-elle des stocks à la propriété ?

A. — *La commercialisation dépend-t-elle de l'importance de la récolte ?*

C'est la fraction $\frac{V 2}{V}$ (complémentaire de $\frac{V 1}{V}$ déjà considérée)

qui retiendra ici notre attention.

Nous savons qu'elle n'est pas constante, par conséquent l'hypothèse de la proportionnalité entre V 2 et V est trop simple et ne rend pas compte exactement de la réalité, mais ceci ne permet pas d'affirmer l'indépendance des deux termes.

Le calcul, sur les mêmes données que précédemment, de la corrélation entre les deux séries permet d'obtenir :

$$r = -0,590$$

Ainsi, lorsque la récolte est faible, l'agriculteur vend une fraction plus forte de son vin ; cela revient à affirmer que les variations

quantitatives de la production ne se transmettent pas proportionnellement aux deux parties V 1 et V 2 de cette production.

L'amplitude des variations quantitatives est augmentée pour V 1 et atténuée pour V 2. Ainsi, la consommation familiale se comprime et se dilate proportionnellement plus que la récolte elle-même.

On peut se représenter cette fraction de la production comme *un volant régulateur devant les oscillations des rendements viticoles*. Le calcul de l'écart type des récoltes et de celui des quantités vendues confirme le raisonnement.

	Moyenne	Ecart type	Ecart relatif
Récolte (V)	54	10,4	19 %
Quantités vendues (V 2)	40	5,7	14 %

B. — *La partie commercialisée de la récolte dépend-elle du prix ?*

La fraction de la récolte livrée au commerce est en corrélation inverse avec l'importance de la récolte elle-même. Dans la mesure où la corrélation est susceptible de traduire une causalité, le résultat ci-dessus suggère que la récolte est la cause de la variation de la

$\frac{V 2}{V}$
fraction — qui exprime l'effort que fait l'individu pour livrer une proportion plus ou moins forte de sa production.

Connaissant la forte corrélation reliant « Prix-Récolte » ($r = -0,919$) et d'autre part l'importance des fluctuations des prix (plus grandes que celles des quantités sous le jeu de l'effet king), on serait amené à considérer le prix comme l'élément moteur du mécanisme étudié.

En définitive, le prix déterminerait les ventes ou tout au moins inciterait le producteur à vendre une plus ou moins grande fraction de sa récolte.

Avec la pénurie, la fraction offerte s'enfle.

Avec l'abondance, elle s'amenuise.

On doit s'attendre à trouver une corrélation positive entre les $\frac{V 2}{V}$
prix et la fraction —. Cela serait normal étant données d'une part

la corrélation négative « Prix-Récolte » et d'autre part, la corrélation négative aussi existant entre la fraction considérée et la quantité récoltée.

Où aurait ainsi, à partir des deux corrélations « récolte-prix » et « prix-offre », l'explication de la liaison statistique entre V et $\frac{V^2}{V}$.

Cette ligne de raisonnement nous autorise à penser que la liaison « prix — $\frac{V^2}{V}$ », liaison majeure, se traduira par un coefficient

de corrélation sensiblement supérieur à celui qui a été établi pour « $\frac{V^2}{V}$ — récolte » ($-0,590$).

Or, il se définit :

$$r = +0,430$$

Ceci infirmerait le raisonnement théorique :

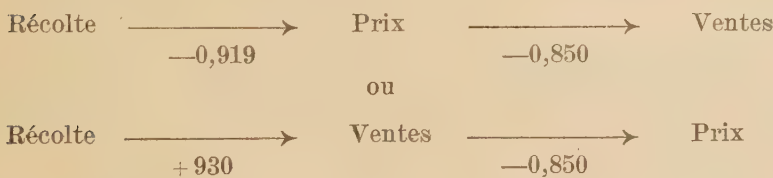
$\frac{V^2}{V}$ dépend de la récolte plus que du prix.

Pour vérifier ce résultat insolite, M. Milhau a calculé les mêmes liaisons en prenant pour point de comparaison les quantités vendues, ou données brutes, et non plus $\frac{V^2}{V}$.

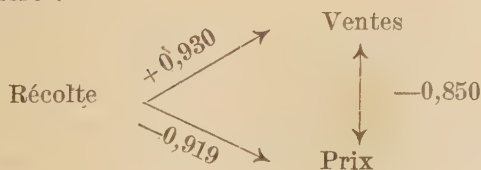
Il a obtenu :

« Ventes-Récoltes »	$r = +0,930$
« Ventes-Prix »	$r = -0,850$
« Récolte-Prix »	$r = -0,919$ (déjà mentionné)

Aux deux schémas classiques :



l'auteur préfère :



Il précise : « On ne saurait dire : la récolte détermine le prix et le prix détermine l'offre, ou encore la récolte détermine l'offre qui à son tour détermine le prix ; ce serait contraire au calcul des corrélations. »

Ceci amène à considérer les prix et les quantités vendues comme les grandeurs dérivées d'une même variable : la récolte.

L'offre est sans doute fonction du prix de vente, mais on peut penser qu'il y a « action directe de quantité à quantité ».

Pour éclairer cette interprétation contraire à l'explication monétaire du marché, M. Milhau fait entrer en ligne de compte des considérations d'ordre technique et des éléments de « psychologie pay-sanne ».

Nous pensons utile sur ce point précis de faire appel à la théorie économique générale que nous n'éliminerons qu'en cas d'insuffisance.

Le problème posé par ces résultats est le suivant :

Il faut expliquer pourquoi : « Récoltes-Ventes » (0,930) et surtout « Récoltes-Prix » (—0.919) nous présentent des liaisons plus fortes que « Ventes-Prix » (—0.850) (3).

Il est admis généralement que la récolte détermine l'offre, que l'offre à son tour détermine en « première action » le prix (le prix réagissant sur l'offre). Comment donc la liaison « Récolte-Prix » est-elle plus forte que la liaison « Offre-Prix » ? C'est là un point délicat.

Nous pensons pourtant ne pas trouver ici la théorie économique en défaut puisqu'elle nous propose l'explication suivante : les ventes constituent l'offre réelle et la récolte l'offre virtuelle.

Transposés dans le domaine des faits, ces deux principes nous expliquent pourquoi la seule prévision d'une récolte excédentaire (offre même pas virtuelle, simplement « en devenir » ou « en puissance » selon l'expression d'Aristote) entraîne l'affaïssement des prix.

Ainsi, et surtout dans le champ d'influence de l'effet King, les facteurs psychologiques du marché constituent un pont très solide entre le prix et la production, l'offre réelle n'apparaissant en définitive que comme facteur second.

(3) On serait tenté de se demander si la différence relativement faible (et dont nous avons pleinement conscience) enregistrée entre les deux coefficients pourrait justifier en elle-même une analyse approfondie.

La solution de la facilité rejoindrait ici les exigences de la rigueur mathématique pour couvrir, par avance, de la « marge d'erreur » toute tentative d'explication.

Or, précisément, ce qui compte, ici, c'est beaucoup plus le raisonnement et l'analyse qu'une critique des statistiques qui servirait de refuge à la démission devant la complexité de l'étude.

Que l'on retienne donc l'explication de M. Milhau ou celle de la théorie Economique on arrive à des résultats sensiblement identiques.

La récolte détermine le prix. La récolte détermine aussi les quantités vendues et par voie de conséquence les quantités réservées à la consommation familiale. Quant à la liaison « Ventes-Prix » elle ne serait qu'une dérivée, une pièce secondaire du mécanisme étudié.

— Entre « récolte » d'une part et « consommation familiale » et « ventes » d'autre part, il existe une liaison directe de « quantités à quantités ».

— Entre « *récolte et prix* » il existe une liaison directe par l'intermédiaire des facteurs psychologiques (prévisionnels) du marché.

— Entre « *offre réelle et prix* » il existe une liaison certainement d'action et réaction, mais non une liaison simple, apurée de toute influence étrangère, puisque d'une part :

L'offre est fonction du prix mais surtout des quantités récoltées,
et que d'autre part :

Le prix est fonction de l'offre mais surtout de la production.

Cette analyse cependant ne satisfait pas totalement l'esprit :

En effet, en poussant, peut-être avec excès, les déductions logiques jusqu'au terme de leur enchaînement, on arriverait à cette conclusion :

Le prix est déterminé par la récolte et non par l'offre réelle.

Or ce qui peut être vrai pour une longue période, (ou seulement pour l'ensemble d'une même campagne) ne l'est plus lorsque le « marché annuel » du vin est décomposé en tranches mensuelles.

Pourquoi, par exemple, en juillet 1950 le prix du vin est-il à la hausse, alors que la campagne 1949 a été satisfaisante et que la récolte 1950 s'annonce excellente ?

C'est que, tout simplement, au cours des mois précédents les sorties de vins ont été telles que les chais se trouvent démunis en fin de campagne. (Tout au moins dans la Métropole).

C'est bien, dans ce cas, l'offre réelle (pénurie) qui détermine directement le prix (hausse). Tandis que sur le plan des moyennes (celle de la campagne) la récolte détermine le prix moyen (de l'année).

Il est intéressant de constater que l'explication est différente lorsque l'on considère l'équilibre du marché (statique) et d'autre part la succession de déséquilibres qu'il recouvre (dynamique).

La confrontation de cette constatation et des principes dérivés du calcul des corrélations constitue, croyons-nous un avertissement salutaire pour le chercheur et l'incite à une extrême prudence.

Nous avons raisonné, en effet, dans cette partie de notre analyse en utilisant l'hypothèse implicite suivante : La corrélation constitue le barème de la causalité.

Mais un fort coefficient de corrélation ne permet pas à lui seul de déterminer lequel des deux éléments est cause de l'autre : il se peut très bien par ailleurs qu'il ne rende compte que d'une simple co-variation.

Reprenons les résultats : « Liaison Récolte-Prix » plus forte que « liaison offre-prix ». Toutes deux sont de même sens (r, négatif).

La théorie Economique nous apprend qu'il existe une interaction entre prix et quantités. Or, et nous aurons l'occasion de le revoir, en période de courte durée on peut admettre que l'influence du prix sur la production agricole est nulle ou du moins excessivement faible ; le prix ne peut donc agir que sur l'offre dans les limites de la production et de la compressibilité maxima des besoins du producteur.

Nous retrouvons ici la notion de « volant » dont le rôle est joué par la consommation familiale.

Ainsi, la liaison « récolte prix » est à « sens unique » dirons-nous, tandis que la liaison « offre-prix » ne peut être analysée que comme un complexe d'interactions dans lequel il est à peu près impossible de déterminer, dans la « causalité » générale et réciproque, la part de chacun des éléments.

Nous pensons que la corrélation « offre-réelle-prix » est confirmée par le raisonnement et la théorie économique dans son explication de la causalité.

Tandis que la corrélation « récolte-prix » constitue simplement l'expression mathématique d'une covariation, celle qui résulte du bilan final de la campagne agricole.

Pour illustrer notre observation, considérons des cas extrêmes ; par exemple une mauvaise conservation générale, des exportations massives et inattendues, une distillation importante.

Dans ces cas, il est certain que l'annonce d'une excellente récolte pourra avoir par les effets psychologiques une action directe sur l'abaissement des prix, tout au moins au début de la campagne. Mais en définitive ce sera bien dans tous ces cas l'offre effective qui déterminera le prix moyen de la campagne.

Cela n'empêche point qu'en dehors de ces cas limites on constate une forte liaison « Récolte-Prix ».

Mais cette covariation ne serait en définitive que la résultante des deux combinaisons causales « Récolte-Offre » et « Offre-prix ».

Nous avons en effet établi que :

« Récolte-Prix » = + fort que « Offre réelle-Prix »

Si nous exposons cela sous une forme plus analytique nous aurons :

« (Offre réelle + consommation familiale) — Prix + fort que « Offre réelle — Prix ». (Toutes deux étant négatives).

Abandonnant le raisonnement économique pour un instant, les données brutes nous enseignent que l'intervention de la consommation familiale accroît l'intensité de la corrélation, du parallélisme (négatif) entre fluctuations de quantités et fluctuations de Prix.

C'est donc que ce facteur varie de façon inverse à celle des prix, avec des amplitudes de variations plus fortes que celles accusées par l'offre réelle, puisque l'influence de l'amplitude de ses variations tend à accorder l'amplitude des variations des quantités globales à celles des prix.

Nous vérifions les résultats déjà consignés :

La consommation familiale varie proportionnellement plus que la récolte, toutes deux, variant dans le sens contraire des prix ; la consommation familiale devant l'état du marché s'enfle ou s'amenuise enregistraut ainsi l'effet rétroactif des prix sur les quantités.

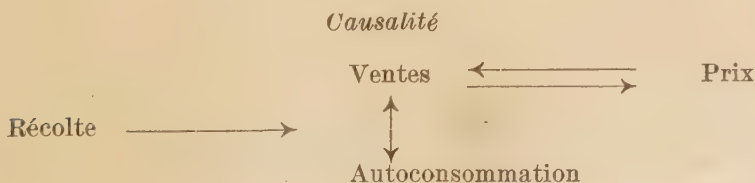
Et d'ailleurs la récolte ne détermine pas le prix puisque l'étude du marché du vin révèle l'existence de l'effet King, non pas sur la valeur de la récolte (Récolte $\times$ prix unitaire), mais sur la recette effectivement encaissée (vente $\times$ prix).

Or, dans la mesure où l'effet King joue, les variations relatives du prix sont plus importantes que celles des quantités, mais il s'agit ici des quantités vendues.

Le fait d'ajouter les quantités consommées aux quantités vendues, s'il accroît le parallélisme entre fluctuations de prix et fluctuations de quantités détruit par là même l'effet King et donc réfute toute causalité entre quantité globale et prix.

Cette covariation, cette similitude de variations montre simplement que l'autoconsommation varie plus que les ventes, qu'il est normal dans le cadre de l'effet King de voir les quantités déterminantes du prix varier moins que le prix.

Nous proposons dès lors le schéma suivant :



Covariation

Récolte//Prix, parce que Récolte = Vente + autoconsommation

Or si, $d \text{ ventes} < d \text{ prix}, d \text{ autoc.} > d \text{ ventes}$

↘ Effet King ↗

ce qui donne $d \text{ ventes} + d \text{ autoc.} // d \text{ Prix}$

Nous voudrions nous arrêter quelques instants sur le rôle de volant régulateur joué par la consommation familiale devant les fluctuations de la récolte.

Le jeu de l'effet « King » est vérifié sur le marché Français du vin.

Quand la récolte augmente, le pouvoir d'achat des viticulteurs diminue et réciproquement.

V 2

Or nous savons que la fraction de la récolte $\frac{V}{V}$ mise en vente par le producteurs est aussi, comme le prix, en corrélation inverse avec les quantités produites.

En première observation on pourrait voir là une cause de renforcement de l'effet King à la baisse. En effet, quand la récolte est déficitaire, le pouvoir d'achat s'élève, en premier lieu parce que le vin est cher, mais aussi parce que le producteur porte au maximum ses livraisons. Quand la récolte est abondante le pouvoir d'achat se ressent de la baisse du prix unitaire et aussi de la diminution de la fraction vendue.

Pourtant, si le marché du vin vérifie l'effet King c'est bien parce que la demande de vin est peu élastique : $E < 1$ (4) ce qui détermine une très grande flexibilité des prix.

Ainsi face à une grosse récolte les cours s'effondrent et ceci, plus que proportionnellement à l'augmentation des quantités (5).

C'est dire qu'à ce moment précis, en consommant davantage, non seulement l'agriculteur ne réduit pas son pouvoir d'achat, mais

(4) $E = \text{coefficient d'élasticité d'A. Marshall.}$

$$E = \frac{\frac{dq}{q}}{\frac{dp}{p}}$$

(5) On admet que λ coefficient de flexibilité = $\frac{1}{E}$.

bien au contraire il lui évite de fondre dans toute la mesure où les quantités supplémentaires qu'il aurait vendues et qu'il consomme en fait, auraient déterminé une chute plus que proportionnelle des cours qui aurait entraîné en vertu de l'effet King une plus grande diminution du pouvoir d'achat.

Non seulement il jouit d'un revenu en nature plus grand, mais en consommant davantage, il stoppe la diminution de valeur de ce qu'il vend.

Par contre dans le cas d'une faible récolte et de prix élevés, en consommant davantage (or il consomme moins) il contribuerait par la raréfaction plus grande de l'offre à une augmentation de valeur plus grande encore (effet plus que proportionnel) de la masse vendue diminuée du surplus consommé.

En fait, les variations de l'autoconsommation stoppent les exagérations de l'effet King à la hausse et à la baisse, mais à la baisse au double avantage du viticulteur (consommation accrue et recette accrue) et à la hausse à son double désavantage.

Ceci confirme le rôle de volant régulateur joué par l'autoconsommation et nous montre une fois de plus l'importance déterminante des relations de quantités à quantités qui résistent, ici encore, beaucoup plus un calcul en nature, qu'un calcul économique en termes de prix et profits.

Cette réponse à la question « Quel est l'enchaînement des diverses actions et réactions » ? nous permettrait d'arrêter là nos investigations si elle ne soulevait une nouvelle difficulté découlant des analyses précédentes.

Nous avons parlé de l'offre réelle, de l'offre virtuelle... un élément qui, jusqu'à présent n'a pas retenu notre attention nécessite quelques explications : le stock. Le stock indiscutablement se trouve « du côté » des quantités...

Cette réserve agira-t-elle sur la consommation familiale ?

C. — *La partie commercialisée de la récolte dépend-elle des stocks à la propriété ?*

Nous avons établi mathématiquement que l'offre est liée aux quantités produites. Il apparaît raisonnable de supposer, dans ces conditions, que c'est la quantité totale de vin disponible qui décide des quantités vendues : Récolte + Stock.

Or, la liaison « disponibilité » — $\frac{V_2}{V}$ — se définit par le coefficient de corrélation :

$$r = -0,430$$

L'intervention des stocks dans le calcul de la corrélation fait baisser d'une façon très sensible le coefficient. Il semble donc que le stock n'influe pas sur la destination du vin.

Tout se passe comme si un stock de $\times$ vin vieux n'exerçait pas la même pression que $\times$ vin nouveau supplémentaire.

En résumé nous pouvons dire :

1° La consommation familiale n'est pas constante ; en première approximation, on pourrait la croire proportionnelle à la récolte.

2° Le pourcentage qui la traduit varie dans le même sens que la production avec des amplitudes plus grandes. L'autoconsommation joue donc le rôle de volant régulateur en limitant à la hausse comme à la baisse les conséquences de « l'effet King ».

3° La récolte par l'intermédiaire de l'offre est l'élément moteur du marché, pour l'ensemble d'une campagne viticole, dans « l'instantané » l'offre réelle et le prix se déterminent mutuellement.

4° La consommation familiale ne subit les influences du marché que dans la mesure où le marché est déterminé par l'offre, elle-même déterminée par la récolte, ce qui permet d'admettre une liaison directe et plus forte de quantités à quantités.

5° Les stocks à la propriété paraissent sans influence sur la consommation familiale.

CHAPITRE II

LES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Pour étudier les fluctuations saisonnières de l'autoconsommation et analyser leurs causes il faut choisir pour base d'observation un bien dont la production soit étalée sur l'ensemble de la campagne agricole et présente des variations liées aux facteurs naturels.

Nous avons choisi le lait.

La production laitière répond aux besoins de notre étude autant par son étalement tout au long de l'année que par les oscillations qu'elle présente

Il n'existe à notre connaissance aucune étude sur ce point précis. Nous avons essayé d'utiliser la matière première que nous avons pu trouver.

Le Centre d'Etudes Rurales de Bretagne a organisé « une enquête lait » dans le département d'Ille-et-Vilaine pour connaître au moyen de la technique comptable l'économie de la production laitière dans la région.

Une quarantaine d'exploitations ont bien voulu pendant toute une année se soumettre aux exigences d'une enquête précise (en 1948).

Chaque agriculteur devait noter soigneusement sur des fiches l'ensemble des éléments de la production du lait.

Ce travail a été contrôlé et guidé d'une façon régulière et quasi-permanente par le personnel rattaché au « centre », personnel, issu du cadre des instituteurs ruraux et des instituteurs itinérants, en rapports constants avec la direction du centre.

Nous avons eu personnellement l'occasion de rencontrer ces enquêteurs qui, indiscutablement connaissent « leurs exploitations à fond » et ont ainsi donné une documentation de grande valeur.

Chaque exploitation a son dossier complet. Ce sont ces dossiers même que nous avons dépouillés (1).

(1) M. MALASSIS, Maître de Conférences à la Chaire d'Economie Rurale de l'Ecole Nationale d'Agriculture de Rennes et animateur du Centre, a bien voulu nous communiquer ces dossiers — qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre vive reconnaissance.

Malheureusement pour nous l'enquête ne traite les questions qui nous intéressent que d'une façon tout à fait indirecte, et la joie d'avoir trouvé une bonne documentation de base n'est pas allée sans un travail important de recoupements, de calculs et de vérifications qui exigent beaucoup de temps et de patience.

Les fiches indiquent les quantités de lait produites par jour et les quantités consommées par les exploitants au jour le jour.

Mais il n'est pas question du « beurre » consommé dans la ferme. Or, la consommation de beurre est très forte, elle est même surprenante pour quelqu'un qui ne connaît pas les habitudes alimentaires des bretons.

Nous avons pu heureusement utiliser « la quantité de beurre commercialisé » et la quantité de lait vendu.

Par soustraction des divers postes de la production totale il est semble-t-il aisé de déduire les quantités de beurre autoconsommées; ceci est certain mais il faut bien accepter de « transformer », théoriquement, le beurre en lait pour pouvoir l'additionner au lait utilisé tel que :

Ici, intervient un élément essentiel : le taux « Butyreux ».

Pour faire un kilo de beurre il faut plus de lait au mois de mai qu'au mois de janvier.

Si l'on ne tenait compte de ces variations on risquerait de fausser tous les résultats.

Le taux butyreux varie d'une saison à l'autre, d'un mois à l'autre; mais à combien se chiffre-t-il? Tous les techniciens sont d'accord pour dire que le « taux de référence » est de 40 ‰. Il nous a donc fallu établir autour de 40, les variations saisonnières du taux butyreux. Pour cela n'ayant aucune source sûrement établie, nous avons dû procéder d'une manière empirique.

En utilisant les fiches du contrôle laitier dans la région nous avons calculé les variations réelles du taux en question sur une dizaine d'exploitations, soit environ pour 150 à 160 vaches.

Or (et, ici aussi, il fallait éviter l'écueil), les exploitations qui se soumettent au contrôle laitier sont toutes des exploitations où les techniques modernes sont en usage, alimentation rationnelle et à base de concentrés, bétail de races améliorées et sélectionnées, ce qui a pour résultat une hausse très sensible du taux butyreux. Par contre les exploitations enquêtées sont des exploitations qui, en majorité, sont restées dans la tradition étrangère à toutes ces améliorations.

Partant de cette observation nous avons calculé en pourcentage les écarts mensuels à la moyenne.

Ce sont ces pourcentages que nous avons appliqués à la base commune de 40 ‰.

Telle a été notre première approche vers l'établissement des données de base de notre étude.

La seconde a consisté dans le classement des exploitations d'après les résultats obtenus.

Nous avons, ici encore, vérifié le « principe de diversité » qui domine l'agriculture française. Plusieurs types d'exploitations se dégagent de l'observation des résultats, autour desquels les exploitations se groupent.

Nous avons retenu 8 types, 8 groupes, 8 catégories, que nous devons observer avant de procéder à l'analyse.

Voici les données qui les caractérisent :

N° d'ordre	Production annuelle en litres	Ventes totales	Autocons. totale	% autocons.	Surface de l'exploit. (hectares)	Population
1	9.185	6.014	3.271	35,9	4,4	2
2	10.013	6.237	3.756	36,7	13	3,5
3	10.793	7.556	3.237	28,9	8	3
4	12.364	8.868	3.496	28,4	21	4,5
5	15.718	10.435	5.283	29,9	31	5,5
6	27.480	22.825	4.655	16,9	19,5	5
7	28.631	24.977	3.654	12,7	30	10
8	73.674	66.466	7.208	9,9	48	8,5
Total...	187.958	153.005	34.953	18,5		

Ces indications n'ont pas un intérêt immédiat pour l'étude que nous voulons entreprendre (les variations saisonnières) ; mais continuellement guidés par le souci d'apporter le maximum de faits à l'appui de nos raisonnements et par la nécessité d'utiliser au maximum la trop rare documentation dont nous disposons, nous allons profiter de l'occasion pour vérifier les relations générales dégagées par ailleurs entre « autoconsommation et structures ».

PREMIÈRE SECTION

VERIFICATION DES TENDANCES PRÉCÉDEMMENT DÉGAGÉES

Première remarque. — Les données consignées dans le tableau nous révèlent une très grande diversité.

Surfaces de 4 ha 4 à 48, population 2 à 10.

Production de 9.000 à 73.000, Ventes de 6.000 à 66.000, Autoconsommation de 3.000 à 7.000 et en pourcentage de la production de 9,9 à 36,7.

Nous sommes en présence de séries suffisamment dispersées pour percevoir l'importance relative de chacun des paramètres que nous utiliserons.

Deuxième remarque. — Le pourcentage global de 18, 5 % est important, il est tout de même faible par rapport aux résultats considérés individuellement.

Ceci nous permet de mesurer l'importance du rôle joué par une grosse unité qui peut modifier l'ensemble des résultats. Nous pouvons dès lors prévoir quel sera le rôle sur le marché des très grandes exploitations, de quelques très grandes exploitations face à l'ensemble des micro-organismes.

L'exploitation 8 avec ses 73.000 litres de lait représente les 40 % de la production totale considérée; son pourcentage d'autoconsommation (9,9) forcera dans le sens de la baisse et dans une forte proportion le pourcentage global.

Ces remarques étant faites, nous pouvons exposer les résultats de nos calculs.

AUTOCONSUMMATION et SUPERFICIE

$$r = -0,725$$

Ce coefficient vérifie bien la thèse déjà présentée, il est tout de même plus faible que les coefficients dégagés au cours de nos observations antérieures.

L'explication est facile à donner : l'exploitation 5 a été déterminante ici : surface 31 hectares, % autoc. 29,9. Il s'agit d'un système d'exploitation qui n'est pas dirigé vers la production laitière mais plutôt vers la production de bêtes d'élevage : le lait n'étant pas la source essentielle des revenus de la vacherie, les quantités consommées sont relativement plus fortes dans cette grande exploitation que dans une exploitation de même importance qui axerait son activité sur la production laitière, par exemple, l'exploitation 7.

PRODUCTION ANNUELLE PAR EXPLOITATION ET AUTOCONSOMMATION

$$r = -0,390$$

Coefficient négatif, mais d'une faiblesse anormale.

Les calculs ne permettent pas d'exprimer la liaison dans sa totalité, la représentation graphique nous éclairera (voir graphique).

Si nous excluons de nos recherches l'exploitation 8 qui se trouve totalement séparée du nuage de points nous obtenons :

$$r = -0,950 \text{ qui vérifie bien la thèse déjà consignée.}$$

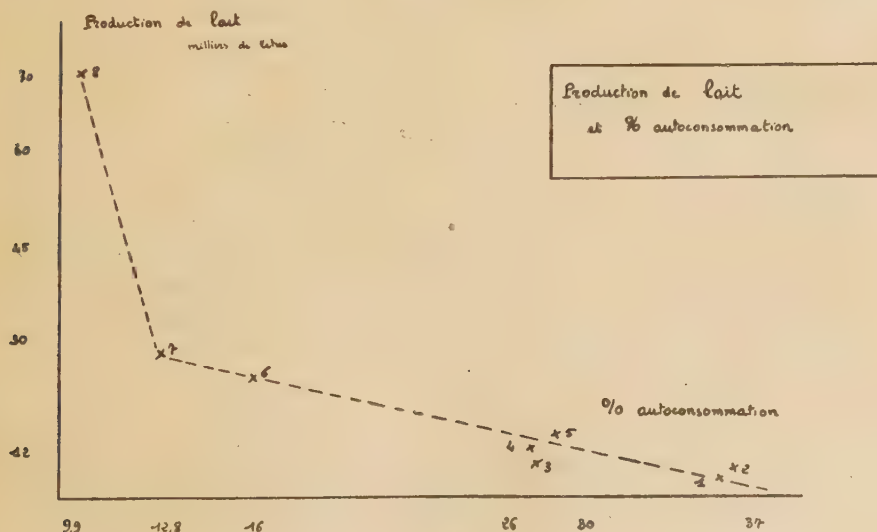
Mais cette opération n'est pas totalement légitime et nous devons donner d'autres explications.

Nous pouvons admettre qu'entre les exploitations 7 et 8 se trouveraient des points intermédiaires représentant les termes successifs d'une série qui serait plus complète.

Le raisonnement légitime cette façon d'opérer et l'observation de la dispersion agricole la confirme.

Il y a donc une relation certaine entre production et autoconsommation (étude spatiale, statique, et non dans le temps ou dynamique).

Mais cette liaison s'analyse en deux mouvements selon l'importance des exploitations envisagées.



Il y aurait deux zones différentes : la zone des grandes exploitations où le pourcentage d'autoconsommation est faible ; il varie dans le sens inverse de la production, il est faible dans les exploitations les plus importantes et inversement.

Mais les variations de la consommation relative sont beaucoup plus faibles que les variations de la production.

La propension à autoconsommer est à peu près inélastique par rapport à l'importance de la production.

Ceci est facile à expliquer. Le volume nécessaire à la satisfaction des besoins est lié au nombre d'hommes vivant sur l'exploitation.

Ce nombre varie en général avec les dimensions de la ferme.

Mais les variations de production d'une ferme à l'autre sont beaucoup plus importantes, lorsque l'on passe de la ferme moyenne à la grande ferme semi-industrialisée, que les variations de population.

Par ailleurs il est un fait qui résulte de l'observation, les domestiques ne consomment que très peu de lait ; or, ils sont plus nombreux dans les grandes exploitations.

Dans la seconde zone le principe général est le même quant aux sens de la liaison envisagée.

Par contre, on relève une très grande élasticité de la consommation. Plus on se rapproche des toutes petites exploitations, plus l'augmentation du prélèvement relatif est importante, à la limite elle tendrait à égaliser « autoconsommation et production ».

Il y aurait donc, non pas un changement d'orientation du mécanisme, mais un principe d'accélération qui se déclencherait au delà d'un certain seuil dimensionnel.

Cette manière de voir est certainement exacte pour les exploitations analysées.

Mais revenant à notre hypothèse de la « série complète », nous pouvons penser que les points, dans leur groupement, décriront une ligne brisée, souligneront l'existence de plusieurs seuils successifs, la liaison « production-autoconsommation » dans la zone des très petites productions, dans les petites, dans les moyennes...

A la limite la figure représentative serait une courbe.

En conclusion, la liaison recherchée est certaine, elle est très forte, mais elle ne repose pas sur le principe de la proportionnalité.

Il était intéressant de relever ce phénomène à l'occasion de l'étude « d'un produit » en rapport avec l'importance de la produc-

tion dans un cadre structurel diversifié et de confirmer ainsi, à propos du lait, les observations que nous avons pu faire auparavant sur le vin (Etude géographique de la consommation familiale) (2).

AUTOCONSOMMATION et POPULATION

La corrélation entre les deux séries, % autoconsommé et population s'exprime : $r = -0,780$.

Ceci confirme nos remarques consignées précédemment.

Les facteurs de structure de notre étude se comportent bien selon les normes dégagées de l'analyse (plus spécialement axée sur ces phénomènes.

Nous devons examiner à présent les variations saisonnières de l'autoconsommation en elles-mêmes.

Nous marquerons trois étapes successives :

— quelques considérations générales sur les données que nous utiliserons ;

— l'étude des variations globales ;

— l'étude des variations en fonction de la diversité des types d'exploitation.

DEUXIÈME SECTION

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Voici le tableau consignant les données (voir page suivante) :

La lecture du tableau nous apprend qu'il existe des variations très grandes d'une exploitation à l'autre et d'un mois à l'autre.

Avant d'essayer de dégager les tendances générales de ces variations nous allons tenter d'expliquer les variations elles-mêmes.

Pourquoi les quantités consommées ne sont-elles pas constantes au cours de l'année pour une même exploitation ?

La consommation est la satisfaction d'un besoin.

La consommation est donc fonction de l'intensité ou de l'importance du besoin et aussi des moyens qui permettent la satisfaction de ce besoin.

(2) Il aurait été certainement plus logique de présenter ces observations concurremment à notre analyse géographique de la consommation du vin.

Mais nous avons préféré conserver une certaine unité à l'étude de la consommation du lait.

N° d'ordre	1		2		3		4		5		6		7		8		Total	
	Autoc.	%	Autoc.	%	Autoc.	%	Autoc.	%	Autoc.	%	Autoc.	%	Autoc.	%	Autoc.	%	Autoc.	%
Janvier	204	61,2	216	29,1	196	27,6	406	51,7	394	46,5	274	23	310	12,4	574	9	2.574	19,2
Février. . . .	225	49	236	37,2	196	24,8	206	32,8	378	45,9	323	31	294	14,3	468	8,5	2.219	18,2
Mars.	226	28,3	283	29	191	25	527	48,2	515	46,6	208	15,7	310	13,3	591	10,5	2.851	20,4
Avril.	270	25,7	387	38,7	334	39,3	257	16,6	528	33,8	517	21,7	300	11,8	435	7,6	3.028	18,2
Mai.	387	30	390	31,3	327	30,8	317	18,9	566	25,3	530	17,6	310	11,9	371	5,5	3.198	16,1
Juin.	386	43,4	348	35,7	295	32,5	326	19,2	446	20,4	456	14,9	300	11,6	405	5,9	2.962	15,5
Juillet. . . .	338	43,9	348	56	352	31,1	215	17,6	616	30,6	496	15,3	310	12,1	376	5,3	3.051	16,4
Août.	300	41,4	277	52,9	271	24,9	303	31,2	312	21,3	426	13,7	300	14,5	601	11	2.790	18,2
Septembre . .	379	46	272	57,7	269	29,8	265	27,7	457	39,9	472	16,1	300	15,3	683	14	3.097	22
Octobre. . . .	324	42,9	363	53,9	365	35,7	123	26,2	525	35,8	576	24,4	310	12,5	1.027	14,6	3.613	22,2
Novembre . .	264	35	345	32,9	230	26,9	290	41,6	208	16,8	345	14,6	300	12,7	735	11	2.717	17,5
Décembre . .	168	36,6	201	22,9	211	29,1	261	40	338	30,3	425	22,6	310	11,5	942	15,2	2.856	19,5

Le besoin varie, il n'est pas constant puisque la « dépense humaine » n'est pas la même au cours de l'année et qu'elle est dictée par la succession des divers travaux.

L'été, la journée de travail s'allonge, le travail est pénible, le nombre de repas grandit.

C'est donc là une première source de variation de la consommation, *besoins individuels variables en fonction des saisons*.

Mais aussi dans le cadre de l'exploitation les besoins varient en fonction du nombre d'hommes, de la population.

Or de nombreuses exploitations font appel pour les grands travaux (juin-juillet, septembre-octobre) à une main-d'œuvre salariée supplémentaire, c'est là un deuxième élément de fluctuation ; *besoin global variable en fonction des saisons*.

Un troisième facteur : l'incidence strictement technique du taux butyreux. En été pour une consommation de beurre égale à la consommation de l'hiver, il faut davantage de lait ; pour une consommation accrue la quantité de lait croîtra d'une façon plus que proportionnelle. Tous ces éléments agissent dans le même sens : augmentation des besoins au moment des gros travaux.

Si nous considérons les « moyens de satisfaction » nous sommes amenés à considérer la production.

Cette production varie avec les saisons ; étant donnée la mentalité paysanne on doit s'attendre à une action plus ou moins directe des variations de la production sur les variations de la consommation. Les résultats globaux confirment cette thèse. (Voir « Total »).

Mais en dehors de tous ces éléments qui paraissent « rationnels » ou tout au moins susceptibles de recevoir une explication rationnelle, il y a des facteurs de variations qui, à première vue, paraissent inexplicables ; et la lecture de notre tableau suggèrera certainement cette observation : il y a des erreurs d'estimation, il y a certainement des renseignements faussés volontairement ou non.

Or, est-ce vraiment un procédé scientifique celui qui consiste à écarter la recherche en vue de l'explication, en arguant de l'existence d'une erreur généralisée ?

Si l'on filmait le chemin parcouru par les grains de sable au travers de la grille de Galton qui les répartira suivant une distribution normale, on verrait que la situation de chacun est le résultat précis d'une succession de déviations constatées.

Si l'on filme la vie rurale dans ses moindres détails on verra que le « hasard ou l'erreur » dans la détermination des écarts ont une part infime.

Il y a une explication pour chaque élément ; cette explication prend ses fondements dans le jeu de nombreux impondérables qui par « leur groupement » décrivent une tendance.

Tel écart subit de consommation ou de production d'un mois à l'autre s'explique par une foule de motifs, les uns particuliers à telle ou telle exploitation, les autres particuliers à telle ou telle région agricole : La présence des enfants qui viennent passer leurs congés à la ferme paternelle, les grands travaux qui réunissent de nombreux voisins, la concurrence du porc frais et du beurre sur la table familiale aux deux saisons d'abattage (mai-juin et décembre-janvier).

Du côté de la production les vélages plus ou moins bien répartis tout au long de l'année... la perte d'une vache... l'arrêt accidentel d'une lactation, le changement d'alimentation d'une saison à l'autre... l'apport des betteraves en novembre qui tend à classer ce mois dans la catégorie des mois de grosses productions... et tant d'éléments que seule la connaissance complète du milieu permet d'appréhender.

Si de cette vue d'ensemble des résultats on passe à l'examen individuel de chaque groupe on peut dégager sinon une classification des exploitations du moins des renseignements intéressants sur les diverses façons de concevoir la consommation familiale chez les agriculteurs.

L'enquête nous révèle l'existence de grandes exploitations semi-industrialisées et rationnellement organisées.

La production est régulièrement étalée au cours de l'année. Chaque jour la même quantité de lait est prélevée. La maîtresse de maison connaît les besoins du personnel, la ration de chacun est établie, c'est elle qui est servie sous forme de lait ou de beurre. Production constante ou presque, prélèvements constants, c'est bien ce qui explique un pourcentage d'autoconsommation très peu variable.

Dans cette exploitation le besoin est rationnellement satisfait (par exemple : « 7 »).

Un autre type d'exploitation se présente : la production de lait n'est pas recherchée en elle-même, elle est un accessoire. Le but de l'exploitation de la vacherie est la production des bêtes d'élevage. Là, on « prend » au veau ce dont les hommes ont besoin (« 5 » se rapproche de ce cas).

A l'opposé, l'enquête nous a révélé l'existence de très petites fermes (2 à 3 hectares) où la vente du lait est le souci premier.

Chaque jour quelques litres sont recueillis et sont vendus dans leur totalité. Ici le besoin d'argent liquide, de revenu monétaire,

dicte une répression sévère à la consommation. L'agriculteur ne boit un peu de lait que lorsque la production est un peu plus abondante. (Certaines fermes dans la lande bretonne).

Il y a enfin et c'est le groupe de beaucoup le plus nombreux, les exploitations familiales classiques, où le but de la production s'analyse en une satisfaction directe du besoin, et un désir de revenus monétaires. C'est dans ce cadre que les fluctuations de la consommation familiale seront les plus grandes puisque c'est là que va jouer à plein la psychologie paysanne.

La constatation de cette diversité dicte la ligne à suivre dans notre analyse ; une étude des résultats d'ensemble s'impose, mais la connaissance du phénomène implique aussi l'étude des variations saisonnières de l'autoconsommation en fonction des caractéristiques de l'exploitation.

TROISIÈME SECTION

LES VARIATIONS GLOBALES DE L'AUTOCONSOMMATION

1° — *Le prix*

Si l'on se représente la production de lait comme une masse destinée à se diviser en deux fractions, la « fraction vendue » et la « fraction consommée », on est en droit de s'attendre à une liaison directe entre le prix du lait et l'offre de lait, et une liaison indirecte entre le prix et la fraction consommée qui est complémentaire de la première.

Telle est l'hypothèse que l'on peut formuler en application de la théorie économique.

Analysons en premier lieu la liaison existant entre l'offre et le prix.

Nous pouvons répondre ceci : le prix étant fixé autoritairement pendant la période considérée, le mécanisme des prix n'a pu jouer librement.

Par ailleurs il s'agit ici de l'offre sur un marché local alors que le prix est un prix régional.

Il ne peut donc y avoir en aucune façon une action directe de l'offre de nos exploitations sur le prix du produit.

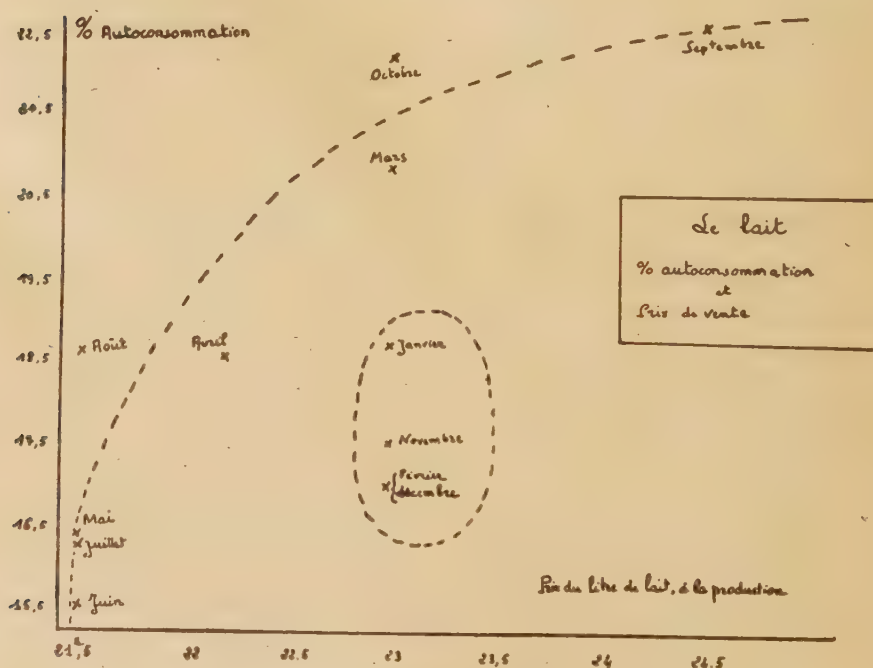
De même, il ne peut y avoir d'action du prix sur la production ; le système cultural ou le système d'élevage sont à ce point rigides

en agriculture, et en courte période, qu'ils n'autorisent que les fluctuations de production dues aux facteurs naturels. Il n'en reste pas moins une action possible et probable du prix sur l'offre et indirectement sur l'autoconsommation. L'agriculteur pour obtenir une plus grande recette devant un prix en hausse, ne pouvant développer sa production, restreindra sa consommation pour augmenter son offre.

Le prix, dans les fluctuations saisonnières du phénomène qui nous retient ici, doit avoir une action indirecte, c'est la seule action que l'on puisse enregistrer dans le cadre de notre enquête entre « Prix et Quantités ».

De notre étude qualitative est apparue l'importance des variations des besoins. *Le moment est venu de savoir qui sera déterminant ici, les facteurs naturels relevant de l'économie de besoins ou les facteurs monétaires relevant de l'économie de marche ?*

Etablissons le nuage de points en vue du calcul de la corrélation « fraction consommée-Prix du litre de lait ».



A vrai dire, le graphique ne nous révèle rien de précis, les points sont très dispersés, il n'y a certainement pas d'action du prix sur l'autoconsommation ni sur l'offre.

Devons-nous conclure que seuls les besoins par leurs variations, déterminent les fluctuations de la fraction consommée ?

Avant de conclure dans ce sens, remarquons tout de même une certaine tendance du nuage.

Si nous séparons les mois de janvier-novembre-février-décembre des autres mois (l'opération est légitime tout au moins comme mode d'approche) nous constatons que les huit autres points se situent sur une courbe constamment ascendante. Nous sommes en présence d'une courbe d'offre ; il ne reste alors à la fraction vendue correspondante que la possibilité de décrire une courbe d'allure « courbe de demande » autrement dit, nous sommes ici en présence d'une application de « l'effet de revenu » sur l'offre.

Nous pouvons conclure qu'à l'exception des 4 mois d'hiver la propension à autoconsommer est déterminée indirectement par les conséquences du jeu de « l'effet de revenu » sur l'offre : c'est lorsque le prix est bas que la fraction vendue est plus forte et que la fraction consommée est plus faible.

Ceci paraît plausible et du moins confirme la théorie du mécanisme des prix dans les cas anormaux (3). Mais replaçons-nous dans le cadre précis des saisons et des mois ; le prix du litre de lait est fixé à un faible niveau au moment des grosses productions : mai-juin-juillet.

Or, c'est à ce moment-là que la fraction consommée est la plus faible et donc la partie vendue la plus importante.

Nous pouvons penser que l'augmentation de la production est telle, que malgré l'augmentation de l'autoconsommation en valeur absolue, la quantité vendue augmente dans de très grandes proportions, et que pendant les mois de faible production c'est l'action inverse qui se produit.

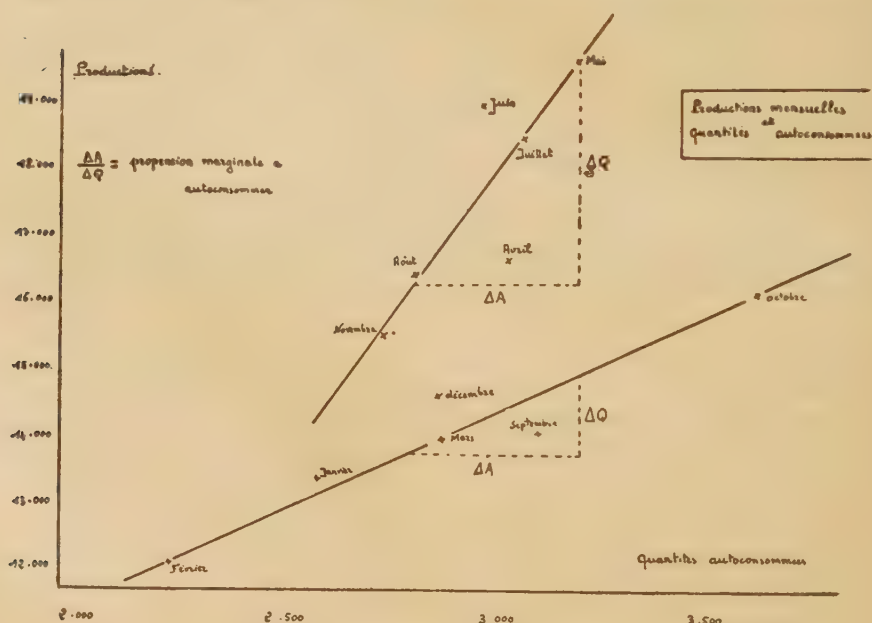
Ainsi ne serait-il pas plus simple et à la fois plus juste de penser qu'il y a une action directe de quantité à quantité. Les grosses productions survenant au moment des gros travaux s'accompagnent d'une augmentation de consommation, mais d'une augmentation plus que proportionnelle des ventes. Le raisonnement est fondé et l'observation du tableau le confirme.

Mais pour éliminer l'explication précédente par l'effet anormal du prix sur l'offre, il nous faut nous assurer de la liaison entre « Production et Autoconsommation » : c'est à cette étude que nous devons procéder maintenant.

(3) Cf. J. MARCHAL, *Cours d'Eco. Pol.* Tome I, p. 550 et suivantes.

2° — Les quantités produites

La représentation graphique du phénomène se révèle très instructive. Considérons le nuage de points formé par les positions respectives prises mensuellement par la production et les quantités consommées en valeur absolue.



L'action de quantités à quantités existe-t-elle ? A première vue elle paraît possible quoique la dispersion des points soit importante.

La tendance est la suivante : les quantités consommées progressent lorsque la production augmente et inversement.

Quand on produit beaucoup de lait on en consomme beaucoup. Quand arrivent les mois d'hiver on en consomme moins. Cependant si nous observons de près la situation de chaque mois nous remarquons l'existence de deux tendances nettement marquées. Les mois de grosse production, printemps et été, se groupent autour d'une droite, et les mois de faible production se groupent sur une autre droite bien distincte de la première.

Il existe donc une coupure : est-elle aussi apparente que nous le supposons ?

Pourquoi, par exemple, octobre se trouve-t-il dans la 2^e catégorie alors que novembre se trouve dans la première ?

On peut répondre : en octobre la production est forte, certes, mais l'autoconsommation est relativement très forte aussi ; ceci est dû à l'intensité du travail à l'époque des labours et de la cueillette des pommes et autres produits.

Quant à novembre, la production se maintient, malgré la venue de la mauvaise saison grâce à l'appoint des betteraves et des choux dans l'alimentation des vaches. Par contre la consommation se rétrécit avec la clôture des grands travaux.

Ayant expliqué cette anomalie localisée, il nous reste à interpréter la tendance générale.

Si nous considérons une même variation de l'autoconsommation au cours des deux périodes et que nous nous demandions si dans les deux cas elle a été déterminée par une variation égale de production ou une variation sensiblement différente, nous observerons le résultat suivant :

La propension marginale à autoconsommer est beaucoup plus grande en période de faible production qu'en période de grande production.

Nous définissons la propension marginale à autoconsommer par

ΔA

— étant admis que ΔA = variation de l'autoconsommation.

ΔQ

et que ΔQ = variation de la production.

Ainsi en période de production réduite, une faible baisse de la production sera suivie d'une grande contraction de la consommation et une légère augmentation de cette même production déterminera une plus grande augmentation de la consommation.

Par contre, en période de forte production, on constate que les mêmes mouvements de la production n'entraînent que des variations bien plus faibles de la consommation. On peut se représenter la chose de la façon suivante :

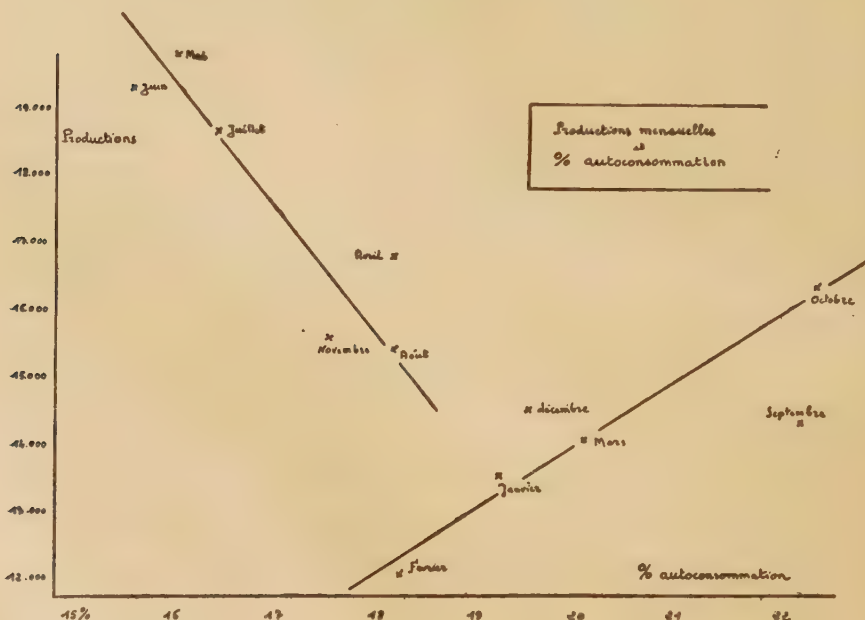
En partant de faibles productions pour aller vers des productions très fortes, on constate une augmentation continue des quantités consommées ; mais la progression n'est pas régulière puisqu'à partir d'un certain seuil la tendance marque un net ralentissement.

Pour vérifier ces observations nous allons considérer l'évolution du même phénomène mais sous une optique différente : production et pourcentage d'autoconsommation.

Nous devons normalement reconnaître nos deux tendances : en période de faible production le rapport d'autoconsommation doit croître avec les productions puisque une variation de Q est suivie d'une plus forte variation de A .

Par contre dans la seconde zone la tendance doit être ici nettement renversée, puisque, il faut de grandes variations de Q pour déterminer de faibles variations de A.

La confirmation ne pouvait être plus totale.



Il apparaît donc nettement, si nous reprenons notre image de la masse (production) devant se répartir en deux fractions (vente et consommation), qu'une augmentation de la production ne se répercutera pas d'une façon proportionnelle dans les deux branches; et bien plus, à un certain point l'effet se renversera brusquement, entraînant une répartition entre les deux branches, opposée à ce qu'elle était jusque là.

Dans la première phase de l'augmentation, la propension marginale à autoconsommer est grande, c'est la fraction « autoconsommation » qui s'enfle plus que l'autre. Dans la seconde phase la propension marginale est faible, c'est dans la fraction « vente » que se répercutera l'augmentation, au détriment de la fraction « consommation » (il en serait de même si l'on étudiait le cas inverse de la baisse de production). Devant la netteté de ce phénomène on peut penser que c'est lui qui exprime le mieux les variations saisonnières de l'autoconsommation.

Comment l'expliquer ?

On est tenté de faire à nouveau appel à la théorie du prix.

Dans la zone des fortes productions, et cela paraît probable, le jeu de l'effet de « revenu » sur l'offre, détermine indirectement sur la fraction consommée les conséquences que nous venons de relever : mai-juin-juillet : le prix est très bas, la fraction vendue (offre) est au maximum, la fraction consommée est au minimum.

Or, dans la zone des faibles productions il en va différemment.

Nous sommes donc amenés à rejeter définitivement l'explication par le marché, par le prix, puisqu'elle ne permet d'expliquer qu'une partie du mécanisme.

Et d'ailleurs notre cadre de raisonnement est en partie erroné. Ce n'est pas parce que le prix est taxé bas que l'offre est grande dans nos exploitations.

C'est bien au contraire parce que nos exploitations comme toutes les autres produisent beaucoup à la belle saison, que le prix diminue comme l'aurait fait (hormis les proportions) le prix libre.

Ainsi il ne nous reste plus comme explication possible que l'effet « besoin » et l'effet « quantité ».

Il est certain que les variations saisonnières de l'autoconsommation sont fonction des fluctuations des besoins mais aussi, pensons-nous de l'effet « quantité » qui s'analyse en définitive en effet « psychologique ».

Le besoin se trouve psychologiquement grossi par une atmosphère d'abondance, et inversement on a tendance à le sous-estimer en période de faible production.

« Physiquement », l'agriculteur a besoin de plus de nourriture lorsqu'il travaille davantage ; mais instinctivement la quantité lui fait oublier la mesure de sa ration (4).

Il arrive cependant un moment où la satisfaction du besoin aussi bien physiquement que psychologiquement tend à la saturation ; si la production continue à croître, le prélèvement en vue des besoins tend à se stabiliser et son importance relative tend à diminuer en raison inverse de l'augmentation de la production.

(4) Si nous avons constaté, par ailleurs, que l'agriculteur produit souvent (organise souvent sa dépense) avec une mentalité de consommateur, les observations précédentes nous autorisent à penser qu'il lui arrive de consommer avec une mentalité de producteur. Il est, en effet, assez fréquent d'observer que l'abondance sur un marché détourne l'acheteur éventuel du produit offert en grande quantité, au profit d'autres biens. C'est le jeu de l'effet de revenu sur la demande, alors que, dans la même situation, c'est l'effet inverse qui détermine la satisfaction du besoin de l'agriculteur consommateur-producteur.

Telle est, pensons-nous, l'explication du phénomène qui nous intéresse : les éléments du marché n'interviennent pas ou presque pas ; nous sommes bien dans le cadre d'une économie para-capitaliste.

Au cours de notre étude des variations annuelles nous avons eu l'occasion de vérifier et de préciser l'importance relative des facteurs de marché et des facteurs para-capitalistes dans la détermination des tendances générales du phénomène d'autoconsommation.

Nous devons maintenant procéder à une étude comparative.

QUATRIÈME SECTION

VARIATIONS SAISONNIÈRES EN FONCTION DE LA DIVERSITÉ DES TYPES D'EXPLOITATIONS

Sur tous les points de nos analyses nous avons rencontré le principe de la diversité. Il serait très curieux qu'il en soit autrement ici. Nous pouvons penser que les fluctuations saisonnières de l'autoconsommation ne sont pas les mêmes dans toutes les exploitations. Or nous savons que ces variations sont déterminées par les besoins et par les « quantités » produites ; il sera donc intéressant de vérifier si d'un type d'exploitation à l'autre les différences de fluctuations dans l'autoconsommation sont liées aux différences de variations des productions.

Nous utiliserons pour mesurer ces variations, cette dispersion des termes de la série par rapport à la moyenne, l'écart relatif moyen.

Ayant établi nos deux séries (pour chacun des postes « Production » et « Autoconsommation » et pour chacun des huit groupes) nous avons obtenu :

$$r = + 0,902$$

Il est donc à peu près certain que les exploitations où l'autoconsommation varie le plus d'un mois à l'autre sont celles qui connaissent les plus grandes fluctuations dans la production.

Ceci s'explique aisément : — « A une échelle décroissante d'institution correspond une échelle décroissante de rationalité ». — En effet — « on a remarqué que la rationalité diminue lorsqu'on descend la hiérarchie des entreprises, ensuite lorsqu'on passe de la production à la consommation » (5).

(5) J. MARCHAL, *Cours d'Eco. Pol.* Tome I, p. 339.

Or ici nous étudions un « secteur » qui assure une étroite liaison entre production et consommation. La « rationalité » totale se traduirait de la manière suivante : En tant que producteur, l'agriculteur doit tenter un étalement parfait de son travail, de ses frais, de ses revenus tout au long de l'année et pour le lait, le problème de la bonne répartition des vèlages dans l'année est le premier critère de rationalité de l'exploitation.

Donc, constance du premier terme de la fraction, mais constance aussi du second terme, la consommation.

La ferme moderne réalise, ou tente de réaliser, le plein emploi permanent de son personnel ; par ailleurs elle doit pour avoir une saine gestion tenir un contrôle serré de l'utilisation des produits ; or, le contrôle est le prélude à la régularité des dépenses ; mais la consommation à la ferme n'est pas une dépense dira-t-on, elle est un revenu en nature. Sans doute pour l'exploitant il en est ainsi, mais pour les salariés, la nourriture constitue une partie du salaire et donc une dépense pour l'exploitation.

Ainsi la ferme « rationalisée » étale ses besoins et contrôle leur « satisfaction » ce qui tend à établir la constance de la consommation.

Cette exploitation gérée rationnellement doit révéler en principe des fluctuations réduites de production et des variations très faibles dans l'autoconsommation.

Notre coefficient de corrélation illustre bien l'influence de la rencontre des deux démarches rationnelles de l'agriculteur en tant que producteur et en tant que consommateur puisque l'écart relatif moyen des pourcentages autoconsommés est élevé dans les exploitations où l'écart relatif moyen des productions mensuelles est lui aussi important, autrement dit dans les fermes de petites dimensions, dans les petites exploitations familiales qui se trouvent au bas de la « hiérarchie décroissante des entreprises ».

Relevons quelques renseignements chiffrés significatifs :

Ecart relatif moyen des % autoc...	2,8	4,16	8,8	9,5
Production totale de l'exploitation	73.674	27.480	15.718	12.350

On peut supposer aussi qu'il existe une liaison entre les variations saisonnières de l'autoconsommation et la plus ou moins grande spécialisation de l'exploitation. Une exploitation spécialisée constitue un cadre propice à la rationalité.

Voici quelques renseignements extraits de l'enquête se rapportant à 4 groupes différents :

Ecart relatif moyen des % autoc...	2,8	4,16	8,8	9,5
% de la « Recette lait » dans la re-				
cette totale de l'exploitation.....	55 %	37 %	18 %	10 %

Tout ceci nous révèle le caractère variable selon les exploitations de l'élasticité de l'autoconsommation par rapport à la production.

Cette élasticité est déterminée par les variations de la production.

Nous avons voulu vérifier, une fois de plus, le rôle moteur joué par les « quantités », par la production, et le rôle important aussi, joué par la rationalité de l'exploitation.

Le procédé que nous avons utilisé peut paraître arbitraire et empirique, il a le mérite d'être simple.

Considérant à nouveau les résultats globaux nous n'avons retenu dans le nuage « Production-Quantités consommées » que les points correspondant aux mois qui ne s'écartent pas trop de la direction centrale du nuage formé par les deux branches (de l'Y couché). Nous avons donc exclu les mois de février, septembre et octobre.

Pour les 9 autres mois nous avons calculé, pour chacun des groupes la corrélation « production-quantités consommées ».

Voici les résultats :

r, dans chacun des 8 groupes : $+0,722 + 0,950 + 0,80 - 0,01 + 0,580 + 825 + 0,400 - 0,08$.

Considérant chacun de ces coefficients en valeur absolue et les comparant terme à terme aux pourcentages annuels de consommation de chaque exploitation correspondante nous avons obtenu :

$$r = + 0,745$$

Ainsi la liaison « Production-Quantités Consommées » est d'autant plus forte et décisive que le pourcentage d'autoconsommation est plus fort : Ceci nous prouve que *c'est dans les exploitations où le secteur paracapitaliste est le plus important que l'action de la production sur les variations mensuelles de l'autoconsommation est le plus sensible*. Nous vérifions là de nouveau le jeu des facteurs naturels dans les exploitations où la rationalité ne dicte pas les règles de la gestion.

RÉSUMÉ

1° — Les besoins ne sont pas constants.

2° — Les moyens de satisfaction (Production) ne sont pas constants.

3° — La consommation n'est pas constante, et la propension marginale à autoconsommer varie en fonction des fluctuations saisonnières de la production qui exagèrent la flexibilité des besoins réels.

4° — Cette propension se révèle plus élastique dans les petites exploitations familiales.

5° — Or ce sont dans ces mêmes exploitations que les variations de la production sont les plus importantes.

6° — L'économie de la production et celle de la consommation liées aux cadres structurels permettent bien d'établir une hiérarchie dans le degré d'expansion économique des exploitations.

DEUXIÈME PARTIE

L'évolution de l'autoconsommation dans l'expansion de l'économie générale

Nous avons examiné, jusqu'à présent, les phénomènes d'autoconsommation agricole sous une optique doublement étroite ;

Dans le « jeu du mécanisme » ce sont les variations primaires de l'autoconsommation qui nous ont retenu, annuelles et saisonnières.

Dans le cadre des structures c'est le monde agricole qui a limité le champ de nos investigations

Nous voudrions maintenant élargir le champ de nos observations au double point de vue du temps et de l'espace.

Nous savons que les phénomènes d'autoconsommation varient d'une exploitation à l'autre, qu'ils varient aussi avec les saisons et les années.

Mais nous ignorons s'ils obéissent à une tendance de longue durée bien définie ; nous ignorons aussi l'importance globale actuelle de l'autoconsommation par rapport à la production agricole nationale et par rapport à la consommation française de denrées agricoles.

Nous essaierons de répondre à ces préoccupations.

La connaissance de l'évolution de l'agriculture française nous aidera, en premier lieu, dans la compréhension de l'importance insolite des phénomènes autarciques dans la France contemporaine, et, en second lieu, dans l'établissement d'une interprétation générale axée sur l'étude du Trend. Hormis l'intervention d'éléments perturbateurs et accidentels, comme les crises et les guerres, nous constaterons la tendance générale à la régression des phénomènes d'autoconsommation.

Serons-nous en mesure de prévoir leur disparition totale de l'agriculture Française, elle-même entraînée, à son tour, dans le dynamisme de l'expansion générale de l'économie ?

Délaissant le terrain de l'observation pour aborder le domaine de l'analyse, nous dégagerons du mécanisme des marchés agricoles et du mécanisme de l'échange entre marchés agricoles et autres marchés, l'existence de facteurs d' « *angoisse économique* » pour le secteur agricole qui, dans certaines conditions, subit *l'adversité* d'une économie d'échange.

Nous verrons comment les phénomènes d'autoconsommation qui, jusqu'à présent, nous sont apparus comme caractérisant une économie peu évoluée et peu rationnelle, peuvent, dans certaines circonstances, résulter d'une décision pleinement consciente et rationnelle de l'agriculteur.

Nous diviserons notre étude en deux titres :

TITRE 1 : OBSERVATION : *La régression de l'autoconsommation et l'Evolution Economique.*

TITRE 2 : ANALYSE : *La résistance de l'autoconsommation et le jeu des mécanismes économiques.*

TITRE I. — OBSERVATION

La régression de l'autoconsommation et l'évolution économique

Comme nous l'avons annoncé, l'étude historique nous permettra de comprendre l'importance globale de l'autoconsommation agricole Française actuelle, comparée à celle des agricultures étrangères.

Nous tenterons ensuite de proposer une interprétation générale de l'évolution. Telles seront donc nos deux démarches successives.

— L'évolution de l'autoconsommation dans le développement historique.

— L'interprétation générale du Trend.

SOUS-TITRE I

L'évolution de l'autoconsommation dans le développement de l'histoire

Notre optique est ici bien plus largement ouverte que dans la première partie de ce travail puisque nous procédons à la double recherche du Trend et des quantités globales autoconsommées.

Nous ferons progresser notre connaissance du phénomène de la façon suivante :

— Etude Historique (l'expression du Trend).

— Etude Statistique (les quantités globales à l'époque contemporaine).

— Etude comparative (l'autoconsommation dans les économies étrangères).

CHAPITRE I

ÉTUDE HISTORIQUE

Avec Georges Lizerand nous devons regretter le « quasi-abandon » dans lequel a été laissée l'histoire rurale. « Il constitue une injustice et une erreur, car la France a été surtout une société paysanne... », et, si « les érudits se sont préoccupés surtout d'histoire religieuse, militaire, politique, administrative »... par contre... « ils ne savaient guère ce que sont les choses des champs ».

Comment dans ces conditions l'économie politique, et plus spécialement l'économie rurale, pourraient-elles se transformer, selon le désir de Bruno Hildebrand « en une doctrine des lois du développement économique des nations » ?

Si, avec Roscher, on assigne comme but à la science économique de « découvrir aussi bien les fondements de la civilisation économique actuelle que les problèmes dont la solution est réservée à la présente génération » on est bien amené à interroger le passé pour analyser et comprendre le présent.

Et cela d'autant plus « qu'il n'est pas un trait de la physionomie rurale de la France d'aujourd'hui dont l'explication ne doive être cherchée dans une évolution dont les racines plongent dans la nuit des temps » (Bloch).

Nécessité d'éclairer le contemporain à la lumière du passé... Mais pas d'histoire agricole.

La nature du présent chapitre exclut toute prétention de combler une telle lacune. Les développements qui vont suivre voudraient tout simplement présenter un schéma des éléments historiques recueillis au cours de l'analyse de plusieurs traités. Les ouvrages ne manquent pas qui traitent certains aspects de l'histoire rurale. Mais de la masse énorme de documentation, il ne ressort, en ce qui concerne notre sujet précis, que des constatations générales (1).

(1) AUGÉ-LARIBE, *L'Evolution de la « France Agricole »*, Paris, Colin, 1912.
— D'AVENEL, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix depuis 1200 jusqu'en l'an 1800*, Paris, 1894; *Paysans et ouvriers*

Dans ces conditions, nous ne retiendrons que deux moments de la vie rurale, qui, pour l'économiste, constituent un centre d'intérêt par leur spécificité et leur opposition : L'Economie de Manoir et l'économie du XIX^e siècle.

PREMIÈRE SECTION

L'ECONOMIE DE MANOIR

Un système de Polyculture, une grande propriété groupant de nombreuses petites exploitations autour d'un domaine important, un grand propriétaire protecteur et chef d'une société de petits agriculteurs juridiquement et socialement soumis à l'autorité de ce puissant, et, économiquement prospères dans la seule mesure où ils intégraient leurs biens et leur travail au « macro-organisme » du

depuis 700 ans, Paris, Colin, 1899. — M. BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, 1931; *La société féodale, la formation des liens de dépendance*, Paris, 1949; *La société féodale, les classes et le gouvernement des hommes*, Paris, 1949; *Les Colliberti, Etude sur la formation de la classe servile*, Extrait de la revue historique « Economie, Nature ou Economie, Argent », Annales d'histoire sociale, 1939. — A. CHEVALIER, *Révolution en Agriculture*, P.U.F., 1946. — J. CHOMBART DE LAUWE, *Pour une agriculture organisée*, P.U.F., 1949. — J. MORINI-COMBY, *Mercantilisme et protectionnisme*, Paris, 1928. — A. DELÉAGE, *La vie économique et sociale de la Bourgogne dans le Haut Moyen Age*, Macon, 1941; *Petite histoire de la paysannerie française*. — FUNCK-BRENTANO, *L'ancien régime*, Paris, 1926; *La société au Moyen Age*. — G. GIDE et C. RIST, *Histoire des doctrines économiques*. — R. GONNARD, *Histoire des doctrines économiques*. — B. GUÉRARD, *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule*, Paris, 1832; *Prolégomènes du polyptique de l'Abbé Irminon*. — O. FESTY, *L'agriculture pendant la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1947. — N. KAREIE, *Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle*, Paris, 1899. — CH. LAMPRECHT, *Etudes sur l'état économique de la France pendant la première partie du Moyen Age*, Paris, 1889. — G. LIZERAND, *Le régime rural de l'ancienne France*, Paris, 1942. — A. LUCHAIRE, *Les campagnes françaises à l'époque des Capétiens directs*, Paris, 1890. — J. MARCHAL, *Cours d'économie politique*, Tome I, 1950. — F. PERROUX, *Le capitalisme*, P.U.F., 1948. — H. PIRENNE, *La civilisation occidentale au Moyen Age du XI^e siècle au milieu du XV^e siècle*, Paris, 1941. — G. ROUPNEL, *Histoire de la campagne française*, Paris, 1932, 7^e édition; *La ville et la campagne au XVII^e siècle*, Paris, 1922. — REGNAULT, *Histoire du droit*, Paris, Sirey, 1947. — H. SÉE, *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen Age*, 1900; *La France, démocratie rurale, son influence et son rôle en Europe*, Paris, 1923. — *La propriété rurale en France du XVIII^e siècle*. (Extrait de la « Revue d'histoire moderne et contemporaine »). — *La valeur historique des voyages en France*, d'A. YOUNG (Extrait des mélanges d'histoire à H. Pirenne). — *Les origines du capitalisme moderne*, Paris, 1930; *Histoire économique de la France*. — P. TISSIER et P. OURLIAC, *Manuel d'histoire du droit français*, Paris, 1949.

domaine : tels sont, décrits à grands traits, les éléments de l'économie de manoir au IX^e siècle, résultant du jeu des facteurs « internes » de l'évolution technique, juridique, économique et sociale.

Mais la différence essentielle entre l'économie du grand domaine du IX^e siècle et celle du grand domaine gallo-romain, provient surtout du jeu des facteurs « externes » de l'évolution : les invasions musulmanes parachevant l'œuvre des invasions germaniques dans la destruction du monde Romain.

Leur effet fut la séparation des peuples de l'Orient et de l'Occident, et la stérilisation de la mer génératrice des civilisations et des économies prospères basées sur les échanges.

...La bourgeoisie disparaît parce que le commerce et les villes s'éteignent.

Devant la disparition des centres d'approvisionnement et de vente, le manoir s'organise pour suffire à ses besoins et à ses seuls besoins (2).

Nous devons considérer, dans ses structures et son fonctionnement le manoir, unité de vie économique, juridique, politique et sociale de la société domaniale.

A). — *Les structures du « Manoir »*

La villa comprend le « Mansus indominicatus » et les Manses individuels concédés à des tenanciers.

Le Manse seigneurial ou domanial, le chef-manse, rassemble la maison du maître, le logement des esclaves, et de nombreux ateliers de charpentiers, de forgerons, d'orfèvres, d'armuriers, de tailleurs, de boulangers, etc...

Toutes les catégories de métiers sont représentées, la villa forme en effet un « petit monde à part ».

Tous ces artisans ne sont que les « ministérielles » du seigneur.

Autour du grand propriétaire se presse toute une « familia » qui demeure dans le Manse seigneurial. Ce Manse comprend encore de nombreux bâtiments, nécessaires à l'exploitation agricole. Le maître est en effet le chef d'exploitation des terres qu'il s'est réservées. Il les fait cultiver soit par des serfs domestiques soit par des tenanciers astreints aux corvées.

(2) Il ne faudrait pas penser pour autant que la période précédente ait connu une agriculture largement ouverte aux échanges.

La partie des terres constituant cette réserve est très variable.

Avec le temps elle ira constamment en diminuant. On admet en général qu'elle ne couvre qu'une petite fraction du domaine, souvent le tiers seulement.

A côté de cette exploitation se trouvent les Manse occupés par les serfs.

Le Manse constitue une exploitation familiale qui se compose d'un courtill au village et de parcelles dans le terroir. Quelle est sa contenance en terres, en bétail, en bras ?

C'est dans toute l'Europe du moyen âge que l'on constate l'existence d'une unité agraire, qui est désignée dans les divers pays par des noms différents : le « mas » ou « meix » ou « manse » Français, la « hide » Anglaise, la « hufe » Allemande, le « bool » Danois.

Et pourtant « ...dans toute l'histoire rurale, point de problème plus difficile, je ne dirai même pas à résoudre, mais seulement à poser clairement que ceux dont cette institution mystérieuse et que l'on sent fondamentale, dresse devant l'érudit le spectre redouté » — (Bloch).

C'est avec beaucoup d'incertitude que le manse est défini par l'ensemble des auteurs ; tous pourtant s'accordent à reconnaître qu'il constitue l'unité d'exploitation familiale et territoriale. Ses dimensions sont déterminées, en fonction du terroir, par les besoins et les capacités de travail d'une famille.

C'est la terre que peut travailler une famille et qui assure la vie de cette dernière.

Les Manses utilisent les « services communs » (qui plus tard donneront lieu aux « banalités ») et les forêts dont l'usage est concédé aux agriculteurs moyennant redevances. Quelle est l'origine de ces institutions ?

Les auteurs n'ont pu se mettre d'accord ; les uns voient dans ces « communaux » la propriété de l'ancienne communauté de village qui aurait été accaparée par le chef, devenu, parce que représentant du groupe, le propriétaire de tout ce qui n'était pas objet d'appropriation individuelle.

D'autres voudraient en faire simplement les biens propres qui, de tout temps ou par acquisition, appartiennent à la grande propriété et qui auraient été affectés par elle à l'usage commun des habitants du voisinage.

Quoi qu'il en soit c'est le fonctionnement du système qui nous intéresse et nous allons étudier maintenant l'Economie du Manoir.

B). — *L'économie du Système Domanial*

On définit le système d'économie de besoins, par la recherche directe de la satisfaction du besoin, excluant l'échange comme mode normal de réalisation de l'utilité maxima ; chacun cherchant à subvenir directement à ses besoins dans toute la limite de ses possibilités et ne recourant à l'échange qu'en cas d'absolue nécessité, et dans ce cas encore l'intervention des moyens monétaires n'étant que secondaire.

Au calcul économique basé sur les échanges en vue du gain monétaire ou profit, supplée dans le régime domanial la notion d'un bien commun organisé dans sa recherche et dirigé par une autorité reconnue ; ce n'est pas le « Marché » qui définit une telle économie, c'est bien plutôt le caractère institutionnel de la communauté.

Dans le domaine, des échanges ont lieu et quand bien même ils reposent sur l'utilisation de la monnaie, celle-ci n'est qu'un moyen secondaire et jamais une fin.

Les échanges ne sont pas commandés par le gain, mais par la nécessité pour chacun de vivre en participant à la vie commune.

Ils sont caractérisés par la notion de « fiscalité ».

Unité familiale et territoriale, le manse est aussi une « unité fiscale ». C'est cela qui explique le fonctionnement et la vie du domaine.

C'est par un système de corvées, de redevances en nature, de prestations diverses que la vie commune est assurée. Et si le serf utilisant les installations du four, du moulin, de la forge, semble bien échanger cet usage contre les journées de travail consacrées au manse seigneurial, il faut remarquer que cet échange n'a rien de contractuel ; c'est bien plutôt la coutume qui fixe les droits et redevances de chacun.

On peut dire qu'en retour de la protection et de la sécurité seigneuriales le manant fournit des denrées et du travail, mais *c'est plutôt une « compensation » qu'un échange direct* et c'est bien cela qui permettra les abus caractérisant la fiscalité féodale.

En l'opposant au système capitaliste, l'économie domaniale nous apparaît comme définie par les caractères suivants :

— L'appropriation individuelle de la terre n'y est qu'une concession à charge de redevances (domaine éminent, domaine utile).

— L'intérêt personnel est continuellement étouffé dans un réseau de règles coutumières ou autoritaires dirigées théoriquement vers le bien commun.

— La division du travail n'y est que secondaire, les hommes étant « polyvalents ».

— L'échange ne se fait pas sur la base de l'équivalence en utilité, mais sur celle d'une compensation imprécise et surtout indirecte, caractéristique d'une économie de tenure et de protection seigneuriale.

Arrêtons-nous quelques instants sur la situation matérielle et morale de l'agriculteur ; essayons de définir son « standard of life », cela nous permettra de mesurer le progrès actuel apporté par 10 siècles d'évolution.

« Il est difficile de saisir d'une façon précise les conséquences du régime domanial et de décrire scientifiquement la condition morale des paysans » (H. Sée). Les documents sont en effet trop peu nombreux et trop fragmentaires pour permettre de dresser de véritables statistiques.

On peut néanmoins penser que les conditions matérielles des agriculteurs étaient plutôt médiocres et leur vie misérable.

Pour satisfaire leurs besoins ils ne disposaient que d'un nombre limité de cultures et d'animaux ; leurs instruments étaient défectueux et le plus souvent faits en bois ; leurs méthodes rudimentaires ne leur donnaient que des résultats dérisoires. Dans les bonnes années, la nourriture était suffisante pour apaiser la faim mais les disettes et les famines étaient fréquentes dans de nombreuses régions.

Le costume est simple, le tissu est grossier, résultat d'un troupeau ou de plantes non améliorés, d'instruments primitifs et d'un travail non spécialisé.

La maison est faite de bois et de chaume. L'hiver les fenêtres sont fermées avec du foin (3). Le mobilier est pauvre et rudimentaire.

Mais bien plus que la pauvreté et le manque de moyens c'est *l'insécurité* qui a marqué la Société du Moyen Age. Elle a contribué encore plus, peut-être, que les charges du régime domanial à rendre pénible l'existence du paysan.

L'histoire de la civilisation Française au cours de cette période nous révèle une époque ne connaissant pas encore cette collaboration de la nature, du travail et *du capital*.

Le capital reste encore bien loin derrière les agents naturels et le travail : la terre est à la base de la satisfaction des besoins humains.

(3) D'ailleurs, chez les riches et les grands propriétaires, il n'y a pas davantage de verre à vitre ; il ne s'est répandu que peu à peu, en Languedoc notamment au XVI^e siècle.

L'emploi de la force de travail et la satisfaction des besoins sont équilibrés dans une unité économique dont l'infrastructure est la terre.

Autarcie locale, économie fermée, autoconsommation des produits et auto-utilisation des services, activité étrangère à l'idée de profit monétaire, prestations en nature, omniprésence de la coutume, tels sont les traits qui permettent de définir l'Economie Rurale domaniale et de l'inclure dans le système d'économie de besoins qui a été celui de notre pays pendant plusieurs siècles.

DEUXIÈME SECTION

L'ECONOMIE DU XIX^e SIECLE : L'APOGEE DU CAPITALISME EUROPEEN

Le manoir marque une étape dans l'histoire de la société rurale de notre pays. On peut le considérer comme le point de départ d'une seconde phase de l'évolution générale, que nous essaierons de saisir au cours du XIX^e siècle.

S'il fallait caractériser la tendance de l'évolution économique au XIX^e siècle en quelques mots, nous dirions : accroissement de la production, extension des échanges.

L'agriculture, activité première de la nation au XVIII^e siècle, tout comme elle l'avait été dans le manoir, le village et le clan, aurait pu être la première bénéficiaire du mouvement.

L'ère de la machine, du progrès des transports à longue distance, du profit par l'échange aurait dû transformer le monde de l'Agriculture.

La division du travail, la rationalisation, la spécialisation des cultures, tout ceci nous laisserait prévoir une agriculture industrialisée... achetant et vendant... en un mot travaillant « pour le marché ».

Or la technique, l'exploitation et l'homme dans le travail de la terre sont rivés avant tout à l'exigence des facteurs naturels et à l'irréductibilité d'un atavisme de plusieurs siècles d'histoire.

Si les invasions musulmanes n'ont pas, à elles seules, déterminé le repli sur elle-même de l'exploitation agricole, mais plutôt accusé la tendance préexistante, nous pensons que l'essor du capitalisme

au XIX^e siècle n'a pas déterminé l'éclatement de l'autarcie agricole, mais simplement favorisé une expansion qui commençait à se dessiner.

Le mouvement en agriculture vient toujours de l'extérieur. Mais il faut de bien grandes causes pour déterminer de bien minces effets.

Et si le XIX^e siècle nous présente de nombreuses exploitations agricoles dynamiques il faut bien reconnaître que la très grande majorité des agriculteurs est encore dans un cadre de vie qui s'est grandement modifié au point de vue juridique et social mais peu perfectionné dans le domaine économique et technique.

Seules, pensons-nous, les grandes exploitations marquent une étape nouvelle dans l'évolution millénaire de l'agriculture, tandis que la très grande majorité des petites et moyennes exploitations s'éveillent à peine au monde économique moderne.

A). — *La grande exploitation au XIX^e siècle*

C'est elle la première, et elle, presque exclusivement, qui a su et pu profiter des améliorations techniques.

Elle occupe une nombreuse main d'œuvre salariée ; la plus grande partie des salaires sont payés en monnaie.

La division du travail et surtout le travail en équipe s'organisent et se perfectionnent. La suppression de la jachère et son remplacement par les fourrages artificiels augmentent la production végétale et multiplient les têtes de bétail. Le cheptel, dans la mesure où la sélection l'améliore, exige des soins plus particuliers dispensés par un personnel plus compétent. Le matériel est renouvelé, les nouveaux types de charrues et d'instruments aratoires sont adoptés. Les engrais chimiques sont achetés en quantité croissante.

Progrès technique et productions accrues... lequel est la cause de l'autre ? les deux se commandent mutuellement.

Bien que la chose paraisse négligée, c'est avec les méthodes améliorées que l'on développe la production, mais c'est avec les productions accrues que l'on achète le « progrès technique ».

L'organisation de l'exploitation en vue de la vente devient nécessaire. « Le cycle de la modernisation » une fois ouvert, l'exploitation ne peut s'en dégager que pour périliter. Mais pour se maintenir, elle doit consentir des investissements continuels...

L'accroissement de la demande urbaine aidant, devant le débouché, le producteur n'hésite pas, il cherche à produire beaucoup pour vendre le plus possible, et, par là même il est obligé d'acheter beaucoup.

C'est ainsi qu'à l'aube du XX^e siècle, une fraction de l'agriculture Française est composée de « producteurs économiques », de « fournisseurs et clients du marché ».

De la grande exploitation, et à ce point de vue seulement, se rapproche énormément la culture spécialisée même combinée à l'exploitation familiale ; nous pensons au vignoble méditerranéen.

Les charrues, les chars à bœufs, les faux, sont remisés sous les hangars, les bœufs sont vendus à la boucherie, les sonnailles du troupeau sont suspendues dans le grenier, les ovins vendus... il n'y a plus de place que pour la vigne.

Mais, somme toute, cette monoculture constitue une exception dans notre pays, et en parlant d'exploitation familiale type d'un régime économique on songe plutôt à l'exploitation de polyculture.

B). — *La petite exploitation de polyculture au XIX^e siècle*

Il n'existait pas un type unique : les variantes étaient nombreuses, certains caractères s'accusaient ou s'estompaient selon les régions, la richesse du sol, la proximité d'une ville, etc...

On pourrait cependant dégager un type moyen qui malgré son abstraction se trouverait être tout proche du « mode », de la « plus grande fréquence ».

Nous préférons pourtant nous adresser directement à des exemples concrets beaucoup plus réels et vivants.

Écoutons cette brave femme qui, il y a quelques mois, nous racontait « sa jeunesse »... Nous sommes en 1890 (4)...

...« Aujourd'hui, le mas n'a que trois enfants à envoyer à l'école ; de mon temps nous étions trente-deux...

La route n'existait pas... d'ailleurs on ne voyageait presque pas. Le travail était beaucoup plus pénible qu'aujourd'hui ; une fois les hommes partis à pied, la pioche sur l'épaule, pour travailler la vigne ou pour vendanger au pays-bas (bas-Languedoc), les femmes et les enfants devaient faire tout le travail...

On économisait beaucoup plus qu'aujourd'hui... on mangeait ce que l'on avait et l'on n'achetait rien... Avant de me louer en ville, à 20 ans, je n'avais bu de vin, ni mangé de viande (de boucherie) ; seuls les hommes buvaient du vin les jours de foire...

Lorsqu'il se mariait, le jeune homme achetait un costume noir, et il l'emportait avec lui dans la tombe après en avoir fait tous les dimanches de sa vie... les femmes filaient la laine nécessaire aux vêtements de travail.

(4) Hameau du Sud-Ouest du Massif Central, Canton d'Alban dans le Tarn.

Chez nous, nous étions 12 enfants, c'étaient seulement les jours de fête que nous achetions un morceau de pain blanc pour tremper dans la soupe.

Nous vivions tous dans la même pièce ; nous avions deux hectares de terre, un âne et cinq brebis... on tuait un cochon ; il servait à préparer la soupe toute l'année... notre mère préparait chaque matin une grande marmite de soupe avec du lard, des pommes de terre... c'était l'unique menu de la journée, de l'année, de vingt ans de ma vie...

Mes parents nous ont élevés sans acheter un seul pain de sucre... nous avions une ruche... Mon père nous faisait les sabots... l'été nous marchions pieds-nus... les mêmes habits nous ont servi à tous ».

Il est dommage que le Docteur Villermé n'ait pas connu la campagne... du moins celle-là (... et bien d'autres...).

Combien à la veille du XX^e siècle, nous sommes loin de la « nature » du XVIII^e ! La réalité évolue moins vite que les idées. Et par delà les siècles, c'est le moyen âge toujours vivant. Le manse a conquis son indépendance à l'égard de l'autorité seigneuriale, mais son fonctionnement interne est resté à peu près sans changements.

Descendons de la montagne vers les riches plaines du Lauragais, à quelques kilomètres de Castelnaudary (Aude). Nous ne trouverons pas la misère ; la terre est généreuse, on ne lui demande pourtant que d'assurer la « vie », mais « toute la vie ».

Ouvrons ce livre de raison, découvert dans de vieux papiers de famille, à la page concernant l'année 1849 (5).

« Il est convenu qu'à dater du 1^{er} novembre 1859, Antoine Reynes sera maître-valet de Madonette (nom de la propriété) aux conditions suivantes :

Je lui donne pour gages :

7 sacs (6) et un cinquième de blé,

7 sacs de millet.

De plus il tiendra 3 cochons, dont deux à partager, et l'autre pour le pied (une truie pour la reproduction ».

Huit sétérées de terre à millet à partager.

4 sacs de fèves à partager (... la semense et le terrain correspondant),

3 quartiers de linet à partager (idem).

(5) L'exploitation a une quinzaine d'hectares. Le propriétaire ne la cultive pas lui-même, il dirige le travail d'un maître-valet.

(6) Le sac vaut un hectolitre ; la sétérée vaut 20 ares.

2 pugnères de haricots.

Conditions relatives aux poules :

On partagera les poulets qui seront venus, au mois de juin.

On partagera les autres à la Toussaint avant les semences.

Il tiendra 24 oies à partager... ».

(Le maître-valet n'est pas un métayer : c'est un *salarié responsable*).

Feuilletons ce livre, et au hasard des pages nous relevons les notes suivantes relatives aux années 1845-1855 :

« Vente de mon millet.

— 8 sacs pour payer les impositions.

— 5 sacs pour acheter les cochons (de lait) et payer les fileuses.

— 4 sacs pour acheter les oies (oisillons).

Avec les dindons je paierai le marchand de fer, 2 quintaux de chaux et l'abonnement pour les chaises de l'Eglise de Puginier » (7). Qui ne verrait la différence existant entre la grande exploitation et ce « genre de vie » ?

Ailleurs, un bilan : compte achats-ventes, profits et pertes...

Ici, une « poésie » dans toute la mesure où le verbe ποιέιν désigne autant l'action que le poème.

Ce sont deux cas extrêmes que nous avons étudiés ; d'un côté la situation la plus misérable, de l'autre une bonne propriété exploitée par maître-valet. Et pourtant les deux relèvent bien du même régime économique ; on demande à la terre, la nourriture, ce n'est que bien subsidiairement qu'on lui demande de l'argent.

Cette agriculture du genre médiéval, ou plutôt et plus simplement de type naturel ne saurait être une « industrie », une activité économique définie, elle est comme l'a si bien dit M. Augé-Laribe « un style de vie » : le style de vie de cet « agrégat fait de famille et de terre »... « l'exploitation familiale ».

Dans 5 ou 6 siècles, en étudiant comme nous le faisons dans ce travail l'évolution des facteurs économiques et sociaux, les historiens noteront certainement ceci : « Le meix, ou mas, ou manse, quelques siècles plus tard appelé « exploitation familiale ».

Dans le monde rural de France, le XIX^e siècle est passé.

(7) Ce n'est pas une étude de comptes que nous nous proposons de présenter. Il s'agit seulement d'expressions vivantes, caractéristiques qui ont retenu notre attention au hasard de la lecture du livre de raison.

Pour les uns qui ont suivi le dynamisme ambiant, sans tout de même s'y intégrer complètement, il a représenté 100 ans d'adaptation et d'efforts constants.

Pour d'autres il a été simplement une période intermédiaire entre une économie traditionnelle et le monde renouvelé du XX^e siècle.

Pour beaucoup enfin, il a ouvert les rangs du prolétariat urbain.

A l'encontre de ce que prétendent de nombreux auteurs, nous ne pensons pas que le XIX^e siècle ait été celui de la Révolution agricole. Il a seulement apporté les possibilités d'une évolution plus rapide au XX^e siècle.

Dans son ensemble le monde agricole s'est peu transformé à l'exception des régions favorisées par la nature et qui ont vu se développer rapidement de nombreuses exploitations modernisées.

Au cours de cette étude nous n'avons pas eu l'occasion de mesurer l'importance du secteur autarcique par l'évaluation de l'autoconsommation ; par contre nous pensons que le caractère fermé de l'économie aussi bien sous l'effet des structures que par l'absence des marchés est à peu près indiscutable jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

A cette époque, les techniques modernes commencent à se répandre, les rendements augmentent, les transports sont facilités et le débouché urbain s'accroît considérablement.

Mais il faudra attendre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e pour voir les phénomènes caractérisant l'autarcie agricole regresser rapidement. La guerre de 1914-18 et le retour dans « leurs foyers » de gens qui « sont sortis », accompagnés d'un progrès rapide des techniques et d'un renouvellement total des façons de vivre et surtout, peut-être, de concevoir la vie, à travers une transformation importante du monde économique, vont déterminer une expansion plus rapide de l'économie agricole dont nous pouvons mesurer l'importance mais la lenteur aux derniers moments de l'entre-deux guerres.

Si, depuis l'économie domaniale, la transformation du seigneur en rentier du sol, le rachat des redevances, le paiement en argent des impôts, le développement du fermage, le paiement des salaires, le progrès des transports et de la technique, ont constitué des facteurs favorables à la diminution de l'autarcie familiale, on devra reconnaître au milieu du XX^e siècle qu'une étape importante reste à couvrir pour consacrer le terme d'une évolution dont la lenteur est une des caractéristiques du monde agricole français.

La comparaison est aisée entre l'agriculture Française et l'agriculture des autres pays ; mais avant de juger il faut connaître, et pour notre pays, seule l'histoire donne la clef de la connaissance.

Nous ne regrettons qu'une chose, c'est le manque de précision qui caractérise les études se rapportant à l'objet de nos préoccupations.

Pour avoir des données précises il faut attendre une époque toute récente : « Les hommes ne s'intéressent qu'à ce qui change » disait M. Bloch, en ce qui nous concerne on n'a la possibilité de s'intéresser d'une façon précise qu'à « ce qui disparaît »...

Dans l'évolution historique des phénomènes d'autoconsommation nous allons essayer de faire le point dans la France contemporaine.

Puisque l'année 1938 sert généralement de référence c'est elle qui nous retiendra.

Ce sont les résultats se rapportant à cette époque que nous opposerons aux données imprécises mais significatives, tout de même, du XIX^e siècle et du Moyen Age.



CHAPITRE II

ÉTUDE STATISTIQUE

— Pour l'année 1938, nous allons essayer de mesurer l'importance des phénomènes d'autoconsommation et d'autoapprovisionnement dans l'ensemble de la production agricole (essai d'évaluation).

— Nous confronterons ensuite l'autoconsommation agricole globale et la consommation nationale de produits agricoles (essai d'interprétation »).

PREMIÈRE SECTION

ESSAI D'ÉVALUATION

Nous procéderons successivement à l'étude des divers postes de la production végétale et de la production animale.

Voici les sources que nous avons utilisées.

Comme référence de base nous avons pris les données de la Statistique Agricole, année 1938 et notamment celles du bulletin de la Statistique Agricole, tome IV, n° 3, décembre 1945, page 12 et suivantes.

Par ailleurs tenant compte des observations judicieuses de M. Klatzmann et de M. Coutin nous avons modifié quelque peu les données de la Statistique officielle.

M. Klatzmann : « Le revenu de l'Agriculture », dans Etudes et Conjoncture, série rouge, n° 4, novembre 1946.

Et, notes manuscrites communiquées par M. Coutin, Commissariat Général au Plan.

I. — *Production végétale*

BLÉ :

La statistique agricole annuelle de 1938 nous indique comme production totale : 98.000.000 de quintaux.

Quelle a été l'utilisation effective de cette récolte ? La question est extrêmement délicate. En utilisant les travaux précédemment cités, nous allons essayer de déterminer la nature des différents débouchés et leur importance relative.

Autoconsommation

Étudions en premier lieu l'autoconsommation du blé proprement dite :

La céréale noble n'étant pas une denrée consommable, mais somme toute, une simple matière première, l'autoconsommation (au sens strict) du blé existait-elle en France en 1938 ?

On peut donner une réponse négative ; seules quelques rares exceptions sont à retenir. Le phénomène considéré exige la réunion de trois opérations différentes : production — moûture — préparation, qui, à l'heure actuelle, sont faites par des professionnels de métiers différents.

Certains producteurs, cependant, consomment, au sens large, leur blé, ce sont les agriculteurs qui « cuisent » leur pain, n'utilisant que l'intermédiaire du moulin.

Réalisée, en général par de tout petits exploitants, la cuisson du pain à domicile est certainement plus importante en hiver qu'en été, et cela pour deux raisons :

Si en hiver le travail aux champs est ralenti, à la saison des gros travaux la productivité de l'heure du moissonneur est supérieure à celle de l'agriculteur qui prépare son pain.

En second lieu beaucoup de petits exploitants ne récoltent pas suffisamment de blé pour eux et doivent s'adresser au boulanger pour réaliser la soudure.

Ce qui autrefois constituait la normale, n'est plus aujourd'hui que l'exception ; dans la plupart des cas l'agriculteur a préféré pratiquer *l'échange blé-farine* avec le meunier, complété par *l'échange farine-pain* avec le boulanger.

Une simplification nouvelle est apparue avec *l'échange blé-pain* : l'agriculteur donnant son blé au boulanger qui en contre-partie lui fournit le pain (1).

(1) Il existe dans certaines régions une persistance du système ancien due en particulier au manque de moyens de communication, à la distance, au mauvais état des chemins qui rendent difficiles les relations fréquentes de l'agriculteur avec le village.

C'était ce mode d'échange qui était le plus courant en 1938 ; c'est lui qu'une législation spéciale devait réglementer en 1939 (notamment décret du 31 juillet 1939).

Combien de quintaux de blé ont-ils fait l'objet de l'échange blé-farine ou blé-pain ?

En réponse à cette question posée aux services de l'O. N. I. C. il nous a été répondu : « environ 2.700.000 échangistes à raison de 3 quintaux par personne, avec un plafond très théorique de 8.100.000 quintaux ».

Compte tenu, d'une part, de l'interdiction de l'échange dans certains départements gros producteurs (Aisne, Aube, Eure-et-Loir, Marne, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure) et d'autre part l'impossibilité totale de chiffrer de façon précise la part de récolte qui échappe à tout contrôle, notamment dans les régions de polyculture et d'exploitations paysannes, on peut accepter le chiffre moyen, pour l'avant guerre de 11.000.000 de quintaux (bulletin de statistique Agriocle).

Ainsi 11 % environ de la récolte auraient été consommés par les producteurs.

Semences

En application des principes agronomiques (abâtardissement rapide du grain confié à la même terre, nécessité de bonnes semences pour une bonne récolte) nous devons nous attendre à un grand mouvement commercial de semences.

Or, le chiffre admis généralement est de 400.000 quintaux. Comment expliquer ce fait ?

— Dans beaucoup de régions l'agronomie et l'agriculture ne sont pas sœurs jumelles.

— De plus, étant donnés le prix élevé des semences sélectionnées et surtout l'escroquerie vraiment incroyable (dans certaines régions du moins) qui est baptisée « sélection », l'agriculteur, ne voulant sacrifier au profit l'une de l'autre, ni la technique, ni l'économie, a dû opérer d'une façon spéciale pour se procurer ses semences.

Ou bien, lors des battages « il retient » chez un voisin quelques sacs de grain de bonne qualité et de grand rendement, en échange de céréales qu'il a produites lui-même, ou bien, il achète un ou deux hectolitres de blé sélectionné qui lui produiront la semence nécessaire pour la campagne suivante.

Combien de quintaux ont été l'objet de telles opérations en vue des semailles d'octobre 1938 ?

Les statistiques officielles nous apprennent, qu'en 1939, 4.583.979 hectares ont été emblavés.

En moyenne un hectare de terre reçoit 180 kilos de semence. Ainsi compte tenu des pertes, des déchets laissés par le trieur, et des semences achetées on peut admettre le chiffre de 8.600.000 quintaux comme représentant les quantités de blés prélevées par les agriculteurs sur la récolte de 1938 pour les semences de la campagne suivante.

Soient : 8,5 % de cette récolte.

Commercialisation

Les organismes stockeurs ont contrôlé : 75.000.000 de quintaux, soient environ 77 % de la production.

Consommation animale

Par différence on peut admettre que le bétail a consommé 3.000.000 de quintaux, soient 3 % de la récolte.

CÉRÉALES SECONDAIRES :

La statistique agricole nous indique comme production totale (méteil, seigle, orge, sarrasin, avoine, maïs) 80.435.000 quintaux.

Nous remarquerons que les chiffres correspondant au « méteil » peuvent couvrir une erreur systématique du fait que ce terme ne désigne pas la même production dans toutes les régions : il désigne, tantôt le mélange blé-seigle, tantôt le mélange blé-avoine.

Quelle est l'utilisation du méteil ?

Blé-seigle il peut être panifié, blé-avoine il sert manifestement à l'alimentation du bétail ; commercialisé, il l'est rarement, l'agriculteur ayant intérêt à vendre au négociant chacune des céréales séparément après les avoir « passées au trieur ».

Le seigle est destiné en majeure partie au bétail, une faible fraction étant panifiée et cela exclusivement dans les régions pauvres. Il fait l'objet de rares négociations (1/10 de la récolte en 1938).

L'orge a une double utilisation : la brasserie en a employé environ 1.800.000 quintaux, le reste allant au bétail.

Environ 33 % de la récolte sont commercialisés (sources précédemment indiquées).

L'avoine : Le gros consommateur d'avoine est l'animal de trait et plus spécialement le cheval.

D'après le bulletin de statistique agricole, 76 % de la production seraient consommés sur place. Pour justifier cette évaluation il suffit de comparer, en les opposant dans deux colonnes, le nombre de chevaux par département et la production d'avoine. Les deux quantités varient parallèlement sauf pour les départements du midi viticole qui ne produisent que de très faibles quantités de cette céréale pour couvrir de très grands besoins. L'armée utilisait en 1938 une grande quantité d'avoine.

Le sarrasin : Le comité d'organisation de la meunerie estime qu'avant la guerre, la moitié de la récolte normale servait à la consommation humaine. Cette proportion paraît nettement exagérée. Que les moulins aient contrôlé la moitié environ de la production cela ne préjuge nullement de la destination de la farine.

Cultivé dans les régions pauvres et dans les pays de montagne, le sarrasin y remplace le maïs tout au moins dans le parachèvement de l'engraissement du bétail. Il semble donc plus légitime d'estimer à 70 % la fraction consommée par le bétail, et à 20 % celle qui est destinée aux hommes, le reste étant négocié ou conservé comme semence (2).

Maïs : L'ère de « grande production » du maïs se trouve délimitée par le Sud-Ouest de la France.

Environ la moitié de la production est utilisée sur place pour l'alimentation du bétail et celle de la basse-cour (oies).

Une faible fraction est transformée en farine à l'usage de l'homme, le reste est commercialisé. Comme pour le sarrasin les besoins de semence ne retiennent qu'une très faible partie de la récolte.

En résumé, on peut dire que la plus grande partie de la production de céréales secondaires est utilisée sur place pour l'alimentation du bétail (de 50 à 80 % selon les produits) une faible partie étant vendue en dehors de l'exploitation.

En terminant la rubrique consacrée aux céréales nous devons donner quelques indications relatives à la paille. La récolte ayant

(2) Cette céréale donnant des rendements énormes à l'unité (de poids ou de volume) semée, il est très normal que les quantités prélevées au titre « semence » ne représentent qu'une faible fraction de la récolte. Par ailleurs, la commercialisation est faible et très localisée, et en Bretagne même (pays de production) il est malaisé de connaître les cours pratiqués.

été très abondante en 1938, chaque exploitation a pu faire face à ses besoins ; les transactions n'auraient dans ces conditions porté que sur les 5 % de la production.

POMMES DE TERRE :

La production totale de 173.000.000 de quintaux se répartit ainsi : 10 % de freintes ou pertes ; 12 % de semence ; 30 % consommés par le bétail ; 27 % consommés par les exploitants, le reste étant commercialisé (d'après les travaux cités).

PLANTES DITES « SARCLÉES » :

Une faible fraction de la récolte de topinambour est envoyée à la distillerie (7 %), le reste est utilisé sur place par le bétail. Pour les autres plantes, betteraves-fourragères, choux-fourragers, rutabagas, navets-fourragers, carottes-fourragères, on peut dire que la totalité de la production est réintégrée dans le circuit productif, à la ferme même.

Par contre, c'est la totalité des betteraves industrielles qui est commercialisée.

Quant aux « plantes industrielles », l'ensemble de la production a été livrée au marché (tabac, houblon, chicorée, chanvre...), une fraction seule de la récolte de navette, œillette et colza étant conservée dans l'exploitation : de 20 à 30 % (travaux cités).

LÉGUMES :

Légumes secs de plein champ : Il est très difficile d'évaluer la part respective de chaque débouché ; aussi prendrons-nous les chiffres proposés par le bulletin de la Statistique Agricole ; la moitié des haricots sont consommés par les exploitants et la moitié environ des fèves par les animaux.

Légumes frais : On estime à 10 % la part consommée par les agriculteurs, qu'il s'agisse des légumes frais de plein champ ou des légumes provenant des jardins cultivés dans le but premier de la commercialisation.

Quant aux jardins familiaux on peut dire que, dans l'ensemble, ils sont entretenus pour la satisfaction unique des besoins de l'exploitant. Leur production fait l'objet fréquent de dons réciproques entre voisins.

FOURRAGES :

458.200.000 quintaux, telle a été en 1938 la production totale de fourrage : fourrages artificiels, prairies temporaires, prés naturels, fourrages annuels, herbages, pâturages.

En tenant compte des deux derniers éléments il faut considérer qu'environ 95 à 97 % de l'ensemble ont été utilisés dans l'exploitation (sources précédemment indiquées).

VIGNES :

En 1938 un peu plus du quart de la récolte a été consommée par les producteurs (cf. notre étude économétrique).

FRUITS :

Nous abordons ici une des productions les plus mal connues ; en premier lieu il est à peu près impossible de tenir compte de toutes les diverses variétés de fruits ; en second lieu, on ne dispose d'aucune base d'évaluation sérieuse. Il y a, en effet, tellement d'opposition entre le verger de la vallée du Rhône et le pommier perdu dans un talus de montagne que l'on ne peut songer connaître l'ensemble de la production et encore moins sa répartition.

On admet cependant que 60 % des fruits sont commercialisés.

PRODUITS FORESTIERS :

Ici aussi, nous ne disposons d'aucun renseignement précis. En 1938, la forêt ne joue plus le rôle qui lui était dévolu au moyen âge, cependant elle est une annexe de la ferme dont l'utilité est très grande encore (3).

Dans toute la mesure de ses disponibilités l'exploitant emploie la matière première que lui offre son domaine.

Dans nos estimations nous accepterons les chiffres proposés par la statistique agricole : En 1938, bois pour le service de la ferme : 750.000.000 de francs ; bois commercialisé : 2.250.000.000 de francs.

(3) L'agriculteur utilise constamment le bois (outils, réparations des bâtiments, véhicules pour les transports, mobilier, bois de chauffage, fagots de ramée pour l'alimentation du bétail).

II. — *Production animale*

VIANDES :

L'existence d'une taxe à l'abattage a grandement facilité la tâche, dans l'effort tenté pour donner des statistiques précises de la consommation de viande.

Ce sont ces renseignements (stati. agric. 1938) que nous utiliserons pour déduire les quantités de viande, poids vif, vendues par les agriculteurs et celles abattues pour leur consommation.

— Viandes ayant acquitté la taxe à l'abattage : 1.459.000 tonnes (de viande nette).

— Viandes provenant d'animaux abattus et utilisés à la ferme : 240.000 tonnes (de viande nette).

PRODUITS LAITIERS :

La statistique agricole de 1938 nous renseigne d'une façon relativement précise : *lait de vache*.

<i>Lait non commercial</i> : alimentation humaine....	14.521.880 hl.
consom. animaux.	31.598.270 hl.
Total.....	46.120.150 hl.

<i>Lait commercial</i> : vente directe (nature, beurre,	
fromage).	38.434.860 hl.
vente à des ramasseurs.....	48.686.710 hl.
Total.....	87.121.710 hl.

Production totale.	133.241.720 hl.
-------------------------	-----------------

Lait de brebis et de chèvre : production totale.. 6.000.000 hl.
dont 2.750.000 jeunes animaux;
250.000 consommation humaine;
3.000.000 commercialisation.

BASSE-COUR :

Nous ne pouvons entrer dans le détail des diverses rubriques se rapportant à la volaille.

En utilisant, comme base l'enquête effectuée en 1937 et en y apportant quelques modifications suggérées par les spécialistes, on peut dresser le tableau suivant :

Pourcentage d'autoconsommation dans la production :

— œufs.	40 %
— poules et coqs.	61 %
— poulets.	33 %
— canards.	27 %
— oies.	47 %
— dindes.	26 %
— pintades.	26 %
— pigeons.	53 %
— lapins.	56 %

LAINES :

La statistique agricole indique comme production totale 177.000 quintaux ; on peut estimer à 35.000 quintaux la laine utilisée à la ferme (laine à matelas, ou laine portée à la filature et utilisée une fois filée).

En terminant cette étude nous devons signaler un poste qui pourrait être facilement ignoré : les chevaux de trait ou de selle vendus à des particuliers ou à l'armée. On évalue le montant de ces ventes à 450.000.000 de francs.

Deux autres rubriques ont attiré l'attention du Ministère de l'Agriculture : le travail des animaux et le fumier utilisés dans l'exploitation.

Aucune base précise ne pouvant être établie, nous adopterons les termes d'une évaluation très approximative. (Bulletin de statistique agricole.)

— Fumier : 4.000.000.000 de francs ;

— Travail des animaux : 16.000.000.000 de francs.

III. — Les résultats globaux

Ayant considéré, une à une, les diverses productions agricoles nous devons dresser un tableau récapitulatif qui nous permettra de dégager une idée de l'ensemble de « la production » agricole vue sous l'éclairage spécial des divers utilisations de cette production.

A cet effet nous sommes obligés d'utiliser le seul critère commun à toutes les marchandises, celui de la valeur exprimée en termes de prix.

Nous utiliserons donc les prix indiqués par la statistique agricole et nous les appliquerons à la partie de la production à laquelle ils se rapportent (prix différents, par exemple pour les « semences » et pour la production « commune »).

Voici donc, en milliers de francs, les résultats de la campagne agricole de 1938.

(Voir tableau, page suivante).

La considération de ce tableau nous permet de dégager les conclusions suivantes :

De l'ensemble des productions contrôlées au cours de la campagne 1938, une fraction très importante n'est pas livrée au marché ; ou bien elle est réemployée dans le circuit productif (animaux, semences) ou bien elle est consommée par les exploitants eux-mêmes.

Si nous calculons le rapport entre ces différentes branches nous voyons que la production totale (155.073.649.000 francs) égalant 100, la fraction commercialisée (68.267.545.000 francs) ne représente que 44.

Ainsi de tous les biens et services produits au cours d'une campagne agricole il n'y en a que 44 % qui sont portés au marché, le reste soient 66 %, demeurant dans le circuit fermé de la vie de l'exploitation.

Telle est l'idée générale qui se dégage du *film* d'une année rurale.

Considérons maintenant le phénomène d'autoconsommation au sens strict, par rapport à la production finale, celle qui somme toute est la plus intéressante :

Du bilan il ressort :

— Production commercialisée.	68.267.545.000
— Autoconsommation.	21.181.084.000
Total.	89.448.629.000

Lorsque la production finale égale 100, l'autoconsommation représente : 23,5.

Le phénomène d'autoconsommation, dans l'agriculture française de 1938, recouvrait donc les 23,5 % environ, de la production finale.

Il semble tout de même nécessaire d'apporter quelques corrections à ces données brutes.

D'une part nous n'avons pas tenu compte de certains éléments du bilan final, ni de la production globale. Notamment : cultures florales, oseraies, pépinières, plantes médicinales, etc...

Le bulletin de la Statistique Agricole évalue leur prix global à 709.250.000 francs dont seulement 30.000.000 environ sont utilisés à la ferme (feuilles de mûrier, oseraies...).

VALEUR, EN MILLIERS DE FRANCS (calculs effectués d'après la documentation déjà citée)

Produits	Valeur totale	Commercialisation	Auto-consommation	Utilisation par les animaux	Semences
Blé.	18.722.000	14.027.000	2.035.000	510.000	2.150.000
Céréales secondaires	9.487.200	1.862.795	189.100	6.327.825	1.107.480
Pailles.	6.619.200	280.000	—	(2) 6.339.200	—
Pommes de terre.	9.255.000	2.845.000	2.310.000	2.250.000	1.850.000
Betteraves industrielles	1.872.000	1.872.000	—	—	—
Plantes sarclées	5.713.460	2.500	—	5.671.960	39.000
Plantes industrielles	822.817	814.026	6.036	—	2.755
Légumes secs	956.700	358.000	419.700	57.500	121.500
Légumes frais des champs.	2.393.300	2.150.000	210.260	33.000	—
Fourrage.	16.459.800	453.000	—	16.006.800	—
Jardins.	5.979.000	2.123.000	3.856.000	—	—
Vignes.	10.251.000	7.650.000	2.601.000	—	—
Fruits.	3.291.462	2.077.080	1.194.382	(3) 20.000	—
Bois.	3.000.000	2.250.000	(1) 750.000	—	—
Viandes.	17.025.000	14.429.500	2.603.500	—	—
Lait.	13.952.700	9.529.200	1.535.500	2.888.000	—
Basse-cour.	8.822.510	5.529.200	3.721.106	—	—
Laine.	159.300	127.800	31.500	—	—
Chevaux vendus	450.000	450.000	—	—	—
Fumier.	4.000.000	—	—	—	4.000.000
Travail.	16.000.000	—	—	—	16.000.000
TOTAL.	155.075.649	68.267.545	21.181.084	40.354.285	25.270.735

(1) Bois : il est difficile de préciser la part utilisée pour la cuisson des aliments du bétail (pores) et celle qui est destinée à l'entretien du cheptel mort et des bâtiments.

(2) Paille : Consommée et litière des animaux : quelle répartition ?

(3) Fruits : Principalement des châtaignes.

Nous avons laissé de côté un autre poste, les « graines de semences » (betteraves, fourrages...) dont 28.153.000 francs sur 203.493.000 restent à la terre productrice.

Une troisième rubrique enfin, dans laquelle, sous le titre de « divers » nous associons les produits de la pisciculture, la sériciculture, l'apiculture, soit un total, en valeur, de 167.815.000 francs dont 64.562.000 francs consommés sur place.

L'intégration de ces divers éléments au film de la campagne se traduit au stade final par un abaissement du pourcentage d'autoconsommation de 0,1 % environ : soit 23,4 %.

D'autre part, une correction plus importante sera réalisée si l'on tient compte de la présence dans notre bilan de productions, agricoles certes, mais qui ne sont pas le fait de professionnels de l'agriculture.

Nous visons ici, le porc industriel d'une part (environ 170.000 tonnes, soit 1.530.000.000 de francs) que nous devons retrancher de la part commercialisée, et d'autre part :

— la production de volailles (environ 10.000 tonnes) soit 80.000.000 de francs ;

— la production de fruits (environ 15.000 tonnes) soit 45.000.000 de francs ;

— la production de légumes (environ 500.000 tonnes) soit 1.000.000.000 de francs,

qui proviennent d'élevages, de vergers, de jardins extra-agricoles et que nous devons retrancher de la part autoconsommée.

Le résultat : Autoconsommation : 22,8 %.

Que penser de ce résultat et des moyens mis en œuvre pour l'obtenir.

Nous avons utilisé le plus souvent les données de la statistique agricole, et des renseignements officiels. Il est inutile d'insister ici sur *la marge d'erreur* qui affecte autant les prix moyens appliqués que les productions elles-mêmes.

Quant à la ventilation de ces quantités entre les divers modes d'utilisation, elle n'est la plupart du temps que le fruit d'évaluations qui, par nature même, sont entachées d'erreur ou du moins marquées d'incertitude.

Ces résultats n'auraient-ils dès lors aucune signification ?

Nous pensons qu'ils ont tout de même *une valeur d'approximation*.

La production agricole est tellement importante en volume et tellement diverse en qualité que chaque élément influe d'une façon très limitée sur l'ensemble.

Par exemple : nous sommes nous trompés du simple au double dans l'évaluation des « légumes secs » ? en définitive l'influence de cette erreur est minime sur le résultat final puisque cette production ne représente que 0,6 % de l'ensemble.

Quant aux postes importants nous croyons ne pas être trop loin de la réalité, les moyens de contrôle étant plus nombreux que pour beaucoup de productions secondaires.

- Blé : 17,8 % de la valeur de la production finale ;
- Vignes : 11,3 % ;
- Viandes : 18,8 % ;
- Lait : 12,1 % ;
- Basse-cour : 9,7 % ;
- Légumes : 10,0 % ;
- Pommes de terre : 5,7 % (*Bulletin de la Statistique Agricole*).

D'ailleurs si nous comparons les résultats que nous avons proposé à ceux que nous présentent d'autres auteurs nous verrons que toutes les études indiquent des pourcentages d'autoconsommation très proches les uns des autres.

Les calculs effectués sur les données brutes de la Statistique Agricole (bulletin décembre 1945) nous donnent un résultat très voisin de 23,5 %.

M. Klatzmann (4) a étudié le revenu de l'agriculture avant la dernière guerre.

Dans la production finale de la campagne de 1938, il estime que la part autoconsommée se chiffre à une vingtaine de milliards de francs sur une valeur globale de 88 milliards environ.

Soit : fraction autoconsommée : 22 % de la production finale. L'auteur souligne fréquemment dans son étude le « caractère grossièrement approximatif de certaines évaluations », aussi propose-t-il trois chiffres pour la valeur de chaque production, et au total : Production finale de 1938 (en millions de francs) :

minimum : 71.750 — maximum : 108.468 — moyenne : 88.191.

Nous disposons d'une autre étude qui nous donne des résultats voisins de ceux qui ont été établis précédemment (Présidence du Conseil, Commissariat général du plan, manuscrit de M. Coutin).

Voici le tableau que nous avons pu dresser en utilisant les travaux en question.

(4) *Revenu de l'Agriculture, Etudes et conjoncture* : Nov. 1946, n° 4, série rouge.

Nous n'avons eu connaissance que des estimations en « quantités ». D'après les notes que nous avons relevées, il nous a été possible de calculer pour chaque produit (en « quantité ») le pourcentage de livraison au marché et celui d'autoconsommation (col. II, III).

DONNÉES BRUTES

PONDÉRATION

I	II	III	IV	V
Produits	% commer- cialisé en quantité	% auto- consommé en quantité	Total	Part en valeur de chaque produit en % de la produc- tion finale
				%
Blé.	89	11	100	17,8
Oléagineuses. . . .	67	33	»	0,08
Pommes de terre. . .	68	32	»	5,7
Légumes secs	67	33	»	0,8
Légumes frais	71	29	»	2,6
Betteraves ind. . . .	100	0	»	2,1
Fruits.	75	25	»	3,6
Vin.	81	19	»	11,3
Pommes à cidre. . . .	57	43	»	11,3
Mouton.	100	0	»	1,5
Porcs.	63	37	»	8,3
Bœuf.	100	0	»	5,4
Veau.	100	0	»	3,2
Cheval.	100	0	»	0,3
Volailles.	68	32	»	4,7
Lapins.	50	50	»	1,4
Œufs.	60	40	»	3,4
Lait nature	76	24	»	8,8
Beurre.	91	9	»	2,8
Fromage.	91	9	»	0,05

Pour calculer le « total » nous avons jugé nécessaire d'affecter chacune des données numériques d'un coefficient de pondération. Ce coefficient est le pourcentage représentant la part en valeur du produit considéré dans la production finale (commercialisation plus autoconsommation) colonne V. A cet effet nous avons utilisé les pourcentages en valeur, indiqués par le Bulletin de la Statistique Agricole (5).

Ainsi nos calculs ont eu pour but de déterminer la pondération de chacune des deux colonnes II et III en multipliant chacun des

(5) Tome IV, n° 3, décembre 1945, p. 12 et suivantes.

termes de II et III par son correspondant de V. Le total sera ensuite divisé par le total de la colonne V (pondération totale).

Résultats : Part commercialisée (en valeur) : 79,5 % ; part autoconsommée (en valeur) : 20,5 %.

La fraction autoconsommée apparaît, ici, inférieure à ce que les autres travaux nous la présentaient : 20,5 % au lieu de 22,8 %.

Nous ferons l'observation suivante : L'auteur a négligé certains postes qui lui ont paru sans importance, dans la colonne « autoconsommation » (mouton, veau, bœuf) mais qui, en dernière analyse auraient porté la fraction autoconsommée à une valeur sensiblement supérieure.

Dans le même sens aurait agi l'intervention de récoltes qui ne figurent sous aucune rubrique de ce tableau ; en effet la pondération totale que nous avons utilisée n'atteint que 75 ; avec la totalité des productions elle aurait atteint 100.

DEUXIÈME SECTION

ESSAI D'INTERPRÉTATION

Devant l'impossibilité absolue de saisir la réalité avec précision, les bases d'études étant trop incertaines, il est un devoir d'honnêteté scientifique de dire que, dans le domaine que nous essayons d'observer, il est complètement interdit à l'économiste d'affirmer une réalité, un fait économique dans sa « quantification » ; seules la proposition, la suggestion sont légitimes.

Est-ce à dire que la confrontation de plusieurs études ne constitue qu'une étape inutile et stérile dans la démarche vers la connaissance ? Nous ne le pensons pas, et nous allons essayer de dégager deux notions fondamentales.

I. — *L'importance du circuit fermé en agriculture*

Si nous n'avons pu atteindre le « quantitatif » dans sa rigueur mathématique nous avons cependant approché le degré de la connaissance qualifiée de scientifique en définissant un ordre de grandeur.

Nous sommes en droit d'affirmer, qu'avant la guerre de 1939, l'agriculture française avait pour principale cliente cette même agriculture : l'agriculture cliente d'elle-même (6).

(6) Voir, sous ce titre, un article de M. J. CROISIER dans « Agriculture pratique », Juillet 1947, p. 194.

Nous devons maintenant dans une fresque rapidement ébauchée montrer pour chaque production quelle est la part restée en dehors du circuit commercial.

En gros, 23 % de la récolte de blé, 90 % de l'avoine, du seigle, du sarrasin, 65 % de l'orge, du maïs, 96 % de la paille, 70 % des pommes de terre, la totalité des plantes sarclées, 65 à 70 % des haricots, fèves et féverolles, 94 à 100 % des fourrages, la totalité de la production des jardins familiaux et 10 % de celle des jardins destinés à la vente, 25 % du vin, 50 % des pommes, poires à cidre, 60 % des châtaignes, la presque totalité des graines de semences, le tiers de la viande de porc, plus du tiers du lait et des produits laitiers, 40 % des œufs, la totalité du fumier.

En bref, sur une production globale d'une valeur approximative de 155 milliards, les agriculteurs consommaient plus de 20 milliards, les animaux plus de 40 milliards et 25 milliards étaient réemployés directement pour la marche de l'exploitation.

C'est dire qu'en 1938 le circuit fermé s'appliquait encore aux deux tiers (66 %) du total des productions agricoles.

II. — *Autoconsommation agricole et consommation nationale des produits agricoles*

Examinant ce tableau de plus près, si nous faisons porter notre attention sur la seule production finale, nous sommes amenés à faire quelques remarques au sujet de la consommation des agriculteurs, envisagée dans le cadre de la consommation nationale de produits agricoles.

Dans une proportion de 22 % la production « marchande » de l'ensemble de l'agriculture française était conservée par les agriculteurs en vue de satisfaire leurs besoins personnels ainsi que ceux de leurs familles. (Nous conservons le bénéfice des réserves faites plus haut sur la valeur de ces résultats.)

Mais combien étaient-ils, en 1938, ces agriculteurs qui consommaient presque 1/4 de leur production ?

Disons-le nettement, personne à l'heure actuelle ne le sait et personne ne le saura probablement jamais.

Il semble plus facile de dénombrer, avec des cordelettes ou des brins de paille, des populations à moitié sauvages, que de préciser qui, en France, était agriculteur ou ne l'était pas.

Rien pourtant n'est moins nomade qu'un terrien occidental, rien n'est plus identifiable qu'un agriculteur dont l'épiderme reflète le terroir.

Cependant, c'est bien la spécificité d'un monde dont les frontières sont essentiellement mouvantes et indéterminées de ne pas accepter l'étreinte insupportable d'une classification dont la rigueur formelle ne recouvre que l'impuissance de compréhension de la réalité.

Non, la classification traditionnelle « urbain-ruraux » ne correspond à aucune notion économique, et l'on ne saurait préjuger de la compensation qui pourrait s'effectuer entre les agriculteurs classés « urbains » et les non-agriculteurs dits « ruraux ».

Nous utiliserons un procédé indirect (et donc imparfait) pour évaluer la population agricole en 1938. Le recensement de 1946 nous donnera les bases d'évaluation par comparaison.

En 1946 : pour une population agricole active de 7.400.000 individus, il y avait 10.240.000 personnes vivant de l'agriculture. Autrement dit, la fraction « active » représentait 72 % de la population considérée (7). Or, en 1936, la population agricole active était de 7.141.000 personnes. En admettant un rapport à peu près constant entre « actifs » et « non actifs » nous pouvons savoir ce que représentait 100 en 1936, connaissant la valeur de 72,2.

La population totale agricole aurait donc compris, en 1936, 9.890.000 personnes de tous les âges : soit les 23,5 % de la population française.

En admettant des variations peu sensibles de 1936 à 1938 dans la composition de la pyramide des âges (pourtant en 1938 : taux de natalité très faible) et dans celle de l'éventail des professions (exode rural ?) on peut de la confrontation des résultats de nos divers calculs avancer la proposition suivante : les 23,5 % de la population française consommaient ou utilisaient directement leur production (agricole) dans la proportion de 22 %.

Autrement dit, d'après ce bilan, et en admettant une consommation annuelle égale pour chaque Français, « *l'Agriculteur statistique moyen* » produisait la totalité de ce qu'il devait consommer

$1,5 \times 100$
à ———— près, soit à 6,4 % près (8).
23,5

On ne saurait cependant accepter cette déduction sans établir quelques corrections essentielles.

(7) I.N.S.E.E., supplément Juillet-Septembre 1948, p. 119 où se trouve commentée l'augmentation « fictive » et « réelle » de la population agricole de 1936 à 1946.

Nous devons fixer notre attention sur trois points importants :

— L'agriculteur achète pour sa consommation des produits agricoles provenant d'autres exploitations.

— Le travailleur agricole consomme en moyenne davantage que le citadin.

— Le commerce international des produits agricoles doit entrer en ligne de compte.

a) Il serait inexact d'affirmer que dans l'ensemble l'agriculteur n'achetait que 6,4 % des produits agricoles qu'il consommait. En effet, les régions de monoculture et de cultures spécialisées sont importantes d'une part, d'autre part même avec un système de polyculture très diversifiée l'exploitation ne peut répondre à l'extrême multiplicité des besoins de l'exploitant.

Il est donc certain qu'en moyenne l'agriculteur achetait plus de 6,4 % des biens destinés à satisfaire ses besoins (besoins de denrées agricoles).

Ceci découle des deux constatations suivantes :

b) On peut avancer qu'en moyenne l'agriculteur consomme davantage que le citadin; de nombreux facteurs déterminent cette forte consommation : journée de travail dont la longueur entraîne la multiplication des repas, travail en plein air, et surtout consommation psychologiquement moins onéreuse des biens que l'on produit soi-même.

Des résultats de nombreuses enquêtes il résulte que l'agriculteur (chef d'exploitation ou salarié) est bien nourri, la quantité suppléant largement au manque de diversité.

Ainsi, l'agriculteur (23,5 % de la population) utilisait plus de 23,5 % de la production nationale agricole (autoconsommation + achats). Ce sera donc cette différence, ce surplus qui réduira le pourcentage de la part produite sur place dans la consommation de produits agricoles.

(8) On admet une consommation égale pour tous les Français; les 23,5 % de la population consommeront donc les 23,5 % de la consommation totale. Nous admettons par ailleurs et d'une façon provisoire que toute la production agricole française, mais seulement cette production, constitue la base de la consommation française. Nous sommes dès lors amenés à constater que les 23,5 % (agriculteurs) de la population autoconsomment les 22 % de la production (et donc de la consommation totale). C'est donc que la fraction de la consommation achetée par les agriculteurs se trouve réduite.

Elle égale 1,5 % (23,5 — 22) rapportés à la consommation du secteur agricole : $\frac{1,5 \times 100}{23,5} = 6,4$.

c) En troisième lieu on doit tenir compte du commerce international :

Quelle fût en 1938 la consommation française totale de produits agricoles ?

Pour l'évaluer nous devons calculer la somme des éléments de la production française (déduction faite des exportations) et des produits d'importation.

— Production commercialisée.	67.855.798.000 fr.
— Porc industriel.	1.530.000.000 »
— Elevages extra-agricoles.	1.125.000.000 »
— Autoconsommation agricole.	20.144.856.000 »
— Importations.	12.498.541.000 »
— Exportations (Statist. Agric. 1938).....	—4.396.305.000 »

Total. 98.757.890.000 fr.

Dans la consommation nationale totale, le phénomène d'autoconsommation agricole représente une fraction importante, environ 20 %.

Ainsi renouvelant l'hypothèse provisoire de l'égalité de consommation chez tous les Français, nous admettrons que l'agriculteur sur une consommation de 23,5 produit 20 dans son exploitation et achète 3,5 sur le marché.

Mais en réalité les agriculteurs, avons-nous dit, consomment dans l'ensemble plutôt 25 ou 26 que 23,5.

Il semble donc, que l'agriculteur « statistique moyen » couvrirait ses besoins de denrées ou d'objets d'origine agricole à raison des $\frac{4}{5}$ avec les produits de son exploitation (9).

Qu'est-ce à dire ? Quelle conclusion générale pouvons-nous déduire de cette étude ?

Il semble que nous pouvons préciser les deux éléments complémentaires caractérisant l'économie de besoin.

— Pour un vigneron méridional qui ne produit qu'une part minime de sa consommation, plusieurs polyculteurs produisent les 85 et même 90 % de leur consommation.

— Pour un fermier du bassin parisien qui ne consomme ou n'utilise qu'une très faible partie de sa production, de nombreux petits exploitants autoconsomment la plus grande partie de leurs récoltes.

(9) En admettant, à la rigueur, une conjonction (fort peu probable, d'ailleurs) de toutes les erreurs de nos évaluations dans le sens d'un accroissement du phénomène de l'ordre de 30 %, on devrait reconnaître encore l'ampleur considérable de l'autoconsommation agricole en France.

C'est précisément, dans la mesure où de nombreuses exploitations capitalistes travaillent uniquement pour le marché que des exploitations bien plus nombreuses encore (du fait de leur exiguité) restent soumises au secteur d'économie fermée.

C'est cette réalité qui est exprimée par des pourcentages aussi élevés que 20 et 22 %.

Il est plus facile d'apprécier un phénomène spectaculaire; il est plus aisé de mesurer l'importance de la grande exploitation modernisée.

Connaissant cette branche extrême de l'éventail, et la moyenne générale qu'elle détermine en fonction de la branche opposée nous pouvons jauger cette dernière.

L'Economie fermée était importante en 1938; dans l'agriculture française, elle englobait une grande partie de « l'activité agricole » totale. Et pour une classe très nombreuse de petits exploitants elle recouvrait la plus grande fraction de la vie rurale.

*
**

Comme nous le disions ailleurs, l'expansion économique de l'exploitation française s'affirme lentement, et le décalage entre l'agriculture et le monde industriel est la caractéristique d'une forme d'activité qui ne se plie que difficilement aux exigences du progrès.

Mais est-ce là le propre du monde rural français ou d'une façon beaucoup plus générale le propre de l'agriculture ?

D'un avis quasi-général notre agriculture nationale serait nettement en retard par rapport à celles des pays plus modernisés.

Il sera dès lors intéressant de vérifier si les phénomènes d'autoconsommation permettent de caractériser les agricultures peu évoluées, ou au contraire, s'ils sont des phénomènes, fluctuants certes, mais caractéristiques de la production agricole par leur constance géographique.

En d'autres termes, l'étude de l'économie comparée peut-elle nous laisser prévoir, chez nous, une disparition lente mais probable de l'autoconsommation liée à une expansion de l'économie agricole intégrée elle-même à l'expansion générale de l'Economie ?

CHAPITRE III

ÉTUDE COMPARÉE

Nous nous proposons de prendre pour points de comparaison des économies très diverses : l'agriculture dans des pays attardés, l'agriculture traditionnelle de pays occidentaux, celle de pays neufs et enfin l'agriculture planifiée de l'U.R.S.S.

PREMIÈRE SECTION

L'AGRICULTURE DES PAYS ATTARDÉS ET L'AUTOCONSOMMATION

Les exemples d'agricultures archaïques dans les pays attardés sont nombreux encore au XX^e siècle.

Ne pouvant analyser en quelques pages les différents systèmes d'exploitation du sol dans l'ensemble des pays exotiques nous limiterons notre enquête à l'étude de deux exemples choisis en Extrême-Orient (1).

(1) La F.A.O. a donné de nombreuses publications sur ces problèmes.

Sur l'ensemble des problèmes alimentaires de l'Asie, la « Documentation Française » (Problèmes Economiques n° 154, 12 décembre 1950) reproduit un article de grand intérêt paru dans la « Far Eastern Riview » de Hong-Kong, signé par Sir E. John Russel.

Il est curieux de noter comment les « prévisions de Malthus » paraissent vérifiées dans ces régions où le nombre de bouches augmente plus vite que la nourriture, et comment l'effet prévu se trouve amplifié par le décalage existant entre les progrès de l'art médical et les progrès de l'agriculture. On délivre de la maladie des populations que l'on ne peut nourrir.

Nous distinguerons l'agriculture intensive des plaines alluviales de l'agriculture montagnarde :

A) *Plaines alluviales*

Sur une superficie cultivée inférieure à celle de l'Europe occidentale et centrale, vit une population au moins deux fois plus nombreuse : cela est dû à la richesse productive du sol cultivé et surtout à la sobriété des paysans de ces contrées (2).

La nourriture des paysans extrême-orientaux est essentiellement végétarienne et leur régime alimentaire repose à peu près exclusivement sur les céréales et les légumes secs, qui représentent 91,8 % de l'énergie fournie par les divers aliments (3).

La nourriture donne une image exacte de l'agriculture : en effet, de toutes les cultures, la plus importante est celle du riz. Si la production de riz à l'hectare est le quadruple du rendement en blé, la rizière exige plus de travail qu'un champ de blé ; mais le paysan extrême-oriental est préoccupé de produire la plus grande quantité possible de denrées et non d'épargner sa peine ; sa peine n'est d'ailleurs pas toujours et partout récompensée par des récoltes suffisantes. La misère est quasi générale.

Ne voit-on pas le paysan chinois ne manger que pour 20 francs par mois en 1934 et le tonkinois pour 12 francs ? (4).

Une famille de paysans aisés du Tonkin comprenant cinq personnes dépense en moyenne au cours d'une année un peu plus d'un millier de francs dont 72 % pour son alimentation, 9 % pour les impôts, 10 % pour les vêtements.

Il n'est possible de vivre avec des moyens aussi réduits qu'en s'organisant en économie fermée « la plus stricte des économies fermées, celle de la misère » (5).

Cette économie est familiale et non villageoise, car le paysan ne trouve pas dans le village ce qu'il ne produit pas. « En Chine, au Tonkin, les familles paysannes vivent presque exclusivement sur elles-mêmes. (6) »

(2) Pierre GEORGE, *Géographie agricole du Monde*, p. 123, P.U.F.

(3) P. GOUROU, *Le paysan du delta tonkinois*, Paris, 1936. Du même auteur, *La terre et l'homme en Extrême-Orient*, Paris, 1940, et *Le Tonkin*, Macon, 1931.

(4) P. GOUROU, *Le paysan du delta tonkinois*, p. 127.

(5) P. GOUROU, *idem*, p. 133.

(6) P. GOUROU, *idem*, p. 135.

B) *Agriculture montagnarde*

Nous prendrons comme exemple les populations Moïs du Centre-Sud-Indochinois qui sont certainement les populations les plus récemment contactées par les Européens (7).

Le milieu géographique n'a engendré qu'une vie précaire ; les Moïs pratiquent une pauvre agriculture extensive liée au semi-nomadisme. Le village, après avoir épuisé les terres d'alentour, essaime et finalement se déplace quand il faut transporter les cultures sur une terre neuve.

On cultive sans fumier, sans engrais, en laissant une grande partie du sol cultivable en jachère.

Les productions sont infimes, ce qui entraîne tous les ans, à l'époque de la soudure, une période de disette.

Lorsque les villages sont situés au cœur de la forêt, la culture est encore plus difficile : chaleur, vigueur des plantes sauvages, mauvaise qualité des sols, insalubrité du milieu... L'espace agricole est conquis sur la forêt par l'incendie qui déblaie le sol pour quelque temps. Dans les cendres on sème les céréales à peine enfouies, à l'aide le plus souvent de simples épieux.

Ce genre de culture est particulièrement instable : le sol est vite épuisé d'une part, et d'autre part, la végétation sauvage a tôt fait de reprendre le dessus.

Aussi le système du « ray » s'impose-t-il, associé à la cueillette et à la chasse.

La misère de ces populations est quasi-permanente.

Elles produisent pour subvenir à leurs besoins ; elles consomment à peu près l'ensemble de leur production.

On peut se demander dans quelle mesure l'esprit de jeu et le goût pour les fêtes, si répandus chez les attardés, arrive à détruire l'esprit de prévoyance.

Or un régime d'économie fermée reposant sur l'autoconsommation implique une certaine prévoyance dans l'aménagement et la répartition des stocks en vue des consommations futures (conserves, produits séchés, salés).

Ces gens, semble-t-il, qui boivent et mangent une fraction importante de leurs provisions au cours de quelques journées de fête relèvent d'un système économique encore moins évolué que celui de l'économie du besoin qui implique une certaine rationalité dans l'utilisation des moyens de satisfaction des besoins.

(7) Nous utilisons les notes prises au cours d'Economie coloniale professé par M. le Professeur J. MORINI-COMBY, Montpellier, 1949.

Le régime économique de ces attardés se rapproche d'une « économie de l'impulsion », d'une « économie du moment » éminemment instable et sujette à des graves convulsions associées à d'autres éléments : le vol, le pillage, l'usure (8).

Il est cependant un point dans l'évolution économique et sociale de ces attardés, au contact des colonisateurs, qui mérite d'être souligné.

C'est l'adaptation rapide des Moïs au système monétaire moderne, du papier-monnaie, à la fin de la guerre de 1939-45 (cours de M. Morini-Comby, 1949).

Du troc et du paiement en nature, ces populations sont passées à la monnaie fiduciaire, sans avoir connu la généralisation de la monnaie métallique, considérée comme le pivot classique de l'évolution des échanges.

Cette transformation constitue une curiosité économique. Elle est le résultat d'une fiscalité qui s'est révélée génératrice de progrès dans la mesure où son organisation rationnelle a exigé le paiement de l'impôt en monnaie.

Est-ce dire que l'économie rurale de ces régions a, de ce fait, changé de classe dans la gamme des régimes économiques ? Certainement pas.

A très longue échéance seulement, l'usage de la monnaie dématérialisée se rangera à côté des autres facteurs de transformation de l'économie.

DEUXIÈME SECTION

L'AUTOCONSUMMATION DANS L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE MODERNISÉE

Nous envisagerons successivement l'agriculture danoise et l'agriculture suisse.

1°) *L'Agriculture danoise et l'autoconsommation*

Dans l'esquisse que nous nous proposons de présenter sur l'agriculture danoise, nous ferons largement appel aux ouvrages de M. J. Chombart de Lauwe (9).

(8) Bu Loc, *L'usure chez le paysan annamite*.

(9) Notamment, *Pour une agriculture organisée : Danemark et Bretagne*, P.U.F., 1949.

Deux mots définissent le système économique de l'agriculture danoise : *Spécialisation* — *Commercialisation*.

Au Danemarck, les produits laitiers (principalement le beurre) la viande de porc et les produits de la basse-cour (notamment les œufs), représentent plus de 80 % de la production agricole totale.

L'agriculture danoise, nous dit M. Chombart de Lauwe (10) est orientée vers une production destinée à être commercialisée : « l'autoconsommation des exploitations est faible ». Ce sont les désirs du consommateur anglais que l'on tente de satisfaire au prix d'une adaptation constante.

— « ...On s'est rapidement aperçu que la petite exploitation pratiquant la polyculture et produisant presque uniquement pour la consommation de la famille avait fait son temps. On a reconnu qu'il n'y avait pas incompatibilité entre le progrès technique et la petite exploitation, mais à condition que celle-ci vende une part importante de sa production. En effet, le progrès technique exige l'achat d'engrais, de machines, de semences sélectionnées, d'aliments du bétail, etc... — Comment une exploitation qui ne produit que pour elle-même, c'est-à-dire qui n'a pas d'argent frais, pourrait-elle payer ses dépenses ? » (11).

L'Agriculture Danoise est fortement « commercialisée » et cela aux deux sens du terme : d'une part elle produit pour le marché et elle s'approvisionne sur le marché international, d'autre part avec l'entremise des coopératives de transformation et de vente elle utilise les procédés les plus modernes du commerce : standardisation, marque, garantie... procédés qui ont été couronnés des plus grands succès.

Mais la spécialisation de l'agriculture Danoise dans la production animale de qualité n'a-t-elle pas pour conséquence une certaine sensibilité de l'Economie ? En effet, le bon fonctionnement du mécanisme économique nécessite, d'une part, d'assez fortes importations d'aliments du bétail et d'engrais, et d'autre part de considérables exportations de beurre, de bacon et d'œufs.

On peut dire que l'agriculture Danoise est par son intensité une agriculture qui « coûte cher ». Les bénéfices nets unitaires étant faibles, c'est par la quantité que la marge bénéficiaire se maintient.

Ainsi le roulement « achats-ventes » doit-il être ininterrompu. C'est cette nécessité qui explique la mauvaise posture de l'agriculture Danoise en cas de crises internationales ou de conflits.

(10) *Op. cit.*, p. 35.

(11) *Op. cit.*, p. 113.

Les années 1931-1932 furent catastrophiques pour les agriculteurs tellement fut sensible la baisse des prix des produits Danois. Malgré l'alignement de la couronne sur la livre dévaluée, la chute des prix fut très grave, et plaça de nombreux exploitants dans une situation difficile. Rançon d'une agriculture « superéquipée », la dette hypothécaire agricole représentait environ 60 % de la valeur totale des immeubles ruraux...

Inversement, occupé par l'Allemagne de 1940 à 1945 le Danemark n'a pu assurer son approvisionnement normal ; aliments du bétail, engrais ont fait défaut au point de déterminer une « baisse catastrophique » de la production...

Depuis la fin du deuxième conflit mondial ce n'est qu'à la suite de nombreuses difficultés que l'agriculture Danoise a retrouvé son équilibre.

Une politique courageuse de restrictions des importations et d'augmentation des exportations (appuyée sur le rationnement des denrées alimentaires) a permis d'éliminer le lourd déficit de la balance commerciale.

Les difficultés provenaient surtout des réticences de l'Angleterre devant des prix trop élevés, prix qui étaient pourtant déterminés par la forte hausse sur les matières importées.

« En conclusion, en temps de guerre comme en temps de paix le sort des agriculteurs danois dépend des fluctuations du marché mondial, c'est la rançon de leur haut niveau de vie ».

2). — *L'Agriculture Suisse et l'Autoconsommation*

Avec M. le Professeur Fromont (12) nous considérerons ici « la Suisse comme le type de vieux pays pratiquant la culture traditionnelle du monde Européen ».

Mais si « tradition » et « routine » ne doivent pas être confondues c'est bien lorsque l'on étudie l'Economie rurale Suisse.

Les progrès réguliers dans la voie du perfectionnement qui caractérisent l'agriculture de ce pays s'expliquent facilement lorsque l'on connaît la rigueur scientifique avec laquelle le fait agricole y est étudié.

Nous utiliserons ici la riche documentation présentée dans l'annuaire Agricole de la Suisse (années 1944-1949) et dans « l'Economie Rurale » du Docteur Laur.

En moyenne générale de 1901 à 1946 l'approvisionnement domestique a absorbé 20 % de la production finale.

(12) Cours de droit, 1946-1947, p. 39.

TABLEAU I. — AUTOC. EN % DE LA PRODUCTION

Années	1901 — 5	1906 — 13	1914 — 19	1931 — 34	1935 — 38	1942	1943	1944	1945	1946	1901 — 46
Exploitations :											
3,5 ha.		33		27	25	26	27	28	25	24	%
5,10 ha.		26		22	21	22	23	22	20	20	%
10,15 ha.		22		17	17	18	18	19	17	18	%
15,30 ha.		20		16	15	16	15	15	15	15	%
+ de 30 ha.		15		15	13	13	14	14	12	14	%
Moyenne de toutes les exploitations.	28	22	21	18	17	17	17	18	16	17	20 %

TABLEAU II. — VENTES EN % DE LA PRODUCTION

	Céréales %	Pommes de terre %	Fruits %	Vigne %	Bovins %	Lait et dérivés %	Porcs %	Divers %	Total %
3-5 ha.	2,51	4,12	11,33	10,94	20,23	21,52	8,79	20,56	100
5-10 ha.	5,14	7,64	9,56	3,26	22,08	26,17	4,73	21,42	100
10-15 ha.	8,30	10,77	8,20	0,90	21,15	26,71	4,80	19,17	100
15-30 ha.	10,27	11,26	8,04	1,61	17,66	26,82	6,18	18,16	100
+ de 30 ha.	10,36	11,91	4,37	0,22	18,32	23,76	8,34	22,72	100

Voici le tableau que nous avons pu dresser « Production en vue de la consommation à la ferme ». (Voir tableau I).

Ce tableau nous donne avec une précision indiscutable « l'expression chiffrée » du phénomène d'autoconsommation.

Si l'on considère les colonnes verticales, la *statique* du phénomène se traduit ainsi : plus les exploitations sont grandes, moins la fraction consommée sur place est importante et inversement.

Si l'on considère l'alignement horizontal des résultats on a l'expression *dynamique* ; la tendance générale est à la baisse continuelle de l'autoconsommation. Cependant le Docteur Laur dans son « Economie Rurale » (p. 267 et suiv.) ne manque pas de souligner les risques menaçant l'agriculteur Suisse qui ne saurait apporter un terme raisonnable à la spécialisation de son exploitation.

Considérant le cas des exploitations pratiquant le système herbager exclusif, cet auteur, ajoutant des considérations psychologiques et sociales aux facteurs purement économiques, écrit « d'une part le paysan doit acheter la presque totalité des articles de consommation dont il a besoin et les payer un prix élevé, d'autre part le ménage perd souvent son caractère rural ».

Le système herbager exclusif n'est qu'un cas particulier. Et dans l'ensemble de l'agriculture, la production en vue de l'approvisionnement du ménage joue aujourd'hui encore un rôle fort important. Cependant la production en vue de la vente l'emporte de beaucoup sur elle, même dans la petite culture.

Nous connaissons indirectement le pourcentage de la production en vue du marché et ses variations dans l'espace (selon l'importance de l'exploitation) et dans le temps (dynamique). Il sera maintenant instructif de connaître le pourcentage relatif à chaque culture et cela dans le cadre de chaque catégorie spaciale : Voici le tableau relatif à la campagne 1944-45. (Voir tableau II).

Les chiffres ci-dessus montrent les différences de structure des exploitations correspondant aux diverses catégories de grandeur.

Quelle que soit l'exploitation, les produits animaux représentent le pourcentage des ventes le plus élevé.

Mais la petite exploitation vend proportionnellement plus de fruits et de vin et moins de céréales et de pommes de terre que la grande.

La comparaison des colonnes 1, 2, 3, 4, dans les progressions inverses qu'elles représentent est très significative à ce point de vue. Autre constatation, (toujours en pourcentage) plus on vend de lait et de dérivés du lait, plus la vente de porcs est faible, ce qui est normal pour deux produits qui sont à bien des points de vue complémentaires.

Se fondant sur la répartition des espèces végétales, dans le domaine entier, les auteurs Suisses distinguent 22 systèmes cultureux dans lesquels sont groupées les exploitations selon les différentes cultures.

Il est à remarquer toutefois que, du fait de l'extension des cultures déterminées par la guerre, certaines caractéristiques des systèmes cultureux sont moins accusées que précédemment.

Ainsi les exploitations exclusivement herbagères se sont transformées en exploitations herbagères avec quelques champs, telles de celles-ci en exploitation avec assolement triennal ou en exploitations cultivant les mélanges fourragers.

La part afférente aux champs dans la superficie cultivée a passé, en moyenne des exploitations exclusivement herbagères de la région des collines, de 3,8 % en 1939 à 17,5 % en 1944-45 et de 2,3 % à 9,7 % dans les exploitations exclusivement herbagères des vallées alpestres.

C'est en tenant compte de ces transformations, marquant une régression de la spécialisation, que le tableau suivant a été dressé ;

Il indique la production en vue du marché dans les différents groupes d'exploitation (sur les 22 types nous n'avons retenu que les plus « spécifiques »).

	Autoc.	Marché
1 — Exploitation exclusivement herbagère des régions propices à l'arboriculture fruitière.	13 %	87 %
2 — Exploitation avec assolement triennal amélioré.	16 %	84 %
3 — Exploitation herbagère avec quelques champs.	17 %	83 %
4 — Exploitation exclusivement herbagère, région des collines.	19 %	81 %
5 — Exploitation exclusivement vallées alpêtres.	20 %	80 %
6 — Exploitation du Jura sans pâturage....	22 %	78 %
7 — Exploitation alpestre herbagère.	26 %	74 %
8 — Exploitation des vallées élevées des Grisons et du Valais.....	44 %	56 %

Ce tableau classant les systèmes cultureux d'après les données techniques, permettrait donc un classement des exploitations d'après les données économiques, d'après le pourcentage de vente.

Les comptes rendus de l'Union Suisse des paysans montrent que les petites exploitations, vendant la plus faible proportion de leur

production, sont néanmoins celles qui, non seulement donnent les plus gros rendements bruts à l'hectare, mais encore fournissent par hectare, au marché, la plus grande quantité de produits.

Superficie des exploitations :	Rendement brut à l'hectare	Auto-consommation	Marché
3 à 5 hectares....	1.195 fr.	392 fr.	801 fr.
5 à 10 hectares....	1.106 fr.	271 fr.	745 fr.
10 à 15 hectares....	913 fr.	205 fr.	708 fr.
15 à 30 hectares....	834 fr.	166 fr.	668 fr.
+ de 30 hectares..	712 fr.	115 fr.	597 fr.

Nous avons donc analysé le phénomène d'autoconsommation dans l'agriculture Suisse par rapport : — à la surface — aux produits — aux systèmes culturaux — aux revenus bruts à l'hectare.

Nous avons vu que l'autoconsommation de la ferme jouait un grand rôle dans l'agencement de l'exploitation du sol ; il ne représente cependant qu'une faible fraction de la production. Peut-on dire que l'Agriculture Suisse soit soumise au même titre que l'agriculture Danoise aux fluctuations des marchés national et international ?

Nous ne le pensons pas ; certes comme tout système d'exploitation perfectionné, elle exige des achats de matériel et d'engrais, de semences et de services, mais elle reste en grande partie fidèlement attachée à un idéal paysan. Comme au Danemark la production animale représente la branche principale des activités agricoles, mais la spécialisation dans l'élevage y est moins poussée : 50 à 55 % contre 80 %.

En conclusion nous dirons que l'agriculture Suisse est axée sur le marché à un moindre degré que l'agriculture Danoise ; cela paraît expliqué par la présence sur le marché international des produits industriels Suisses, contre-partie des importations nécessaires de denrées alimentaires. C'est la nécessité d'un équilibre économique basé sur 2 branches d'activité qui a déterminé l'évolution de l'Agriculture Suisse sans l'entraîner dans la révolution commerciale.

TROISIÈME SECTION

L'AGRICULTURE DES PAYS NEUFS
ET L'AUTOCONSOMMATION

C'est l'autoconsommation agricole aux Etats-Unis qui retiendra notre attention.

Lorsque l'on parle de l'agriculture aux Etats-Unis, on a immédiatement devant les yeux un type de ferme assez nettement défini. Telle celle-ci située dans le Montana (13). Les fermiers : un ménage et un de leurs enfants, aux périodes de pointe un manœuvre est embauché : l'exploitation : 1.000 hectares uniquement cultivés en vue de la production du blé. La production varie de 9 à 10 hectolitres de grain à l'hectare.

L'emploi du temps est simple, le voici : 20 journées de travail pour le labour, 6 pour les semailles, et 20 journées (jour et nuit) pour la moisson.

Le matériel est important mais simple : tracteurs, charrues polysocs, semoirs, moissonneuses, batteuses, camions... le tout ne nécessitant pour abri qu'un immense hangar.

Ce système d'exploitation du sol nous met en présence d'une technique simple : le moteur, une culture.

S'en tenir à cette première image constituerait une erreur et surtout un oubli. Tous les auteurs en effet reconnaissent l'existence dans ce vaste territoire de deux systèmes d'exploitation bien différents l'un de l'autre.

Et si l'on rencontre des entreprises géantes de 100.000 et 200.000 acres constituées en sociétés et fortement industrialisées, il faut remarquer que les grandes fermes de plus de 5.000 acres n'occupent pas plus de 1 % de la surface totale.

A côté de ce système d'exploitation, il y en a un autre, celui qui perpétue les traditions importées d'Europe par les premiers colons (essentiellement, Europe méridionale).

Aussi M. le Professeur Fromont fait-il remarquer (14) que « c'est par une abstraction abusive que nous parlons de l'agriculture Américaine ».

En réalité il y a « des agricultures américaines », celle des états de l'Est est tout à fait différente de celle des plaines du centre.

(13) Alex LE FAS, *Revue politique et parlementaire*, Décembre 1946.

(14) Cours Doctorat, 1946-47, p. 40.

L'enquête effectuée en 1909 sur 106 fermes de l'Etat de New-York est révélatrice d'un état de chose très intéressant.

On peut dire que les familles qui exploitaient ces fermes trouvaient dans leur propre fonds environ la moitié de leur subsistance.

Eles produisaient 62 % de leur nourriture, 50 % de leur combustible et 45 % du coût de la vie totale (y compris le loyer de la maison).

Si l'on cherche pour chacun des produits de consommation courante, la fraction produite sur place on obtient les résultats suivants :

— Pommes de terre.	110 %
— Haricots.	86 %
— Farine de blé.	63 %
— Lait.	96 %
— Beurre.	87 %
— Œufs.	99 %
— Miel.	16 %
— Légumes.	90 %
— Volailles.	95 %

(P. Fromont, *op. cit.*).

Une autre enquête effectuée en 1926 et portant sur 2.886 familles, situées dans 11 états différents, confirme en gros les résultats de la première : en effet ces fermes produisaient 42,8 % de tous les biens consommés par les exploitants. Il n'y aurait cependant pas plus de 8 % des fermes où plus de la moitié des récoltes serait destinée à la consommation familiale, soit 510.000 fermes sur plus de 6.000.000.

La ferme moyenne aux Etats-Unis comprend 66 hectares brut, dont 25 hectares de terres labourées.

Aussi ne retrouverons-nous pas partout une autarcie comparable à celle des pays européens où les dimensions de l'unité de production sont en général plus faibles.

Par comparaison avec l'exploitation européenne on a voulu savoir, sur 100 fermes quelles étaient celles qui avaient renoncé à certaines productions considérées comme indispensables dans nos pays; les résultats sont les suivants : (15)

sur 100 fermes, 14 n'entretiennent pas de volailles, 41 pas de vaches, 43 pas de porcs, 93 pas de moutons, 64 ne cultivent pas de

(15) P. FROMONT, *op. cit.*

pommes de terre, 66 pas d'avoine, 97 point de tomates ni de haricots, 98 % pas de choux et 99 % pas d'oignons.

Ceci nous montre que les exploitations spécialisées sont nombreuses.

Nous sommes donc en présence de résultats entièrement opposés, selon les régions considérées et les systèmes de culture envisagés.

M. Fromont voulant donner une idée d'ensemble du phénomène d'autoconsommation dans l'agriculture des Etats-Unis, propose un chiffre pouvant varier entre 10 à 15 % de la production : en 1929 la valeur totale de la production agricole vendue s'est élevée à 10.134 millions de dollars, la valeur totale de la production consommée sur place représenterait 1.777 millions de dollars, c'est-à-dire 15 % du total.

Pour la même année, d'autre part, l'étude de la comptabilité de 11.085 fermes révèle que ces fermes ont vendu chacune en moyenne pour 2.669 dollars et ont consommé sur place 262 dollars de leur propres produits ; soit moins des 10 % de leurs ventes.

Si nous comparons ces résultats avec ceux que nous proposent les auteurs Suisses pour leur pays (de 16 à 18 %) nous constatons que l'autarcie familiale américaine est inférieure à celle de la Suisse. Cependant le phénomène qui nous intéresse ici est d'un même ordre de grandeur dans un pays d'agriculture évoluée mais traditionnelle et dans un « espace » où malgré tout, le type le plus répandu d'exploitation n'a rien de comparable au type général de l'Europe occidentale.

C'est bien ce facteur commun qui permet de définir en partie les spécificités du monde rural opposé à la civilisation industrielle.

QUATRIÈME SECTION

L'AGRICULTURE PLANIFIEE ET L'AUTOCONSOMMATION EN U. R. S. S.

Si l'U. R. S. S. a pu, en quelques années, devenir une des plus grandes puissances du monde, c'est parce qu'elle a su rapidement moderniser son agriculture. Et c'est en refoulant par tous les moyens l'esprit paysan qu'elle a pu s'équiper industriellement.

Nous ne pouvons pas parler en économie planifiée de production en vue du marché que nous opposerions au système d'économie de besoin.

Ici nous opposerons les deux systèmes de production agricole planifiée et de production individuelle en vue de satisfaire les besoins de l'exploitant.

Nous allons essayer de voir dans quel rapport les deux systèmes coexistent en U. R. S. S.

C'est l'étude de la situation économique et sociale de l'agriculteur qui nous permettra de donner des bases d'évaluation.

Le travailleur agricole ne demeure un paysan au sens occidental du terme que dans le cadre de sa petite maison, de son petit jardin potager, de son étable et de son poulailler, dans le cadre de sa petite exploitation familiale où il exploite à sa guise une ou deux vaches, quelques porcs, des poules et les légumes et fruits de son enclos.

Aujourd'hui, dans les Kolkhoz, en moyenne, une famille exploite une vingtaine d'hectares, ce chiffre ne constituant que le rapport de la surface totale au nombre de familles et non les limites d'une exploitation familiale au sens occidental du terme.

Sur ces 20 hectares la famille dispose environ d'un hectare à titre individuel.

A ce terrain se joint celui qui dans de rares cas est laissé à la disposition entière de certains agriculteurs. En tout, on estime que les 10 % du terrain sont soustraits au régime Kolkhozien et sovkhazien (16).

Cette valeur permettrait donc de chiffrer l'autoconsommation dans la mesure où l'on admettrait que la terre « individuelle » produit autant que la terre « collective » et que toute sa production est consommée sur place.

Mais une autre considération doit faire l'objet de nos préoccupations. Conformément aux statuts du kolkhoz, une partie de ses revenus en produits et en argent sont remis à l'Etat au titre des livraisons obligatoires pour rémunérer les travaux exécutés, notamment par les stations de machines, et constituer des fonds de semences. Le reste est réparti entre tous les kolkhoziens, proportionnellement au nombre de journées accomplies. Cette répartition se fait en nature et en espèces. Pouvons-nous chiffrer la proportion attribuée en nature ?

La question est très délicate parce qu'elle n'admet pas de réponse unique et uniforme.

En effet, en Russie la spécialisation des cultures est très poussée dans certaines régions, alors que dans d'autres, où le climat, le sol,

(16) P. GEORGE, *Géographie agricole du Monde*. Editions « Hier et Aujourd'hui », 1946.

et la densité de la population le permettent, c'est un système de polyculture intensive qui domine.

Si à la rigueur on pouvait évaluer cette attribution de denrées, pourrions-nous la qualifier « d'autoconsommée » au sens que nous avons donné à ce terme au cours de nos études précédentes ?

Nous ne le pensons pas : il s'agit ici purement et simplement d'un salaire.

En effet la principale activité de l'agriculteur est celle d'un ouvrier de la coopérative agricole, effectuant à l'aide du matériel collectif les tâches tracées par le comité élu pour la gestion du domaine, et rémunéré en fonction des travaux accomplis au cours de l'année.

On ne peut pas qualifier ce système de rétribution, de phénomène d'autoconsommation. La quantité de denrées attribuées est déterminée par la seule autorité publique : la qualité et la nature du produit sont essentiellement indépendantes de la volonté de celui qui les cultive et qui les recevra en paiement de son travail.

Nous retrouvons ici un point de distinction déjà analysé par ailleurs.

En tant que maître indépendant de sa toute petite exploitation l'agriculteur russe produit pour sa consommation, en tant que salarié kolhozien il consomme une fraction de la production à laquelle il a participé.

Au point de vue technique et physiologique le résultat est certainement le même, au point de vue économique la différence est essentielle puisqu'elle permet de distinguer un système d'autarcie naturelle d'une économie étatiquement planifiée.

Le salaire en nature ne constitue pas moins la reconnaissance du principe qui consiste à limiter les échanges inutiles, et au point de vue psychologique et social la satisfaction accordée au désir de consommer le fruit même de son travail, désir qui est certainement commun à tous les travailleurs agricole.

CÔNCLUSION

Nous avons pu relever l'existence de phénomènes d'autoconsommation dans tous les genres d'agriculture.

Mais une fois de plus nous avons eu l'occasion de vérifier le principe d'après lequel l'importance chiffrée du phénomène ne suffit pas dans la détermination du régime économique des exploitations. Il n'en reste pas moins la constatation d'une très grande diversité dans les degrés d'autarcie agricole.

Cette diversité à l'époque contemporaine ne fait que traduire les différences dans l'évolution à travers le temps.

L'agriculture danoise actuelle est la résultante d'une réforme agraire relativement ancienne et d'une politique agricole dynamique dans un pays où la production agricole est restée en plein XX^e siècle le secteur principal de l'activité nationale.

Dans ce pays l'agriculture n'a pas été brimée par une industrie qui aurait opéré son expansion à son détriment.

L'histoire agricole Danoise est celle d'un progrès constant et voulu qui a su accepter les risques du marché pour profiter de ses avantages au moyen d'une organisation intelligente et dynamique.

Dans une vue schématique on pourrait dire de l'agriculture des U. S. A. qu'elle n'a pas d'histoire tellement elle est une émanation presque complète du monde moderne, tout au moins dans les régions de culture extensive.

Sa modernisation a connu un essor extrêmement rapide, grâce à l'adaptation des techniques industrielles par des entrepreneurs audacieux.

L'expansion de l'agriculture Russe est aussi spectaculaire que celle de l'agriculture américaine.

Si la Russie a une longue histoire... elle a connu une grande révolution. Et dans quelques années, en passant du mir au kolkhoze, l'exploitation a permis de nourrir une population urbaine extraordinairement grandissante.

La France qui, au terme d'une longue histoire a donné la liberté juridique à l'exploitation du sol et un siècle plus tard a crû lui garantir la liberté économique à l'abri de la protection conservatrice des tarifs douaniers, accuse une expansion nettement plus lente.

Ainsi, plus lentement dans certains pays, plus rapidement dans d'autres, l'agriculture accuse partout une progression indéniable dans la voie de l'expansion, mais ce n'est que dans de rares exceptions que les phénomènes d'autarcie ont totalement disparu.

Nous retiendrons de cette étude, la tendance générale à la régressoin de l'autarcie agricole, mais l'existence quasi-générale d'un résidu plus ou moins important d'économie de besoin.

Nous étudierons plus tard le sort réservé par l'avenir à ce résidu. Actuellement c'est le Trend qui nous retiendra.

SOUS-TITRE II

L'interprétation générale du Trend

Nous nous proposons, sinon d'expliquer dans le détail le phénomène analysé précédemment, du moins de le replacer dans l'ensemble de l'expansion économique de la France, en marquant ainsi qu'il n'est pas autonome.

Ce sera là l'objet de nos premières préoccupations qui, par ailleurs nous amèneront à étudier l'effet sur l'autoconsommation agricole des grandes secousses enregistrées par la vie nationale ; les accidents du Trend : les guerres et les crises.

CHAPITRE I

LE TREND

La baisse presque constante de l'autoconsommation agricole est liée à l'existence de deux phénomènes complémentaires :

- Les variations du rapport entre population urbaine et agricole.
- L'augmentation générale de la production agricole.

a) *Les rapports de population*

A la fin du XVIII^e siècle on estimait à 25 millions la population française ; actuellement elle atteint le chiffre approximatif de 42 millions.

Cet accroissement important s'est traduit indiscutablement par une augmentation générale des besoins de denrées alimentaires.

En ce qui nous concerne, il n'y aurait là qu'un problème d'intérêt secondaire si cet « *accroissement* » ne s'était accompagné d'un « *déplacement* ».

En effet la fraction agricole de la population est passée dans l'espace d'un siècle et demi de plus des $2/3$ à moins de $1/4$ de la population totale.

En négligeant, dans une première approximation, le rôle joué par les importations on doit reconnaître que chaque agriculteur doit nourrir trois non-agriculteurs ; il y a 150 ans, il ne devait pourvoir qu'à la moitié des besoins d'un citadin.

Dans ces conditions il est normal d'enregistrer une baisse sensible en valeur relative de l'autoconsommation. L'agriculteur vend de plus en plus pour satisfaire une demande extérieure croissante.

b) *Augmentation de la production*

Si l'on passe des pourcentages aux valeurs absolues, on se rendra compte de ce que $1/4$ de 42 est inférieur aux $2/3$ de 25. Ainsi, non seulement chaque agriculteur doit pourvoir à un nombre croissant de besoins urbains, mais encore le nombre total d'agriculteurs a diminué.

Ce sont là deux éléments complémentaires du phénomène de la répartition entre secteurs d'activité.

Il a donc fallu que la production par travailleur agricole croisse considérablement pour permettre le « départ de la terre » et à la fois fournir les vivres à tous ceux qui sont partis et à ceux qui se multiplient dans les villes.

Bien plus, le rendement par homme a été accompagné d'un accroissement parallèle de rendement par unité de surface cultivée puisque, dans l'ensemble de la France, l'importance des terres abandonnées a crû elle aussi.

L'augmentation générale des productions n'a pu dès lors s'accomplir qu'avec l'adjonction d'éléments extérieurs au monde agricole : le progrès technique sous toutes ses formes et avec ses conséquences dont la plus importante pour nous est la nécessité de son paiement.

Ainsi : les deux phénomènes opposés mais complémentaires ont joué pour déterminer un recul constant de l'autarcie de l'exploitation : la vente toujours plus étendue des produits, les achats toujours plus onéreux de matières, de machines, et de services (plus ou moins directs).

Il est à peu près impossible de mesurer l'importance de l'exode rural : il est déjà très délicat de définir le phénomène (1). Et pourtant on sent très bien qu'il est lié à l'expansion de l'économie agricole, à moins de considérer un pays comme le Danemark où le développement de l'activité économique s'est presque exclusivement reporté sur la production agricole pour l'exportation.

Pour que l'exode rural puisse se produire il faut que le progrès technique se développe plus rapidement que la population ; sans cela tout le surplus de population resterait à la terre pour essayer de se nourrir directement par la voie de l'autoconsommation.

Il faut que chaque départ soit accompagné d'une production par homme restant accrue : pour cela l'agriculteur doit augmenter la productivité de son effort en le combinant au progrès.

Par ailleurs ce progrès, sous une forme sensible, est le plus souvent, le produit de l'industrie qui appelle les agriculteurs en surplus et donne à ceux qui restent les moyens techniques appropriés.

C'est donc d'une façon très intime que l'éclatement de l'économie fermée agricole est liée à l'expansion générale de l'économie.

C'est dans la mesure où l'agriculture ne représente qu'un secteur en voie de dépeuplement au profit des autres secteurs que l'exploitation s'intègre à l'ensemble du progrès économique.

Il est pour le moins curieux de constater l'opposition existant entre l'expansion de l'agriculture, liée au dépeuplement, et l'expansion générale, liée à la « condensation » et à « l'augmentation » de la population qui seules, pour l'Ecole sociologue française, ont pu déterminer la division du travail et le cortège de ses avanatges (2).

Dans cette ligne de pensée il serait normal d'expliquer le retard relatif de notre agriculture par le développement de la population française qui, jusqu'en 1940, a été plus faible qu'ailleurs et par le retard aussi de l'évolution de son rapport entre les populations urbaines et rurales.

Par contre, il ne serait pas inexact d'expliquer, en partie, le retard de l'expansion générale de l'économie française par le maintien d'un très grand nombre d'exploitations agricoles restées dans une atmosphère économique peu évoluée.

Faut-il dès lors préconiser un exode rural massif qui en développant l'économie française, dégagerait par là même son agriculture ?

(1) P. FROMONT, *Démographie économique*. Payot, Paris, 1947.

(2) DURCKHEIM, *De la division du travail social*. 1893.

Nous ne le pensons pas. Si les théories modernes prévoient l'obtention d'un « maximum économique » avec 5 ou 10 % de ruraux, il semble que l'économie française puisse trouver ailleurs son avenir.

Nous préciserons notre pensée dans la suite de ce travail : nous voudrions indiquer simplement ceci : un certain exode rural a été nécessaire, mais en tout un excès est nuisible.

Et en dehors de toute considération sociale, sentimentale ou politique, l'excès serait caractérisé par l'abandon des possibilités qu'une expansion de la production agricole donnerait à la France en lui permettant d'alimenter ses peuples voisins, et à l'exploitation agricole, en lui permettant de devenir une unité dynamique.

C'est là une orientation intéressante que semble préciser l'intérêt suscité par le déplacement des populations rurales des régions agricoles où leur encombrement les oblige à vivre en autarcie, vers des régions où leur arrivée stimule les rendements dans leur phase croissante.

L'expansion de l'exploitation, de l'agriculture et de l'économie nationale semblent donc liées, au moins en partie, à l'existence de relations intenses avec les pays étrangers.

L'étude du protectionnisme outrancier qui a caractérisé notre politique agricole nous permettra de confirmer cette proposition.

C'est le protectionnisme qui, démentant les affirmations de ses promoteurs a constitué un frein contre la progression, en intensifiant les crises qu'il voulait éviter, et en organisant la guerre économique qui n'a été que trop souvent le prélude à la guerre tout court.

CHAPITRE II

LES ACCIDENTS DU TREND

La tendance générale précédemment relevée se trouve contrariée par des événements d'une certaine gravité :

Les uns agissent directement sur les mécanismes de la production et de la consommation (les guerres, les crises), d'autres par l'intermédiaire des structures (réformes agraires).

Ce sont ces trois points qui nous retiendront à présent.

Nous étudierons successivement : les réformes agraires et l'autoconsommation, la guerre et l'autoconsommation, la crise et l'autoconsommation.

PREMIÈRE SECTION

LES REFORMES AGRAIRES ET L'AUTOCONSOMMATION

Certains souhaitent en France des réformes agraires ; d'autres les appréhendent qui voient dans le statut des baux ruraux la préparation dissimulée d'une réforme plus importante.

Nous n'avons pas à prendre parti sur ce point ; nous devons simplement examiner les répercussions possibles d'une réforme agraire sur les phénomènes d'autoconsommation.

Si dans les siècles passés les transformations brutales du régime agraire avaient pour but de partager la terre entre les paysans locataires et salariés, il semble bien aujourd'hui que le but dernier soit la collectivisation, après une étape de partage excessif destiné à faire accepter plus facilement par des gens ruinés par leur passion de terre, la vision anti-paysanne du kolkhoz. (Notamment en Europe Centrale).

C'est bien du moins ce que prétendent les publications officielles de l'U. R. S. S. et des pays satellites, commentant les changements agraires en Europe Centrale à l'époque contemporaine ; ce serait en tout cas la fidèle copie du modèle Russe.

Jusqu'en 1917 l'Empire Russe a partagé le régime agraire de toute l'Europe orientale (1). La terre appartenait au XIX^e siècle soit à de très grands propriétaires qui exploitaient leur domaine en utilisant la main d'œuvre servile, soit aux communautés villageoises (les mirs). En 1861 le servage a été aboli par Alexandre II mais les grands domaines n'ont pas disparu.

La tare fondamentale du système du mir était l'incapacité des paysans à mettre en valeur rationnellement la terre dont ils disposaient et à laquelle le système des redistributions périodiques ne leur laissait pas le temps de s'attacher.

Avant la guerre de 1915 cette agriculture, quoique très arriérée était vraisemblablement moins en retard qu'on ne l'a prétendu.

Les grands domaines et les paysans aisés cultivaient les céréales sur de vastes étendues et avec des moyens améliorés : les rendements à l'hectare étaient parfois supérieurs à ceux obtenus aux Etats-Unis.

La Russie était alors le plus grand exportateur de grains du monde entier.

Mais les paysans qui possédaient une grande partie des terres, étaient pauvres, illettrés et très routiniers.

La forte natalité russe a accru la misère des populations rurales sans moyens de travail, sans aucune instruction technique, envieuses des terres restées aux mains des seigneurs, contraintes à l'émigration vers les espaces libres de Sibérie occidentale. Le paysan a cru que l'appropriation personnelle de la terre l'avantagerait ; il a revendiqué la terre.

En 1917 le départ des nobles a permis la colonisation paysanne des terres seigneuriales. Mais le petit propriétaire s'est trouvé plus impuissant encore que dans les cadres d'entr'aide du mir.

Les petits paysans, nouveaux propriétaires, ne livrèrent plus au marché que des quantités infimes de grains : heureux de leur indépendance, ils cultivaient le sol pour satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille, ne se souciant que secondairement de vendre une partie de leur récolte ; d'ailleurs les faibles moyens dont ils disposaient leur permettaient tout juste de subvenir à leurs besoins.

Cette diminution des apports eût un effet désastreux sur toute l'économie soviétique en rétrécissant d'une façon dramatique la base

(1) E. ANTONELLI, Cours de Doctorat. Montpellier, 1949. — GEORGE, *Géographie agricole du Monde*. — C. BETTELHEIM, *La planification soviétique*. 1939.

alimentaire du pays et en particulier celle des villes nouvellement encombrées de population industrielle ; la grande propriété n'était plus là pour approvisionner le marché.

La situation peut se résumer ainsi : davantage de bouches à nourrir dans les villes, moins de produits sur le marché pour deux raisons : baisse de la production, consommation sur place augmentée.

C'est alors qu'en 1928 Staline se prononça pour une profonde et rapide réorganisation de la structure agricole russe de manière à remplacer l'exploitation individuelle par de grandes fermes collectives (kolhoz) et par des fermes d'Etat (Sovhoz) (2).

L'expérience russe sert indiscutablement de modèle aux dirigeants des pays en voie de collectivisation.

Il est intéressant de noter les deux phases successives : celle qui prétend favoriser le paysan en lui donnant la terre, accompagnée d'une autarcie à peu près totale (3) et celle qui favorise le Plan, accompagnée de l'expansion obligatoire de l'exploitation collectivisée pour subvenir aux besoins de la population industrielle.

Nous retiendrons des réformes agraires cette accentuation passagère des phénomènes d'autoconsommation due à une modification provisoire des structures de l'exploitation.

Nous allons constater un retour semblable aux formes peu évoluées d'économie, déterminé par des causes tout autres mais plus directes : en premier lieu la guerre.

DEUXIÈME SECTION

LA GUERRE ET L'AUTOCONSOMMATION

Par les dépenses improductives qu'elles nécessitent et par les destructions qu'elles occasionnent les guerres contemporaines déterminent un resserrement général de l'économie. Nous verrons qu'elles ne sont pas sans action sur les phénomènes plus limités d'autoconsommation.

Pendant l'occupation du territoire français par l'armée allemande, aucune base statistique sérieuse n'a pu être constituée. Nous ne pouvons pas étudier cette période durant laquelle toute déclaration et tout contrôle étaient faussés.

(2) Le mouvement avait été amorcé par le Code Agraire de 1922.

(3) Le même phénomène s'est produit en Hongrie. V. en ce sens « Les réformes agraires dans l'Est européen », article de R. CERCLER dans *Revue Politique et Parlementaire*, Mars 1949.

Toutes les difficultés ne se sont pas estompées avec la campagne 1945-46, et notamment celles qui découlent de l'estimation en valeur des différents postes d'utilisation de la production agricole.

Faut-il adopter le prix taxé ou le prix libre; le prix taxé ou le prix du marché noir ?

M. Klatzmann indique pour le vin, en 1946-47, cinq procédés possibles d'évaluation.

Devant de tels obstacles, toute estimation ne pourra constituer qu'une approximation grossière de la réalité; et quels que soient les résultats proposés, ils seront critiquables.

Nous pensons, tout de même, que les données proposées par M. Klatzmann et M. Coutin ont une valeur de comparaison avec la base traditionnelle de l'année 1938 (4).

Ce sont les résultats de leurs travaux que nous allons utiliser.

Campagne 1945-46

Voici les données relatives à cette campagne :

TABLEAU GÉNÉRAL en milliards de francs

Produits	Commer- cialisation	Autoconsom- mation	Total
Blé, Seigle	19	6	25
Pommes de terre.....	15	10	25
Betteraves.	5	—	5
Légumes.	30	20	50
Fruits.	10	5	15
Vins.	45	15	60
Divers.			10
Total Produit végétal.....	125	56	190
Viandes.	90	50	140
Produits laitiers	30	10	40
Volailles.	20	30	50
Œufs.	20	15	35
Total Produit animal.....	160	105	265
TOTAL général.....	275 à 300	150 à 175	455

(4) M. COUTIN, Travaux dactylographiés; commissariat au plan. M. KLATZMANN publie chaque année dans « Etude et Conjoncture », série rouge, des articles concernant le *Revenu de l'Agriculture*.

Avant guerre la consommation familiale des produits de la ferme représentait en valeur 22,8 % de la production finale.

Cette fraction s'élèverait en 1945-6 à 33 %. Pour expliquer cette augmentation de l'ordre de 50 % nous devons considérer les deux termes de la fraction :

— Le numérateur, production finale, est réduit par rapport à ce qu'il était en 1938.

— Le dénominateur, consommation familiale, a augmenté.

Nous n'insisterons pas sur la baisse de la production générale ; c'est l'augmentation de l'autoconsommation qui retiendra notre attention.

Trouvant de moins en moins de produits sur le marché, l'agriculteur qui le peut, essaiera de produire dans son exploitation le plus possible de biens divers répondant à ses besoins variés.

Et l'observation nous apprend que, dans la réalité, les choses se sont bien passées ainsi : l'herbager a retourné des prairies pour les ensemercer, le viticulteur a constitué ou développé son jardin et sa basse-cour, le producteur de céréales a organisé un élevage de porcs, le producteur de betteraves une vacherie...

Toutes ces opérations répondaient le plus souvent à la nécessité bien plus qu'à un souci de rentabilité.

Il semble donc que pendant la guerre et l'immédiat après-guerre, l'autoconsommation se soit développée de façon relative et aussi de façon absolue (5).

Il serait aisé de faire le même raisonnement et les mêmes observations pour l'autoapprovisionnement, notamment en ce qui concerne la nourriture du bétail.

Campagne 1946-47

Au cours de la campagne 1946-47 la part de la production commercialisée est évaluée à 70 % et celle de l'autoconsommation à 30 %. La production générale progressant peu à peu vers un niveau normal, il a été plus facile à chaque agriculteur de s'approvisionner sur le marché en produits agricoles dont la culture s'avérait d'une rentabilité plus douteuse devant une nécessité moins impérieuse.

(5) L'autoconsommation du lait par exemple. Voir en ce sens : « Notes documentaires et études », n° 760. Série française; Etude portant sur l'autoconsommation du lait de 1937 à 1946.

Cette campagne souligne l'existence d'un renversement du mouvement (6) par la tendance à l'augmentation du numérateur et à la diminution du dénominateur de la fraction qui nous intéresse ici.

Campagne 1947-48

La statistique agricole nous enseigne qu'en 1947 la récolte a été généralement inférieure à celle de l'année précédente.

On pourrait dès lors s'attendre pour la campagne 1947-48 à une recrudescence de l'autoconsommation.

Or, d'après les évaluations de M. Klatzmann, la consommation familiale aurait marqué un net recul, puisqu'elle serait passé à 27 %.

L'auteur fait remarquer que le déficit de la récolte 1947 a porté principalement sur le blé : cette dernière céréale ne représentant plus, en valeur, qu'une faible part de la récolte totale, il est normal que ses variations pèsent moins sur les fluctuations générales (le blé ne représente plus que 4,5 % des recettes de l'agriculture contre 17 avant guerre).

L'accroissement relatif de la consommation familiale de blé n'a guère d'incidence sur le niveau général de la consommation à la ferme estimée en valeur.

La consommation de porc est celle qui a diminué dans les plus fortes proportions (quantités et valeur).

Dans l'étude de M. Coutin portant sur l'année 1948 la tendance à la baisse du phénomène qui nous intéresse apparaît de façon très nette.

La consommation familiale ne représenterait plus que 22,4 %. Nous devons remarquer que cette analyse portant sur une année à cheval sur les deux campagnes 1947-1948 et 1948-1949 nous laisse prévoir la tendance de la période suivante.

Campagnes 1948-49 et 1949-50

La part de la consommation familiale dans la production de l'agriculture est retombée en 1948-49 à un niveau très voisin de celui de l'avant-guerre. On ne constate aucune modification sensible

(6) Il semble qu'il ait débuté en 1945-46, l'autoconsommation étant plus importante pendant la guerre.

en 1949-50 ; la part de la consommation familiale demeurant voisine de 22 % (7). Nous pouvons proposer le tableau récapitulatif suivant :

PART EN VALEUR DE L'AUTOCONSOMMATION
DANS LA PRODUCTION DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE (en pourcentage) :

1938	1945-6	1946-7	1947-8	1948-9	1949-50
22,8	33	30	27	22	22

On constate que pendant la guerre le phénomène considéré s'est accru et qu'actuellement ayant retrouvé son niveau d'avant-guerre il marque une tendance à la stabilisation.

La documentation suisse nous présente les mêmes résultats marqués simplement d'un décalage par rapport aux nôtres ; le niveau de 1938 est atteint de nouveau en 1946. Depuis la stabilité est très nette.

S'agirait-il d'un arrêt durable dans l'évolution de l'autoconsommation, après une regression rapide au cours des quarante premières années de ce siècle ?

L'année 1938 peut être considérée comme caractérisée par un certain équilibre général, ou plus exactement par la situation intermédiaire entre deux déséquilibres successifs et contraires.

Sommes-nous actuellement dans une période stable ou bien dans l'attente d'un nouveau déséquilibre ?

Il est des raisons de penser qu'à l'heure actuelle, sans la menace d'un conflit international, nous connaîtrions la crise. Et la crise économique, tout comme la guerre, n'est pas sans action sur les phénomènes d'autoconsommation.

TROISIÈME SECTION

LA CRISE ET L'AUTOCONSOMMATION

Si le *cycle* général peut être interprété dans une explication économique, mécanique, monétaire, voire psychologique, les crises

(7) V. *Etudes et Conjoncture*. Nov.-Déc. 1950.

agricoles ne connaissent pas la régularité ondulatoire du cycle et ne peuvent être expliquées qu'à partir des éléments naturels (8).

Les facteurs atmosphériques et météorologiques sont à ce point déterminants dans la production agricole qu'un effort intense et généralisé pour accroître les récoltes peut être suivi d'une diminution des productions. Par contre un relâchement n'entraîne pas obligatoirement une régression.

Les « pulsations » (J. Milhau) de la vie agricole sont réglées sur un rythme bien différent de celui qui caractérise la vie industrielle et commerciale.

Cependant, au travers des siècles, on assiste à un renversement complet des données : au moyen âge la sous-production agricole était quasi-permanente ; jusqu'au xix^e siècle elle n'était qu'accidentelle (p. ex. en 1793).

Pendant le xix^e siècle et le premier quart du xx^e siècle, c'était la surproduction qui était accidentelle ; actuellement l'état de surproduction agricole semble s'instaurer de façon permanente, tout au moins en ce qui concerne les produits de consommation courante.

Seule nous retiendra ici la crise accidentelle de surproduction.

Nous voudrions montrer comment l'autarcie de l'exploitation permet d'éviter les effets de la crise, et comment d'autre part la crise elle-même favorise le développement de l'autarcie.

I. — *L'autoconsommation, garantie contre la crise*

La résistance aux crises est de l'avis de tous les auteurs un des avantages les plus importants de l'autarcie agricole.

Dans la mesure où l'agriculteur ne demande rien au milieu, ni débouché, ni fournitures, il reste insensible aux variations qui se produisent dans ce milieu. Cela lui permet de traverser sans dommage et pourrait-on dire sans s'en apercevoir, les périodes de resserrement.

Comment pourrait-il subir la crise celui qui ignore les « impératifs » d'une « trésorerie », celui qui ne « dépense » pas pour produire et qui « n'encaisse » pas les fruits de son travail ?

L'exploitation familiale en économie semi-fermée n'ayant que peu de préoccupations « monétaires » ignore la plupart des diffi-

(8) J. SIROL, *Le rôle de l'Agriculture dans les fluctuations économiques*, 1942. — R. COURTIN et P. FROMONT, *Essai sur la crise agricole*, Revue d'Economie politique, Juillet-Août 1934. — H. GUITTON, *Les fluctuations économiques*, Traité d'Economie Politique de Gaëtan Pirou, Sirey, Paris, 1951. — HABERLER, *Prosperité et dépression*, S.D.N., 3^e édition, 1943.

cultés du pouvoir d'achat qui sont, en définitive, les conséquences les plus graves de la crise ; *elle voit dans la monnaie beaucoup plus un moyen d'épargne qu'un instrument d'échange.*

Non seulement elle ne paye pas sa main-d'œuvre, ses matières, puisqu'elle les fournit elle-même, mais encore elle ne ressent nullement les effets d'un resserrement général du crédit, puisque, pour ses achats, d'ailleurs limités, elle recourt à un autofinancement intégral.

Bien différente est la situation de l'exploitation industrialisée dans une économie de marché.

Elle vend mal ses produits, et donc ne peut acheter toutes ses matières par le jeu de sa trésorerie ; bien mieux, le crédit ne répond plus aux appels d'un autofinancement en détresse.

Les résultats de 100 comptabilités tenues dans des exploitations de l'Ille-de-France font apparaître en 1934 une perte de 467 francs par hectare.

L'office de comptabilité de Soissons, dirigé par M. Ferté, a établi que pour les six exercices 1930-31-1935-36 la moyenne générale des résultats de sa région accuse une perte de 200 francs par hectare (9).

Mais ceci n'est rien à côté des répercussions de la crise sur une agriculture super-industrialisée.

A cette même époque, aux Etats-Unis, c'est par dizaine de mille que des exploitants agricoles ont dû liquider leurs exploitations, vendre leur matériel et leurs terres (10).

C'est là, semble-t-il, le sort réservé en temps de crise à des exploitations trop spécialisées et trop endettées.

Nos grandes fermes sont, dans la plupart des cas (sauf le Midi et la Beauce), moins spécialisées que celles des grandes plaines centrales des U. S. A. : c'est là un avantage, en période difficile, puisque le risque économique se trouve divisé et que la mévente peut ne pas sévir avec autant de rigueur sur tous les produits.

En évitant ainsi le choc brutal de la crise et la faillite, l'exploitation de polyculture peut amorcer une réadaptation à la conjoncture en utilisant la possibilité de diversification plus grande des productions que son organisation lui conserve.

II. — *L'autoconsommation, conséquence de la crise*

Si l'on ne peut rembourser ses créanciers, on vend son exploitation. Si l'on ne peut payer ses moyens de production on essaye

(9) Louis SALLERON, *Pour une politique paysanne*. Revue politique et parlementaire, 10 novembre 1938.

(10) P. FROMONT, *Cours de Doctorat*, op. cit., p. 28.

de les obtenir sur place. Le mécanisme du retour au système d'autoapprovisionnement est très simple. On ne peut plus payer le carburant, les pièces, les réparations, mais on peut toujours produire de l'avoine et du fourrage pour les chevaux et remiser les tracteurs sous le hangar (tout comme on est obligé de le faire en temps de guerre, mais pour d'autres raisons).

On vendra moins puisque les ventes ne donnent que des recettes insuffisantes : mais on achètera moins aussi puisque l'on peut éviter la dépense. Le mode d'exploitation est en régression mais l'exploitation elle-même persiste. La diversification des cultures permettra à l'agriculteur de satisfaire directement davantage de besoins humains et l'autoconsommation augmentera elle aussi.

Devant la baisse des prix de vente et la réduction du pouvoir d'achat de l'agriculteur les phénomènes d'autoconsommation apparaissent à la fois comme un moyen de réduire les dépenses et un moyen de meilleure valorisation de la production : ainsi pendant la crise de 1930, en France, les achats d'engrais chimiques ont diminué d'une façon considérable et la fabrication du pain à la ferme s'est généralisée.

M. Cépède (11) rapporte les faits suivants : l'Office de Comptabilité rattaché à la Société Nationale d'Agriculture de Hongrie a constaté que la partie du rendement brut (production globale) qui prend le chemin du marché diminue en temps de crise.

Voici le tableau qui exprime ce phénomène :

FRACTION DE LA PRODUCTION LIVRÉE AU MARCHÉ

	1929-33	1934
Exploitations de moins de 10 arpents.....	52 %	55
— de 30 à 40.....	54 %	57
— de 50 à 100.....	56 %	72

On constate que les grandes exploitations présentent l'écart le plus important : il s'agit donc d'un véritable repli autarcique exprimant une réorganisation du système de production qui n'a pas été nécessaire dans la petite exploitation déjà en économie semi-fermée.

C'est cette extension de l'autarcie que M. Cépède retrouve aux Etats-Unis au cours de la crise.

(11) *Op. cit.*, p. 29 à 35.

Dans l'Illinois, les fermiers réduisent tous leurs postes de dépenses, certains jusqu'à 75 %. Par contre si l'on évalue les produits de la ferme consommés sur place, les chiffres correspondant à cette estimation passent de 390 dollars en 1930 à près de 490 en 1931 ; dans le Wisconsin, de 490 dollars en 1929 à 540 en 1933.

Ces données sont significatives mais nous pensons que l'importance de l'accroissement de l'autoconsommation apparaîtrait plus grande encore si l'on tenait compte de la baisse considérable des prix des produits agricoles entre les deux points de comparaison.

Nous avons visé jusqu'à présent l'augmentation des satisfactions directes des besoins de l'exploitant.

Or en période de crise générale l'autoconsommation agricole se trouve accrue par le jeu des mécanismes démographiques.

Aux Etats-Unis par exemple, l'exode rural s'est ralenti par la diminution des départs, et le phénomène a été même inversé par l'arrivée de nouvelles bouches à nourrir. C'est aussi le cas de l'Allemagne où une vieille coutume, d'ailleurs codifiée en 1933 et 1936, fait un devoir (en période de crise) à l'exploitant de recueillir les membres de sa famille, victimes urbaines de la conjoncture (12).

En cas de crise la terre est bien le moyen de production le plus stable puisque le plus polyvalent, et l'exploitation paysanne le refuge le plus sûr puisque le plus isolé.

A moins que sur la terre ne pèse une hypothèque et sur l'exploitation les charges d'une dette.

C'est alors à un renversement complet des phénomènes que l'on assiste, d'autant plus total que la crise sera plus profonde.

Devant un besoin fixe d'argent et des prix de vente en plein effondrement l'agriculteur doit vendre toujours davantage pour obtenir la même recette (13) : c'est l'*effet de revenu* défini par les économistes comme un effet anormal.

Il est anormal pour un entrepreneur rationnel qui délaisse ce qui ne rapporte plus ; il s'explique pourtant dans un monde où l'attachement au sol prime les valeurs monétaires. Et c'est bien parce qu'il est rivé à son sol que le petit exploitant accepte de vendre tous ses produits au risque de se sous-alimenter.

C'est ce qui a été constaté par la S.D.N. et la Confédération Internationale de l'Agriculture en juin 1939 au Congrès de Dresde.

(12) M. CÉPÈDE, *op. cit.*, p. 35.

(13) Le phénomène s'autoamplifie de lui-même sous le jeu de l'effet King.

Ces phénomènes se sont produits dans des pays pauvres et attardés (14) et aussi dans des régions riches comme les plaines du Danube et de la Vistule où la crise agricole a entraîné des sous-consommations atteignant parfois le niveau de véritables famines.

Ces phénomènes ont été peu connus en France où l'agriculture n'était pas endettée.

Mais, chez nous, nombreux sont les agriculteurs qui, pressés par un besoin d'argent, réduisent leur consommation ou ne gardent pour eux que des produits de basse qualité, pour vendre le maximum de biens de bonne qualité.

On pourrait multiplier les observations de ce genre, mais celles que nous avons précédemment consignées sont suffisantes pour nous permettre de situer dans la théorie économique les mécanismes que nous venons de découvrir.

III. — *Crise agricole, autoconsommation et théorie économique*

Nous pouvons préciser deux éléments ; il s'agit de l'appréciation du coût par l'agriculteur (coût objectif et coût subjectif) et de son incidence sur la forme capitaliste de la production agricole, dans une conjoncture de crise.

a) LE COUT OBJECTIF ET LE COUT SUBJECTIF EN PÉRIODE DE CRISE AGRICOLE

— « Un paysan qui consomme la plus grande partie de ce qu'il produit et qui vend l'excédent de sa récolte pour acheter quelques produits manufacturés est dans une situation tout à fait différente de celle d'un agriculteur spécialisé... Dans le cas du paysan, l'abaissement du prix de vente, même s'il n'est pas accompagné d'une baisse parallèle du prix à l'achat, sera facilement accepté, tandis que s'il supporte un coût objectif et rigide, l'exploitant sera placé dans une situation difficile ou catastrophique » (15).

...Le petit agriculteur préférera prolonger la durée du travail familial pour élever des porcs plutôt que de vendre mal son grain et d'acheter de la charcuterie.

C'est ce que l'on exprime en disant de lui « qu'il ne gaspille que ce qui ne coûte rien » ; ce qui ne se traduit pas en coût objectif, en dépense monétaire (dans notre exemple, son travail).

(14) C'est alors que se multiplient les cas « d'engagements pour dettes ». J. MORINI-COMBY, Cours de Doctorat, Montpellier, 1949..

(15) R. COURTIN, *Cours de théorie économique*, 1950-1951. Les Cours de Droit, Paris V, pp. 208 et suivants.

Et en période de crise agricole : « les agriculteurs accepteront de consentir des coûts subjectifs plus élevés, plutôt que de subir des coûts objectifs inchangés » (16).

La distinction entre coût objectif et coût subjectif permet bien de rendre compte du repli autarcique en cas de crise agricole ; ce repli est facilité par la substitution possible d'une catégorie de coût à l'autre dans le cadre d'une économie plus complexe et, par là-même, dans des conditions de production moins capitalistiques.

b) LE CARACTÈRE CAPITALISTIQUE DE LA PRODUCTION ET LA CRISE AGRICOLE

Si l'agriculture connaît une crise relativement profonde, la ferme uniquement céréalière (théorique) que nous nous proposons de suivre dans ses adaptations va réagir de la façon suivante, étant données les observations précédemment consignées.

Vendant mal son grain, elle n'achètera plus de carburant ni d'engrais chimiques ; elle substituera la traction animale et le fumier aux biens précédemment achetés. De ce fait, diminuant l'importance de ses emblavements (pour nourrir ses bœufs) elle vendra moins de grain ; et même, constatant la baisse moins forte des prix du bétail elle ne vendra plus du tout de grain à la meunerie et fera consommer ses récoltes par des porcs qu'elle engraissera.

Du même coup, nous voyons disparaître (par la faillite) le marchand de carburant, le fabricant d'engrais, le minotier et le producteur « industriel » de porc qui achetait toute la farine qu'il utilisait.

La ferme, elle, a la possibilité de se maintenir au prix d'un repli autarcique.

Il s'agit bien là d'un *raccourcissement de la structure capitaliste de la production* puisqu'une série d'échelons intermédiaires disparaissent et que le volume global des transactions se trouve largement comprimé. Quant aux biens de consommation commercialisés, leur volume se trouve réduit en premier lieu du fait de l'élargissement des bases de l'autoconsommation (diversification des cultures et des élevages), et en second lieu par la réduction de la productivité qui suit l'abandon de la spécialisation.

On pourrait utiliser les « triangles » de Hayek pour donner une représentation du processus, et montrer comment une politique de

(16) R. COURTIN, idem.

crédit facile à l'agriculture dans de pareilles circonstances permettrait d'éviter le « tassement » du triangle que nous venons d'enregistrer.

Si, en fait, les faillites industrielles sont moins nombreuses et l'autarcie agricole moins profonde, il semble tout de même que notre schéma permette de mesurer l'incidence d'une crise agricole à la fois sur le secteur agricole et sur les autres secteurs par l'intermédiaire du repli autarcique agricole.

Une crise agricole se transmet d'autant plus facilement à l'économie générale que l'agriculture considérée est plus capitaliste et doit accepter un repli autarcique plus profond pour se maintenir (à moins d'une politique énergique de soutien de l'agriculture).

CONCLUSION

Ayant donné par ailleurs une interprétation générale du Trend, nous voudrions maintenant la compléter en intégrant à la tendance centrale ce que nous venons d'étudier sous la qualification « d'accidents du Trend ».

En période de pénurie l'agriculteur, cherchant à satisfaire le maximum de ses besoins directement puisque la satisfaction par l'échange disparaît, développe son autoconsommation.

Mais si la pénurie est très profonde (le cas de la guerre en Allemagne par exemple en 1940-45) l'autoconsommation peut amorcer un mouvement inverse, sous le poids des réquisitions massives par exemple, et regresser considérablement jusqu'à déterminer une certaine sous-alimentation.

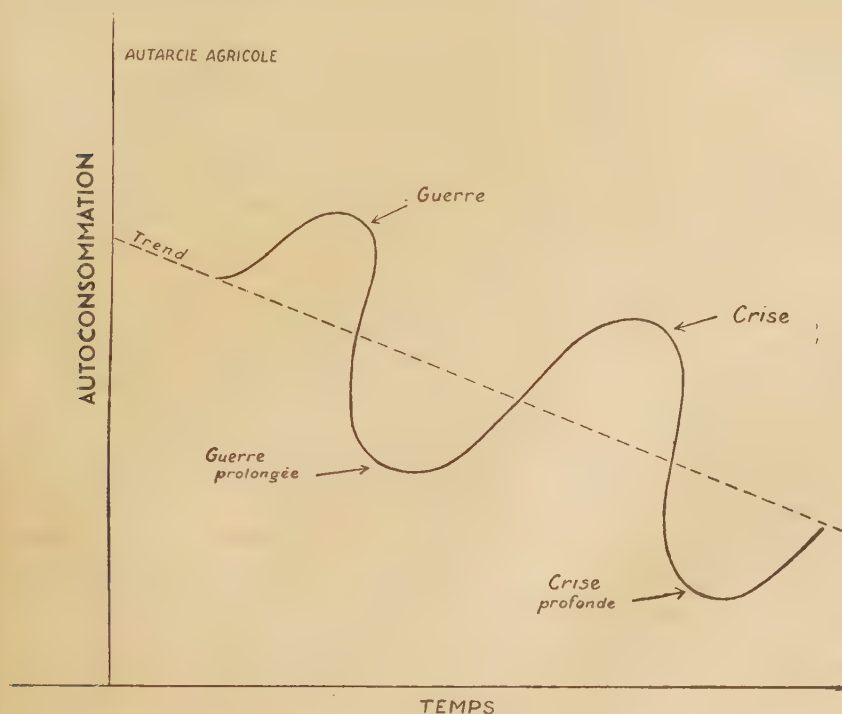
En période de surproduction, ne pouvant plus acheter avec les recettes réduites qu'il encaisse, l'agriculteur développe son autoconsommation.

Mais si la crise est profonde et le besoin d'argent pressant, l'agriculteur restreindra sa consommation et, dans ce cas, pourra souffrir encore de sous-consommation.

Ainsi, à un moment donné du Trend, la survenance d'une guerre ou celle d'une crise vont déterminer un accroissement des phénomènes d'autoconsommation ; mais une exagération de ces accidents déterminera un renversement complet dans les effets et une réduction des phénomènes considérés.

Sur le Trend viennent donc se greffer deux tendances anormales dues soit à la guerre, soit à la crise, et qui comprennent chacune la possibilité de deux effets contraires.

On peut présenter le schéma suivant :



Comme depuis une soixantaine d'années les crises et les guerres alternent sur un rythme rapide, on peut se demander si, entre deux périodes troublées, on connaît réellement un « moment » exact du Trend ou bien si l'on ne connaît que des situations influencées par les suites d'un accident antérieur ou par la prévision d'un accident prochain.

Comme pour tous les phénomènes économiques on sent très bien qu'il existe une position d'équilibre, mais il est bien difficile de la déterminer d'une façon précise : on doit se contenter de la circonscrire en l'opposant par abstraction aux points critiques.

On essaye de déterminer l'optimum démographique en opposant le pays, où le revenu par tête est le plus élevé, aux autres pays.

On définit approximativement le niveau du plein emploi en l'opposant au chômage et à la mobilisation générale.

On détermine la masse monétaire optima par rapport à l'inflation et au manque d'instruments de paiement ; tout comme le niveau du change entre deux pays à étalon-or se trouve situé entre les « gold points ».

Ainsi pour le phénomène qui nous intéresse nous dirons que les années 1938-39 et 1949-50 sont des années normales par rapport à la crise et à la guerre, mais nous ne pouvons pas affirmer qu'elles expriment exactement la tendance générale du Trend.

Nous savons qu'actuellement en France l'autoconsommation a retrouvé le niveau de 1938 et semble s'y maintenir, nous ne pouvons pas savoir si le phénomène est à l'heure actuelle au point normal (de son évolution) déterminé par le Trend.

*
**

Avec les accidents du Trend nous étions à la recherche d'une norme toute relative : celle qui découlerait de la suppression de toute influence étrangère à l'évolution régulière du phénomène : la position normale dans l'évolution, opposée à la position accidentelle.

Mais, puisqu'il faut prendre le Trend avec ses accidents, nous voudrions essayer de savoir si sa tendance générale marquera la regression de l'autoconsommation agricole jusqu'à la disparition complète du phénomène.

A priori, de réforme en révolution, de progrès en regression, de guerre en crise, on peut s'attendre à voir disparaître totalement une des caractéristiques les plus originales du monde agricole qui a été celle de toute la société du moyen âge, l'économie fermée.

Nous pensons que pour en arriver là il faudrait que l'exploitation, l'exploitant, et la production agricoles ne perdent pas moins que leur caractère propre, celui d'être « agricoles », ce caractère qui, bien souvent, marque leur infériorité économique dans un capitalisme de groupe.

Cette infériorité existe et il ne s'agit pas de la nier : mais elle n'est pas évidente et il ne suffirait pas de l'affirmer : il faut la démontrer.

C'est à cela que nous voudrions nous attacher, à présent, en montrant comment du jeu des mécanismes économiques ressort un « handicap » pour l'agriculture : ces éléments de faiblesse permettent d'expliquer la résistance, jusqu'à nos jours, d'un secteur d'économie fermée dans l'exploitation, et laissent prévoir pour l'avenir la subsistance d'une certaine autarcie agricole.

TITRE II. — ANALYSE

La résistance de l'autoconsommation et le jeu des mécanismes économiques

C'est au fonctionnement des mécanismes économiques que nous devons nous arrêter maintenant pour savoir si une économie de marché est un cadre dans lequel l'agriculteur peut s'adapter rapidement avec profit, ou bien, au contraire, un cadre réservant à l'agriculteur beaucoup de risques que ne sauraient compenser des bénéfices trop aléatoires et discontinus.

Les mécanismes du marché sont-ils favorables à l'expansion de l'exploitation agricole ? sont-ils, au contraire, déterminants du maintien d'un certain secteur d'économie fermée ?

« Face au marché », l'agriculteur est engagé dans la *complexité* d'un enchevêtrement délicat de phénomènes.

— S'il est aisé d'expliquer pourquoi une hausse du prix de l'acier se répercute immédiatement dans le prix de vente d'un tracteur, il est bien difficile de rendre compte de l'indépendance des prix de vente des produits agricoles à l'égard du prix d'achat du tracteur.

— A première vue, il n'y a rien de commun entre le marché du vin et celui de la betterave sucrière ; rien ne paraît relier les places de Soissons et de Béziers. On ne pourra en dire autant lorsque l'on se sera penché sur le marché de l'alcool.

— En avril 1951, les viticulteurs méridionaux vendent leur vin au prix de 25 francs le litre, alors que ce vin est revendu 100 francs par les détaillants de l'Ouest. Si cela n'intéresse pas l'agriculteur autoconsommateur, ce ne pourrait laisser indifférent celui qui vend et qui achète.

— On a vu brûler du café, dénaturer du blé, distiller du vin ; on n'a pas encore vu passer des chaînes de voitures neuves sous le marteau-pilon.

Toutes ces observations laissent perplexe le non-spécialiste. Et pourtant, elles permettent à l'économiste de dégager les *éléments d'adversité* d'une économie de marché, pour l'agriculteur.

Elles facilitent la compréhension de « *l'angoisse économique* » étreignant de nombreux agriculteurs contemporains qui se voient obligés de réclamer aux pouvoirs publics la destruction massive (quoique déguisée) de ce qui leur a tant coûté à produire.

Les dangers d'une agriculture « commerciale » proviennent de la conjonction de plusieurs éléments : la demande des produits agricoles souvent inélastique et la formation des prix résultant d'une offre fluctuante ; l'écart existant entre le « prix à la production » et le « prix de détail », celui qu'encaisse l'agriculteur et celui qu'il décaisse ;

La loi des rendements décroissants en agriculture, dont on a, cependant, bien souvent nié l'existence ;

L'effet king que l'on a pu vérifier sur de nombreux marchés.

De toutes ces observations, de toutes ces analyses nous *essayerons de dégager une synthèse permettant de situer l'agriculteur face au marché.*

Ce n'est pas à une analyse détaillée que nous voulons nous livrer, mais plutôt à une construction d'ensemble à partir des bases acquises par la science économique moderne (1).

(1) Parmi de nombreux travaux, nous citerons seulement ceux que nous avons plus particulièrement utilisés :

— J. MARCHAL, *Cours d'Economie politique*, Tome I, Paris, 1950. — *Le mécanisme des prix*, Paris, 1948. — *Prix de gros et prix de détail*, Rev. d'Eco. Pol., 1931. — *Rendements fiscaux et conjoncture*, Paris, 1942.

— P. FROMONT, *Cours de Doctorat* publié par les cours de Droit, 1943-50. — *L'Agriculture dans une économie libérée*, S.P.I.D. — *Rapport au Conseil économique sur la comparaison des prix agricoles et des prix industriels*, J. O., 8 mars 1951.

— P. FROMONT et René COURTIN, *Essai sur la crise agricole, production et population*. Rev. d'Eco. Pol., Juillet-Août 1930.

— J. MILHAU, Les ouvrages cités par ailleurs ; de plus : *Cours de Doctorat* non publié, 1950. — *Les débouchés alimentaires dans l'Agriculture française* dans « *Economie contemporaine* », Juillet-Août 1949. — *Prix et production en agriculture*, Etude économétrique de quelques marchés agricoles, Paris, 1938.

— E. ANTONELLI, *Protection de la viticulture par l'Etat*. Thèse Droit, Paris, 1905. — *Principe d'Economie pure. La théorie de l'échange sous le régime de la libre concurrence*, Paris, 1914. — *Manuel d'Economie politique*, Montpellier, 1946. — Un article dans la Rev. d'Eco. Pol., 1913, sur les rendements techniques et rendements économiques.

— J. MORINI-COMBY, *L'expérience italienne d'Economie agricole dirigée*, 1938.

— M. CLUSEAU, *Prix agricoles et politique rurale*, extrait des mélanges dédiés à M. le Professeur Joseph Magnol, Paris, 1948.

— M. CÉPÈDE, *Du prix de revient au produit net en Agriculture*, Paris, 1945.

— A. BERARD, *Du producteur au consommateur. Fruits et légumes*, 2 vol., Paris, 1936 et 1937. — *Prix de revient dans la culture*, Paris, 1938.

Et puisque, dans ce travail, nous nous proposons d'observer la réalité et que notre but n'est pas l'élaboration d'une théorie pure, nous considérerons l'explication théorique du marché comme un cadre qui nous permettra de comprendre les mécanismes et d'apprécier les interventions extérieures, notamment celles des pouvoirs publics.

Nous envisagerons successivement :

- Le fonctionnement des mécanismes, et
- Les interventions gouvernementales dans leur action sur l'autoconsommation agricole.

— R.-Y. FORESTIER, *Les prix agricoles*. Thèse de Droit, Paris, imprimée en 1948.

— BAUDIN, *Le mécanisme des prix*, 1940.

— J. AUBERT, *La courbe d'offre*, P.U.F., Paris, 1949.

— H. GUITTON, *Essai sur la loi de King*, Paris, Sirey, 1938. — *L'élasticité de la demande des produits agricoles*, Etudes agricoles d'économie corporative, 1942, n° 3. — *Le mécanisme des prix*, chap. IV du *Traité d'Economie Politique*, Tome I, publié sous la direction de L. Baudin, 1951.

— BOUNATIAN, *La loi de variation de valeur et les mouvements généraux des prix*, 1929.

— V. ROUQUET LA GARRIGUE, *Les problèmes de la corrélation et de l'élasticité. Etude théorique autour de la loi de King*. Thèse Droit, Montpellier, 1943.

— R. ROY, *L'élasticité de la demande*. Rev. d'Eco. Pol., Juillet 1934.

— B. NOGARO, *Cours d'Economie Politique*, T. I, 5^e éd., 1949. — *Les grands produits agricoles et la crise*, Paris, 1946. — *La crise de l'Agriculture et la politique agricole en France*. Revue économique internationale, Janvier 1936. — *Problèmes contemporains de finances publiques*, Paris, 1940.

— G. PIROU et M. BYÉ, *Traité d'Economie politique, l'Agriculture et le Commerce*, 1941.

— M. BYÉ, *Les lois du rendement non proportionnel*. Thèse Droit, 1928.

— FOURASTIER, *Le grand espoir du XX^e siècle*, Paris, 1950.

— BROUSSE, *Cours de technologie agricole* professé à l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques, 1946-47.

— E. CALMETTES, *La loi des rendements non proportionnels*. Thèse Droit, Toulouse, 1925.

— H. KRIER, *La charge des impôts sur l'Economie*, Théorie de la pression fiscale. Paris, 1944.

SOUS-TITRE I

Le fonctionnement des mécanismes économiques et l'autoconsommation agricole

L'agriculture face au marché

Entre la ville et la ferme il existe une distance, un espace géographique, mais aussi, et surtout pour nous, il existe un espace économique qui sépare le marché sur lequel l'agriculteur est vendeur et le marché sur lequel il est acheteur.

En ignorant cet espace on se condamne à ne pas comprendre la viscosité qui gêne les adaptations économiques.

Nous opposerons cet espace au temps, sans oublier pourtant que cet espace est susceptible, lui aussi, de varier dans le temps.

Temps et espace nous paraissent être les axes principaux de notre étude, puisque : c'est dans le temps que l'agriculteur peut adapter son exploitation aux impératifs du marché agricole, et que c'est dans l'espace que se relie le marché agricole et les marchés des fournitures nécessaires à l'agriculture.

Produisant pour vendre, l'agriculteur peut-il diriger son effort vers les productions les plus rentables ?

Devant acheter pour produire et pour se nourrir, l'agriculteur trouve-t-il sur le marché agricole la recette lui donnant sur les autres marchés le pouvoir d'achat nécessaire ?

C'est dans la mesure où les réponses à ces deux questions pourraient être négatives qu'une économie du besoin reposant sur l'autoconsommation trouverait sa justification.

CHAPITRE I

L'ADAPTATION DIFFICILE DE L'EXPLOITATION AUX IMPÉRATIFS DU MARCHÉ AGRICOLE : PREMIÈRE JUSTIFICATION DE L'AUTOCONSOMMATION

Nous considérerons l'agriculteur qui produit pour vendre : le but de sa production étant le revenu monétaire, il doit chercher à obtenir un prix de vente supérieur au coût de production.

Or, devant la multitude des exploitations nous sommes dans le cadre d'un monde « atomistique », d'un monde de petites unités. L'agriculteur doit donc chercher à établir sa dépense à un niveau inférieur à celui du prix du marché, puisqu'il n'a aucune action personnelle et directe sur ce dernier.

Le problème de l'adaptation de l'exploitation se situe donc au point de confrontation du prix et du coût qui détermine la recette et le revenu monétaire de l'agriculteur.

Nous devons donc étudier ici :

- le coût agricole, et
- le revenu monétaire agricole, avant d'aborder le pouvoir d'achat de l'agriculteur.

PREMIÈRE SECTION

LE RÔLE ATTENUÉ DU COÛT DANS LA FORMATION DES PRIX AGRICOLES ET LES AVANTAGES DE L'AUTOCONSOMMATION

La théorie économique nous enseigne que le coût est l'élément déterminant du marché tout au moins lorsque l'on considère une période suffisante pour que l'intensité de la production à partir des investissements donnés puisse être accentuée ou au contraire réduite. Le coût est l'élément régulateur.

Les économistes ruraux prétendent que les marchés agricoles ne répondent pas à cette règle générale.

Le coût agricole ne jouerait pas un rôle déterminant dans la formation du prix ; c'est qu'il a certainement des caractères spécifiques.

I. — *Les caractères du coût agricole*

1) LES ÉLÉMENTS DU COUT

Considérant une entreprise dont le minimum du coût moyen est inférieur au prix de vente, M. J. Marchal nous enseigne que deux politiques différentes peuvent être suivies par l'entrepreneur (1).

— La première est celle de l'entreprise dont la fraction la plus importante du coût est représentée par des éléments variables. Son travail se soldant par une perte, cette entreprise fermera ses portes.

— Par contre, l'entreprise à fort pourcentage de coûts fixes devra travailler, même à perte, pour essayer (en fixant son volume de production au niveau où le coût marginal égale le prix de vente) de récupérer une partie de ses coûts fixes sur la marge comprise entre le coût moyen variable et le prix.

Qu'elle travaille ou non cette entreprise doit payer ses coûts fixes ; aussi, son intérêt est-il d'essayer d'en récupérer la plus grande partie possible en limitant les pertes.

Mais cette situation est très défavorable puisque l'entreprise, dans ces conditions, est obligée de travailler à perte, tandis que d'autres entreprises (à composition différente de coût) n'ont qu'à fermer leurs portes.

L'exploitation agricole travaille essentiellement avec des coûts fixes ; l'exploitant se voit donc forcé de « continuer » en cas de pertes.

Il est facile de montrer comment les éléments variables du coût sont relativement peu importants : Que représentent la ficelle de lieuse, le charroi des gerbes, les battages par rapport à la dépense totale ? Il s'agit bien d'une dépense réelle, puisque, dans l'exploitation capitaliste que nous considérons, le coût est un coût objectif.

2) LE COUT CROISSANT ET LES RENDEMENTS DÉCROISSANTS

Etant donnée la position de nombreux économistes qui relèguent la loi des rendements décroissants en agriculture, dans le domaine des exceptions et des possibilités théoriques, (devant l'expansion du

(1) J. MARCHAL, *Cours d'Eco. Pol.*, Tome I, p. 571 et suivantes.

progrès technique), nous avons quelques scrupules à agiter ce « spectre vieillot » (Brouilhet)... à secouer « ces boîtes vides de l'économie politique » (Clapham).

Et pourtant nous pensons qu'il s'agit là de boîtes volontairement et excessivement vidées par les auteurs qui ont voulu réagir contre la « dismall science » échaffaudée toute entière sur ce spectre désolant.

Si l'on dépasse le « ressort » de Turgot, ou le « ruban » de Smith on se condamne à ne rien comprendre.

... « des avances doubles ne donneront jamais un produit double »... C'est là une vérité comme « l'économie » en a peu dégagé.

Les auteurs constatent que depuis 150 ans la production de blé à l'hectare va sans cesse croissant ; cela leur suffit pour condamner la loi des rendements décroissants en agriculture. Or, cela ne sert à rien de comparer des productions à l'hectare et de les baptiser « rendements » ; le rendement est un rapport, mais un rapport total.

Pour savoir si une production obéit à des rendements croissants ou décroissants il faut comparer le résultat à la *dépense totale* (terre — travail — capitaux).

Et si l'on constate que d'une année à l'autre, dans l'ensemble, l'agriculteur consent une dépense à peu près constante c'est bien parce qu'il se rend compte de l'effet non proportionnel.

En dépensant X sur son hectare de blé il sait bien que X est proche du point maximum, au-delà duquel l'effet serait trop décroissant.

Et en définitive si l'agriculture ne connaissait pas cette fameuse loi pourquoi les subsistances nécessaires à la population Française ne seraient-elles pas obtenues sur un seul hectare de terre cultivé d'une façon superintensive ? (2)

Nous avons raisonné jusqu'à présent dans l'hypothèse implicite d'un prix de vente du produit à peu près stable.

Lorsque nous connaissons la loi de formation de ce prix nous mesurerons l'ampleur de la décroissance du *rendement économique*. Nous pouvons noter, dès à présent, que la loi du rendement décroissant joue rapidement en agriculture et que sa sanction est d'autant plus appréciable que le coût est plus objectif et l'exploitation plus capitaliste.

(2) En très longue période le rendement peut se révéler croissant, sous l'effet du progrès technique.

Mais l'efficiencia du progrès technique, sauf dans les cas exceptionnels, ne change pas considérablement d'une année à l'autre.

Or, c'est bien dans ce cadre temporel que se situe l'adaptation de l'exploitation (par l'action sur la production) et la loi du rendement.

3) LE COUT UNITAIRE

La dépense globale est, en fait, à peu près constante d'une année à l'autre, c'est-à-dire que, si le coût global est fixe, le prix de revient unitaire varie considérablement puisqu'il est déterminé par la quantité produite.

Ce sont les variations de la production qui, en fonction du coût global déterminent le coût moyen unitaire.

Voilà bien un élément paradoxal pour la théorie générale qui veut fixer le volume de la production en fonction du coût unitaire.

Le coût marginal est à peu près indéterminable devant les variations de production dues aux éléments naturels (3) ; voici maintenant qu'il est condamné à ne jouer aucun rôle, puisque ce n'est pas la volonté du producteur qui déterminera le coût, mais le hasard des conditions atmosphériques qui le fixe en déterminant la récolte.

Bien plus, par là même le coût unitaire n'est jamais un coût « ex ante » ; il ne peut être qu'un coût « ex post » : c'est bien là un des facteurs les plus irrémédiablement opposés au calcul économique, et un des éléments de faiblesse les plus marqués de l'exploitation capitaliste.

4) COUTS LIÉS

S'il est possible d'obtenir, théoriquement, le coût unitaire en effectuant une simple division « ex post » il est par contre très mal aisé de déterminer le coût individuel de produits conjoints.

Il est encore plus malaisé de connaître le coût d'un produit dont l'obtention a nécessité l'utilisation de biens récoltés à la ferme et qui souvent ont eux-mêmes nécessité l'utilisation de ce premier produit (par exemple, l'avoine — le travail du cheval — la récolte d'avoine).

On pourra toujours établir une chaîne infinie d'équations... et enseigner l'algèbre aux agriculteurs.

Et d'ailleurs, ces coûts, ils les connaîtront trop tard, une fois la perte subie... Mais qu'importe puisque, même à perte, ils devront travailler encore pour limiter le déficit (alors même que les exigences techniques de continuité de l'exploitation n'existeraient pas).

Tout ceci nous laisse prévoir que le rôle de régulateur joué par le coût agricole est bien compromis : nous allons le vérifier

(3) On ne saura jamais si l'hectolitre de blé obtenu en plus, une année donnée, est dû à la dose supplémentaire d'engrais ou à des conditions atmosphériques favorables.

maintenant, en montrant le risque encouru par une exploitation capitaliste qui ne peut compter que faiblement sur l'articulation du prix et du coût.

II. — *Le rôle du coût dans la formation des prix agricoles à la production*

C'est de l'importance de ce rôle que découlera l'avantage ou le désavantage d'une agriculture commerciale.

Dans la mesure où le coût (le coût monétaire) ne jouerait qu'un rôle limité on serait obligé de reconnaître qu'une économie semi-fermée présenterait moins de dangers pour l'agriculteur.

Le dépassement du prix de vente par le coût en nature, le coût subjectif, celui que n'apprécie pas l'agriculteur traditionnel, se traduit par une lente asphyxie qui s'exprime par l'exploitation du travailleur, et la désagrégation du capital foncier.

Le dépassement du prix de vente par le coût monétaire (celui de l'exploitation capitaliste) se solde par la faillite.

La théorie économique, dans le jeu du coût et du prix, établit, dans le temps, plusieurs périodes caractérisées par des circonstances différentes ; en agriculture, le critère de distinction paraît reposer essentiellement sur l'impossibilité ou la possibilité d'une intervention efficace de l'agriculteur.

1) PÉRIODE COURTE : LES FACTEURS NATURELS DOMINANTS

Ce cadre correspond à la période infra-courte, et à la période courte de la théorie générale, avec, cependant, des définitions quelque peu différentes.

Il s'agit d'une période (excessivement variable d'ailleurs selon les activités considérées) au cours de laquelle l'action de l'homme n'a que peu d'efficacité sur le volume de la production et sur celui de l'offre.

Il est bien évident, d'une part, que dans la mesure où la nécessité des assolements, la durée des cycles végétal et animal, interdisent tout changement rapide, on peut assimiler ces périodes de nécessité technique à la situation d'une période très réduite : l'année, la campagne par exemple.

D'autre part, quelle que soit l'action, limitée d'ailleurs de l'homme, elle ne pourra contrecarrer les décisions imprévisibles de la nature : multiplier les travaux, les doses d'engrais, par rapport à l'année précédente, peut ne rien faire du tout si le temps est défavorable.

Les variations annuelles étant tellement grandes et dépassant tellement l'action de l'homme, on peut assimiler la période courte à la situation découlant d'une campagne individualisée.

Que deviendra dans ces conditions la liaison du coût et du prix ? Elle sera nulle.

C'est bien pour cela que les économistes ruraux qualifient les prix agricoles de prix « d'offre et de demande » ou « prix de marché » pour les opposer aux prix industriels ou « prix de coût ».

L'agriculteur ne connaît son coût qu' « ex post », et il ne peut l'adapter au prix puisque c'est la nature qui déterminant la production fixera le coût unitaire.

N'étant pas lié au coût, comment le prix va-t-il se déterminer ?

C'est encore la production qui le définira.

Nous savons comment l'autoconsommation peut intervenir entre la production et l'offre en limitant dans une certaine mesure les effets, sur le marché, des écarts de production.

Mais ici, par hypothèse l'agriculteur n'autoconsomme pas ; c'est donc la production qui au contact de la demande détermine le prix. Or cette demande est peu élastique, tout au moins pour les denrées de base. (On peut répartir les produits agricoles en deux classes : ceux dont la demande est élastique et ceux dont la demande est inélastique. Il est avantageux de se livrer à la production des premiers ; les seconds par contre, réservent de sérieux déboires à l'agriculteur qui produit pour vendre).

C'est cette inélasticité de la demande, qui en fonction d'une offre très fluctuante, détermine la très grande flexibilité des prix agricoles.

Recherchant toujours l'unité dans l'explication des phénomènes et considérant, d'une part, les grandes variations des prix et les grandes variations du coût unitaire, et d'autre part, le parallélisme de ces variations on serait tenté d'expliquer les premières par les secondes.

Or, en agriculture, la production est la grande variable indépendante, celle qui, chaque année, en s'inscrivant sur la courbe du coût global presque constant, et sur la courbe de la demande presque constante aussi, détermine, à la fois, et le coût unitaire et le prix unitaire.

Etant données les difficultés techniques et économiques (difficultés de la Trésorerie) du stockage des produits agricoles, on doit constater qu'en agriculture il n'existe pas, au sens de la théorie

économique, de courbe d'offre décrite en fonction du prix, alors qu'il en existe toujours dans le monde industriel, même dans le cas du Monopole (4).

C'est là l'expression d'un désavantage considérable au passif du monde agricole qui va se traduire, dans le domaine de la réalité *par le double jeu combiné de « l'effet de revenu » sur l'offre et la demande*.

Malgré un bas prix déterminé par une forte production (et, peut-être, surtout à cause de ce bas prix) toute la récolte sera offerte en masse sur un marché en voie de saturation d'où les acheteurs habituels se retireront pour placer ailleurs leur pouvoir d'achat libéré par ce bas prix, la substitution et la diversité des besoins jouant sur le plan alimentaire au détriment du producteur de denrées de base.

Nous verrons comment l'effet de ce retrait du marché des acheteurs habituel peut être renforcé par l'arrivée sur ce même marché de vendeurs non-habituels.

Nous retiendrons ceci : en période courte, dans le cadre temporel où l'agriculteur ne peut s'opposer à l'action de la nature, le coût de production est sans lien avec le prix de vente ; c'est là un élément de faiblesse incontestable pour une agriculture commerciale, qui ne connaît pas un système d'autoconsommation très large excluant le calcul monétaire.

A la longue, cependant, l'homme peut prendre le pas sur les éléments naturels.

2) PÉRIODE LONGUE : L'ACTION DE L'HOMME DOMINANTE

Nous considérerons toujours le cas des exploitations capitalistes ; dans notre terminologie, les exploitations rationnellement dirigées et axées sur le marché.

Les mécanismes prévus par la théorie générale vont s'adapter au monde agricole.

Les pertes successives élimineront les entreprises déficitaires, et sous l'effet de la concurrence le volume de la production tendra à déterminer un prix de vente égal au coût moyen le plus bas de l'entreprise la moins rentable, mais nécessaire tout de même à l'approvisionnement du marché. Les produits dont la saturation du marché est atteinte verront les surfaces consacrées à leur obtention regresser au profit d'autres cultures.

Ainsi on peut prévoir l'existence d'une tendance générale à un équilibre stable. C'est ce que nous enseigne l'analyse économique.

(4) Jane AUBERT, *La courbe d'offre*, P.U.F. Paris, 1949.

Confrontée avec les faits cette analyse devra perdre beaucoup de sa rigueur.

Sur une longue période l'offre moyenne tend à s'adapter aux exigences de la demande ; mais cette moyenne n'exprime qu'une succession de sous-productions et de surproductions.

Le prix moyen tend à se rapprocher du prix d'équilibre qui, théoriquement, satisfait à la fois le producteur et le consommateur ; mais ce prix moyen ne recouvre qu'une succession d'effondrements et de hausses brutales des cours.

A cela on peut trouver deux ordres d'explications :

— Tout d'abord, comme dans l'industrie, ce sont les prix escomptés et les coûts prévus (plus difficilement en agriculture) qui serviront de base au calcul de l'entrepreneur en introduisant, dans ce calcul, des éléments irrationnels.

— Et surtout, nous sommes amenés à constater un phénomène inconnu dans l'industrie : *l'effet perturbateur des producteurs paracapitalistes*.

Sur le marché industriel l'aventure est rapidement sanctionnée par la faillite. Sur le marché agricole, cette sanction n'existe pas, puisque l'aventure sur le marché est le fait de ceux que dirigent la routine et la tradition ; il s'agit des agriculteurs que nous connaissons bien ; ceux qui ne font pas de calculs et ignorent leur coût : chez eux peu de souci d'équilibre entre le coût et le prix ; ils négligent les progrès techniques, ils ne sont pas spécialisés, ils ont tout, dès lors, pour se livrer à une production irrationnelle abandonnée aux fantaisies de la nature.

Une récolte excédentaire les remplira d'aise : nous savons qu'ils vont consommer plus que d'habitude. Mais leur consommation a des limites et ils se proposeront de vendre leur surplus... « la goutte d'eau qui fait déborder le vase »...

Devant un marché supposé en équilibre, à la limite où un excédent se solderait par une baisse trop grande du prix et donc par une perte, voici cet excédent livré par des gens qui d'habitude ne figurent pas sur le marché.

L'équilibre est rompu : les entrepreneurs enregistrent des pertes que leurs efforts constants leur permettaient de croire éliminées.

Quant au petit exploitant paracapitaliste, nous le savons, il jouit d'un double avantage : un revenu en nature accru puisqu'il consomme davantage (l'accroissement de consommation est proportionnellement plus grand que chez l'agriculteur spécialisé ; nous l'avons vérifié pour le vin et pour le lait), et un surplus monétaire, « une rente de producteur » bénéficiant à « l'agriculteur-consommateur ».

Même en longue période, et pour des exploitations capitalistes le coût ne joue que rarement un rôle déterminant dans la formation du prix.

Les chances d'équilibre de l'exploitation sont donc plus minces dans une économie de marché que dans une économie fermée reposant sur l'autoconsommation (au sens large) puisque, dans le premier cas, au risque technique s'ajoute le risque économique.

Le parallélisme recherché entre coût et prix se trouverait-il déplacé en agriculture sur le plan des quantités globales ? le coût total et la recette ?

Nous devons maintenant voir comment se détermine la recette de l'agriculteur ; par déduction du coût nous pourrions connaître le revenu monétaire.

DEUXIÈME SECTION

L'ALEA DU REVENU MONÉTAIRE ET LA CERTITUDE DE L'AUTOCONSUMMATION

Nous étudierons successivement les règles générales découlant des mécanismes qui déterminent la recette et le revenu agricole.

I. — *La recette de l'Agriculteur ; L'Effet king et l'autoconsommation*

La recette se définit : la quantité commercialisée multipliée par le prix de vente unitaire.

Comment s'établit la recette en fonction de ces deux données ? Nous savons que la récolte détermine le prix, c'est donc au rapport des quantités et du prix que nous devons nous arrêter maintenant.

Nous retrouvons ici la distinction fondamentale en matière agricole : les produits dont la demande est inélastique et ceux dont la demande est élastique.

Cette distinction permet de classer les productions agricoles en deux catégories : celles qui vérifient l'effet King et celles qui ne le vérifient pas ; les produits de consommation courante et les biens de demi-luxe, le blé opposé aux cerises, les pommes de terre opposées aux pêches, le vin rouge de consommation courante opposé au vin de qualité supérieure.

Nous ne retiendrons ici que le cas des produits de base, ceux dont la consommation est la plus généralisée et la production la plus étendue, ceux pour qui actuellement, en France, le marché tend vers une saturation prochaine.

Il est bien évident que l'agriculteur a tout intérêt à produire des biens de l'autre catégorie : mais il faut savoir que l'élasticité de la demande varie dans le temps en fonction du revenu des consommateurs et des habitudes du public.

Si, selon le vœu de Fourier, les fruits venaient à constituer la base de notre alimentation, il est certain que leur demande, comme celle du blé, deviendrait rigide et que leur marché, en fonction de la généralisation de cette consommation tendrait vers la saturation. (J. Milhaud).

L'effet King se traduit d'une manière sensible, et cruelle pour l'agriculteur de la façon suivante : les grosses récoltes ont une valeur globale inférieure à celle des faibles récoltes, la baisse du prix étant plus que proportionnelle à l'augmentation de la quantité.

Nous savons, notamment pour le vin, comment les phénomènes d'autoconsommation jouent le rôle de volant régulateur et de frein à l'effet King : à tel point, d'ailleurs, que cet effet apparaît entre l'offre réelle et le prix et non entre la récolte et le prix ?

Il semble que de nombreux marchés sur lesquels l'effet King n'est pas très net révéleraient le jeu de son mécanisme si on le recherchait là où il est effectivement : c'est-à-dire en prenant soin d'éliminer les quantités consommées à la ferme.

Cette observation permettrait peut-être de comprendre le manque de parallélisme enregistré assez souvent entre l'ampleur de l'effet King à la hausse du prix et l'ampleur de cet effet à la baisse du prix.

Certains auteurs pensent que l'effet King se vérifie mieux en cas de hausse des prix (faibles productions) qu'en cas de baisse des prix (fortes productions).

Dans la mesure où les statistiques ne permettent pas d'évaluer l'autoconsommation et où l'effet King est recherché sur « récolte $\times$ prix » et non sur « ventes $\times$ prix » on peut proposer l'explication suivante.

L'autoconsommation varie plus que proportionnellement à l'offre. Dès lors, à la hausse du prix, l'écart Récolte-Vente (autoconsommation) est très rétréci (faible récolte) et le calcul de l'effet King sur la récolte ou sur les ventes ne donne que peu de différence : l'effet King est vérifié.

— à la baisse du prix, au contraire, nous savons que l'écart est beaucoup plus grand : il ne faut donc pas s'étonner de vérifier moins bien l'effet King dans ce cas (la production étant loin de représenter l'offre). Et, en effet, rechercher l'effet King dans ce cas, en multipliant la récolte par le prix, revient à nier l'effet King lui-même, puisque l'on attribue à une fraction importante non commercialisée, la valeur

monétaire qu'elle n'aurait jamais eue, sur le marché, puisque sa présentation aurait déterminé un effondrement plus que proportionnel des cours entraînant à la baisse la valeur globale de la récolte.

En opérant ainsi, pour une quantité donnée (récoltée mais non pas offerte), on arrive, en la multipliant par le prix réel (de l'offre seulement) à obtenir une valeur globale artificiellement gonflée et à cacher par conséquent le jeu réel de l'effet King.

Les observations précédentes nous conduiront à faire deux remarques :

— Nous mesurons en premier lieu le danger de nos statistiques agricoles qui ne permettent pas aux économistes de tenir compte des phénomènes d'autoconsommation pourtant si importants (20 % dans l'ensemble) et cela d'autant plus que l'on est plus souvent en présence d'un effet non proportionnel.

— En second lieu, connaissant le mécanisme qui détermine la recette globale de l'agriculture, nous pouvons préciser l'action doublement perturbatrice des agriculteurs paracapitalistes au détriment de l'équilibre du marché et par conséquent du producteur capitaliste. Avec une offre production ils exagèrent l'effet King à la baisse en liquidant leur surplus de consommation.

Avec une faible production ils exagèrent l'effet King à la hausse en se portant acquéreur sur le marché, puisque leur récolte ne peut couvrir leurs besoins.

Nous arrivons sur ce point à des conclusions très délicates et qui, si elles n'étaient bien comprises laisseraient croire à une contradiction.

L'autoconsommation par le jeu de ses variations importantes et parallèles à celles de la récolte, constitue en elle-même et par son ensemble un frein à l'effet King.

Mais à côté de ce rôle joué de façon absolue d'autoconsommation en elle-même, vient se situer un autre élément que nous avons dégagé dans le cadre des structures et qui transparaît ici sur le plan des mécanismes (la coexistence d'exploitations capitalistes et paracapitalistes).

Qu'il s'agisse d'un producteur spécialisé ou d'un polyculteur, leur autoconsommation varie plus ou moins, mais, dans le sens de la récolte.

La différence essentielle est la suivante : — celui qui consomme une partie de sa production se constitue par là même un volant régulateur par rapport aux fluctuations du marché (l'ensemble de ces producteurs et leur production globale).

— celui qui produit pour sa consommation et ne vend que des surplus accidentels se constitue un rempart de sécurité contre les risques du marché ; mais par ses ventes inattendues c'est lui qui, dans une grande mesure, dérègle en les exagérant les mécanismes de ce marché.

Nous précisons là encore, le danger et les difficultés qui menacent les exploitations capitalistes environnées d'un large secteur paracapitaliste qui peut provoquer des variations considérables dans la valeur globale d'une recette.

Sachant comment la recette se détermine pour la plupart des productions de base nous pouvons, à partir du coût global, procéder à la détermination du revenu monétaire.

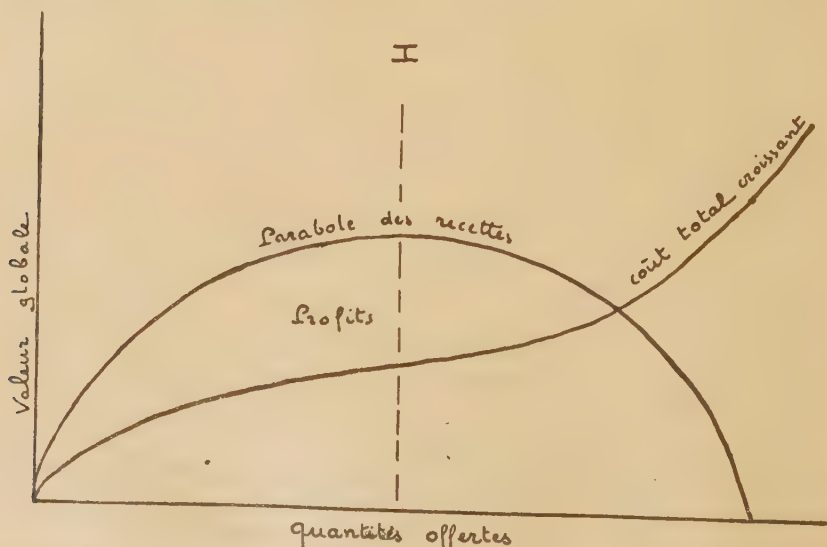
II. — *Le revenu monétaire de l'agriculture* *L'effet King et le coût objectif global*

Le revenu monétaire, ou profit, s'exprime par la différence entre la recette encaissée et la dépense engagée.

La recette est fonction de l'offre, elle-même déterminée par la récolte.

Nous savons qu'après une courte phase de croissance les rendements sont rapidement décroissants en agriculture.

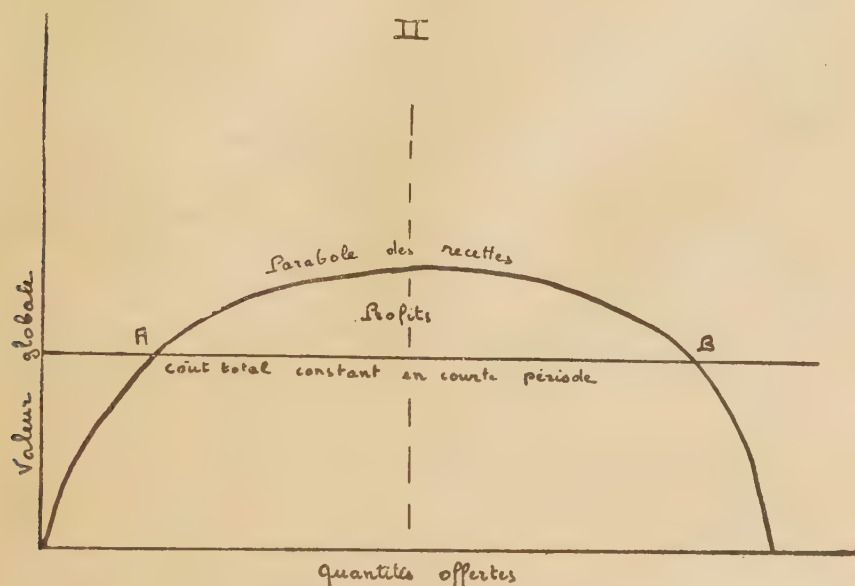
On peut dès lors déterminer *le revenu théorique* défini par la combinaison de la parabole des recettes et de la courbe du coût total croissant, pour l'ensemble d'une récolte.



M = le point d'équilibre, celui qui égalise le coût et la recette ; par conséquent le point de la libre concurrence en longue période puisque au-delà on enregistre des pertes en deçà des profits. M caractérise la production d'équilibre et définit aussi le nombre optimum d'exploitations et l'intensité optima de la culture.

Nous savons qu'en fait la dépense globale varie peu d'une année l'autre et cela parce qu'en augmentant elle dépasserait la recette et qu'en se réduisant elle n'apporterait pas les quantités demandées, ce qui entraînerait un déséquilibre.

On peut dès lors déterminer le *revenu réel* en fonction d'un coût constant et d'une récolte fluctuante sous l'effet des facteurs naturels (5).



Ainsi, dans la réalité, le coût et le prix ne s'épousent même pas sur le plan des quantités globales (coût global, recette) si ce n'est en deux points bien précis, ceux de l'équilibre entre la perte et le profit.

Considérant un coût global à peu près constant d'une année à l'autre et les variations possibles des quantités récoltées, on peut dire que deux récoltes sont particulièrement intéressantes :

(5) Nous verrons (Etude du pouvoir d'achat réel de l'agriculteur) comment la *courbe théorique des recettes et du coût devient la courbe réelle en très longue période*.

A) la plus faible des récoltes qui n'entraînerait pas de perte pour l'agriculteur, dans le cas de marchés ne vérifiant pas l'effet King;

B) la plus grande parmi les récoltes qui laissent un profit à l'agriculteur, dans le cas de marchés vérifiant l'effet King.

Si de l'ensemble d'une récolte nous passons à la production d'une exploitation nous constaterons que chaque agriculteur considéré individuellement a intérêt, quel que soit le prix de vente unitaire à obtenir la plus forte récolte possible.

Son intérêt rencontre donc celui des consommateurs.

Par contre chaque agriculteur s'oppose, par là-même catégoriquement à l'intérêt général de la branche agricole, qui se livre à la production de biens de consommation courante (partie droite de la parabole), ce secteur ayant intérêt à enregistrer des récoltes relativement faibles, dotées d'une valeur globale plus importante ; c'est pensons-nous le cas de tous les grands produits de base qui présentent des marchés à la limite de la saturation.

Cette opposition entre l'intérêt de l'individu et celui de la profession caractérise un système économique atomistique, un monde concurrentiel (tout au moins dans le cadre national). L'insuffisance de l'organisation professionnelle est bien incapable de palier le dérèglement des facteurs naturels.

Si cet état de concurrence est favorable au consommateur, il est extrêmement pénible pour *l'agriculteur qui est actuellement le producteur le plus soumis à la loi de la concurrence et certainement le moins apte à contrôler son coût.*

C'est là le point capital de la difficulté de l'adaptation de l'exploitation au marché agricole.

L'exploitation en économie semi-fermée dont le revenu s'exprime par l'autoconsommation et le coût par l'autoapprovisionnement ne connaît pas ces difficultés, tandis que l'exploitation agricole capitaliste, dans le monde économique contemporain de grosses unités, est un « atome » qui, dans ses adaptations ne peut utiliser qu'imparfaitement la direction du coût.

Sa position est doublement désavantageuse par rapport à celle du monde industriel.

Et la comparaison théorique du marché agricole et du marché industriel est très instructive à ce point de vue.

Malheureusement pour l'agriculteur qui vend et par conséquent doit acheter il ne s'agit pas d'un parallèle d'école ; il s'agit bien plutôt d'une confrontation réelle de laquelle résulte son pouvoir d'achat.

CHAPITRE II

LA CONFRONTATION, DESAVANTAGEUSE POUR L'AGRICULTEUR, DES MARCHÉS AGRICOLES ET DES AUTRES MARCHÉS : SECONDE JUSTIFICATION DE L'AUTOCONSOMMATION

L'industriel se présente sur le marché dans une situation nettement plus favorable que celle de l'agriculteur.

Il connaît son coût de production ; en cas de perte ou de mévente, il stoppe immédiatement sa production si le stockage se révèle insuffisant (1).

Dans l'établissement de son prix de revient il incorpore toutes les charges et, sans délai, les augmentations survenues dans les divers postes du coût (matière, salaires, impôts, etc.)

D'où proviennent, en temps normal, ces avantages considérables ?

— Bien souvent, et c'est le cas du secteur de l'industrie lourde, du bâtiment et des installations diverses, le travail est effectué sur commande après établissement d'un devis.

— Par ailleurs les produits industriels et les services font l'objet d'une demande beaucoup plus élastique que les produits agricoles, et leurs marchés ne sont que rarement saturés.

— Enfin le monde industriel est de plus en plus un monde de macro-organismes où la concurrence tend à se résoudre en accords plus ou moins tacites, et où le contrôle de la production est aisé.

Quant au commerce, on ne saurait ignorer qu'il s'organise de plus en plus dans le cadre syndical.

Or, c'est au monde industriel et commercial que l'agriculteur se trouve lié dans des rapports d'échange, lorsque, abandonnant le régime de l'économie du besoin, il transforme son exploitation en

(1) La faillite élimine constamment les entreprises les moins efficaces et « dégage » ainsi le marché.

unité économique capitaliste qui achète ses matières premières et les denrées alimentaires nécessaires à la famille de l'exploitant, et vend la totalité de sa production.

Dans ces conditions, si l'on pense aux achats de produits agricoles effectués par l'agriculteur, on verra toute la marge existant entre le prix qu'il doit payer et celui qu'à encaissé tel autre agriculteur, ou qu'il a encaissé lui-même en livrant une marchandise brute, l'écart défini par le coût de l'échange qui est, en quelque sorte, la rançon, pour le producteur, d'une économie d'échange.

Pour bien apprécier la situation de l'agriculteur placé face au marché et indirectement les avantages de l'autoconsommation nous devons analyser ce coût de l'échange et considérer ses variations dans le temps.

PREMIÈRE SECTION

L'ÉCART ENTRE LE PRIX REÇU ET LE PRIX PAYÉ : LES AVANTAGES DE L'AUTOCONSOMMATION

Une analyse détaillée du coût de l'échange déborderait le cadre de notre étude.

Cependant, nous devons souligner que, dans une économie d'échange, il existe une double possibilité d'infériorité pour l'agriculteur qui vend en gros des produits bruts et doit acheter au détail des denrées alimentaires :

— sur le plan des *structures*, le monde agricole est moins organisé techniquement et économiquement que le monde industriel ;

— sur le plan des *mécanismes*, la formation des prix des produits agricoles dont la demande est souvent rigide s'oppose à celle des prix des produits industriels et des services dont la demande est souvent plus élastique.

Ce sont ces disparités dans les fondements mêmes de l'échange qui viennent fréquemment alourdir le coût de l'échange.

Il est fondamental de savoir que l'agriculteur vend « au prix à la production » et achète « au prix de détail » ; seule la très grande exploitation dans ses achats massifs peut bénéficier « du prix de gros » (2).

Entre chacune de ces catégories de marchés et de prix s'interposent de nombreux services (transports, transformations...) accompagnés de marges bénéficiaires et d'impôts.

(2) C'est bien cela qui explique l'essor considérable connu par les coopératives d'achat au cours de ces dernières années.

Ce sont les prix de ces services, ces profits et ces taxes qui se trouvent incorporés au prix de détail.

On peut remarquer dès à présent que si le prix « à la production » reçu par l'agriculteur ne recouvre pas toujours son coût de production, le prix de détail celui qu'il paye, recouvre presque toujours (et le dépasse souvent) le coût de l'échange.

Ceci découle, en grande partie, du fait que la rigidité (surtout à la baisse) des prix de détail, est plus grande que celle des prix de gros et plus grande encore que celle des prix à la production.

Par ailleurs, quoiqu'il soit assez délicat de le vérifier, on peut dire que le prix des denrées agricoles se fixe au niveau du marché de gros en fonction des besoins du commerce de détail (par conséquent de la clientèle particulière).

Dans ces conditions, *on a pu dire que le prix encaissé par l'agriculteur n'était qu'un prix résiduel.*

On aurait donc un double mécanisme de commercialisation et de formation des prix selon qu'il s'agit de produits agricoles ou de produits industriels :

— Devant l'inertie du commerce de détail et la flexibilité des prix agricoles à la production, on peut dire que le producteur voit son prix de vente déterminé par déduction du *saling cost* ;

— Devant la loi du coût industriel ce serait le prix à la consommation qui serait déterminé par le prix à la production majoré du *saling cost*.

Cette opposition paraît tout au moins plausible dans les périodes de baisse ou de stagnation des prix agricoles et pour les produits de consommation courante.

Mais, reprenant l'esprit de notre thèse, nous pensons qu'en la matière l'accident tend à devenir « permanence », et l'exception, la loi de formation du prix sur des marchés à peu près saturés.

Lorsqu'au cours de la grande crise viticole de 1907 certains viticulteurs méridionaux jetaient une partie de leur récolte dans les ruisseaux (3) le vin n'en était pas pour autant cédé gratuitement au consommateur parisien.

La saturation caractérisait le marché agricole et non pas le marché des transports ou des services.

C'est cela qui permet d'apprécier la différence, dans la formation du prix, existant entre un marché strictement agricole et le marché d'un produit agricole « commercialisé », voire « industrialisé ».

(3) C'est dire que la valeur du vin était à peu près nulle, puisque, en 1907, il ne s'agissait nullement d'une destruction malthusienne concertée.

Mais quel que soit le mécanisme qui dicte la formation des prix, l'agriculteur ne peut pas racheter avec le produit de sa vente ce qu'il négocie actuellement et qu'il consommait autrefois.

C'est peut-être là, le nœud du dilemme qui caractérise la production agricole dans le monde moderne.

L'agriculteur produit de plus en plus, il vend de plus en plus, mais son pouvoir de rachat se trouve de plus en plus diminué : et cela dans la mesure où il doit abandonner dans l'échange une part de plus en plus grande de produits servant à entretenir un secteur tertiaire de plus en plus nombreux.

Pour éviter de subir ce phénomène, l'agriculteur essaye de produire ce dont il a besoin. C'est ce qui explique, en partie, pourquoi la vigne se répand actuellement dans de nombreuses régions d'où la production pour la vente semblait l'avoir chassée définitivement (4).

Ces observations permettent d'expliquer l'état de crise à l'état chronique caractérisant le monde agricole contemporain qui se lance dans la vente et n'y trouve pas toujours dans des conditions favorables le moyen d'acheter ce qui est nécessaire à sa consommation, et indispensable à son activité productrice.

L'étude des variations de « l'écart » entre les divers marchés nous permettra de préciser ces phénomènes qui traduisent *la viscosité paralysant les adaptations et les confrontations réelles, bien différentes des automatismes mécaniques d'un marché unique et idéal.*

DEUXIÈME SECTION

L'ÉLARGISSEMENT DE L'ÉCART ET LA PERSISTANCE DE L'AUTOCONSUMMATION

Nous abordons un des problèmes qui, à l'heure actuelle, passionnent les milieux agricoles.

Abandonnant l'autoapprovisionnement traditionnel, l'agriculteur fait appel à l'approvisionnement externe pour les biens de production.

(4) Bulletin technique d'Information des Ingénieurs agricoles, Mars 1951 : Si le terme « d'angoisse économique » n'est pas employé dans cette publication, la chose transparaît tout au long des nombreux articles qu'elle contient; il est d'une part question de l'extension du vignoble dans des régions fort peu propices à cette culture devant l'exagération du prix du vin à la consommation; d'autre part, les deux conséquences de ce phénomène sont soulignées : diminution des débouchés, et concurrence nouvelle aux producteurs spécialisés.

Mais s'il ne connaissait pas le coût de ce qu'il obtenait chez lui, il est bien obligé actuellement de « peser » sa dépense monétaire : c'est à cette dépense qu'il prétend ne pouvoir faire face avec les recettes procurées par la vente de ses produits.

Il est regrettable de ne pouvoir apporter, dans ce débat, où la polémique et l'esprit combattif l'emportent, les moyens d'une solution rigoureusement scientifique.

La statistique française ne nous propose que des éléments à peu près inutilisables.

On ne peut se baser sur la comparaison des indices des prix des denrées alimentaires et des produits industriels ; tous les auteurs se rencontrent pour rejeter leur utilisation.

Un grand pas sera fait lorsque l'I.N.S.E.E. publiera l'indice des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture ; encore faudrait-il connaître les prix des services nécessaires à l'agriculture, depuis le prix du travail du maçon et du mécanicien jusqu'à celui du boucher, pour apprécier les avantages ou les inconvénients d'un recours total à une économie d'échange par la production pour la vente.

A défaut d'indices précis on peut recourir à la méthode qui consiste à déterminer quelle quantité de produits industriels utilisés effectivement dans une exploitation est susceptible d'être achetée par une certaine quantité d'un produit agricole donné.

Ce procédé a beaucoup d'intérêt mais présente le danger de faire intervenir les variations spécifiques du marché du produit pris comme base.

Il faudrait utiliser le plus grand nombre possible de produits agricoles dans la comparaison.

Voici l'évolution du pouvoir d'achat du blé et du vin de 1938 à 1950.

(Extrait : P. Fromont, rapport au Conseil économique, J.O. 8 mars 1951.) *Tableau I.*

Voici d'autres renseignements du même ordre concernant une période plus longue.

Nous avons calculé les données relatives à 1951 sur la base des prix effectivement pratiqués en janvier 1951 : nous empruntons les données relatives à 1914 et 1941 à M. R. Y. Forestier (5). *Tableau II.*

On doit noter que depuis janvier 1951 le matériel a connu des hausses très importantes tandis que les produits agricoles restaient à peu près insensibles à cette hausse.

(5) R.-Y. FORESTIER, *Les prix agricoles. Op. cit.*, p. 177.

Tableau I

Pour obtenir	Il fallait donner		
		en 1938	en 1950
une moissonneuse - lieuse, barre de 1 m. 50.....	kilogs de blé	5.000	6.730
25 kgs de ficelle de lieuse.	—	75	190
ferrage d'un cheval.....	—	18	35
100 kgs de sulfate d'am- moniaque 20 %	—	67	100
100 kgs de superphosphate 16 %	—	24	41
1.000 kgs de sulfate d'am- moniaque.	Hect. de vin	7,4	9,1
1.000 kgs de chlorure de potassium.	—	4,8	4,5
1.000 kgs de superphos- phate.	—	2,8	3,8
100 kgs de sulfate de cui- vre.	—	2,1	2,6
100 kgs de soufre.....	—	0,9	1,4
un pulvérisateur à trac- tion animale, pour vi- gne, de 150 litres.....	—	18	27

Tableau II

		1914	1941	1951
1 m ² de bâche coûte en...	blé.....	13 k.	32	50
	betteraves...	128	280	325
	vin.....	10 l.	37	48
1 faucheuse à 2 chevaux..	lait.....	1.766	2.666	2.900
100 kg. de superphosphate.	blé.....	21,5 k.	29	45
100 kg. de soufre-fleur....	blé.....	78	125	334
l'affutage d'un soc.....	blé.....	0,5	1,75	3,4
1 moissonneuse-lieuse	blé.....	3.050	6.500	4.463
1 binette	blé.....	7,5	12	12

Ainsi : — d'une part, si les agriculteurs vendaient toute leur production ils ne pourraient pas racheter la totalité de ce qu'ils autoconsomment actuellement.

— d'autre part les biens nécessaires à la production agricole coûtent de plus en plus cher.

On doit préciser en effet, que, si d'une année à l'autre la dépense de l'exploitation varie peu (tant d'heures de travail, de matériel,

d'engrais...), exprimée en produits de la ferme et considérée sur une période suffisamment longue, cette dépense croît considérablement.

Il semble bien que le revenu monétaire de l'agriculteur voit diminuer constamment son pouvoir d'achat réel notamment sur les marchés industriels. Cela provient, en grande partie, du fait que la structure de l'économie française n'a pas atteint la combinaison optima des trois secteurs d'activité, primaire, secondaire, tertiaire et que la productivité par agriculteur est faible.

Avec l'augmentation des niveaux de vie, les consommateurs qui ont satisfait leurs besoins de denrées alimentaires se tournent vers les biens de civilisation (produits industriels et services).

Dans ces conditions les échanges entre les trois secteurs deviennent défavorables à l'agriculture qui offre au delà des besoins et reçoit en contre-partie une part réduite de l'activité des autres secteurs qui, par contre, multiplient les échanges entre eux.

Il reste dès lors aux agriculteurs à opter entre trois solutions : exporter leurs surplus, réduire leur effectif, ou limiter leurs rapports avec le marché.

En ce qui concerne la première option, on peut dire de la production agricole française qu'elle est à peu près suffisante pour répondre aux besoins nationaux et pour faire planer un risque permanent de surproduction, mais qu'elle ne déborde pas assez largement la consommation nationale pour permettre l'organisation d'un courant continu d'exportations.

Quant à la seconde option, nous connaissons l'attachement du paysan français à son sol.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de constater le maintien, en surnombre, d'exploitants vivant dans une économie semi-fermée.

*
**

Nous sommes maintenant à même de donner une vue d'ensemble des mécanismes économiques caractérisant « *l'adversité* » qui sanctionne une exploitation capitaliste dans les conditions actuelles de l'agriculture française.

Structures : L'exploitation agricole, s'éveillant au monde moderne avec un siècle de retard, arrive dans un capitalisme de groupe, marquée de la faiblesse de l'atome.

Il semble que pour trouver sa place dans le débat de l'économie générale, seul un recours à la forme coopérative soit capable de lui assurer l'efficacité.

Mécanismes : Privé de la politique du coût, l'agriculteur est handicapé dans l'adaptation de son exploitation.

— Pour soutenir sa trésorerie il a individuellement intérêt à multiplier ses productions commercialisées.

— Mais tandis qu'une augmentation générale des productions par unité de surface donne la fausse impression d'un rendement toujours croissant, on doit reconnaître que le rendement technique est décroissant en agriculture puisque l'unité de produit exige plus de capitaux et de travail qu'autrefois (le travail incorporé dans le matériel utilisé).

— Le rendement économique est fréquemment décroissant et ceci d'autant plus qu'en produisant davantage, l'offre accrue déprime plus les cours (6), alors que cette augmentation de production à nécessité une dépense monétaire constamment croissante; dépense monétaire bien plus croissante encore si on l'exprime en pouvoir d'achat réel de produits agricoles.

L'agriculteur est donc défavorisé par les mécanismes du marché. A la limite, les exploitations capitalistes ne pouvant plus se réapprovisionner devront ou bien modifier leur régime économique, ou bien disparaître.

Ce tableau est sombre : il nous paraît exact sur le plan théorique. *Si, en fait, il n'est pas intégralement vérifié c'est que toutes les exploitations ne produisent pas des biens de première nécessité, c'est parce que l'association en agriculture est loin d'être inexistante, c'est aussi parce que l'agriculture commerciale n'est pas généralisée en France, et c'est enfin parce que les pouvoirs publics accordent à certaines productions des régimes de faveur. Ce schéma permet précisément d'expliquer pourquoi l'agriculture française connaît encore tellement d'exploitations qui ne veulent pas se lancer dans une économie de marché d'où elles seraient immédiatement éliminées, puisque sur un marché clos, l'asphyxie menace les unités atomiques, produisant des denrées de base destinées à la vente.*

Si l'autarcie partielle de l'exploitation n'est pas une panacée, elle serait un moindre mal ; *un mal réduit pour l'exploitation, mais un mal tout de même pour l'économie nationale.*

Connaître les causes du mal constitue le point de départ de sa guérison : une saine politique agricole devrait se proposer trois buts :

un renforcement des structures agricoles, l'expansion de l'agriculture par l'extension du marché, et l'expansion de l'exploitation par l'extension des productions dont la demande n'est pas saturée.

(6) Dans le cas d'une demande rigide (population stable, niveau des revenus à peu près stable) et pour un pays qui exporte peu, ce qui paraît être le cas de la France actuellement.

SOUS-TITRE II

Les interventions gouvernementales dans les mécanismes économiques et l'autoconsommation agricole

L'analyse des mécanismes économique nous a révélé les divers éléments de faiblesse du monde agricole et plus spécialement en France.

Nous devons voir comment les pouvoirs publics auraient pu remédier à cet état de choses et nous devons constater que bien souvent la politique suivie en France n'a pas été à la hauteur de la tâche à remplir.

Nous allons procéder à l'étude des aménagements qui devraient permettre à l'agriculteur de « manœuvrer » son coût de production, de réduire ce coût ainsi que le coût de l'échange, d'occuper une position plus avantageuse sur le marché et, par conséquent, de s'intégrer à une économie dynamique d'échanges.

Nous considérerons successivement :

— Autoconsommation et politique économique, l'expansion de l'agriculture ;

— Autoconsommation et politique fiscale, l'expansion de l'exploitation ;

— Autoconsommation et politique de structure, l'expansion de l'association agricole.

CHAPITRE I

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET AUTOCONSOMMATION « L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE »

Pour éviter l'effet King, la première mesure à envisager paraît être l'élargissement du marché. A l'heure actuelle la solution semble résider dans la constitution progressive d'un marché européen qui régularisant l'offre par l'extension du marché restreindrait la flexibilité des prix. Mais cette solution heureuse implique deux conditions :

— une orientation des productions en fonction de la complémentarité des diverses agricultures nationales,

— et pour la France, plus spécialement, une réduction sensible des coûts pour permettre à nos produits de figurer avantageusement sur les places étrangères.

Or, dans la confrontation du coût et du prix de vente, d'où résulte l'avantage ou le danger d'une agriculture commerciale, plusieurs politiques peuvent être suivies, totalement différentes, dans leur conception et surtout dans leurs effets ;

- la politique du « prix directeur », politique progressive,
- la politique du « prix social », politique conservatrice,
- la politique du prix « ex post » politique régressive.

PREMIÈRE SECTION

LES POLITIQUES POSSIBLES ET L'AUTOCONSOMMATION

a) *Le prix directeur et l'autoconsommation agricole*

C'est la technique utilisée par les dirigeants anglais et allemands ; fixé suffisamment longtemps à l'avance le prix de vente permet les adaptations du coût ; il évite les surprises fâcheuses

réservées aux investissements inutiles dans les branches excédentaires, par l'abandon raisonné, dans les régions peu favorisées, des cultures non rentables.

Connaissant le prix de vente l'agriculteur n'a plus qu'une inconnue dans son système, le coût unitaire déterminé par la production.

Mais cette production se trouve elle-même régularisée dans toute la mesure où les exploitations supra-marginales ont cessé leur activité (élément perturbateur de l'équilibre du marché).

Il s'agit donc d'une politique rationnelle tournée vers l'avenir, en orientant les agriculteurs vers les productions les plus rentables : *politique qui fait regresser l'autarcie agricole en donnant aux agriculteurs la garantie (directrice) du marché.*

b) *Le prix social et l'autoconsommation agricole*

Bien différent est le « prix social » ; on parle beaucoup de lui dans les milieux agricoles, personne ne l'a défini de façon précise.

Il semble cependant que, par delà les siècles, il aille rejoindre son ancêtre du moyen âge, le « Juste prix ».

Le prix social est celui qui, affecté à une quantité donnée de produits, détermine le revenu social pris comme base.

A son tour le revenu social peut se définir comme celui qui permet à l'agriculteur et à sa famille de vivre décemment étant donné le standing de vie général, et à l'exploitation de profiter des améliorations techniques en lui réservant une marge de modernisation.

Ainsi, sous des apparences de justice, le prix social est éminemment conservateur puisqu'il prétend éliminer les effets de la concurrence en garantissant le revenu.

Il est catégoriquement opposé au prix du marché qui détermine le revenu en fonction des quantités auxquelles il s'applique, lui qui est déterminé par le revenu social en fonction de la production.

Il est donc très variable ; et s'il donne la sécurité à l'agriculteur, il paralyse chez lui l'esprit de risque et le désir d'amélioration et d'expansion, par une adaptation constante.

c) *Le prix « ex post » et l'autoconsommation agricole*

Beaucoup plus simple à définir mais bien plus critiquable que les précédents, le « prix ex post » est celui qui à la fin de chaque campagne essaie maladroitement de recouvrir un coût moyen de production indéterminable...

Il ne satisfait personne ; il n'a aucun avantage sur le prix de concurrence puisqu'il arrive « après la bataille ». Bien loin de favoriser l'expansion, il la sanctionne puisqu'il réserve à l'agriculteur les déboires d'un marché dont les mécanismes ont été maladroitement détraqués.

DEUXIÈME SECTION

LA POLITIQUE EFFECTIVEMENT SUIVIE ET L'AUTOCONSOMMATION

Tels sont les moyens possibles ; Examinons quelle a été en France la politique agricole adoptée et demandons-nous si elle a favorisé l'expansion de l'agriculture ou sa stagnation par un renforcement des phénomènes d'autoconsommation.

— « Le peuple rural... est tombé entre les mains des démagogues pour qui il était une proie facile à saisir. On ne lui avait pas assez montré ce qui est possible par l'effort et la sagesse, ce qui de certaines revendications est irréalisable parce qu'elles sont excessives, même injustes (1)... »

— « Si dans le présent, le protectionnisme et le malthusianisme d'Etat apportent la liberté au producteur, ils lui apportent aussi la suppression de la concurrence. Le second cadeau ne vaut pas le premier.

« Notre constitution psychologique est telle que la plus grande partie des hommes ne cherchent à perfectionner leurs méthodes que sous une pression extérieure. La concurrence s'est révélée jusqu'à présent la plus efficace de ces pressions. Privé de ce stimulant, le producteur devient indifférent au progrès. Ses techniques tendent à se figer au niveau qu'elles avaient alors atteint... Sa situation cesse de s'améliorer... La productivité de son travail reste inférieure à celle des autres et par une conséquence aussi juste que rigoureuse, son revenu présente la même infériorité. Ainsi s'explique en grande partie le niveau de vie du paysan français (2). »

Depuis 1885 les agriculteurs ont demandé et obtenu une protection douanière de plus en plus forte : et quelles qu'aient été les mesures prises par la suite leur niveau de vie devait rester bas.

(1) AUGÉ-LARIBÉ, *La politique agricole de la France de 1800 à 1940*. P.U.F. Paris, 1950, p. 479.

(2) P. FROMONT, *L'Agriculture dans une économie libérée*, dans « Pour une économie libérée ». S.P.I.D.

Ayant ainsi, rapidement situé la politique agricole française nous devons analyser ses répercussions sur les phénomènes d'auto-consommation.

Nous envisagerons deux aspects différents : la politique des quantités et la politique du prix.

I. — *L'action sur les quantités*

Devant un marché saturé trois techniques d'intervention sont possibles : elles sont complémentaires ; elles ont été employées toutes les trois devant l'échec du prix minimum ; en général, chacune a été utilisée devant l'insuffisance de la précédente : il s'agit de :

- une action sur les importations ;
- une action sur la production nationale ;
- une action sur la production en vue des besoins de la ferme.

a) *La réduction des importations* a été presque partout un geste réflexe inspiré par le souci de protection des producteurs nationaux.

Le droit de douane est utilisé ; il est vite renforcé ; on lui substitue rapidement le contingentement, voire plus tard la fermeture totale des frontières.

A chaque mesure nouvelle ou renforcement de mesure déjà utilisée le prix est renfloué. Or, maintenir artificiellement le prix de vente d'un produit au-dessus du prix de libre concurrence et ceci quelle que soit la technique employée par l'Etat, c'est exactement comme si ce dernier percevait un impôt sur les consommateurs de ce produit et versait la recette fiscale aux producteurs.

On peut en effet analyser le droit de douane en un impôt perçu par le fise (sur les marchandises importées) et en un impôt perçu par les producteurs nationaux (sur leurs marchandises).

A la limite (fermeture de la frontière ou tarif prohibitif) le fise ne gagne rien dans l'opération qui se poursuit au profit exclusif des producteurs (3).

La recette de l'agriculteur étant ainsi maintenue, cette rentabilité artificielle va entraîner un accroissement de production.

Et à brève échéance on accentue directement l'inconvénient que l'on voulait éviter : Si les frontières se ferment (le marché est clos) plus une production augmente devant une demande déjà saturée plus le prix se trouve abaissé.

(3) J. MARCHAL, *Rendements fiscaux et conjoncture*. Librairie de Médecis, 1942.

En voulant éviter l'effet King qui joue sur les marchés des produits agricoles de base, on l'appelle par tous les artifices que l'on croyait susceptibles de l'éloigner.

Le mécanisme est simple et le marché français du vin nous donne un exemple intéressant.

Si le prix du vin est maintenu trop élevé sous le jeu de la protection obtenue par une branche de production organisée et agissante, de nombreux agriculteurs polyculteurs deviennent à leur tour viticulteurs; ils ne font pas du vin pour en vendre mais pour ne pas avoir à en acheter; pour avoir des résultats prochains, sacrifiant la qualité ils plantent des hybrides, des plants peu délicats et qui donnent au bout d'un minimum de temps. Voilà comment une fraction importante de la demande se retire du marché (4).

On prétend en général que ce sont les petits exploitants qui ne pouvant lutter à armes égales avec les grands producteurs étrangers ont réclamé la protection.

Or ce n'est pas exact : Ce sont ou bien les exploitations spécialisées ou bien les grandes exploitations du Nord de la France qui ont été les plus protectionnistes; les viticulteurs et les producteurs de blé.

Il aurait été paradoxal que ceux qui, seuls, peuvent connaître leurs prix de revient n'aient pas été les plus fervents défenseurs du prix de vente.

Il serait intéressant d'étudier les rapports existant entre les possibilités de connaissance du prix de revient dans un secteur de production, et le développement du syndicalisme revendicateur dans ce secteur.

Il y a deux façons d'agir dans le monde agricole : celle du producteur spécialisé qui use du tremplin syndicaliste pour envahir la scène politique, et celle du petit polyculteur qui devant un prix exagéré, employant le remède à l'échelle de son économie, produit pour lui-même.

Il produit pour lui-même avons-nous dit; mais cette observation n'est pas complète : il s'agit là du premier réflexe d'auto-défense devant un prix exagéré; il est vite suivi d'un réflexe de « conquête » dans le but de profiter du haut prix.

b) *Et la réduction de la production nationale* est vite apparue indispensable: pour cela on agit sur l'offre par la constitution de stocks et surtout on essaie d'atteindre directement la production en limitant les surfaces cultivées, en sanctionnant les rendements élevés.

(4) Les taxes augmentant le saling cost ne sauraient être négligées. V. chap. suivant.

Qui fera les frais de ces mesures ? Evidemment le producteur « le plus apparent » : c'est-à-dire la grosse exploitation, celle qui a protesté la première en demandant la protection contre l'étranger. Ce sont les centre gros producteurs qui feront les frais des contrôles des emblavements ou des plantations. Et encore précisons-le, dans l'atmosphère démagogique qui a caractérisé notre politique, seuls les grands propriétaires des grands centres ont dû appliquer le système restrictif.

Tous les autres, petits agriculteurs spécialisés ou polyculteurs ont essayé de passer dans le camp des profiteurs de la situation : ils ont développé la production.

Le résultat est l'effondrement catastrophique du marché : il n'est plus dès lors qu'un moyen possible : arracher les plantations ou détruire les récoltes.

Ici aussi un contrôle est nécessaire : et seul est contrôlé celui qui n'exige pas « des lunettes pour être remarqué ».

Abandonnant la culture pour laquelle il est manifestement sur-producteur il va se livrer à d'autres activités : à son tour il devra lui aussi réintégrer le cadre de l'économie de besoin. Il le fera de lui-même, à moins que les pouvoirs publics ne l'y obligent.

c) *C'est l'action directe sur les productions en vue des besoins de la ferme.* — Cette politique n'a pas été appliquée en France ; rien n'autorise à penser qu'elle ne le sera pas un jour, notamment pour les régions de monoculture exclusive.

L'économie américaine de l'entre deux guerres nous donne une illustration remarquable de cette réglementation.

Les planteurs de coton ont dû réduire leurs surfaces cultivées dans des proportions atteignant les 45 % en 1934.

Mais un problème se posa aussitôt : allait-on laisser les cultivateurs libres d'utiliser comme bon leur semblait les surfaces ainsi dégagées ? allaient-ils pouvoir ensemençer en produits déjà excédentaires ?

Des mesures très strictes furent prises et « d'une façon générale on leur permit toute culture nécessitée par les besoins internes de la ferme, toute culture qui pourrait servir à la nourriture du personnel ou à celle du bétail de l'exploitation à l'exclusion de tout produit destiné à la vente (5). »

Il était intéressant, pensons-nous de souligner le parallélisme existant entre l'intensification de l'autarcie nationale et celle de l'autarcie de l'exploitation.

(5) P. FROMONT, *Cours*, 1946-47, p. 317.

Le protectionnisme outrancier se solde donc, non seulement par un arrêt du progrès, par une stabilisation des techniques mais aussi dans de nombreux cas par une régression économique : au lieu d'aller de l'avant pour vaincre la difficulté du moment, *l'exploitation à demi commerciale est presque obligée de se replier sur elle-même dans un retour vers des formes économiques moins évoluées*. Quant à la *petite exploitation*, dans la recherche du revenu monétaire autant que dans celle du revenu en nature, elle accentue la diversification de son activité ; elle *développe son autoconsommation et son autoapprovisionnement dans une atmosphère générale de régression économique et technique*.

Nous n'avons envisagé jusqu'à présent que l'action sur les quantités, c'est elle l'action maîtresse puisqu'elle a été nécessairement utilisée devant l'inefficacité de l'action unique sur le prix (prix minimum et prix « ex post »).

Par contre dans le cas d'une conjoncture opposée à la surabondance, les gouvernements se sont souciés presque uniquement d'agir sur le prix (taxation) ou sur la demande (rationnement).

Puisque, ici, seule la situation du producteur nous intéresse nous ne retiendrons que l'action sur le prix.

II. — Action sur le prix

Nous avons analysé indirectement les effets d'un prix maintenu artificiellement au-dessus du niveau déterminé par la libre concurrence. Nous devons examiner à présent l'action sur l'autoconsommation jouée par un prix fixé arbitrairement et autoritairement au-dessous du point d'équilibre du marché.

Nous sommes dans un cadre de sous-production, en période de guerre par exemple.

Quelles sont les réactions des agriculteurs devant un prix fixé anormalement bas ?

Par définition, puisque le prix est anormal, il ne réalise pas l'équilibre du marché ; et à la quantité offerte ne correspond pas, théoriquement, la concurrence des acheteurs. Or cette concurrence joue en fait ; la sélection par le pouvoir d'achat va s'opérer : le marché noir s'instaure. Les prix peuvent d'ailleurs sous l'effet psychologique être supérieurs au prix libre.

Mais si le marché noir, dans ses prix couvre le risque de sanctions encourues par le vendeur, il faut reconnaître que tous les producteurs n'accepteront pas ce risque.

Certains préféreront réduire la production de la marchandise qui est taxée, au profit d'une extension de la culture d'autres produits dont le prix est rémunérateur.

Ainsi, deux solutions sont possibles : vendre au marché noir en acceptant le risque ou refuser ce risque et réduire la production.

Or dans bien des cas les quantités produites, ou du moins la mise en œuvre des facteurs de la production dépendent étroitement des nécessités de l'assolement ou des exigences techniques du cycle animal. Et bien souvent l'agriculteur doit continuer de produire telle marchandise alors que la comptabilité révèle le déficit de cette production individualisée et artificiellement séparée de l'ensemble auquel elle est naturellement liée.

C'est alors que s'opérera un « détournement du produit vers l'économie fermée » (6).

Nous savons que l'agriculteur recherche en même temps une satisfaction directe de ses besoins et un revenu monétaire.

Ces deux buts de son activité vont jouer ici pour déterminer ce que l'on peut appeler « l'effet de besoin » et « l'effet de recette ».

a) *L'effet de besoin* : La plupart des produits agricoles ont pour le cultivateur une valeur d'usage et une valeur d'échange.

Lorsque les circonstances et notamment la taxe, diminuent la valeur d'échange c'est la valeur d'usage qui, elle, restant constante primera. Elle reste constante, et même, elle se trouve augmentée du fait de la substitution possible du produit considéré à un autre produit qui a disparu du marché.

Par exemple : en période de taxation on constate un développement de la consommation familiale de volailles, d'œufs, de beurre, de lait.

Tous ces produits, au lieu d'être apportés sur le marché, sont consommés par le producteur lui-même et cela d'autant plus logiquement que la viande de boucherie est rationnée et qu'il s'agit pour le producteur de trouver une compensation.

De même le porc est largement utilisé dans l'économie familiale, parce que le porc est fournisseur de viande rationnée et de graisse devenue rare; d'autant qu'elle est presque seule à satisfaire les besoins de matières grasses, qui en temps normal sont satisfaits par la consommation de produits importés.

Tel agriculteur qui habituellement ne tue qu'un porc, en tuera deux.

Il en va de même du lait; nous avons pu constater, dans le département du Tarn, que de nombreux agriculteurs qui ne consom-

(6) P. FROMONT, *op. cit.*, p. 350.

maient pas de beurre et achetaient tout leur fromage, tandis que le lait était consommé par les veaux, se sont décidés, pendant la guerre, à prélever du lait pour faire du beurre et du fromage destinés à la table familiale : ce prélèvement était opéré sur la ration du veau qui souvent même était abattu à la ferme (alors que normalement il est destiné à la vente).

b) *L'effet de recette* : L'agriculteur désire obtenir à partir de sa production commercialisable la recette maxima.

S'il produit des céréales taxées à un prix trop bas pour être rémunérateur et si le marché noir est difficile pour ces produits, il les fera consommer à son bétail.

Comme il est plus facile de négocier « en cachette » un jambon qu'un hectolitre de grain, la production céréalière est réinvestie dans le circuit productif et c'est de la charcuterie qui est vendue.

Que l'on considère donc les périodes de surproduction ou celles de sousproduction les résultats de la politique agricole mise en œuvre ont été le développement de l'économie fermée : l'accroissement des phénomènes d'autoconsommation et d'autoapprovisionnement.

« C'est précisément une grosse lacune de l'économie dirigée actuelle de s'être toujours désintéressée du progrès... L'économie dirigée a la nostalgie des bas-fonds (7)... »

Les interventions de l'Etat se sont soldées, pour l'agriculture française par une régression.

Il n'est que de comparer l'agriculture danoise et la nôtre pour mesurer le degré d'aberration de notre politique.

Est-ce à dire qu'une agriculture française progressive devrait, au titre même du progrès, chercher, à tout prix, à banir les phénomènes d'autoconsommation ? Nous ne le pensons pas. Nous aurons l'occasion d'exposer ce point de vue à la fin de ce travail.

Nous pensons pouvoir avancer dès à présent qu'une bonne politique agricole devrait tendre vers la suppression des phénomènes d'autoconsommation et d'autoapprovisionnement de gaspillage, maintenus artificiellement.

Nous allons avoir l'occasion de préciser notre pensée en étudiant le rôle de l'impôt en la matière.

(7) P. FROMONT, *L'Agriculture libérée*, op. cit., p. 71.

(8) M. R. DUMONT a comparé la politique française et la politique anglaise, *Deux techniques de soutien agricole*, Economie Contemporaine, Octobre 1950.

CHAPITRE II

POLITIQUE FISCALE ET AUTOCONSOMMATION

« L'EXPANSION DE L'EXPLOITATION »

Les auteurs s'accordent à reconnaître le rôle important joué par l'impôt dans la transformation de l'économie agricole (1).

Les droits domaniaux (notamment : chevage, taille, gîte, service militaire) se sont peu à peu transformés en redevances fixes payables en argent.

Ces paiements ont créé un besoin de monnaie ; et pour se procurer cette monnaie l'agriculteur a été amené à vendre ses produits.

Ce sont ces demandes du fisc qui, les premières, ont obligé l'exploitant agricole à détenir quelque monnaie pour leur donner satisfaction.

Elles se sont présentées historiquement dès l'apparition, en France, de la monarchie moderne centralisatrice.

Et au fur à mesure que grandissaient les besoins de l'Etat moderne, grandissaient les appels du fisc et par conséquent le besoin, pour le cultivateur d'avoir des « rentrées de monnaie ».

« Le système est tellement efficace (2) que certains pays colonisateurs l'ont utilisé pour amener les peuples indigènes à fournir un effort plus intense : on les frappait d'un certain impôt parce que l'on savait que, pour le payer, ces paysans indigènes devaient vendre et que pour vendre, il leur fallait produire. »

C'était là l'application d'une théorie qui avait été exposée au XVIII^e siècle, l'impôt aiguillon, l'impôt stimulateur de l'activité productrice. On peut dire que bien avant l'énoncé de cette théorie, l'effet stimulateur de l'impôt s'était manifesté. »

(1) V. en ce sens, P. FROMONT, *Cours de Droit* 1946-7. — AUGÉ-LARIBE, *L'Évolution de la France agricole*. — Henri SÉE, *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen-Âge*.

(2) P. FROMONT, p. 32, op. cit.

C'est cette technique fiscale que nous avons rencontrée chez les populations montagnardes du Sud-Indochinois.

Mais cet « impôt-aiguillon » ne saurait avoir une importance sans limites dans les prélèvements qu'il opère; il amènerait rapidement la misère chez les populations qu'il prétendrait faire évoluer (3).

De toute façon on peut constater au cours de l'histoire, que des impôts croissants ont entraîné une régression des phénomènes d'autoconsommation et d'autoapprovisionnement.

Mais, s'il en a été ainsi, n'était-ce pas parce qu'il s'agissait d'impôts directs auxquels il était à peu près impossible de se soustraire? impôts sur le capital ou sur le revenu.

Or le *fisc moderne* semble *préférer l'impôt sur la dépense*. Sa perception est moins visible, son montant est incorporé, intégré au prix d'achat.

Ces impôts, seul les paye celui qui veut acheter : on voit dès lors pour l'agriculteur la possibilité d'échapper à cette forme d'imposition en produisant ce dont il a besoin.

La modernisation de la technique fiscale aboutit donc sur le terrain de l'autoconsommation aux résultats inverses de ceux obtenus par l'impôt classique.

La théorie économique distingue le payeur de l'impôt du porteur de l'impôt : en ce qui concerne l'ensemble des impôts indirects, des taxes, droits de régie ou autres, si l'agriculteur qui consomme des produits achetés n'en est pas le payeur, il en est le porteur puisque sous l'effet de l'incidence indirecte l'impôt est répercuté.

D'une manière générale tous ces impôts s'ajoutent au « coût de l'échange » ils augmentent le « *saling cost* ».

Pour se soustraire à ces charges supplémentaires grévant les frais normaux de l'échange, l'agriculteur aura tendance à éviter le marché, il préférera produire pour satisfaire directement ses besoins et ceux de son exploitation.

Telle est la conclusion à laquelle conduit le raisonnement basé sur l'étude des formes modernes d'imposition.

L'observation des faits confirmera-t-elle ce point de vue?

Une fiscalité trop lourde développe-t-elle l'économie fermée de l'exploitation agricole?

(3) M. René DUMONT qui, selon l'expression de M. Maspétiol, « porte jusqu'au fanatisme son enthousiasme pour une motorisation générale », réclame une fiscalité progressive dégageant les entreprises motorisées et surchargeant celles qui s'attardent dans des techniques périmées ». — Roland MASPÉTIOL, *Prix agricoles et politique rurale*, Revue Politique et Parlementaire, mai 1949.
— René DUMONT, *Le problème agricole français*.

Un allègement fiscal, un dégrèvement, restreint-il cette économie fermée ?

PREMIÈRE SECTION

LA FISCALITÉ INDIRECTE DÉVELOPPE L'AUTOCONSOMMATION

Récemment nous avons eû l'occasion de visiter un élevage breton. L'exploitant nous a déclaré que pour se soustraire à l'imposition sur les bénéfices commerciaux et au versement des taxes (production, transaction) il produisait la plus grande quantité possible des céréales nécessaires à l'alimentation de son bétail.

Or il s'agit en l'occurrence d'une exploitation strictement industrialisée : Dans la ferme, aucun outil, aucun instrument, aucune bête de trait ne révèlent la présence d'une activité extérieure à l'élevage exclusif pratiqué.

Dès lors pour produire le tiers de l'alimentation de son bétail (fraction déterminante dans la classification des impôts agricoles et commerciaux) il fait appel à des entrepreneurs de culture.

Comme le terrain est pauvre, la récolte levée n'arrive pas à couvrir les frais qu'elle a nécessités.

Mais cette perte est largement compensée par les avantages de l'imposition au titre des bénéfices agricoles.

Voilà, pensons-nous un cas d'autoapprovisionnement de gaspillage créé artificiellement pour échapper à la charge fiscale.

« Tel qu'il est (notre système fiscal), produit de plusieurs décades de la plus pressante nécessité, il contient nombre de dispositions malthusiennes qui enterrent la semence et dérangent le travail (4). »

L'exploitant en question représente le type de « l'entrepreneur », du pionnier ; il prospecte les divers marchés français et étrangers ; il s'enquiert des derniers progrès de la zootechnie.

Il devrait servir d'exemple à la masse des agriculteurs français qui s'acharnent à cultiver un sol ingrat au lieu de se tourner résolument vers un élevage spécialisé et industrialisé.

Les progrès biologiques, l'amélioration de la technique, de l'élevage sont à la portée des plus petites exploitations, ils ne connaissent pas de seuil spacial qui caractérise les progrès de la culture,

(4) Jacques RUEFF, *Discours aux indépendants*, Economie contemporaine, février 1951, p. 6.

ils devraient permettre aux innombrables petites fermes françaises de se maintenir socialement et de se développer économiquement en se modernisant techniquement.

Et pourtant, la théorie du prix agricole conjugée à l'étude de l'incidence fiscale nous laisse prévoir un écueil.

« La théorie de la valeur, considérée dans le cas de la concurrence générale des acheteurs et des vendeurs, est une ; mais il y a dans l'action des divers facteurs qui déterminent le prix, des différences de degré si grandes, selon les cas, que, en fait, elles deviennent essentielles.

L'entreprise commerciale ou industrielle, qui formule son prix d'offre, y incorpore tous les éléments du prix de revient, notamment les impôts ; l'entreprise agricole au contraire, suit la loi du marché, et la réaction du coût sur le prix est, ici, si lente et si lointaine, qu'une augmentation, d'ailleurs limitée, du prix de revient, telle que celle qui peut résulter d'un impôt nouveau, ne saurait guère exercer une influence sensible (5). »

Les prix industriels sont des « prix de coût », les prix agricoles sont des « prix de marché ».

On voit dès lors le désavantage certain, sur le plan fiscal de l'exploitation agricole « industrialisée ».

Elle vend au prix du marché, qui nous l'avons vu est un prix à peu près indépendant du coût, et dans son coût viennent figurer les charges fiscales du commerce et de l'industrie, charges qui dans ces deux branches sont, dans la plupart des cas, répercutées.

L'industriel paye des impôts mais les répercute ;

L'agriculteur ne peut les répercuter mais il en paye très peu ;

L'agriculteur industrialisé paye des impôts comme l'industriel ou le commerçant, mais il ne peut les répercuter parce qu'il vend des produits agricoles soumis à la loi de l'offre et de la demande et non à la loi du coût.

On voit ainsi comment la fiscalité constitue un frein indéniable à la modernisation agricole.

La fiscalité déclanche dans certains cas un mouvement regressif puisqu'elle se traduit par le développement d'un autoapprovisionnement de gaspillage.

Dans d'autres cas l'impôt détermine le maintien d'une autoconsommation rétrograde qui aurait tout intérêt à disparaître ; c'est

(5) Bertrand NOGARO, *Problèmes contemporains de finances publiques*, chapitre II, p. 93.

le cas de l'autoconsommation du vin qui se généralise dans des régions dont les aptitudes à la viticulture sont minimales.

Si l'impôt sur la consommation et sur les dépenses détermine une recrudescence de l'économie de besoin, il serait normal qu'un dégrèvement fiscal fût suivi de l'effet contraire.

DEUXIÈME SECTION

L'ALLEGEMENT FISCAL FACTEUR DE REGRESSION DE L'AUTOCONSOMMATION

La diminution des impôts indirects ou des taxes se traduit normalement par une baisse des prix de vente.

Devant la baisse des prix, la demande augmente : tel est l'effet normal.

C'est bien pensons-nous ce qui se vérifierait dans le cas d'une détaxe du carburant agricole.

Si le prix de l'essence baisse, si la taxe prélevée par litre d'essence s'amenuise, l'agriculteur achètera plus d'essence et utilisant le moteur, prélèvera moins d'avoine et de fourrage pour son bétail de trait.

Au fond ne serait-ce pas là un des moyens les plus efficaces de modernisation et de motorisation de la culture Française ?

Tous les auteurs qui depuis la libération ont été atteints de l'épidémie de « motorisme aigu » ont-ils bien compris qu'avant de régler le problème du moteur il fallait régler celui du carburant ?

Pour moderniser la culture au XX^e siècle, il ne s'agit pas de charger toutes les rêveries champêtres de Fourier sur une remorque et d'atteler un tracteur devant.

Il faut bien plutôt se demander si l'utilisation de ce tracteur sera rentable : si son coût d'utilisation ne dépassera pas son efficacité économique. Or une fraction importante de ce coût est constituée par la dépense de carburant.

Et au lieu de taxer de routinier l'agriculteur qui laboure avec ses bœufs, il faudrait se demander s'il a les moyens d'acheter de l'essence, d'acheter le progrès.

La motorisation dépend en grande partie du prix du carburant.

Or, en France, le problème du carburant est exclusivement un problème d'impôt.

C'est donc, et cela est indéniable, l'impôt qui dans de nombreux cas, est la cause du maintien des attelages, et de l'autoapprovisionnement.

Ce qui détermine le seuil d'utilisation rentable du tracteur c'est bien moins en effet la superficie, comme on le prétend généralement, que le prix du carburant, c'est-à-dire l'impôt.

Le seuil dimensionnel joue certainement un rôle, mais actuellement en France ce n'est pas lui qui détermine le nombre de tracteurs utilisables économiquement.

Si un tracteur de puissance x CV demande pour partenaire une exploitation de y hectares, c'est parce que cette exploitation lui permettra z heures de travail par an.

C'est donc le nombre z qui constitue le seuil d'utilisation rentable.

Or ce nombre d'heures par unité de surface n'est pas constant. Il varie avec la diversité des emplois possibles du tracteur : travaux de force, labours ; travaux plus légers, transports, ou encore, usage de la poulie d'entraînement.

Le nombre d'heures d'emploi possible est donc très variable.

Le nombre d'heures d'emploi rentable est déterminé, lui, par le prix du carburant.

Si l'essence est bon marché l'utilisation du tracteur deviendra rentable pour tous les transports et travaux secondaires pour lesquels il n'est pas utilisé actuellement.

L'agriculteur est un « entrepreneur de transports », affirme-t-on, c'est-à-dire que le seuil de motorisation possible est loin d'être atteint en France, alors que le seuil de motorisation rentable est atteint : il est déterminé par le haut prix du carburant.

C'est dans ce sens que nous prétendons que le seuil d'utilisation rentable du tracteur est, actuellement en France, non pas un seuil dimensionnel mais un seuil de « coût d'utilisation ».

Il est évident qu'en parlant de seuil dimensionnel on se réfère implicitement à la rentabilité, fonction du coût d'utilisation.

Mais certains auteurs sont tentés de considérer le coût comme une donnée, et sont portés à considérer la superficie des exploitations comme une variable possible.

A ce titre ils réclament une réforme agraire plus ou moins déguisée ; il serait plus simple de préconiser une réforme fiscale.

Tel est, nous semble-t-il, le rôle déterminant de l'impôt, dans le retard constaté de la motorisation de notre agriculture. La très grande majorité des pays l'ont compris, qui depuis longtemps ont détaxé le carburant agricole, et par là ont déterminé une réduction importante de l'autoapprovisionnement. Ce point précis de notre

étude nous permet de mesurer l'importance considérable des phénomènes d'autoconsommation (au sens large) puisque de l'avoine produite sur place, à l'essence achetée, c'est tout le problème de la modernisation de l'agriculture qui se trouve posé. *

*
**

Nous avons jusqu'à présent étudié l'action de l'impôt sur l'économie fermée : l'impôt direct, classique, facteur de progrès dans l'évolution économique, « l'impôt aiguillon » ; et l'impôt moderne, sur la dépense, facteur de maintien, voire de développement de l'économie fermée, « l'impôt frein ».

Il sera intéressant d'aborder maintenant le problème inverse : l'action de l'autoconsommation sur l'impôt ou du moins sur la recette fiscale.

Il est évident que les opérations d'autoconsommation et d'autoapprovisionnement ayant pour résultat de soustraire au champ d'application de l'impôt ou de la taxe de nombreuses transactions et consommations, se traduiront par un manque à gagner correspondant pour les caisses du fisc.

Il serait facile de connaître approximativement le montant de ces sommes, en appliquant au volume « utilisé sur place » les différentes taxes prélevées normalement sur les transactions ou les consommations.

On nous objectera qu'il ne saurait s'agir ici d'appliquer les taxes sur les transactions puisque ces opérations n'existent pas.

Mais en définitive tous ces impôts, toutes ces taxes dites d'une façon trompeuse « de transaction », de « production »... s'analysent du fait de la répercussion *officielle et réelle* en prélèvements sur le consommateur.

Dans ces conditions il serait normal d'exiger des agriculteurs autoconsommateurs qu'ils versent ces taxes.

En conclusion, nous pouvons dire :

— En tant que *producteur*, l'agriculteur est lésé par la fiscalité indirecte puisqu'il ne peut répercuter dans le prix de vente de ses produits les taxes comprises dans le prix de ce qu'il achète au commerce ou à l'industrie, qui eux, répercutent automatiquement ces taxes ;

avantages de l'autoapprovisionnement.

— En tant que *consommateur*, il bénéficie d'un privilège dans la mesure où il soustrait son autoconsommation aux impôts indirects ;

avantages de l'autoconsommation.

CHAPITRE III

POLITIQUE DE STRUCTURE ET AUTOCONSOMMATION « L'EXPANSION DE L'ASSOCIATION »

L'analyse économique sépare, en les distinguant, d'une part les structures et d'autre part les mécanismes.

Mais cela ne veut point dire que l'on n'enregistre aucun lien entre eux ; et tout au long de notre travail, nous avons souligné l'interaction existant entre structures agricoles et mécanismes de l'autoconsommation et entre composition du monde économique et mécanismes du marché.

Ayant constaté la rigidité des structures de l'exploitation et le manque d'organisation de la production agricole nous voudrions montrer comment une politique d'expansion de l'association agricole (notamment de la coopération) serait favorable, à la fois, à l'expansion de l'exploitation et à celle de l'agriculture.

La Coopérative agricole se trouve au carrefour de l'économie fermée et de l'économie de marché. C'est bien cela qui provoque un conflit doctrinal à propos de son intégration à la « révolution coopérative » (1).

PREMIÈRE SECTION

LA COOPERATION ET L'ECONOMIE FERMEE

Nous savons comment une trop grande spécialisation de l'exploitation, par l'obligation totale de l'échange, dans laquelle elle place l'agriculteur, entraîne pour ce dernier une position sinon toujours défavorable, du moins, souvent dangereuse.

(1) Bernard LAVERGNE, *La révolution coopérative*, Paris, 1950.

Il semble, en effet, qu'un certain degré d'autarcie protège efficacement l'exploitant contre les crises, et en temps normal contre les prélèvements considérables effectués par le secteur tertiaire et par le fisc.

Mais là où se trouve le progrès dans l'autarcie, c'est avec les phénomènes d'autoconsommation modernisée ; ceux qui s'opèrent dans le cadre de la mise en commun des produits, des capitaux et des services.

La coopérative agricole nous apparaît comme l'entr'aide traditionnelle portée à l'échelle de l'économie moderne, soit dans la production, la conservation ou la transformation des produits, ou encore dans l'utilisation en commun des services.

La coopération agricole, si elle savait étendre son réseau et unifier économiquement ses ramifications diverses, pourrait avantageusement transposer sur le plan régional, voire national, les phénomènes d'autoconsommation et d'autoapprovisionnement.

Il est pour le moins regrettable que les rapports entre coopératives d'activités diverses, situées dans différentes régions, ne soient pas plus développés.

Il ne serait pas impossible de voir s'instaurer entre les agriculteurs un système complexe d'échanges qui n'emprunterait au marché classique que ses avantages, tout en évitant son prélèvement bénéficiaire.

Mais l'agriculteur ne pourra, tout de même, jamais vivre dans un monde artificiellement isolé, et ceci ne serait pas souhaitable.

On doit dès lors préciser le rôle avantageux de la coopération dans les rapports de l'agriculteur avec le marché.

DEUXIÈME SECTION

LA COOPERATION ET L'ECONOMIE DE MARCHE

Ces problèmes sont bien connus dans leur ensemble ; nous nous contenterons d'en souligner brièvement l'essentiel.

Avec l'organisation coopérative l'agriculteur voit disparaître de nombreux éléments d'adversité du marché ; il peut avec intérêt affronter l'échange et se livrer à la production pour la vente.

— On a coutume de dire que la Coopérative supprime les intermédiaires ; nous disons plutôt qu'elle supprime les profits des intermédiaires (et encore, en fait, de certains intermédiaires seulement).

— Devant un marché national engorgé elle peut se lancer dans l'exportation d'autant plus aisément qu'elle dispose d'une masse de manœuvre plus importante.

— Face à un commerce et à une industrie groupés, elle protège l'agriculteur dans ses achats et dans ses ventes (l'exemple de la Coopérative du Chauvre, en Sarthe, est hautement significatif).

— Face à une production essentiellement variable, elle peut refreiner les fluctuations des cours par le stockage, en régularisant l'offre.

— Face à une production saisonnière, elle peut alimenter régulièrement la trésorerie de l'agriculteur par les avances qu'elle lui consent.

— Face au « pari de la vente » elle peut donner à l'agriculteur la certitude d'un « prix moyen » en échelonnant sur chaque mois les livraisons sur le marché de fractions régulières d'une récolte annuelle. (Il serait intéressant de comparer la politique du prix moyen, pratiquée par certaines coopératives, à celle des « Marketing Organisation » des territoires Britanniques d'outre mer).

C'est là semble-t-il un des avantages les plus considérables de la coopération et qui pourtant n'a pas suffisamment attiré l'attention.

Les grandes faiblesses de la trésorerie de l'exploitation sont bien en effet l'irrégularité des rentrées face à des sorties presque permanentes et l'imprévisibilité des rentrées.

Les cours agricoles changent constamment d'un mois à l'autre, d'une semaine à l'autre, d'une heure à l'autre (pour les pommes de terre primeurs par exemple).

A quel moment vaut-il mieux vendre ? Des résultats de cette « loterie », selon l'expression des agriculteurs, dépendent et la date et l'importance des rentrées de fonds.

Nous retrouvons là encore, les éléments d'irrationalité du monde agricole que la technique coopérative peut éliminer en donnant à l'exploitation les garanties suffisantes pour s'intégrer à une économie dynamique d'échange tout en conservant les avantages d'un secteur autarcique modernisé.

CONCLUSION

Atteignant le terme que nous nous sommes fixé nous pensons que ce travail contient en lui-même sa conclusion.

Nous avons étudié le « contemporain » à la lumière du passé, le phénomène national dans le cadre de l'économie comparée, l'influence des cadres et le jeu des mécanismes, aussi bien dans la statique microéconomique de l'exploitation que dans la dynamique macro-économique générale en faisant intervenir les éléments internes de viscosité dans les adaptations et les accidents externes, depuis les réformes brusques de structure jusqu'aux événements politiques et les crises économiques.

Nous avons examiné le plus de « concret » possible à la lumière de l'explication théorique, et, indirectement prévu les facteurs de l'évolution future.

Nous avons analysé le jeu des variables dans le temps, par exemple la production, et l'effet des constantes dans l'espace, par exemple l'importance de l'exploitation.

Il semblerait dès lors que nous puissions synthétiser l'ensemble de ces *hypothèses*, *observations* et *prévisions* dans un « modèle » théorique, historique et prévisionnel.

Et pourtant notre apport ne justifierait pas une telle prétention : nous avons déblayé le terrain, posé quelques fondations là où le sol était assez ferme ; mais de la construction d'ensemble il n'y a que le plan, et même que la conception du plan qui soit faite.

La réalisation d'un véritable « modèle » semble réservée pour les temps futurs, lorsque disposant de matériaux plus solides et plus abondants, et de méthodes d'observation plus perfectionnées, on pourra à loisir, compléter, perfectionner, préciser ou contredire le simple schéma que nous proposons...

...Pour tant qu'il soit, un jour, possible d'exprimer dans un échafaudage d'équations et de coefficients divers la vie d'un monde où le pas du cheval règlera sans doute longtemps encore le rythme du travail, et les quatre saisons de l'année régleront certainement toujours le rythme de la vie.

BIBLIOGRAPHIE

I. — ECONOMIE GÉNÉRALE ET SOCIOLOGIE

- E. ANTONELLI. — *Principe d'économie pure. La théorie de l'échange sous le régime de libre concurrence* (Paris, Rivière, 1914).
- *Manuel d'économie politique* (Montpellier, Causse, 1946, Tome II. Paris, Alcan, 1927, Tome I).
- *Traité d'économie politique. Introduction : Sociologie économique, Économie pure* (Paris, 1907).
- *L'économie pure du Capitalisme.*
- M^{lle} J. AUBERT. — *La courbe d'offre* (Paris, P.U.F., 1949).
- L. BAUDIN. — *Le mécanisme des prix* (1940). *La monnaie et la formation des prix* (1936).
- BYÉ. — *Les lois des rendements non proportionnels* (1928).
- BOUNATIAN. — *La loi de variation de valeur et les mouvements généraux des prix* (1929).
- L. BROCARD. — *Les conditions générales de l'activité économique* (Traité Truchy. Tome I).
- E. CALMETTES. — *La loi des rendements non proportionnels* (Thèse Droit, Toulouse, 1925).
- COLIN CLARK. — *The economics of 1960* (London, 1943).
- CL. COLSON. — *Cours d'économie politique*. Tome I.
- R. COURTIN. — *Cours de théorie économique* (1950-1951. Les Cours de Droit. Paris).
- A. DEMANGEON. — *Problèmes de géographie humaine* (Paris, 1947).
- DURCKHEIM. — *De la division du travail social* (Thèse, Sorbonne, 1893).
- ETLING. — *L'incidence des frais de transport sur le prix de vente des produits agricoles en France* (1937).
- FOURASTIÉ. — *Le grand espoir du XX^e siècle* (Paris, 1950).
- D. FAUCHER. — *Géographie agraire* (Paris, 1949). Tome II de A. Cholley : *Géographie économique et sociale*. Librairie de Médecis.
- P. FROMONT. — *Démographie économique* (Paris, Payot, 1947).
- P. GEORGE. — *Géographie agricole du monde* (Paris, Ed. « Hier et Aujourd'hui », 1946).
- P. GOUROU. — *Les paysans du Delta tonkinois* (Paris, 1936).
- *La terre et l'homme en Extrême-Orient* (Paris, 1940).
- *Le Tonkin* (Mâcon, 1931).
- H. GUITTON. — *Les fluctuations économiques. Traité d'Economie politique de Gaëtan Pirou* (Recueil Sirey, Paris, 1951).

4. GURVITCH. — *La sociologie au XX^e siècle* (P.U.F., 1947).
— *Industrialisation et technocratie*.
E. JAMES. — *Les formes d'entreprises* (1935).
H. KRIER. — *La charge des impôts sur l'économie, théorie de la pression fiscale* (Paris, 1944).
BERNARD-LAVERGNE. — *La révolution coopérative* (Paris, 1950).
H. LAUFENBURGER. — *Le commerce et l'organisation des marchés* (Paris, Sirey, 1938).
— *Précis d'économie et législation financières* (Paris, Sirey, 1942).
J. MARCHAL. — *Rendements fiscaux et conjoncture; contribution à la théorie de la sensibilité des impôts* (Librairie de Médecis, Paris, 1942).
— *Le mécanisme des prix* (Librairie de Médecis, Paris, 1848, 2^e édition).
— *Cours d'économie politique*. Tome I (Paris, 1950).
B. NOGARO. — *Les prix agricoles mondiaux et la crise* (1935).
— *Problèmes contemporains de finances publiques* (Paris, 1940).
— *Cours d'économie politique* (Paris, 1943).
F. PERROUX. — *Le capitalisme* (P.U.F., 1948).
— *Cours d'économie politique* (Centre de Documentation universitaire. Tome I, 1947, 5^e éd.; Tome II, 1949, 5^e éd.).
— *Les réformes agraires en Europe* (Domat Montchrestien, 1935).
G. PIROU et BYÉ. — *Traité d'économie politique. L'agriculture et le commerce* (Paris, 1941).
PROUDHON. — *Banque d'échange* (1848).
H. ROY. — *Etudes économétriques* (1935).
J. SIROL. — *Le rôle de l'agriculture dans les fluctuations économiques* (Paris, Sirey, 1942).
A. SAUVY. — (Nombreux articles, notamment dans « Economie contemporaine »).
SISMONDI. — *Tableau de l'agriculture toscane* (1801).
Sur les procédés statistiques appliqués aux recherches économiques : traités et cours de MARCH (1930), AFTALION (1931), LIESSE (1933), DARMOIS (1934), DUGÉ DE BERNONVILLE (1939), A. MARCHAL (1943).

II. — HISTOIRE

- D'AVENEL. — *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix depuis 1200 jusqu'en l'an 1800* (Paris, 1894).
— *Paysans et ouvriers depuis sept cents ans* (Paris, 1899).
— *Les renseignements de l'histoire des prix* (Paris, Payot, 1925).
M. BLOCH. — *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* (Paris, 1931).
— *La société féodale, les classes et le gouvernement des hommes* (Paris, 1949).
A. DELEAGE. — *La vie économique et sociale de la Bourgogne dans le Haut moyen âge* (Mâcon, 1941).
O. FESTY. — *L'agriculture pendant la Révolution française* (Paris, Gallimard, 1947).
FUNCK-BRENTANO. — *L'ancien régime* (Paris, 1926).
— *La société au moyen âge*.
Ch. GIDE et Ch. RIST. — *Histoire des doctrines économiques* (Sirey, 1944, 6^e éd.).
B. GUÉRARD. — *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule* (Paris, 1832).
R. GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*.

- E. JAMES. — *Histoire des théories économiques* (Paris, 1950).
- N. KAREIEW. — *Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle* (Paris, 1899).
- LA BROUSSE. — *L'Etat économique de la France avant la Révolution*.
- P. LACOURBE. — *L'appropriation du sol. Essai sur le passage de la propriété collective à la propriété privée* (Paris, 1912).
- Ch. LEMPRECHT. — *Etudes sur l'état économique de la France pendant la première partie du Moyen Age* (Paris, 1889).
- G. LIZERAND. — *Le régime rural de l'ancienne France* (Paris, 1942).
- A. LUCHAIRE. — *Les campagnes françaises à l'époque des Capétiens directs* (Paris, 1890).
- J. MORINI-COMBY. — *Mercantilisme et protectionnisme* (Paris, 1928).
- H. PIRENE. — *La civilisation occidentale au Moyen Age, du XI^e au milieu du XV^e siècle* (Paris, 1941).
- REGNAULT. — *Manuel d'histoire du Droit* (Paris, Sirey, 1947).
- G. ROUPNEL. — *Histoire de la campagne française* (Paris, 1932, 7^e éd.).
— *La ville et la campagne au XVII^e siècle* (Paris, 1928).
- H. SÉE. — *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen Age* (1900).
— *La France, démocratie rurale, son influence et son rôle en Europe* (Paris, 1923).
— *Les origines du capitalisme moderne* (Paris, 1930, 2^e éd.).
— *Histoire économique de la France*.
— Traduction : Arthur Young, *Voyage en France 1787-88-89* (Paris, 1931).
- P. TISSET et P. OURLIAC. — *Manuel d'histoire du Droit français* (Paris, 1949).
- D. VILLEY. — *Petites histoire des grandes doctrines économiques* (P.U.F., 1946).

III. — ECONOMIE RURALE

- E. ANTONELLI. — *Protection de la viticulture par l'Etat* (Thèse Droit, Paris, 1905).
- M. AUGÉ-LARIBE. — *La viticulture industrielle du Midi de la France* (Paris, 1907).
— *L'évolution de la France agricole* (Paris, 1912).
— *Le paysan français après la guerre* (Paris, 1923).
— *Syndicats et coopératives agricoles* (Paris, 1938).
— *Situation de l'Agriculture française, 1930-1939* (Paris, 1941).
— *La politique agricole de la France de 1880 à 1940* (Paris, 1950).
- A. BÉRARD. — *Du producteur au consommateur; fruits, légumes* (2 volumes, Paris, Sirey, 1936-1937).
- BERTIN. — *L'Economie dirigée et la politique française* (1939).
- M. BRAIBANT. — *D'abord la terre, le salut par les paysans* (Denoël et Steèle, 1935).
— *L'agriculture française*.
— *La tragédie paysanne* (Paris, Gallimard, 1937).
- BU LOC. — *L'usine chez le paysan annamite*.
- CAZIOT. — *La valeur de la terre* (1914).
— *La vérité sur la richesse agricole* (1926).
— *La terre à la famille paysanne* (1929).
- A. CHEVALIER. — *Révolution en agriculture* (Paris, P.U.F., 1946).
- L. CHEVALIER. — *Les Paysans* (éditions Denoël, 1947).
- R. CERCLER. — *Problèmes agricoles* (Paris, éd. internationales, 1948).

- M. CÉPÈDE. — *Du prix de revient au produit net en agriculture; Essai d'une théorie de la production agricole* (Thèse Droit, Paris, 1944).
- J. CHOMBART DE LAUWE. — *Bretagne et Pays de la Garonne; Evolution agricole comparée depuis un siècle* (C.N.I.E. et P.U.F., 1946).
- *La structure agricole de la France* (C.N.I.E., 1946).
- *Pour une agriculture organisée, Danemark et Bretagne* (P.U.F., 1949).
- *L'utilisation des tracteurs agricoles dans quelques régions de la France* (Société Française d'Economie Rurale, Volume 3, n° 1).
- A. CRAMOIS. — *Coopératives agricoles. Pourquoi et comment le paysan français est devenu coopérateur* (C.N.I.E.).
- H.-D. COSNARD. — *L'irréductible droit agricole* (Thèse Droit, Paris, 1949).
- M. CLUSEAU. — *Prix agricoles et politique rurale* (Mélanges Joseph Magnol. Paris, Sirey, 1948).
- CARVER. — *Principles of rural economics.*
- COMPÈRE-MOREL. — *Le socialisme et la terre.*
- DELOS. — *Traité d'Economie Rurale* (1941).
- DEGON. — *Le Crédit agricole* (1939); Tome I, *La terre*; Tome II, *Le capital d'exploitation.*
- R. DUMONT. — *Misère et prospérité paysanne* (Paris, 1936).
- *Le problème agricole français* (Paris, 1946).
- *Les leçons de l'Agriculture américaine* (Flammarion, 1949).
- *Voyage en France d'un agronome* (Paris, 1951).
- Dr BORDAN-DEDERKO. — *La plus avantageuse dimension des exploitations agricoles* (Varsovie, 1925).
- A. DEMOLON. — *L'évolution scientifique de l'Agriculture française.*
- A. DURAND. — *La vie rurale dans les massifs volcaniques des Dore, du Cézu/lier, du Cantal et de l'Aubrac* (1948).
- J. FERTÉ. — *La situation critique de l'agriculture* (1948).
- P. FROMONT. — *Cours de législation et économie rurales, années 1943 à 1950* (Les Cours de Droit, Paris).
- *Le pays d'Othe, sa vie économique* (Thèse Droit, Paris, 1923).
- *Essai sur la crise agricole, production et population* (P. Fromont et R. Courtin, Paris, Sirey, 1934).
- *L'agriculture en économie libérée* (dans « Pour une Economie libérée », S.P.I.D., 1946).
- *La réforme du statut du fermage et du métayage* (P.U.F., 1949, Conseil Economique, Etudes et travaux).
- *Prix agricoles et prix industriels : Rapport au Conseil Economique* (J. O. 8 mars 1951).
- A. GARRIGOU-LAGRANGE. — *Production agricole et économie rurale* (Paris, 1939).
- E. GAUTIER. — *Un siècle d'indigence* (1949).
- *La dure existence des paysans et des paysannes* (E. ouvrières, 1950).
- Ch. GIDE. — *Les associations coopératives agricoles* (Paris, 1925).
- H. GIRARD. — *Le prix de revient en agriculture : possibilités et moyens de le réduire* (14^e Congrès de l'Agriculture française, 1932).
- GERRY. — *L'Economie agricole française et la socialisation du sol* (1939).
- H. GUITTON. — *Essai sur la loi de King, Etude des relations entre les mouvements de l'offre et les mouvements des prix* (Paris, Sirey, 1938).
- *L'élasticité de la demande des produits agricoles, dans « Etudes agricoles d'Economie corporative », 1942.*
- *Le mécanisme des prix*, chap. IV du *Traité d'Economie Politique*, Tome I, publié sous la direction de L. Baudin (1954).

- HALLE et LEROY. — *L'écart entre le prix du pain et le prix du blé* (1932, 14^e Congrès de l'Agriculture française).
- HITIER. — *Les problèmes de l'Agriculture* (1923).
- R. HENRY. — *La petite propriété rurale*.
- I.N.A. — *L'économie dirigée et l'agriculture* (1935).
— *La propriété rurale* (Conférence).
- E. JOUZIER. — *Economie rurale* (Paris, 1928).
- M. DE JUGLART. — *L'exploitation rurale (Droit rural)* (Paris, 1949).
— *Droit rural spécial* (Paris, 1950).
- KAUTSKY. — *La question agraire; Etude sur les tendances de l'agriculture moderne* (Paris, 1900).
- LÉONCE DE LAVERGNE. — *L'Agriculture et la population* (Guillaumin, 1857).
- E. LAUR. — *Economie de la moyenne et petite culture* (Lausanne, Payot, 1938).
— *La petite propriété rurale en France. Enquête monographique 1908-1909* (Paris, 1909).
- LECOUTEUX. — *Economie rurale*.
- LACORE. — *La situation des fermes dans l'agriculture en France* (1938).
- J. MÉLINES. — *Le salut par la terre* (Paris, Hachette, 1919).
- P. MARRES. — *Les grands Causses* (Montpellier, 1925).
- J. MILHAU. — *Etude économétrique du prix du vin en France* (Montpellier, 1935).
— *Prix et productions en agriculture; étude économétrique de quelques marchés agricoles* (1938)
— *Le pouvoir d'achat du viticulteur* (Montpellier, Causse, 1945).
- R. MASPETIOL. — *Economie paysanne* (Librairie de Médecis, Paris, 1939).
— *L'ordre éternel des champs, essai sur l'histoire, l'économie et les valeurs de la paysannerie* (Librairie de Médecis, Paris, 1946).
- MOORE. — *Laws applicable to the united states department of agriculture* (Washington) (1936).
- R. L. MIGHELL and J. D. BLACK. — *Interregional competition in agriculture* (Harvard Economic Studies, 1951).
- R. MALLET. — *Le retour à la terre* (Paris, 1942).
- R. MONTAGNE. — *La profession agricole à travers l'évolution sociale et juridique moderne* (Thèse Droit, Montpellier, 1950).
- J. MORINI-COMBY. — *L'expérience italienne d'économie agricole dirigée* (1938).
- B. NOGARO. — *La crise de l'agriculture et la politique agricole en France* (Revue Economique Internationale, Janvier 1936).
- H. NOILHAN. — *Aspects techniques du problème agricole, questions agricoles* (Editions du Centre Polytechnicien, 1936).
— *Techniques agricoles et techniques industrielles* (Paris, 1948).
- R. PICARD. — *Questions actuelles d'économie rurale* (1939).
- M. PRÉAUD. — *Les tendances d'une politique nouvelle en matière agricole* (S. L., Ecole libre des Sciences politiques, 1941).
- H. QUEUILLE. — *Le drame agricole* (Paris, Hachette, 1932).
- C. ROZIER. — *La France agricole* (Alsatia, 1943).
- G. ROSCHER. — *Traité d'économie politique rurale* (Paris, 1888).
- V. ROUQUET LA GARRIGUE. — *Les problèmes de la corrélation et de l'élasticité. Etude théorique autour de la loi de King* (Paris, Hermann, 1948, 2 tomes).
- L. SALLERON. — *La terre et le travail* (1941).
- SOUCHON. — *La crise de la main-d'œuvre agricole en France*.
— *La propriété paysanne* (Paris, 1899).
- J.-M. SCHMERBER. — *La réorganisation foncière en France, le remembrement rural* (Cahors, 1949).

- J. SIROL. — *Les problèmes français du blé* (Thèse Droit, Toulouse, 1933).
S.D.N. — *Rapport sur le problème de l'alimentation* (1937).
Th. W. SCHULTZ. — *Agriculture in an Unstable Economy* (Committee for Economic development Research study, 1945).
Ford STURROCK. — *Farm accounting and Management* (2^e éd. Pitman. London. 1950).
G. TAÏX. — *La faillite de la viticulture est-elle pour demain ?*
E. VENDERVELDE. — *L'exode rural et le retour aux champs* (Paris, 1910).
C. ALTON WILEY. — *Agriculture and the Business cycle* (Madisson, 1930).
A. WANTERS. — *La réforme agraire en Europe* (Bruxelles, 1928).
D. ZOLLA. — *Etudes d'Economie rurale* (Paris, 1896).

IV. — PÉRIODIQUES

- *Les « Agriculteurs de France »*.
— *Annales d'Histoire Sociale*.
— *Annales d'Histoire Economique et Sociale*.
— *Annuaire agricole de la Suisse*.
— *Agriculture* (Revue mensuelle technique et économique).
— *Bulletin mensuel d'Information sur le Marché mondial des Céréales*.
— *Bulletin des Engrais*.
— *Bulletin et annuaire de l'I.I.A. de Rome*.
— *Bulletin mensuel de la F.A.O.*
— *Bulletin européen de la F.A.O.*
— *Bulletin de la Société Française d'Economie Rurale*.
— *Bulletin du Centre régional de Recherches d'Economie rurale de l'Ouest*.
— *Bulletin technique d'Information des Ingénieurs des Services agricoles*.
— *Bulletin de l'I.O.S.T.A.*
— *Boerenbond Belge*.
— *Cahiers des Ingénieurs agronomes*.
— *Cahiers d'Economie et Humanisme*.
— *Coopération agricole* (Bulletin d'Information du Mouvement coopératif. Métropole-Union Française).
— *Chambres d'Agriculture*.
— *Droit social*.
— *Etudes et Conjoncture*.
— *Economie contemporaine*.
— *Economie appliquée*.
— *L'Information géographique*.
— *Informations coopératives* (B.I.T., Genève).
— *Journal d'Agriculture pratique*.
— *Journal of Farm Economics*.
— *Journal officiel : Conseil économique*.
— *Nouvelle Revue de Bretagne*.
— *Notes documentaires et études*.
— *Problèmes économiques*.
— *Revue d'Economie politique*.
— *Revue politique et parlementaire*.
— *Revue économique internationale*.
— *Revue du Ministère de l'Agriculture*.
— *Revue de Législation agricole*.

- *Revue des Etudes coopératives.*
- *La Statistique agricole* : Résultats de l'enquête de 1929; Monographies agricoles départementales annexes à l'enquête de 1929.
- *Journaux* : *Le Monde, La Terre nouvelle, Le Paysan du Midi, Le Paysan d'Ille-et-Vilaine, Ouest-France, Blé* (A.G.P.B.), *Le Fermier.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>L'AUTOCONSOMMATION AGRICOLE EN FRANCE</i>	1
— un phénomène presque délaissé par les économistes.	2
— un phénomène dont l'intérêt est certain.	7
— un phénomène dont l'approche est délicate.	11
Plan général de l'étude.	16
 I^{re} PARTIE. — LE MÉCANISME DE L'AUTOCONSOMMATION dans les cadres de la vie agricole.	17
 Titre I. — Observation : Les conditions du mécanisme.	19
CHAPITRE I. — AUTOCONSOMMATION ET STRUCTURES.	21
1 ^{re} Section : Les conditions psychologiques de l'autoconsommation.	22
La mentalité paysanne :	
1. le dédain du calcul économique.	23
2. la primauté de la terre sur l'argent.	28
3. l'esprit d'indépendance.	29
2 ^e Section : Les conditions juridiques de l'autoconsommation.	32
1. la propriété rurale.	33
2. l'exploitation agricole.	35
3. l'association agricole.	36
3 ^e Section : Les conditions techniques de l'autoconsommation.	38
4 ^e Section : Les conditions économiques de l'autoconsommation.	41
1. la dimension des exploitations.	41
2. le système d'exploitation.	43

CHAPITRE II. — AUTOCONSOMMATION ET RÉGIMES ÉCONOMIQUES.	47
Essai de classification à partir d'études monographiques	
1 ^{re} Section : Une moyenne exploitation de polyculture dans l'Ouest : « exploitation familiale dans une économie de besoin »	48
2 ^e Section : Une moyenne exploitation de monoculture dans le Midi : « exploitation familiale dans une économie de marché »	58
3 ^e Section : Une grande exploitation de polyculture dans le Soissonnais : « exploitation capitaliste dans une économie de marché »	62
4 ^e Section : Une grande exploitation monoculture dans la Beauce : « exploitation familiale moderne dans une économie de marché »	65
 Titre II. — Analyse : Le jeu du mécanisme	69
Sous-titre I. : Autoconsommation et facteurs de la production.	73
CHAPITRE I. — ETUDE ÉCONOMÉTRIQUE D'UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE AUPRÈS DE 200 EXPLOITATIONS DE L'OUEST DE LA FRANCE	73
Autoconsommation et surface, population, production, spécialisation.	
CHAPITRE II. — ETUDE ÉCONOMÉTRIQUE DE LA DOCUMENTATION HELVÉTIQUE.	83
Autoconsommation et surface, population, production, spécialisation. Autoconsommation et achats d'engrais, achats de semences, main-d'œuvre salariée. — Annexe : L'indice de spécialisation.	89
CHAPITRE III. — POSSIBILITÉS D'EXTRAPOLATION DES RÉSULTATS OBTENUS.	93
Concordance des résultats des deux études.	
La généralisation paraît possible.	
Les tendances de l'autoconsommation.	

CHAPITRE IV. — VÉRIFICATION : L'ETUDE GÉOGRAPHIQUE
DE L'AUTOCONSUMMATION DU VIN EN FRANCE..... 97

1^{re} Section : Les grandes régions viticoles..... 98

2^e Section : Les dimensions de l'exploitation viti-
cole et l'autoconsommation. 98

*Sous-titre II : Autoconsommation et variations de la
production.*

CHAPITRE I. — LES VARIATIONS ANNUELLES..... 105

1^{re} Section : Etude directe de la consommation
familiale du vin. 106

L'autoconsommation est-elle constante ?..... 106

L'autoconsommation est-elle proportionnelle à
la récolte ? 107

L'autoconsommation dépend-elle de la « ré-
colte » ou du « prix » ?..... 112

2^e Section : Etude indirecte de la consommation
du vin. 119

Les quantités commercialisées dépendent-elles
de la « récolte » ?..... 119

Les quantités commercialisées dépendent-elles
du « prix » ?..... 120

Les quantités commercialisées dépendent-elles
des « stocks » ?..... 127

CHAPITRE II. — LES VARIATIONS SAISONNIÈRES..... 129

Etude de l'autoconsommation du lait.

1^{re} Section : Vérification des tendances précédem-
ment dégagées. 131

2^e Section : Considérations générales sur l'auto-
consommation du lait. 135

3^e Section : Les variations globales de l'autocon-
sommation. 139

— l'action du prix. 139

— l'action des quantités. 142

4 ^e Section : L'action des caractéristiques de l'exploitation sur les variations de l'autoconsommation.	146
— l'action des quantités produites.	
— l'influence de la rationalité de l'exploitation.	

II^e PARTIE. — L'ÉVOLUTION DE L'AUTOCONSOMMATION dans l'expansion de l'économie générale.	151
---	-----

Titre I. — Observation : La régression de l'autoconsommation dans l'évolution économique.	153
--	-----

<i>Sous-titre I. — L'autoconsommation dans le déroulement de l'histoire.</i>	153
--	-----

CHAPITRE I. — ETUDE HISTORIQUE.	155
--	-----

1 ^{re} Section : l'économie domaniale.	156
---	-----

2 ^e Section : l'économie du XIX ^e siècle.	161
---	-----

CHAPITRE II. — ETUDE STATISTIQUE : LES QUANTITÉS GLOBALES A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE.	169
--	-----

1 ^{re} Section : Essai d'évaluation.	169
---	-----

— Production végétale et autoconsommation.	169
--	-----

— Production animale et autoconsommation.	176
---	-----

— Production totale et autoconsommation.	177
--	-----

2 ^e Section : Essai d'interprétation.	183
--	-----

— Importance du circuit fermé agricole.	183
---	-----

— Autoconsommation agricole et consommation nationale de produits agricoles.	184
--	-----

CHAPITRE III. — ETUDE COMPARATIVE : L'ÉVOLUTION DANS LE TEMPS ET LES DIFFÉRENCES DANS L'ESPACE.	189
--	-----

1 ^{re} Section : L'autoconsommation dans les économies attardées de l'extrême-Orient.	189
--	-----

— l'autoconsommation dans les plaines alluviales.	
---	--

— l'autoconsommation dans les régions montagneuses.	
---	--

2 ^e Section : L'autoconsommation dans les agri- cultures traditionnelles modernisées.....	192
— l'autoconsommation au Danemark.....	192
— l'autoconsommation en Suisse.....	194
3 ^e Section : L'autoconsommation dans les pays neufs : Etats-Unis.	200
4 ^e Section : L'autoconsommation dans les éco- nomies planifiées : Union Soviétique.....	202
<i>Sous-titre II. — L'interprétation générale du Trend.....</i>	207
CHAPITRE I. — LE TREND.....	207
CHAPITRE II. — LES « ACCIDENTS » DU TREND.....	211
1 ^{re} Section : Les réformes agraires et l'autocon- sommation.	211
2 ^e Section : La guerre et l'autoconsommation...	213
3 ^e Section : La crise et l'autoconsommation...	217
l'autoconsommation, garantie contre la crise	218
l'autoconsommation, conséquence de la crise	219
l'autoconsommation, la crise et la théorie éco- nomique.	222
Titre II. — Analyse : La résistance de l'autoconsommation et le jeu des mécanismes économiques.....	227
<i>Sous-titre I. — Le fonctionnement des mécanismes écono- miques et l'autoconsommation agricole.....</i>	231
CHAPITRE I. — L'ADAPTATION DIFFICILE DE L'EXPLOITATION AUX IMPÉRATIFS DES MARCHÉS AGRICOLES : PREMIÈRE JUSTIFICATION DE L'AUTOCONSUMMATION.....	233
1 ^{re} Section : Le rôle atténué du coût dans la for- mation des prix agricoles, et les avantages de l'autoconsommation.	233
les caractères du coût agricole.....	234
le rôle du coût agricole.....	237

2 ^e Section : L'aléa du revenu monétaire et la certitude de l'autoconsommation.	241
la recette de l'agriculteur : L'effet King et l'autoconsommation.	241
le revenu monétaire de l'agriculteur : L'effet King et le coût objectif global.	244
CHAPITRE II. — LA CONFRONTATION DÉSAVANTAGEUSE POUR L'AGRICULTEUR DES MARCHÉS AGRICOLES ET DES AUTRES MARCHÉS : DEUXIÈME JUSTIFICATION DE L'AUTOCONSUMMATION.	
	247
1 ^{re} Section : L'écart entre le prix perçu et le prix payé : Les avantages de l'autoconsommation.	248
2 ^e Section : L'élargissement de l'écart : La persistance de l'autoconsommation.	250
<i>Sous-titre II. — Les interventions gouvernementales dans les mécanismes économiques et l'autoconsommation agricole.</i>	
	255
CHAPITRE I. — POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET AUTOCONSUMMATION.	
	255
1 ^{re} Section : Les politiques « possibles » et l'autoconsommation.	257
2 ^e Section : La politique française et l'autoconsommation.	259
l'action sur les quantités.	260
l'action sur les prix.	263
CHAPITRE II. — POLITIQUE FISCALE ET AUTOCONSUMMATION 267	
1 ^{re} Section : La fiscalité indirecte, cause de développement de l'autoconsommation.	269
2 ^e Section : L'allègement fiscal, facteur de régression de l'autoconsommation.	271

CHAPITRE III. — POLITIQUE DE STRUCTURE ET AUTOCON-	
SOMMATION.	275
1 ^{re} Section : La coopérative agricole et l'éco-	
nomie fermée.	275
2 ^e Section : La coopérative agricole et l'économie	
de marché.	276
CONCLUSION.	279
BIBLIOGRAPHIE.	281
TABLE DES MATIÈRES.	289

IMPRIMERIES RÉUNIES

- Société Coopérative -

22, rue de Nemours, 22

— RENNES —

